

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°479**

**FEVRIER 2025**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du  
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

### Sommaire :

- **TURQUIE : OCALAN APPELLE LE PKK À DÉPOSER LES ARMES ET À SE DISSOUDRE**
- **SYRIE : UN « DIALOGUE NATIONAL » SANS LES KURDES**
- **IRAK : VERS LA REPRISE DES EXPORTATIONS DU PÉTROLE DU KURDISTAN ?**
- **IRAN : AU MOINS 975 EXECUTIONS CAPITALES EN 2024**

---

## TURQUIE : OCALAN APPELLE LE PKK À DÉPOSER LES ARMES ET À SE DISSOUDRE

**L**e 27 février, une délégation du parti pro-kurde DEM a tenu une conférence de presse dans un hôtel d'Istanbul, Elite World Taksim, pour annoncer l'appel du fondateur et chef historique du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Lu d'abord en kurde puis en turc devant de très nombreux journalistes turcs, kurdes et étrangers. Abdullah OCALAN appelle le PKK à déposer les armes et à se dissoudre.

Il demande à ses partisans de convoquer un congrès dans les meilleurs délais « comme le feraient volontairement toute communauté et tout parti moderne dont l'existence n'a pas été abolie par la force » Pour justi-

fier sa décision dont il assume toute la responsabilité il évoque le contexte historique, social et international qui a changé. Selon lui, la fondation du PKK en 1978 et le déclenchement de son insurrection en 1984 étaient justifiés par « le déni explicite de la réalité kurde (et-de) la restriction des droits et des libertés fondamentaux ». Le monde a changé, la société, kurde a changé, « la lutte armée a fait son temps !! il faut y mettre un terme. Le combat doit désormais être mené pour le respect des droits des minorités ethniques, la liberté d'expression et le droit à l'auto-organisation démocratique (...) le besoin d'une société démocratique est inévitable (-) Le langage de l'époque de la paix doit être développé en fonction de cette réalité ».

Dans son appel, pour le plus grand bonheur de dirigeants turcs, le chef de PKK récuse toute idée de fédéralisme ou d'autonomie kurde, jugée inappropriée aux réalités sociologiques du pays Des « revendications culturalistes » ne semblent pas avoir davantage de pertinence à ses yeux. Pas un mot par exemple sur la revendication d'un enseignement en kurde, partagée par la quasi-totalité des quelque 26 millions de Kurdes de Turquie, qui le jugent vital pour la préservation et la transmission de leur langue et de leur culture millénaire.

D'où les réactions pour le moins mitigées de la société kurde en Turquie. Si tout le monde se félicite de la fin annoncée de la lutte armée, beaucoup espéraient

---

---

qu'en contrepartie, il y aurait une amnistie générale des prisonniers politiques kurdes, la reconnaissance de la langue kurde dans la constitution et des droits linguistiques et culturels élémentaires comme l'enseignement en langue kurde dans les écoles des provinces à majorité kurde.

De ce fait, de nombreux Kurdes se demandent si le texte de cet appel a été rédigé par OCALAN lui-même, détenu depuis le 15 février 1999 dans l'isolement de l'île-prison d'Imrali ou ce texte lui a été imposé ou dicté par les services turcs. Nombre de partisans du PKK, qui ont perdu leurs proches, dans une guerre qui dure depuis 1984, qui a fait plus de 50.000 morts et provoqué les déplacements forcés de 2 à 3 millions de civils kurdes, menée d'abord pour l'indépendance d'un Kurdistan unifié, puis pour « une autonomie démocratique » sont sous le choc. La direction du PKK, informée en avance du contenu de cet appel, ne peut qu'adhérer, du moins publiquement et par principe, à l'appel de son leader en raison du culte de la personnalité qui l'entoure. Elle demande la participation d'OCALAN à leur futur congrès pour convaincre ses partisans. Demande qui risque une fin de non-recevoir de la part du gouvernement turc qui s'est déjà fermement opposé à ce que le chef du PKK lance son appel en vidéo plutôt que par un texte écrit. Une participation même en visio-conférence d'OCALAN au congrès d'auto-dissolution de son organisation semble peu probable.

L'appel d'OCALAN a été accueilli favorablement par les dirigeants du Kurdistan irakien qui espèrent qu'après la fin de la guérilla du PKK la Turquie n'aura plus de prétexte pour intervenir militairement dans les zones frontalières et que l'armée turque va se retirer des postes militaires qu'elle a installés dans les zones d'opérations largement dévastées par des décennies de guerre.

De son côté, le général Mazloum ABDI, commandant un chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), s'est félicité de cet appel qui « ne concerne que le PKK ».

L'auto-dissolution du PKK ôtera à la Turquie tout prétexte d'intervenir militairement contre les Kurdes syriens, espère-t-il.

La classe politique turque dans sa très grande majorité soutient l'appel d'OCALAN. Le chef du Parti républicain du peuple (CHP), principale formation de l'opposition a exprimé son soutien et l'espoir que le PKK tiendrait compte de l'appel d'OCALAN. Le gouvernemental AKP s'est exprimé par la voie de l'un de ses vice-présidents, Elkan ALA : « Le résultat de l'appel est ce que l'organisation terroriste se dissolve et tout le monde doit faire un effort pour parvenir à ce résultat » (Le Monde du 28 février 2025).

Plusieurs pays occidentaux, dont l'Allemagne et les États-Unis, ont exprimé l'espoir que l'appel du chef du PKK soit suivi par son organisation et que la page des affrontements militaires soit définitivement tournée. Même le secrétaire général des Nations Unies a tenu à exprimer son soutien à ce processus de paix.

En attendant les prochaines étapes de ce processus, le régime turc poursuit sans relâche la répression de ses opposants et en premier lieu des Kurdes. Le maire d'Istanbul, Ekrem İMAMOĞLU, un probable futur candidat aux élections présidentielles, est en procès pour avoir questionné l'impartialité d'un expert judiciaire à qui le procureur d'Istanbul fait systématiquement appel dans des procès à caractère politique. L'actrice Melisa SOZEN est poursuivie pour « terrorisme » pour son rôle dans la série « Bureau des légendes » où elle interprète une combattante kurde syrienne (AFP, 3 février). Le 18 février, près

de 300 Kurdes ont été arrêtés pour « terrorisme » au cours des opérations menées dans les provinces kurdes et dans les métropoles turques pendant cinq jours (AFP 18 février). La plupart d'entre eux sont des membres ou sympathisants du parti pro-kurde DEM. Parmi eux, des écrivains, des avocats, des journalistes. Le 24 février, un dixième maire kurde élu, M. Alkan, de Kagizman a été suspendu par le ministère de l'Intérieur turc et remplacé par un administrateur. Son parti DEM dénonce dans un communiqué « la guerre du gouvernement AKP contre le droit du peuple kurde à voter et à être élu » (AFP, 24 février).

Le 20 février, c'est le président du patronat turc, Orhan TURAN, qui a été entendu pendant des heures et placé sous contrôle judiciaire par le procureur d'Istanbul qui le poursuit pour « tentative d'influence sur le système judiciaire ». Son crime ? Un discours prononcé le 13 février devant l'assemblée générale du patronat turc (TUSIAD) où il critiquait justement « les atteintes à l'État de droit » en Turquie. Pour le procureur d'Istanbul il s'agit de « fausses informations concernant la sécurité intérieure et extérieure de la Turquie » susceptibles de « perturber la paix publique » (AFP, 20 février).

Il est désormais interdit au chef du patronat turc de voyager à l'étranger où dans ses échanges avec ses homologues étrangers il risquerait de porter atteinte à la réputation de la Turquie. Le président turc à lui-même justifié ces poursuites en déclarant à la télévision : « les dirigeants d'une organisation professionnelle sont habilités à défendre les intérêts de leurs membres, pas à se mêler de politique et critiquer le gouvernement. S'il veut faire de la politique, qu'il fonde son parti politique et participe aux élections pour défendre ses idées ». Telle est la conception démocra-

tique de M. Erdogan. Seuls les responsables politiques peuvent exprimer des idées sur la conduite des affaires publiques du pays. A leur risques et périls d'ailleurs, car s'ils sont kurdes on les poursuit pour terrorisme et les embastille, et s'ils sont turcs potentiellement dangereux pour le pouvoir on peut les poursuivre sous des prétextes aussi vagues

que « atteinte à la paix civile, « insulte au président de la république », « diffusion de fausses informations ». Pour le quotidien le Monde (19 février), « La Turquie renoue avec les purges en multipliant les arrestations d'opposants ». Dans son numéro du 25 février. Le Monde constate que « la répression politique

s'étend au patronat ». Dans ce contexte de répression généralisée à quoi va aboutir « un processus de paix » lancé en octobre 2024 par le chef du Parti de l'Action nationaliste (MHP), Devlet BAHCELLI, allié d'ERDOGAN ? Un processus mené dans les coulisses, sans débat public ni au parlement ni dans les média.

### **Voici, à titre documentaire, une traduction du texte intégral de l'appel d'Abdullah OCALAN.**

Le PKK est né au XXe siècle, durant l'époque la plus violente de l'histoire de l'humanité, entre les deux guerres mondiales, à l'ombre de l'expérience du socialisme réel et de la guerre froide à travers le monde. Le déni absolu de la réalité kurde, les restrictions des droits et libertés fondamentaux – en particulier la liberté d'expression – ont joué un rôle significatif dans son émergence et son développement.

Le PKK a été soumis aux dures réalités du siècle et du système du socialisme réel en termes de théorie adoptée, de programme, de stratégie et de tactiques. Dans les années 1990, avec l'effondrement du socialisme réel dû à ses dynamiques internes, la dissolution du déni de l'identité kurde dans le pays et les avancées en matière de liberté d'expression ont conduit à un affaiblissement du sens fondateur du PKK, entraînant une répétition excessive. Par conséquent, il a suivi son cours comme ses homologues et a rendu nécessaire sa dissolution.

Tout au long de plus de 1000 ans d'histoire, les relations entre Turcs et Kurdes ont été définies en termes de coopération mutuelle et d'alliance, et Turcs et Kurdes ont jugé essentiel de rester dans cette alliance dont le côté volontaire prédomine pour assurer leur existence et survivre face aux puissances hégémoniques.

Les 200 dernières années de la modernité capitaliste ont été principalement marquées par l'objectif de briser cette alliance. Les forces impliquées, en accord avec leurs intérêts de classe, ont joué un rôle clé dans la poursuite de cet objectif. Avec les interprétations monistes de la République, ce processus s'est accéléré. Aujourd'hui, la tâche principale est de restructurer cette relation historique, devenue extrêmement fragile, sans exclure la prise en compte des croyances dans un esprit de fraternité.

Le besoin d'une société démocratique est inévitable. Le PKK, l'insurrection et mouvement armé le plus long et le plus étendu de l'histoire de la République,

a trouvé une base et un soutien social, étant principalement inspiré par la fermeture des canaux de la politique démocratique.

L'issue inévitable des dérives nationalistes extrêmes – telles que la création d'un État-nation séparé, une fédération, une autonomie administrative ou des solutions culturalistes – ne répond pas à la sociologie historique de la société.

Le respect des identités, la libre expression de soi, l'auto-organisation démocratique de chaque segment de la société en fonction de ses propres structures socio-économiques et politiques ne sont possibles que par l'existence d'une société et d'un espace politique démocratiques.

Le deuxième siècle de la République ne pourra assurer une continuité permanente et fraternelle que s'il est couronné par la démocratie. Il n'existe aucune alternative à la démocratie dans la poursuite et la réalisation d'un système politique. Le consensus démocratique est la voie fondamentale.

Le langage de l'époque de paix et de société démocratique doit être développé en accord avec cette réalité.

L'appel lancé par M. Devlet BAHCELLI, ainsi que la volonté exprimée par M. le Président et les réponses positives des autres partis politiques à l'égard de l'appel bien connu, ont créé un environnement dans lequel j'appelle à la cessation des armes et j'assume la responsabilité historique de cet appel.

Comme pour toute communauté et tout parti moderne dont l'existence n'a pas été abolie par la force, réunissez votre congrès pour vous intégrer volontairement à l'État et à la société et prenez une décision : tous les groupes doivent déposer les armes et le PKK doit se dissoudre.

J'adresse mes salutations à tous ceux qui croient en la coexistence et qui attendent mon appel.

---

## SYRIE : UN « DIALOGUE NATIONAL » SANS LES KURDES

**L**es nouvelles autorités syriennes ont organisé une « Conférence de dialogue national » qui s'est tenue le 25 février dans le palais présidentiel de Damas. Selon le correspondant de l'AFP, « environ 600 participants issus de différentes régions du pays » ont pris part à cette conférence (AFP, 25 février).

Un comité préparatoire avait auparavant tenu des réunions dans plusieurs provinces du pays rassemblant quelque 4.000 personnes, selon ses responsables.

La conférence présidée par le président par intérim Ahmed al-Charaa, a réuni pour l'essentiel des représentants de la société civile arabe sunnite ainsi que des femmes et des membres des minorités religieuses.

L'administration autonome kurde et les forces démocratiques syriennes qui contrôlent un tiers du territoire syrien n'étaient pas invitées et aucun parti politique kurde n'y a été représenté.

Les Alaouites ont également été absents de ce « Dialogue national » proclamé censé « poser les bases d'une gouvernance inclusive ». Les participants convoqués à la hâte disposaient de quelques heures pour faire des recommandations sur des questions aussi importantes que la relance de l'économie, la reconstruction d'un pays en ruines, la justice transitionnelle, les contours d'une nouvelle constitution, la construction d'une armée nationale.

Au terme de ses travaux sommaires, la conférence, dans ses recommandations a tracé « les grandes lignes du futur État en Syrie » insistant sur le désarmement nécessaire des groupes armés et « le monopole des armes aux mains de l'État ». Ahmed al-

Charaa a annoncé qu'il mettrait en place une commission pour travailler sur la justice de transition dans le but de « rétablir les droits de Syriens ».

La déclaration finale exhorte les autorités à « former un comité constitutionnel pour rédiger un projet de constitution (...) qui ancre les valeurs de justice, de liberté, d'égalité et fonde un État de droit ».

Le président par Intérim a promis « une déclaration constitutionnelle » dans un avenir non précisé « un gouvernement inclusif pour le premier mars 2025 et les élections » d'ici quatre à cinq ans si tout va bien, selon ses organisateurs cette conférence représente « la première étape d'un long processus » visant à « construire une nouvelle identité nationale syrienne qui préserve la paix civile ».

Réagissant à « cette conférence de dialogue national sans les Kurdes » l'administration autonome kurde et les quelques 35 partis et ONG kurdes syriens ont dénoncé une représentation « purement symbolique » lors de cette conférence qui, selon eux, « ne reflète pas la réalité des composantes de la société syrienne ». Ces conférences « n'ont ni sens ni valeurs et ne contribueront pas à trouver des solutions concrètes à la crise que traverse le pays » soulignent les organisations kurdes.

Les Forces démocratiques syriennes, à dominante kurde, avaient, avant le début de la conférence déclaré qu'elles « ne seraient pas partie prenante dans la mise en œuvre des résultats de cette conférence qui ne représente pas le peuple syrien » (AFP, 25 février).

En fait, cet exercice superficiel de dialogue semble avoir pour objec-

tif de donner un vernis de légitimité démocratique au Président par intérim syrien, issu du HTC, ex-branche syrienne d'Al-Qaïda et adoubé le 30 janvier par les chefs militaires d'autres milices sunnites arabes. Le nouveau pouvoir a besoin de reconnaissance internationale pour la levée des sanctions visant la Syrie et pour l'obtention d'une aide massive indispensable à la reconstruction d'un pays dévasté par un demi-siècle de dictature et quatorze années de guerre civile.

Ces enjeux ont été au cœur d'une Conférence Internationale réunie le 13 février à Paris à l'initiative du président français. De pays arabes de la région, la Turquie, plusieurs pays européens ainsi que des représentants de G7 ont participé à cette conférence. Les États-Unis qui n'ont pas encore défini leur stratégie envers le nouveau régime syrien étaient absents. Des bailleurs multilatéraux et des agences internationales se sont réunis dans la matinée du 13 février pour élaborer une « stratégie de coordination de l'aide internationale » pour la reconstruction de la Syrie qui nécessiterait un « Plan Marshall » d'à peu près de 400 milliards de dollars selon L'ONU. Un objectif hors d'atteinte dans le contexte international actuel où on ne peut guère espérer faire payer des pays comme le Russie et l'Iran qui ont largement contribué à la destruction de la Syrie.

La présidence française de la conférence appelle de ses vœux « l'établissement d'une Syrie unifiée, stable, qui retrouve sa souveraineté sur l'ensemble du territoire » Les participants ont écouté le nouveau ministre syrien des Affaires étrangères Assaad al-Chaibani qui effectuait sa première visite dans un pays de l'Union européenne. Hormis cette prise de contacts et la promesse de

---

la levée progressive et conditionnelle des sanctions la conférence n'a produit aucun résultat concret alors que selon les estimations des ONGs, plus de 16,5 millions de Syriens ont besoin d'une aide humanitaire urgente (AFP, 13 février).

Les nouveaux dirigeants syriens comptent d'ailleurs sur l'aide de pétromonarchies du Golfe pour améliorer le sort de leur population. Le président par intérim, Ahmed al-Charaa, à peine désigné, s'est rendu le 2 février en visite officielle en Arabie saoudite, un pays qu'il connaît bien pour y avoir passé son enfance et où il a été bien accueilli car Riyad souhaite attirer vers son giron le nouveau régime syrien, trop dépendant de la Turquie. L'entretien entre al-Charaa et le prince Mohammed ben Salmane, le 3 février, a semblé cordial mais sans annonce spectaculaire hormis la poursuite de l'aide humanitaire d'urgence. Le lendemain, le 4 février, le président syrien s'est rendu à Ankara, à bord d'un jet turc mis à sa disposition. Il s'est entretenu pendant plus de 3 heures à huis clos avec le président turc : L'essentiel de l'entretien semble avoir été consacré à des questions sécuritaires et au retour progressif des quelque 3 millions de réfugiés syriens accueillis en Turquie. Celle-ci traverse une grave crise économique et n'a pas les moyens d'apporter une aide financière significative à la reconstruction de la Syrie mais ses experts peuvent participer à la remise en état de certaines infrastructures comme les aéroports.

Le président par intérim syrien a exprimé sa volonté de conclure avec la Turquie une « relation stratégique profonde dans tous les domaines qui profiterait aux deux pays » Cela inclut une « stratégie partagée de confronter les menaces sécuritaires dans la région » (New York Times, 4 février).

Bref, c'est la stratégie commune de lutte contre les forces kurdes et l'administration autonome kurde qui a constitué le plat de résistance de cette rencontre qui symboliquement se tenait le jour où le président Trump accueillait à Washington le Premier ministre israélien Netanyahu. Le président turc semble avoir obtenu de son homologue syrien que la future Syrie sera un État unitaire et centralisé, sans statut d'autonomie ni pour les Kurdes, ni pour les Alaouites et que les forces armées kurdes seront désarmées par la force ou par la diplomatie.

Un engagement difficile à tenir par le nouveau régime dont les milices ne sont pas en mesure de confronter militairement les forces armées kurdes. En attendant la mise en place d'une nouvelle armée syrienne c'est le pragmatisme qui règne à Damas qui a engagé un dialogue avec l'administration autonome kurde, Celle-ci de son côté affiche son attachement à l'unité de la Syrie et veut convaincre le nouveau pouvoir Syrien que les Forces démocratiques syriennes bien équipées, disciplinées et bien entraînées pourraient constituer une composante essentielle de la future armée syrienne, un peu comme les forces de Peshmerga en Irak.

A la suite de ce dialogue difficile mais nécessaire pour les deux parties, d'administration kurde a décidé, de 22 février de reprendre les livraisons de pétrole aux territoires sous contrôle de Damas.

L'accord signé entre les deux parties prévoit la livraison quotidienne de 150.000 barils de pétrole et d'un million de mètres cubes de gaz à Damas à un prix qui n'a pas été dévoilé. Ainsi, la Syrie, privée de livraison de pétrole iranien depuis la chute de régime d'Assad pourra, grâce aux livraisons de pétrole kurde, faire face à ses besoins énergétiques de base.

Les affrontements entre les FDS à dominante kurde et les milices syriennes pro-turques se sont poursuivies tout au long du mois de février notamment dans le secteur de Manbij où le premier février 10 miliciens pro-turcs ont été tués, neuf autres périés dans un attentat, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) Le 3 février, 15 personnes ont été tuées à la suite d'une explosion d'une voiture piégée près d'un poste des milices pro-turques.

Malgré les tentatives récurrentes de Washington pour freiner l'offensive turque contre les FDS, par mercenaires syriens interposés, les affrontements meurtriers ont toujours lieu autour du barrage stratégique de Tichrine. L'aviation turque continue de bombarder les positions kurdes ainsi que les infrastructures civiles.

Dans le reste de la Syrie on assiste à des règlements de compte entre les milices sunnites islamistes et les Alaouites considérés comme des partisans du régime déchu. Un véritable climat de purge sévit dans le secteur public où sous le couvert de la lutte contre les emplois fictifs, dizaines de milliers de fonctionnaires et d'employés ; suspectés de proximité avec l'ancien régime, sont licenciés et punis (Le Monde 20 février).

A signaler aussi que la suspension de l'aide humanitaire fournie par Washington a entraîné l'arrêt de nombreux programmes dans les domaines critiques comme la santé et l'alimentation dans le nord-est et le nord-ouest du pays selon le quotidien Le Monde (14 février) L'assistance américaine représente un quart des financements internationaux. Frappée par cette crise financière l'administration kurde veut évacuer Syriens et Irakiens des camps de détention. L'Irak s'est engagé à reprendre tous ses ressortissants d'ici fin 2025.

---

## IRAK : VERS LA REPRISE DES EXPORTATIONS DU PÉTROLE DU KURDISTAN ?

**L**e processus de la reprise des exportations de pétrole du Kurdistan via la Turquie a connu des avancées significatives.

Début février le Parlement irakien a adopté un amendement à la loi sur le budget fédéral augmentant sensiblement des compensations pour les compagnies pétrolières internationales opérant au Kurdistan afin de mieux couvrir leurs coûts de production et de transport. La vice-ministre turque des Affaires étrangères, Mme. Berris EKINCI s'est d'abord rendue à Bagdad puis, le 16 février, à Erbil où elle a été reçue par le président du Kurdistan Nechirvan BARZANI. La question de la reprise des exportations de pétrole du Kurdistan était au centre de leur entretien.

Selon un communiqué de la présidence du Kurdistan la vice-ministre turque a accueilli favorablement l'accord entre Erbil et Bagdad relatif au processus de reprise des exportations du pétrole du Kurdistan " et « réaffirmé le soutien de la Turquie à ce processus » (Rudaw, 15 février).

De son côté le ministre kurde de Ressources naturelles, Kamal Mohammed a déclaré, le 17 février, que les exportations vont reprendre en mars prochain, soit deux ans après leur suspension à la suite de l'arrêt d'un Tribunal d'arbitrage International, basé à Paris, saisi par le Gouvernement irakien. Il resterait encore des questions techniques à régler mais Bagdad subit la pression de la nouvelle administration américaine pour une reprise rapide des exportations.

Avant la suspension de ces exportations, le Kurdistan exportait chaque jour 400.000 barils de pétrole de la Région autonome ainsi que 75.000 barils de pétrole de Kirkouk. La suspension a s'est

traduite par un manque à gagner de 24 milliards de dollars selon l'estimation de L'APIKUR, association des compagnies pétrolières opérant au Kurdistan.

La lutte contre la résurgence des activités de Daech tant en Irak qu'en Syrie a motivé la visite, le 3 février à Erbil, du commandant en chef de la Coalition internationale contre Daech, le général Kevin LEAHY.

Le général s'est longuement entretenu avec le président du Kurdistan, Nechirvan BARZANI et les responsables militaires kurdes pour évaluer la situation sécuritaire en Irak et au Kurdistan dans le nouveau contexte régional consécutif à la chute du régime pro-iranien d'Assad en Syrie : La coopération militaire kurdo-américaine et ses perspectives ont été passées en revue. A l'occasion de cette visite, le président BARZANI a inauguré les 3e et 4e divisions d'infanterie des forces de Peshmergas sous le commandement du Ministère des Peshmergas dans le cadre de processus en cours d'unification de ces forces. Le processus devrait être complété fin 2026 selon le Secrétaire d'État du Ministère des Peshmergas, Abdul Khaliq BABIRI (Rudaw, 3 février) Le général Leahy s'est également informé des développements récents du processus de réforme du Ministère des Affaires des Peshmergas.

L'unification et une meilleure formation de ces forces est une priorité pour la Coalition internationale afin de s'assurer qu'après la fin de ses missions, les Peshmergas bien formés et bien équipés seront à même d'assurer la sécurité du Kurdistan contre les attaques djihadistes de Daech ou d'autres milices terroristes.

Le 2 février, une attaque par drone-suicide a visé le champ

gazier de Khor Mor, exploité par la société émiratie Dana Gas. Bien qu'aucune victime n'ait été signalée, l'attaque aurait été lancée depuis Bashir, dans la province de Kirkouk, soulevant des soupçons sur l'implication de milices pro-iraniennes présentes dans la région depuis le 16 octobre 2017. Malgré l'attaque, l'entreprise a maintenu sa production et annoncé une hausse de ses revenus pour 2024, atteignant 261 millions de dollars au Kurdistan, avec des créances en attente de 67 millions de dollars.

Par ailleurs, les autorités ont annoncé la découverte d'une fosse commune dans le district de Hawija, à l'ouest de Kirkouk, contenant les restes de 17 personnes. Un conseiller du président irakien a déclaré que ces restes étaient probablement ceux de combattants peshmergas capturés par Daech en 2014. Les responsables militaires kurdes estiment qu'environ 105 combattants peshmergas et volontaires kurdes sont portés disparus depuis 2014, lors de la bataille contre Daech.

Après vingt ans sous la nouvelle constitution irakienne, le gouvernement irakien a annulé les lois de l'ancien régime qui avaient exproprié des dizaines de milliers d'hectares de terres agricoles appartenant aux Kurdes. Cependant, les agriculteurs accusent l'armée irakienne de soutenir les colons et de leur interdire l'accès à leurs terres. Le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a condamné ces attaques, tandis que le Premier ministre irakien a mis en place un comité pour traiter cette question.

Depuis le 16 octobre 2017, l'armée irakienne et des milices pro-iraniennes ont occupé Kirkouk, imposant une nouvelle vague d'arabisation à la population kurde, qui constitue la majorité.

---

D'autre part, dix parlementaires américains, dont le représentant Joe Wilson, ont officiellement exhorté l'administration Trump à imposer des sanctions et à désigner plusieurs milices pro-iraniennes en Irak comme organisations terroristes étrangères (FTO). Dans une lettre adressée au secrétaire d'État Marco Rubio et au conseiller à la sécurité nationale Michael Waltz, les parlementaires ont exprimé leurs inquiétudes quant à la présence continue de ces milices au sein des forces de sécurité irakiennes, malgré des années d'aide financière et militaire des États-Unis.

La lettre demande spécifiquement la désignation de groupes tels que l'Organisation Badr, Kata'ib al-Imam Ali, Harakat Hezbollah al-Nujaba et la Brigade Fatemiyoun en tant qu'entités terroristes. Ces groupes, armés, formés et commandés par le Corps des Gardiens de la révolution islamique iranien (IRGC), sont accusés de saper la stabilité de l'Irak et de menacer les intérêts américains dans la région.

En outre, les parlementaires ont exhorté l'administration à suspendre toute assistance sécuritaire à

l'Irak tant que ces milices pro-iraniennes resteront légalement intégrées dans l'État irakien.

Autre événement marquant du mois au Kurdistan, la visite le 16 février d'une délégation du parti DEM. Celle-ci a été reçue cordialement par le leader kurde Massoud BARZANI qui exhorte les parties kurde et turques à concentrer leurs efforts sur le processus de paix en cours, « seul moyen de parvenir à une solution » au conflit qui dure depuis quatre décennies. Au cours de cette réunion qui a duré près de deux heures la délégation de DEM « a principalement fourni des informations sur les discussions avec Abdullah OCALAN et a reçu des points de vue, suggestions et réflexions de BARZANI concernant le processus » a rapporté la délégation de DEM qui a ensuite rendu visite au président Nechirvan BARZANI avant de se rendre à Souleimanieh pour y rencontrer le chef de l'Union patriotique du Kurdistan, Bafel TALA-BANI.

Intervenant quelques jours après cette visite préparatoire, l'appel d'OCALAN demandant au PKK à déposer les armes et à s'auto-dis-

soudre a été accueilli avec soulagement au Kurdistan où la population espère que la fin du conflit opposant la guérilla kurde à l'armée turque aura pour effet le retrait des troupes turques des zones frontalières qu'elles occupent.

Les habitants des quelque 800 villages évacués et régulièrement bombardés par les Turcs pourront enfin retourner sur leurs terres.

De son côté l'Irak voit dans l'appel d'OCALAN une façon d'améliorer la sécurité régionale. Il s'agit d'« une étape positive et importante pour établir la stabilité dans la région » a déclaré dans un communiqué le ministère irakien des Affaires étrangères qui ajoute que cet appel constitue également « une phase importante pour renforcer la sécurité, non seulement en Irak (.) mais dans toute la région » (AFP, 28 février).

En août dernier, Bagdad et Ankara avaient signé un accord de coopération militaire visant à établir des centres de commandement et de formation conjoints pour lutter contre le PKK mais cet accord n'a pas eu de suites concrètes.

---

## IRAN : AU MOINS 975 EXECUTIONS CAPITALES EN 2024

**L**a situation des droits humains ne cesse de se détériorer en Iran où les condamnations à la peine capitale pour des motifs politiques ou de droit commun sont devenues une macabre routine.

Selon un bilan établi par deux ONG de défense des droits humains, Iran Human Rights (IHR), basé en Norvège, et Ensemble contre la peine de mort (ECPM), établi à Paris, au moins 975 personnes ont été exécutées en 2024. Ce chiffre est le plus élevé depuis 2008, année où un premier bilan des exécutions

avait été publié. Le rapport publié le 20 février et cité par *Le Monde* précise que la grande majorité (90%) des exécutions n'ont pas été rendues publiques « Une quarantaine de cas présumés d'exécution n'ont pu être inclus dans le rapport, faute d'avoir pu recouper suffisamment de sources » précise ce rapport.

Parmi les 975 suppliciés de 2024, on compte 31 femmes dont 4 ont été pendues en public. Plusieurs mineurs au moment des faits incriminés ont également subi la peine capitale. La quasi-totalité des exécutions se font par pen-

daison, généralement à l'abri des regards dans les prisons où sont incarcérés les condamnés. Ces derniers « sont régulièrement privés d'accès à leurs avocats » affirme le rapport qui souligne aussi l'usage « systématique » de la torture physique et psychologique pour obtenir des aveux sur lesquels les juges fondent le plus souvent leur décision pour les déclarer coupables. Le régime iranien a pendu dix hommes, liés à la vaste contestation « Femme, Vie, Liberté » qui avait éclaté en septembre 2022 à la suite de la mort en garde-à-vue de la jeune étudiante kurde Jina Mahsa Amini.

---

Au moins treize autres militants de ce mouvement sont actuellement dans le couloir de la mort, rappelle le rapport des deux ONG.

La peine de mort est un levier essentiel du système judiciaire iranien, reposant sur l'application de la charia depuis la révolution Islamique de 1979 souligne Le Monde : Selon Amnesty International seule la Chine a davantage recours à la peine de mort chaque année.

Le 18 février 229 avocats iraniens ont signé une pétition contre la condamnation à mort de trois prisonnières politiques, deux Kurdes Pakhshan Azizi et Warisha Moradi et une syndicaliste, Sharifeh Mohammadi. Les deux prisonnières kurdes sont accusées de liens avec des organisation kurdes « illégales » dans un pays où les 12 millions de Kurdes n'ont pas le droit d'avoir des partis politiques ou des syndicats légaux. La pétition adressée au chef de la Justice iranienne, Gholamhussein Mohseni Ejei, souligne l'importance d'assurer les droits légaux des Mmes. Mohammadi et Moradi dans leur appel contre les condamnations à mort et demande « l'arrêt immédiat de mise en œuvre de l'exécution de Mme. Azizi ». Les avocats font valoir que ces condamnations ne sont pas des "verdicts de justice" mais plutôt "des décisions hâtives découlant d'un processus semé d'ambiguïtés :

De son côté, Amnesty a, le 10 février, lancé un appel urgent demandant à l'Iran « d'arrêter immédiatement » la mise en œuvre de la condamnation à mort de Mme. Pakhshan Azizi. "La communauté internationale doit immédiatement appeler les autorités Iraniennes d'arrêter l'exécution de cette travailleuse humanitaire arbitrairement détenue qui a été condamné à mort après un procès grossièrement injuste devant une cour révolu-

tionnaire l'année dernière" a déclaré Diana Eltahawy, directrice adjointe pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à Amnesty International. (Rudaw, 10 février 2025)

La Cour suprême d'Iran a rejeté la demande de nouveau procès de la prisonnière politique kurde Pakhshan Azizi, la mettant ainsi en danger imminent d'exécution. Son dossier a été transféré au Bureau d'application des peines. Son avocat, Amir Raeisian, a déclaré que la cour avait rejeté leurs objections pour des raisons de fond, mais qu'il comptait soumettre une nouvelle demande de révision. Mme. Azizi a été condamnée à mort le 14 juin 2024 pour "rébellion" et a ensuite éclopé de six mois de prison supplémentaires pour "troubles en prison".

Par ailleurs, l'Organisation Hengaw pour les droits de l'homme a vivement dénoncé la répression croissante du régime iranien contre la culture et les militants kurdes. Une récente vague de coercition a contraint des chanteurs de musique folklorique kurde à interpréter des hymnes approuvés par l'État. Cette stratégie plus large de répression comprend l'interdiction de la langue kurde dans les écoles, la censure de la musique et la persécution des artistes.

L'un des cas les plus marquants est celui de Mohammad Sharifi, un chanteur traditionnel kurde de Sardasht, récemment convoqué par les autorités. Il a été forcé de supprimer des publications sur les réseaux sociaux en lien avec des figures kurdes et contraint de chanter un hymne iranien sous le drapeau national.

Ces mesures s'accompagnent d'une augmentation des arrestations au sein de la population kurde.

Parmi les personnes arrêtées en

février figurent Mohammad Esmaeili-Azar, de Mahabad, âgé de 29 ans, détenu le 5 février 2025 pour purger une peine de six mois de prison en raison de liens présumés avec le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI). Hawre Shafei, un homme de 40 ans originaire de Saqqez, a été arrêté le 3 février 2025 à son lieu de travail à Shahnaz Square et emmené dans un lieu inconnu. Danish Sharafi, 37 ans, de Sanandaj, a été arrêté dans des circonstances inconnues.

Soroush Nurbakhsh, un étudiant de 25 ans et compositeur de Mahabad, spécialisé en guitare classique, a été arrêté par les forces de sécurité. Anwar Kurd, 27 ans, de Bokan, ainsi que Keyvan Niknam, de Mahabad, ont également été arrêtés et transférés dans des lieux inconnus. Befrin Mahmoudi, une femme kurde de Bokan, a été arrêtée lors d'un raid à son domicile. Hiwa Amini et Bahman Feyzi ont été arrêtés par les services de renseignement iraniens à Saqqez.

De même, Arman Shadivand, un militant écologiste de Darreh Shahr, dans la province d'Illam, a été condamné à 24 mois de prison pour « propagande contre le régime » et « insulte à Khamenei ». Il avait été arrêté le 24 novembre 2024 et libéré sous caution en attendant son procès.

Les organisations de défense des droits de l'homme ont condamné la condamnation à mort de Pijman SULTANI, un militant kurde et manifestant du mouvement « Femme, Vie, Liberté » à Bokan. Âgé de 32 ans, Sultani a été condamné à mort par la justice de la République islamique d'Iran sans bénéficier d'un procès équitable, en violation des normes internationales des droits de l'homme. Tout au long de sa détention, il s'est vu refuser l'accès à un avocat ainsi qu'à des visites familiales.

---

À l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle, l'ONG Hengaw pour les droits de l'homme a publié un rapport détaillant les arrestations et l'emprisonnement d'enseignants de la langue kurde par les autorités iraniennes. Selon le Centre de statistiques et de documentation de Hengaw, les agences de sécurité de la République islamique d'Iran ont intensifié la pression sur les institutions civiles et les enseignants bénévoles de la langue kurde à travers le Kurdistan en 2024. Le rapport confirme l'arrestation de six enseignants, tandis que sept autres ont été condamnés à un total de 20 ans et huit mois de prison punitive, ainsi qu'à une année supplémentaire de peine avec sursis.

Les autorités iraniennes ont également renforcé leur répression contre l'expression culturelle kurde en ciblant le port de vêtements traditionnels, le « Jamaneh » et le « Khaki Clothing ». Le ministère du Renseignement, en coordination avec le Bureau de surveillance des lieux publics, a fait pression

sur les propriétaires de salles d'événements dans les villes kurdes, les mettant en garde contre l'autorisation de ces tenues. Le mois dernier, au moins deux salles à Sanandaj ont été temporairement fermées, et leurs gestionnaires ont reçu des avertissements sévères indiquant que de nouvelles infractions entraîneraient des fermetures prolongées.

Toujours sur le plan culturel, à signaler le saccage à Téhéran de l'Institut français de recherche en Iran qui était considéré comme un centre de référence pour de nombreux chercheurs. Cette institution fondée en 1983, par la fusion entre la Délégation archéologique des Français en Iran, créée en 1897 par Jacques de Morgan, et l'Institut français d'Iranologie de Téhéran, fondé en 1947 par Henry CORBIN, abritait un fonds exceptionnel de plusieurs milliers d'ouvrages en diverses langues : Elle avait été placée sous scellés en août 2023 à la suite des caricatures de *Charlie Hebdo* sur l'ayatollah Khamenei. Son immeuble situé en plein cœur de Téhéran, dans un quartier très surveillé, a été saccagé

par des "toxicomanes" sans que la police iranienne omniprésente n'intervienne.

Le régime iranien qui n'apprécie guère les prises de position du gouvernement français détient toujours 3 otages français. Le 18 février, il a rendu public l'arrestation d'un couple de touristes britanniques en route pour le Pakistan et l'Inde. Accusés d'espionnage ; ils deviennent à leur tour des otages d'État.

Sur le plan diplomatique, Téhéran accélère son programme d'enrichissement d'uranium et fait étalage de sa puissance militaire en dévoilant cette fois le 7 février un porte-drones, présenté comme « le plus grand projet militaire naval » de l'Iran (le Figaro, 7 février). Le régime iranien, affaibli après la perte de son allié syrien, se prépare à une nouvelle phase de confrontation avec les États-Unis et Israël. L'ayatollah Khamenei dénonce le dialogue avec Washington sans toutefois fermer la porte pour d'éventuelles négociations (New York Times, 7 février 2025).



# Le procès du maire d'Istanbul, symbole de la répression accrue de l'opposition turque

Ekrem Imamoglu, jugé dans deux affaires distinctes, dénonce les menaces du pouvoir, alors qu'il pourrait être candidat à la prochaine présidentielle.

La voix est ferme, le ton combatif, mais l'émotion sensible. Debout, juché sur le toit d'un car, un de ceux qu'il a utilisés lors de ses dernières campagnes électorales, le maire d'Istanbul a dénoncé pendant près d'une demi-heure, vendredi 31 janvier, devant plusieurs milliers de sympathisants rassemblés sur l'immense parvis du tribunal de la ville quadrillé par la police, le « harcèlement » de la justice à son encontre. Ekrem Imamoglu venait de comparaître dans deux nouvelles affaires le concernant.

Figure populaire du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche), principale formation de l'opposition, maire de la mégapole du Bosphore depuis 2019, il est considéré comme étant le rival le plus dangereux du président Recep Tayyip Erdogan. Et il compte le rester. « *Un édile n'a pas à venir ici, mais malheureusement la justice est politisée, tout cela n'est qu'un piège ourdi par Ankara.* » Il ajoute, sous forme de promesse : « *Les urnes viendront et ce gouvernement partira. Il n'y a pas d'autre moyen pour que cela se produise.* »

Visé par plusieurs enquêtes, Ekrem Imamoglu était appelé à témoigner devant un procureur pour des critiques prononcées à l'encontre du procureur général d'Istanbul, Akin Gürlek, et pour avoir rendu public, lundi, au cours d'une conférence de presse bondée, le nom d'un expert, Satilmis Büyükcayanayakin, désigné quasi systématiquement dans toutes les enquêtes en cours



Le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, membre du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), au palais de justice, à Istanbul, le 31 janvier 2025. UMIT BEKTAS / REUTERS

contre des maires d'arrondissement d'Istanbul dirigés par le CHP. « *Si je ne dénonce pas ces agissements, qui le fera ?* », a-t-il demandé sous les applaudissements.

## Acharnement d'un expert

Connu pour sa sévérité, ex-président du tribunal qui a condamné l'ancien coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde) Selahattin Demirtas, et nommé vice-ministre de la justice en 2022, le procureur Gürlek a été mis en cause par Ekrem Imamoglu lors d'une conférence, le 20 janvier, dans un centre culturel à Kadiköy, sur la rive asiatique d'Istanbul. Le maire y dénonçait l'intensification de la répression en cours, notamment le déploiement démesuré des

forces de l'ordre qui venaient d'appréhender le responsable de la section jeunesse du CHP à la suite d'un tweet.

« *J'ai dit ce jour-là que nous voulions une démocratie dans laquelle même les enfants de ce magistrat seraient protégés de tels actes* », a souligné Ekrem Imamoglu devant le public, avant de préciser l'objet de la procédure qui le vise : « *Aujourd'hui, on m'accuse de "menacer" sa famille et ses enfants. Vous vous rendez compte de ce que cela signifie ?* »

D'un même geste, le maire a expliqué qu'en dénonçant l'acharnement quasi systématique et permanent d'un seul et même expert – lundi, il avait rappelé que sa métropole en comptait au total 8 806 –

ayant entraîné le placement en détention de deux maires d'arrondissements emblématiques de la ville, fin octobre et début janvier, il n'a fait qu'exercer sa liberté d'expression. En aucun cas, s'est-il défendu, il a tenté d'influencer le cours de la justice, ce que lui reproche le parquet.

« *On voit comment le pouvoir agit depuis le 31 mars 2024 [quand l'opposition s'est trouvée ragailardie après sa large victoire aux municipales], ils ont peur et arrêtent les maires, mais je ne céderai pas à ces menaces* », a-t-il précisé, dénonçant une justice qui tente de l'« intimider » par « *des enquêtes politiquement motivées* ». Ekrem Imamoglu est également l'objet d'une affaire distincte dans laquelle il est accusé d'avoir insulté des

membres de l'autorité électorale turque. En 2022, un juge l'a condamné à deux ans et sept mois de prison, ainsi qu'à une inéligibilité à effet immédiat. Il a fait appel. La décision de la cour saisie de l'affaire est toujours en attente, planant telle une épée de Damoclès sur son destin politique. Dans une autre procédure, il est également accusé d'avoir participé au truquage présumé d'un appel d'offres remontant à 2015.

Dans sa harangue, le maire a directement pointé du doigt Recep Tayyip Erdogan, rappelant ses propos énigmatiques et lourds de menaces prononcés le 18 janvier, dans lesquels le président turc a assuré qu'il y aurait « *encore plus* » à venir. Une allusion directe à l'arrestation et à la destitution d'un maire CHP

survenues quelques jours auparavant. « *Tu sais comment les enquêtes vont se terminer, c'est toi qui dictes et remplaces les règles !* », a-t-il assené à l'adresse du chef de l'Etat.

#### Des journalistes incarcérés

Debout à ses côtés, le maire d'Ankara, Mansur Yavas, l'autre candidat potentiel du CHP à une future élection présidentielle, est venu prêter main-forte à son camarade de parti. « *Le pouvoir veut transformer la Turquie en prison à ciel ouvert* », a-t-il lancé, en annonçant qu'en cas de victoire, « *la première chose que nous ferons est la fermeture de Silivri* », l'un des plus vastes complexes pénitentiaires d'Europe, situé en périphérie d'Istanbul. C'est aussi le symbole marquant, depuis

le coup d'Etat manqué de juillet 2016 contre le président, des incarcérations d'opposants politiques de tous poils. Parmi eux, de nombreux journalistes, intellectuels et avocats.

C'est ici qu'est détenu, et jugé, le philanthrope et homme d'affaires Osman Kavala, condamné à perpétuité en 2022. Ici qu'a été enfermé Ümit Özdag, opposant et dirigeant d'une formation nationaliste antimigrants, le 21 janvier. « *En mille ans* », aucune croisade n'a causé à la Turquie « *autant de dommages qu'Erdogan à notre nation* », avait déclaré ce dernier. Un cas d'« *incitation à la haine du public* », a estimé le parquet.

C'est à la prison de Silivri que viennent aussi d'être trans-

férés cinq journalistes, dont une présentatrice et un enquêteur vedette de Halk TV. La chaîne, proche de l'opposition, avait diffusé le nom de l'expert cité par le maire d'Istanbul avec un enregistrement audio. Quatre ont été depuis relâchés et mis sous contrôle judiciaire. Mi-janvier, ils étaient sept journalistes d'une agence kurde à avoir été appréhendés par la police.

Dans sa conférence de presse du 27 janvier, Ekrem Imamoglu avait dit qu'il exprimait toute son affection et son respect « *à la fois à M. Özdag et à M. Demirtas* ». Il avait précisé que, pour la première fois depuis le coup d'Etat militaire de 1980, le pays comptait désormais deux dirigeants de partis de l'opposition derrière les barreaux.

Le Monde

Laure Stephan  
01 février 2025

## En Syrie, la lutte contre la pauvreté, défi numéro un des nouvelles autorités

Le redressement de l'économie est une des grandes attentes de la population syrienne depuis la chute du régime Al-Assad.

**S**outien de sa mère et de sa sœur, Anas (il n'a donné que son prénom), 23 ans, s'est inventé un métier : il revend dans la rue, près de la boulangerie officielle de Daraya, une banlieue de Damas où des chiens errants ont parfois pris possession des ruines de la guerre, des sacs de pains arabes, plats et ronds, base de l'alimentation. Cela évite à ses clients de faire une longue queue, dit le jeune homme, et lui permet de gagner l'équivalent d'une vingtaine de centimes d'euro par sac. Chaque jour, le jeune homme va et vient entre la boulangerie et la rue, jusqu'à

avoir réuni au moins 40 000 livres syriennes (environ 4 euros). « *On a faim, explique-t-il, embarrassé, et il n'y a pas d'emploi.* » Il a perdu son ancien travail.

Comme Anas, d'autres Syriens, parfois des enfants, font de la revente à proximité des boulangeries officielles, qui ont le monopole sur le pain à Damas, en quête d'un peu d'argent. C'est l'un des signes de la pauvreté et de l'économie à genoux. Son redressement est une des plus grandes attentes de la population [depuis la chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024.](#)

« *Nous voulons retrouver une vie digne. L'économie d'abord, la politique, on verra ensuite* », lance Ibrahim Darwiche, déplacé à Qadam (en périphérie sud de Damas), près du camp palestinien de Yarmouk, une étendue glacée de décombres, où il a ouvert une sandwicherie de poulet, mi-décembre 2024.

#### Baisse des prix

Les rationnements ont pris fin sur le pain ou l'essence. Celle des stations-service est concurrencée par le carburant de contrebande, moins cher, vendu en pleine rue à Damas et provenant du Liban

— les trafiquants syriens et libanais font leurs affaires dans la zone grise située entre les postes-frontières des deux pays. Venus de Turquie, parrain du nouveau pouvoir de Damas, des produits, dont des fruits et légumes, sont désormais présents sur le marché, et les prix ont baissé. « *On trouve même du maizout, maintenant. Encore faut-il avoir les moyens d'en acheter* », dit Ibrahim Darwiche.

Dans une rue de Daraya, une commune de la banlieue sud de Damas qui fut assiégée par les forces du régime pour déloger les factions rebelles, Rabih Abdelbaqi, 35 ans, ob-

serve un ouvrier jeter dans la rue les débris de l'appartement familial, éventré, au premier étage : fabricant de meubles en bois, il a entrepris de nettoyer le logement, sans pouvoir le reconstruire : « *Je n'en ai pas les moyens. J'attends que les prix baissent. J'ai très peu de commandes dans mon atelier. On survit.* »

Les sanctions occidentales, particulièrement celles adoptées par Washington en 2020 interdisant toute transaction avec la Syrie, ont largement contribué à rendre l'activité du pays exsangue. Leur levée est au cœur du plaidoyer que mène, auprès de ses visiteurs occidentaux et arabes, Ahmed Al-Charaa, désigné président intérimaire mercredi 29 janvier. Celui qui, à la tête du groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham, a renversé Bachar Al-Assad, concentre désormais tous les pouvoirs. Le 27 janvier, l'Union européenne a décidé une levée – réversible – de certaines sanctions, concernant par exemple l'énergie. Le pays souffre de graves pénuries d'électricité.

La destruction de l'économie s'était accompagnée d'une transformation de la corruption, ancienne, en un système d'extorsion généralisé dans les services publics ou aux barrages des forces de sécurité. C'est aussi la fin de ce racket que célèbrent les Syriens depuis la chute du régime Al-Assad. « *Les industriels ne s'inquiètent plus de recevoir des visites de "contrôle" impromptues*, décrit un entrepreneur syrien qui passe une partie de son temps à Damas. *Maintenant,*



Rahaf et Dura, 11 ans et 10 ans. Leur famille est revenue dans ce quartier en périphérie de Damas il y a trois mois. A Yarmouk (Syrie), le 29 janvier 2025. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

*il faut s'attaquer à redresser l'économie. Par où commencer ? Il n'y a pas de cash qui circule, et le pouvoir d'achat s'est effondré.* » A la banque, les montants qu'il peut retirer sont limités, une mesure qu'il explique par la volonté de stabiliser la livre syrienne et par le manque de liquidités, la priorité étant donnée aux salaires.

#### Des foyers déchirés

Alors que les caisses de l'Etat sont vides, le gouvernement intérimaire a pourtant promis une hausse de 400 % des paies dans le secteur public, à partir de la fin février. L'influent Qatar, dont l'émir, Tamim ben Hamad Al Thani, s'est rendu en Syrie, jeudi 30 janvier, pourrait financer cette augmentation, dit-on à Damas, dans le cadre d'une exemption de sanctions amé-

ricaines annoncée le 6 janvier par Washington.

Cette annonce nourrit un fort espoir. L'échéance sera un test engageant la crédibilité du nouveau pouvoir. « *Les Syriens ont tant d'attentes. Mais la stabilité et l'amélioration du quotidien sont la priorité* », estime Hammoud Al-Ourabi, doyen de la faculté des sciences de Damas et titulaire d'un doctorat en physique de l'atmosphère obtenu à Toulouse, en 2002. Il a, comme tant de Syriens, vécu des années d'« *adaptation forcée.* » Il gagne moins de 70 dollars (67 euros) par mois. Comme ses collègues, il a un second emploi : il enseigne dans une université privée, le samedi. Faute d'argent, les salles de l'université ne sont plus chauffées malgré les hivers âpres de Damas. Nombre de ses étudiants sont

accaparés par un petit boulot. Il aspire à redresser le niveau académique.

Dans le quartier de Roknedine, l'orphelinat Dar Al-Rahmé a vécu en première ligne les horreurs de la guerre. Des enfants de détenus politiques y étaient placés par les services de sécurité, avec ordre de ne pas révéler leur présence. Des retrouvailles poignantes y ont eu lieu, après la chute du régime Al-Assad. La pauvreté a aussi contraint des foyers déchirés à confier, pendant la semaine, leur enfant à cette institution religieuse musulmane. Or, relève la directrice, Baraa Al-Ayoubi, qui s'attend à l'arrivée d'autres enfants de familles démunies, « *il n'y a pas de solution à court terme. Sans une amélioration des salaires, sans une baisse des prix, la misère perdurera.* »

## Auprès des nouvelles autorités syriennes, la Turquie joue le rôle de cabinet de conseil

L'arrivée au pouvoir d'Ahmed Al-Charaa à Damas fournit au président turc l'occasion de mettre en avant une formation islamiste autre que la sienne, estime la politologue Ezgi Basaran, dans un entretien au « Monde ». Avec l'objectif de renforcer un récit identitaire et triomphaliste visant à consolider sa base nationale.

**A**ncienne journaliste, Ezgi Basaran est une politologue turque spécialiste du Moyen-Orient à l'université d'Oxford, au Royaume-Uni. Elle est l'auteur de *The New Spirit of Islamism. Interactions Between the AKP, Ennahda and the Muslim Brotherhood* (« le nouvel esprit de l'islamisme. Interactions entre l'AKP, Ennahda et les Frères musulmans », I. B. Tauris, 2024, non traduit), qui explore les interactions entre les acteurs politiques islamistes turcs, tunisiens et égyptiens après les soulèvements arabes de 2011 et met en lumière l'influence du Parti de la justice et du développement (AKP) du président turc, Recep Tayyip Erdogan.

**Quels sont les plans turcs vis-à-vis de la Syrie, où le nouvel homme fort est, depuis le 8 décembre 2024, Ahmed Al-Charaa, un ancien djihadiste ?**

Erdogan a attendu ce moment avec impatience. Les conditions de la chute du régime de Bachar Al-Assad lui sont bien plus bénéfiques que ce à quoi il aurait pu rêver : c'est un dirigeant islamiste sunnite, que la Turquie a soutenu et qui est étroitement influencé par l'AKP, qui a pris le pouvoir à Damas. Erdogan et son parti jouent un rôle de modèle et de conseiller sur le terrain, où ils tentent de créer une *success story* avec une formation islamiste autre que la leur.

Leur ambition est de montrer au monde qu'un mouvement social islamiste peut se trans-

former en un parti politique, se présenter à des élections compétitives et gouverner. C'est une manière de placer l'AKP au centre de l'échiquier régional. Les dirigeants turcs avaient déjà agi de la même façon avec [le parti islamiste tunisien] Ennahda et les Frères musulmans [en Egypte], qui avaient accédé au pouvoir dans la foulée des « printemps arabes » [jusqu'en 2014 puis associés minoritaires au sein d'une coalition de 2015 à 2019 pour les premiers, et de 2012 à 2013 pour les seconds].

**En quoi cela consiste-t-il ?**

Il s'agit de transmettre ce que j'appelle une « boîte à outils tactique » pour que la nouvelle direction syrienne se présente comme un acteur légitime, capable d'administrer le pays et de conserver le pouvoir. Concrètement, Ankara procure des modes d'emploi sur la manière de se comporter et de se positionner sur la scène politique intérieure et internationale : une sorte de cabinet de conseil pour partis islamistes.

Cela fait neuf ans qu'Ahmed Al-Charaa est en contact permanent avec l'AKP par l'intermédiaire de [Hakan Fidan](#), l'ancien chef du renseignement turc, aujourd'hui ministre des affaires étrangères. Ce dernier a été le premier haut dirigeant à se rendre à Damas [le 22 décembre 2024], après la fuite de Bachar Al-Assad. Quelques jours plus tard, Ibrahim Kalin, l'actuel chef du renseignement turc, a été emmené à la grande mosquée des Omeyyades, en voi-

ture, par Al-Charaa en personne. Dans la séquence qui a suivi la chute du régime, on a vu cet ancien djihadiste répondre aux interviews avec une barbe fraîchement coupée, portant une chemise et une cravate à l'occidentale. L'image a marqué. Le costume provenait directement d'un magasin chic et célèbre d'Istanbul.

En politique intérieure, la tactique que préconise Ankara consiste à trouver des alliances au sein même du pays. De fait, les dirigeants de Hayat Tahrir Al-Cham [HTC] sont en négociations permanentes avec les minorités chrétiennes, ils ont aussi rencontré les autorités druzes. Ce n'est pas rien pour une formation issue du djihadisme.

Les dirigeants turcs savent à quel point cette [période de transition](#) est difficile. Certains d'entre eux ont encore en mémoire l'incompétence, au Caire, des Frères musulmans, qui ne parvenaient même pas à collecter les poubelles. En Syrie, les relais d'Ankara sont nombreux : Assad Hassan Al-Chibani, le nouveau ministre des affaires étrangères syrien, est un turcophile, qui a obtenu un doctorat en philosophie à l'université privée Sabahattin Zaim d'Istanbul ; le gouverneur d'Alep [nommé le 21 décembre 2024], Azzam Al-Gharib, a lui aussi étudié en Turquie ; la responsable du bureau des affaires féminines, Aïcha Al-Dibs, détient la nationalité turque, tout comme Omar Mohammad Jafachi, ancien membre d'Al-Qaida, désormais haut respon-

sable militaire dans la nouvelle direction syrienne.

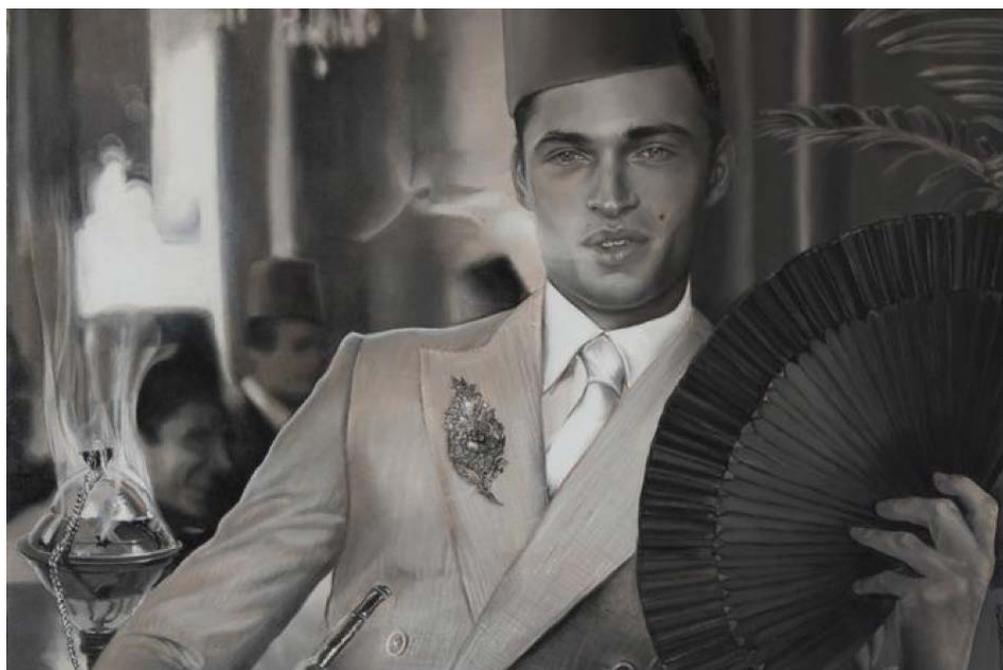
**Et sur la scène internationale ?**

Ankara sait d'expérience à quel point les pouvoirs saoudien et émirati ont œuvré contre les soulèvements arabes de 2011, en finançant la contre-révolution. De ce point de vue, la récente séquence saoudienne est révélatrice : c'est sous l'influence turque que le chef de la diplomatie syrienne, Al-Chibani, a effectué, le 2 janvier, sa première visite officielle en Arabie saoudite. Le même conseil avait été donné par Ankara aux Frères musulmans, en 2012, peu après leur prise du pouvoir en Egypte.

La Turquie, dont le renseignement est très pointu dans la zone, a conscience que pour qu'un gouvernement islamiste puisse survivre dans le monde arabe, celui-ci doit prendre très au sérieux Riyad et tenter d'en rallier les dirigeants à sa cause. Non sans succès pour l'instant : l'Arabie saoudite a appelé [le 12 janvier] à lever les sanctions internationales contre la Syrie. C'est aussi une visite de Hakan Fidan à Abou Dhabi, le 6 janvier, qui a préparé la visite d'Al-Chibani aux Emirats arabes unis. Erdogan, lui, a téléphoné au président, Mohammed Ben Zayed Al Nahyane, lui enjoignant de « donner sa chance à HTC ».

**HTC vous paraît-il mieux équipé que ne l'étaient Ennahda et les Frères musulmans, tous deux parrainés par la Turquie et ayant échoué ?**

Le fief de HTC est Idlib [nord-ouest], et diriger cette région n'a certainement rien à voir avec gouverner un pays comme la Syrie. Il n'empêche : les hommes d'Ahmed Al-Charaa savent comment procéder pour fournir des services tels que la distribution en eau, l'électricité ou la collecte des ordures. Ils ont une expérience que ni Ennahda ni les Frères musulmans n'avaient. C'est la première étape essentielle de cette quête à la légitimation, si chère à l'AKP, pour qui servir la population est la plus importante des devises : « Commencez à fournir un bon service aux gens, faites entrer et tourner l'argent, et tout se mettra en place. » A charge pour les hommes de l'AKP d'aider, en coulisse, aux tractations diplomatiques.



Khalil Pasha (2021), huile sur toile, 67 x 49 cm. TANER CEYLAN

Autre différence, à l'avantage de HTC : l'absence, en Syrie, de la choura, ce conseil des anciens qui existait en Tunisie et en Egypte. Les nouveaux hommes forts y sont en ce sens un peu plus « libres » de leurs mouvements. En revanche, HTC doit régler son problème de fractionnement interne entre djihadistes et non-djihadistes au sein de ses milices. C'est l'autre étape essentielle pour asseoir sa légitimité : supprimer son étiquette de terroriste djihadiste.

**Vous écrivez que cette « déradicalisation par le haut », comme la nomme le chercheur Patrick Haenni, a commencé dès 2015. Comment ?**

Au début de 2015, Ahmed Al-Charaa – alors connu sous son nom de guerre, Abou Mohammed Al-Joulani – reçoit une lettre d'Ayman Al-Zawahiri [1951-2022], chef de [la nébuleuse djihadiste] Al-Qaida auquel son groupe armé – le Front Al-Nosra – avait prêté allégeance. Cette lettre contient plusieurs directives, dont celle de cesser d'utiliser la Syrie comme base pour des attaques contre l'Occident. Pour le Front Al-Nosra, ancré dans la perspective intrinsèquement transnationale du djihadisme, cette directive marque

un changement majeur, entraînant défections et dissensions internes. Au fil des ans, Al-Joulani a combattu ces groupes dissidents, rompu ses liens avec Al-Qaida [fin juillet 2016] pour se rebaptiser « Hayat Tahrir Al-Cham ». Ce qui est frappant, c'est que ce changement pragmatique a d'abord été proposé par l'organisation Al-Qaida elle-même.

HTC, qui a très tôt tissé des liens étroits avec Ankara, a aussi montré son habileté à apprendre et à s'adapter au contact de modèles extérieurs. Une enquête du *Washington Post*, publiée en décembre 2024, montre que le groupe a étudié de près la guerre en Ukraine, recevant même une formation tactique de la part d'une unité de combattants ukrainiens. Plus récemment, un expert de la guerre syrienne affilié à HTC, Yasser Al-Jundi, a révélé que la guerre en Ukraine, mais également le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, étaient enseignés dans leur académie militaire à Idlib.

**Comment qualifier les relations entre l'AKP et HTC ?**

Contrairement à l'Armée nationale syrienne [ANS, coalition rebelle créée en 2017, affidée

à Ankara], HTC n'est pas un proxy turc. La relation avec Ankara est évidemment complexe, mais on peut dire que la Turquie a réussi dans une certaine mesure à l'influencer.

De son côté, le gouvernement turc a aussi ses priorités, comme celle d'étouffer toute volonté d'autonomie kurde dans le Nord syrien. Et la difficulté, avec des supplétifs comme l'ANS, c'est qu'ils sont difficilement contrôlables : ce problème doit régulièrement donner des maux de tête à Ankara...

**La presse, quasi unanime, parle d'un succès pour Erdogan. Qu'en pensez-vous ?**

Les récentes discussions sur la Turquie en tant que « vainqueur » ultime de la guerre civile syrienne ont ravivé les débats sur les prétendues ambitions néo-ottomanes d'Erdogan. Pourtant, le « néo-ottomanisme » est un terme alambiqué, qui embrouille l'analyse plus qu'il ne la clarifie. Qu'entend-on exactement par là ? Et à quelle époque de l'Empire ottoman fait-il référence ? Le despotisme d'Abdülhamid II [sultan de 1876 à 1909] ? L'expansionnisme de Soliman le Magnifique [sultan et calife de l'islam, de 1520 à

1566, à l'apogée de l'empire] ? Les réformes des Tanzimat [réformes modernisatrices mises en œuvre au XIX<sup>e</sup> siècle] ?

Le récit néo-ottomaniste existe depuis longtemps dans les cercles islamistes turcs – il n'a pas commencé avec Erdogan. Ses racines remontent à Necmettin Erbakan, père du mouvement islamiste turc et mentor d'Erdogan, et il visait principalement à remettre en question le discours hégémonique laïque, kémaliste et républicain.

Les ouvertures de la Turquie à l'égard des pays arabes, à la suite des « printemps » de 2011, n'étaient pas motivées par un programme « néo-ottoman » ou par l'ambition de construire un « bloc frère ». Sa force motrice n'était pas l'idéologie islamiste. Erdogan ne veut pas gouverner Alep. Son véritable objectif est de renforcer le récit identitaire qu'il élabore depuis la fin des années 2000, à partir de ces années où il a pris le contrôle du judiciaire et de l'armée. Le public qu'il vise est avant tout national, comme pour tout ce qu'il entreprend. L'objectif est de consolider sa base autour d'un récit triomphaliste.

The New York Times Feb. 2, 2025

## Syria's New Interim President Travels to Saudi Arabia for First Foreign Visit

Ahmed al-Shara's trip to Riyadh, where he spent his childhood, offers clues about his vision for a post-Assad Syria.

Syria's newly appointed interim president, Ahmed al-Shara, arrived in Saudi Arabia on Sunday for his first foreign trip since his rebel coalition ousted the longtime dictator Bashar al-Assad, saying his country seeks a real partnership with the Gulf kingdom.

Mr. al-Shara landed at the airport in Riyadh, the Saudi capital, early Sunday afternoon. The new flag of Syria flew alongside the Saudi flag at the airport. Mr. al-Shara later met with the oil-rich kingdom's crown prince, Mohammed bin Salman, according to Syrian and Saudi state news media.

The choice of Saudi Arabia for Mr. al-Shara's first trip abroad was seen as a reflection of Syria's shifting political alignments under the country's new leadership: away from Iran, which was a key ally to the Assad regime, and toward the Gulf.

Mr. al-Shara said after his meeting with Prince Mohammed that he had "sensed and heard a genuine desire" to support Syria during its next phase of rebuilding, according to a statement from his office published by state news media.

The two men held "extensive discussions" about a variety of topics, including on increasing communication and cooperation in "all areas, especially humanitarian and economic," the statement added.

Prince Mohammed wished Mr. al-Shara "success and guidance" in his new role as interim president, according to a separate statement from the royal court.

The trip follows a flurry of diplomatic meetings in Syria's capital, Damascus, in recent weeks. Since the rebel coalition seized power in December, diplomats from Europe, the United States, the Gulf and Russia have flocked to Damascus to meet with Mr. al-Shara and to establish contacts with his government.

The outcomes of those diplomatic overtures will help shape the new political map of Syria and the power dynamics across the Middle East, a region that is being remade in the wake of Israel's wars in Gaza and Lebanon and the collapse of the Assad government.

Iran has had its influence across the region **sharply diminished** by Israel's wars, which have targeted Tehran's proxies. Russia is

confronting a serious challenge to its military strategy in the Middle East and Mediterranean after losing its main ally in the region, Mr. al-Assad. And Turkey, which backed the rebels, has emerged as a leading force in Syria.

While **initially cautious** about the Islamist factions that seized power in Syria in December, the Gulf states have since increased their engagement and support for Mr. al-Shara and his interim government. Early on, they urged Syria's new leaders to demonstrate inclusivity and tolerance for the country's diverse sects.

On Thursday, Qatar's emir met with Mr. al-Shara in Damascus, marking the first visit to the Syrian capital by a Gulf head of state since the rebel coalition seized control. The visit underscored the interest of powerful Gulf Sunni rulers in shaping a post-Assad Syria under Mr. al-Shara's leadership.

For Saudi Arabia, recent events have presented a critical opening to reassert influence in both Syria and Lebanon, two countries where the kingdom had once vied for sway and largely lost out to Iran over the past decade.

Saudi Arabia has been

projecting support for Syria's new government and calling for the removal of Western and European sanctions imposed on Mr. al-Assad's government. Following Mr. al-Shara's appointment as interim president last week, Saudi Arabia's king and crown prince both sent congratulatory messages to Mr. al-Shara.

Mr. al-Shara has also signaled the importance of the relationship, **giving his first exclusive Arab media interview** in December to the Saudi-owned Al Arabiya broadcaster rather than Al Jazeera of Qatar, which he has appeared on multiple times over the past decade.

"Saudi Arabia has a major role in Syria's future, and I take pride in everything it has done for us," he told Al Arabiya, recalling his childhood years spent in Riyadh before his family returned to Syria.

For decades, Syria was Iran's closest Arab ally in the Middle East and a key player in the competition for regional influence between Tehran and Gulf monarchies.

After Syria's civil war began in 2011, Saudi Arabia and the United Arab Emirates were staunch opponents of Mr. al-Assad. Both countries closed their

embassies in Syria in 2012 amid the brutal crackdown on dissidents by Mr. al-Assad, who became a pariah in the region.

But after a decade of war, Gulf attitudes appeared

to **shift** as Saudi Arabia and the United Arab Emirates sought to bring Mr. al-Assad back into the Arab fold — a move at least partly driven by a desire to curb Iran's growing influence in the region at the time.

In early 2023, Saudi Arabia offered humanitarian aid to the Assad regime after a devastating earthquake struck Turkey and Syria. Later that year, Syria was **readmitted to the Arab League** after a decade of isolation.

But with the overthrow of Mr. al-Assad, **Iran has been sidelined in Syria** — and Saudi Arabia appears to have seized the opportunity to try to establish its influence with Damascus.



Anne Andlauer  
02 février 2025

## Turquie: les Kurdes accueillent avec prudence le processus de négociation sur le désarmement du PKK

**L**a Turquie est-elle proche de tourner la page de quatre décennies de guerre contre le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan ? Le président Recep Tayyip Erdogan, mais surtout son allié ultranationaliste du MHP, ont initié il y a quatre mois un processus de négociations dont le but est d'amener le PKK à désarmer et à s'autodissoudre. Ce processus renferme toutefois de nombreuses inconnues, il est donc accueilli avec prudence chez les Kurdes de Turquie.

Depuis des mois, les autorités turques discutent

avec le chef emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan ou PKK, **Abdullah Öcalan**, et le laissent échanger avec des cadres du parti prokurde légal, le DEM. L'objectif déclaré est le désarmement du PKK, la fin de quarante ans de guerre avec les combattants kurdes en Turquie, mais aussi dans le nord de l'Irak et de la Syrie.

**« Un processus est-il vraiment en cours ? »**

L'échec de tentatives passées, le fait que le pouvoir justifie le processus actuel par des enjeux sécuritaires et non par un effort de démocratisation... les Kurdes

de Turquie sont sceptiques, constate Roj Girasun, directeur de l'institut de recherche et de sondage Rawest, spécialisé dans ce sujet. « *Ce qui domine, c'est la prudence et l'inquiétude... Que se passera-t-il si ce processus échoue ? Un processus est-il vraiment en cours ? Il y a un manque de confiance très clair* », analyse-t-il.

**Les jeunes, plus « éloignés de la violence »**

Ce scepticisme n'empêche toutefois pas l'espoir et le soutien aux efforts de paix, notamment chez les jeunes **Kurdes**.

*« Toutes nos enquêtes le montrent : par rapport aux générations précédentes, les jeunes Kurdes d'aujourd'hui se montrent beaucoup plus prêts au compromis et éloignés de la violence, d'une solution armée. C'est un effet de l'urbanisation croissante de la population kurde, de son accès croissant aux classes moyennes, de son intégration croissante à la société en Turquie »*, explique Roj Girasun.

Beaucoup s'attendent à ce qu'Abdullah Öcalan appelle le **PKK** à abandonner les armes le 15 février, lors du 26<sup>e</sup> anniversaire de son arrestation.

The New York Times

David E. Sanger and Julian E. Barnes  
Feb. 3, 2025

# Iran Is Developing Plans for Faster, Cruder Weapon, U.S. Concludes

As Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel prepares to meet with President Trump, the question of whether to strike Iran's facilities or negotiate with Tehran appears certain to be under debate

**N**ew intelligence about Iran's nuclear program has convinced American officials that a secret team of the country's scientists is exploring a faster, if cruder, approach to developing an atomic weapon if Tehran's leadership decides to race for a bomb, according to current and former American officials.

The development comes even amid signals that Iran's new president is actively seeking a negotiation with the Trump administration.

The intelligence was collected in the last months of the Biden administration, then relayed to President Trump's national security team during the transition of power, according to the officials, who asked for anonymity to discuss sensitive details. The intelligence assessment warned that Iranian weapons engineers and scientists were essentially looking for a shortcut that would enable them to turn their growing stockpile of nuclear fuel into a workable weapon in a matter of months, rather than a year or more — but only if Tehran made a decision to change its current approach.

U.S. officials said they continued to believe that Iran and its supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, had not made that decision to develop a weapon, officials said in interviews over the past month. But new intelligence suggests that as Iran's proxy forces



A mural in Tehran depicting Iran's first hypersonic ballistic missile. U.S. officials believe Iran has the know-how to make an older-style nuclear weapon that could be quickly put together but could not be miniaturized to fit on a ballistic missile. Arash Khamooshi for The New York Times

have been eviscerated and its missiles have failed to pierce American and Israeli defenses, the military is seriously exploring new options to deter a U.S. or Israeli attack.

Iran, officials said, remains at the nuclear threshold. In the years since Mr. Trump pulled out of the 2015 nuclear accord, the country has resumed uranium production and now has plenty of fuel to make four or more bombs. But that is not enough to actually produce a weapon, and the new evidence focuses on the last steps Iran would need to turn the fuel into one.

The evidence is almost certainly bound to be part of the discussion on Tuesday be-

tween Mr. Trump and Israel's prime minister, Benjamin Netanyahu. Mr. Netanyahu is the first world leader to visit the White House since Mr. Trump's inauguration two weeks ago. For years, the Israeli leader has walked to the edge of ordering an Israeli military strike on Iran's nuclear facilities, only to back away, often under pressure from his own military and intelligence chiefs, and the United States.

But the dynamic now is different, and Mr. Netanyahu's calculations may be, too.

Iran has never been weaker than it is today, in the view of American and Israeli officials. Hamas and Hezbollah, which it has funded and armed,

have lost their leadership and their ability to strike Israel. Syria's leader, Bashar al-Assad, has fled to Moscow and his country is no longer an easy route for Iranian weapons.

In October, an Israeli counter-strike on Iran took out the missile defenses around Tehran and some of the nuclear facilities. It also [struck the giant mixing devices](#) that make fuel for new missiles, crippling Iranian production.

Mr. Trump has indicated that he is in no hurry to get into a direct conflict with Iran, and seems open to a negotiation. When asked just after the inauguration whether he would support an Israeli strike on the facilities, he said: "Hope-

fully that can be worked out without having to worry about it. It would really be nice if that could be worked out without having to go that further step.” Iran, he added, will hopefully “make a deal.”

Iran’s president, Masoud Pezeshkian, who entered office in July after his predecessor was killed in a helicopter crash, has repeatedly said that he, too, would like to negotiate a new arrangement. But history suggests he may be unaware of what the Islamic Revolutionary Guards Corps is working on as they prepare the nuclear option, former U.S. officials and Iran experts say.

“President Pezeshkian and the Iranian foreign ministry likely have no knowledge about the regime’s internal nuclear deliberations,” said Karim Sadjadpour, an expert on Iran at the Carnegie Endowment for International Peace.

“The Islamic Republic has long had two parallel regimes,” he said. “There’s a deep state of military and intelligence forces, reported to Khamenei, who oversee the nuclear program and regional proxies and are tasked with

repression, hostage taking and assassinations.”

Then, he said, there are diplomats and politicians “who are authorized to speak to Western media and officials who have little if any knowledge of these activities” but are given the task of denying them.

U.S. officials have long said Iran abandoned its weapons program in 2003, after the American invasion of Iraq. Iranian government officials have similarly insisted the country is pursuing civilian nuclear technology.

Still, there is little doubt about Iran’s long-running planning to produce a weapon. Documents Israel stole in [a raid on a warehouse in Tehran in 2018](#) described the technical efforts in detail.

If Tehran decides to change its policy and pursue a nuclear weapon, Western officials have long assessed that it would take only days for Iran to enrich uranium to a level of 90 percent, the purity typically needed to produce a bomb. It has already made enough fuel, enriched at 60 percent, to make four or five weapons.

But enriching the uranium to bomb grade is not enough for Iran to produce a nuclear weapon. And for years American officials have said it would take a year to 18 months to turn that highly enriched uranium into a sophisticated warhead capable of being mounted on a ballistic missile. Some Israeli estimates were even longer, upward of two years.

The Iranians have known for years that this long development time is a huge vulnerability. If the International Atomic Energy Agency, which still conducts limited inspections of nuclear fuel production, announced that Iran was producing bomb-grade fuel — enriched to 90 percent purity — Israel and the United States have warned in the past that they would most likely be forced to take military action.

So Iran’s best deterrent would be to convert that fuel into a working weapon. But it would not have much time.

U.S. officials believe Iran has the know-how to make an older-style nuclear weapon, one that could be put together far faster than the more sophisticated designs

Tehran has considered in the past. (It most likely obtained the blueprints for such a weapon from A.Q. Khan, the Pakistani nuclear scientist who sold the country [designs for its nuclear centrifuges](#) more than a quarter century ago.)

Such a weapon would not be able to be miniaturized to fit on a ballistic missile. It would also probably be far less reliable than any more modern weapon design.

As a result, the weapon would be unlikely to be an immediate offensive threat. But such a crude weapon is the kind of device Iran could build quickly, test and declare to the world that it had become a nuclear power, U.S. officials said.

While it would be difficult to use such a weapon against Israel, it could have a deterrent effect, making countries considering an attack against Iran think twice.

***For two decades David E. Sanger has covered the Iranian nuclear program, and Julian E. Barnes has covered national security and intelligence issues.***



Feb. 03, 2025

## President Barzani, anti-ISIS coalition commander discuss ISIS ‘dangers’

**E**RBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Tuesday received the commander of the US-led global coalition against the Islamic State (ISIS) in Erbil, discussing the groups “activities and dangers to regional peace,” according to

the Kurdish presidency. The Kurdistan Region Presidency said in a statement that the meeting between President Barzani and Major General Kevin Leahy “covered the security situation in Iraq and Syria, focusing on the activities and dangers to regional peace and stability

posed by the terrorist organization ISIS. Both sides emphasized the necessity of collaborative efforts between Iraq and the Kurdistan Region, alongside the International Coalition, to combat terrorism and the ISIS threat.”

President Barzani earlier in

the day inaugurated the third and fourth infantry divisions of the Peshmerga forces under the Peshmerga ministry as a part of an ongoing unification process.

The coalition commander and the Kurdish leader “shared perspectives on the recent

developments in the reform process within the Ministry of Peshmerga Affairs and efforts toward the reunification of the Peshmerga,” added the statement. Both sides said the move was a “significant advancement.”

On Thursday, Abdulkhaliq Babiri, undersecretary of the Peshmerga ministry, told Rudaw that the unification process of the Peshmerga forces could be completed before 2026.

When ISIS seized swathes of

Iraqi land in 2014, Peshmerga played a key role in driving the extremist group out of the areas disputed between Erbil and Baghdad, especially Kirkuk. The US-led global coalition provided Peshmerga and Iraqi forces with military assistance to defeat ISIS

territorially, which was completed in 2017.

Barzani and Leahy also discussed the latest developments in Syria and their impact on neighboring countries.



Feb 03, 2025

## Turkey says found body of soldier killed by PKK in Duhok two years ago

**E**RBIL, Kurdistan Region - Turkish defence ministry announced on Tuesday that it has found the body of a soldier who was killed by the Kurdistan Workers' Party (PKK) in late 2022. The Kurdish group had previously said it was willing to hand over the body to Ankara if requested.

The ministry said in a statement that they found the remains of Infantry Specialist Sergeant Mustafa Bazna “who was martyred on November 3, 2022, after falling from rocks during a rocket attack by members of the separatist terrorist organization, and whose body could not be found despite all search efforts, were finally recovered on January 29, 2025.”

It was referring to the PKK - an armed Kurdish group that has been listed as a terrorist organization by Ankara.

The PKK claimed in December 2022 that Bazna was killed by them near the Amedi district of Duhok province on



Deceased Turkish soldier Mustafa Bazna [file photo] and Turkish defence ministry logo. Graphic: Rudaw

November 3, adding that they also confiscated his military equipment and mobile phone. “Even though there is such an inhuman enemy... we state hereby that we can deliver the body of the soldier named Mustafa Bazna to his family through civilians or non-governmental organizations, if they demand, in ac-

cordance with the moral values of humanity, common values of the peoples and the laws of war,” said the PKK at the time.

Pro-Kurdish lawmaker Omer Faruk Gergerlioglu on November 20 at the uncle of the soldier had asked him to help the family find out about the

fate of Bazna “who we have not heard from for 15 days.”

Gergerlioglu also cited the family as saying that they had been told by Turkish authorities that Bazna could have been lost, killed or taken as a hostage by the PKK while on duty in the Kurdistan Region’s mountainous areas.

## Syrie: 15 morts dans un attentat à la voiture piégée à Manbij

Dans la ville stratégique du Nord, 15 personnes ont été tuées dans un attentat à la voiture piégée où les pro turques affrontent les forces kurdes.

Au moins 15 civils dont 14 femmes et un homme, majoritairement des employés agricoles, ont été tués lundi dans un attentat à la voiture piégée près de [Manbij](#), dans le nord de la Syrie où des factions pro turques affrontent des [forces kurdes](#), a annoncé l'agence de presse officielle Sana.

Citant les secouristes des Casques blancs, Sana évoque «un massacre» sur une route à l'entrée de la ville de Manbij

avec «l'explosion d'une voiture piégée près d'un véhicule transportant des employés agricoles», une attaque qui a coûté la vie à 14 femmes et un homme.

### Le bilan risque de s'alourdir

Mais le bilan risque de s'alourdir : «*Quinze femmes ont été blessées, certaines dans un état critique*», ajoute-t-on. L'attentat n'a pas été revendiqué dans l'immédiat.

Des combats opposent depuis fin novembre les [Forces démocratiques syriennes](#) (FDS, dominées par les Kurdes), soutenues par les [États-Unis](#), aux groupes syriens proturcs

dans des régions du nord de la Syrie, malgré des tentatives américaines d'imposer une trêve.

Il s'agit du deuxième attentat du genre depuis samedi. Ce jour-là, neuf personnes, dont un nombre indéterminé de combattants proturcs, ont été tuées dans l'explosion d'une voiture piégée près d'une position de combattants proturcs à Manbij, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Les factions pro turques avaient lancé une offensive contre les FDS au moment où des groupes rebelles islamistes avaient déclenché le 27 novembre une offensive contre les forces du président [Bachar el-Assad](#),

chassé du pouvoir le 8 décembre.

Les groupes pro turcs ont pris le contrôle de la ville même de Manbij aux FDS, qui la tenaient depuis de longues années. Partenaires des Occidentaux réunis au sein d'une coalition internationale antijihadistes, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe État islamique (EI) en Syrie. À la faveur du conflit en Syrie, elles ont profité d'un retrait des forces de Bachar el-Assad pour prendre le contrôle de vastes pans du territoire dans le nord-est de la Syrie et y installer une administration autonome.

## New Syrian Leader to Meet Erdogan in Turkey

It's the first meeting of Syria's interim president, Ahmed al-Shara, and President Recep Tayyip Erdogan. Turkey has military posts in Syria and hosts millions of Syrian refugees.

Syria's interim president, Ahmed al-Shara, is expected to discuss the future of Syria-Turkey relations on Tuesday during a meeting with President Recep Tayyip Erdogan of Turkey.

The meeting in the Turkish capital, Ankara, will be Mr. Erdogan's first with Mr. al-Shara, the rebel leader who led the opposition offensive that [toppled Syria's former autocratic leader](#), Bashar al-Assad, last month. Both countries have a lot rid-

ing on the future of their relationship.

Turkey shares a long border with Syria, hosts more than three million [Syrian refugees who fled](#) during the country's 13-year civil war and had chilly relations with Mr. al-Assad for years before Mr. Erdogan began speaking of mending ties not long before his ouster. Turkey worries that instability in Syria could cause more refugees to flee or prevent those already in Turkey from returning home.

Turkey also has military posts in northwestern Syria, directly backs Syrian armed groups near the border and considers a Kurdish-led militia in the northeast a grave national security threat.

For Mr. al-Shara, who was [appointed interim president](#) last week by a group of rebel leaders, Turkey could provide critical support as he faces the monumental tasks of unifying Syria, reviving its battered economy and transforming a constellation of

militias into a national army.

Turkey has been interacting with armed groups that Mr. al-Shara has led since early in the war because they controlled significant territory along Turkey's southern border, and Turkish officials were among the first to visit him in Damascus after Mr. al-Assad's fall.

But Turkey, struggling to fix its own economy after years of populist spending and persistently high inflation, would

struggle to provide Syria with the financing it needs to restart the economy and begin rebuilding communities that were reduced to rubble during the war.

So Mr. al-Shara has also worked to build ties with the United States, European countries and Gulf Arab leaders. Last week, Sheikh Tamim bin Hamad Al Thani, the emir of Qatar, became the first head of state to visit Mr. al-Shara in Damascus. And on Monday, Mr. al-Shara met in Saudi Arabia with Crown Prince Mohammed bin Salman, the kingdom's de facto ruler. To what extent these leaders will help fund the new Syria remains to be seen.

Mr. al-Shara, a former member of Al Qaeda, announced a public break with the group years ago and now expresses more moderate Islamist views. He faces the additional hurdles of heavy



Ahmed al-Shara, Syria's interim president, has also met with Qatari and Saudi leaders in recent days. Ammar Awad / Reuters

sanctions imposed on Syria to punish the Assad regime and the fact that he and the militia he leads remain clas-

sified as terrorist by the United States and other countries.

Turkey, too, still classifies Mr. al-Shara's militia, Hayat Tahrir al-Sham, as a terrorist organization.

The New York Times

Safak Timur  
Feb. 4, 2025

## In Turkey, New Syrian Leader and Erdogan Pledge to Work Together

In their first meeting, Syria's interim president, Ahmed al-Shara, and President Recep Tayyip Erdogan discussed strengthening their countries' ties.

**S**yría's new interim leader, meeting on Tuesday with the president of Turkey, thanked him for backing the rebel forces that toppled the Assad dictatorship and said he now sought a deep strategic relationship that would benefit both their countries.

The meeting was Pres-

ident Recep Tayyip Erdogan's first with Ahmed al-Shara, who led the offensive that **toppled** President Bashar al-Assad of Syria last month. Both countries have a lot riding on their relationship, and the public comments by the two leaders after they met in the Turkish capital, Ankara, made clear that they are both looking to the future.

Mr. al-Shara, who was appointed interim president by a group of rebel leaders during a closed-door meeting last week, thanked Mr. Erdogan and his people for their support for Syrian refugees and for the Syrian opposition during the war. He said that Syria sought a "deep, strategic relationship in all fields" that would benefit both countries.

This would include developing a "shared strategy to confront security threats in the region," he said, specifically mentioning northeastern Syria, which is controlled by a Kurdish-led militia that is not under Mr. al-Shara's authority.

Turkey considers that militia, which is backed by the United States to fight the

jihadists of the Islamic State, a terrorist organization because of its ties to Kurdish militants in Turkey and Iraq who have battled the Turkish state.

Mr. Erdogan, too, spoke of unifying all of Syria under the new government and said he appreciated the new authorities' "strong will to fight terror," a reference to the Kurdish-led militia.

Turkey shares a long border with Syria, hosts more than three million [Syrian refugees](#) and had chilly relations with Mr. al-Assad for years. Mr. Erdogan began speaking of mending ties not long before Mr. al-Assad's ouster.

Turkey worries that instability in Syria could lead more refugees to flee or prevent those already in Turkey from returning home. Turkey also has military posts in northwestern Syria and directly backs Syrian armed groups near the border.

For Mr. al-Shara, Turkey could provide critical support as he faces the monumental tasks of unifying Syria, reviving its battered economy and transforming a constellation of militias into a national army.

Turkey has been interacting with armed groups that Mr. al-Shara has led since early in the war because they controlled significant territory along Turkey's



Ahmed al-Shara, Syria's interim president, and President Recep Tayyip Erdogan in Ankara on Tuesday, in a photo released by the Turkish government. Mustafa Kamaci/Turkish Presidential Press Service, via Agence France-Presse — Getty Images

southern border, and Turkish officials were among the first to visit him in Damascus after Mr. al-Assad's fall.

Mr. al-Shara arrived in Ankara on a Turkish state jet and was welcomed on the runway by Turkey's energy and natural resources minister, Alparslan Bayraktar.

Mr. Erdogan said that Turkey stood ready to help Syria rebuild its infrastructure and that it would work for the lifting of the broad sanctions imposed on the country to punish Mr. al-Assad. The sanctions could impede reconstruction efforts.

Mr. al-Shara concluded his

remarks by inviting Mr. Erdogan to visit Syria and the two men warmly gripped hands.

Despite Turkey's close ties with the new authorities in Damascus, it is struggling to fix its own economy after years of populist spending and persistently high inflation. It would be difficult for it to provide Syria with the financing it needs to restart the economy and begin rebuilding communities that were reduced to rubble during the war.

So Mr. al-Shara has also worked to build ties with the United States, European countries and Gulf Arab leaders.

Last week, Sheikh Tamim bin Hamad Al Thani, the emir of Qatar, became the first head of state to visit Mr. al-Shara in Damascus. And on Monday, Mr. al-Shara met in Saudi Arabia with Crown Prince Mohammed bin Salman, the kingdom's de facto ruler. To what extent these leaders will help fund the new Syria remains to be seen.

Mr. al-Shara, a former member of Al Qaeda, announced a public break with the group years ago and now expresses more moderate Islamist views. The militia he leads remains classified as a terrorist organization by the United States and other countries.

## La lente ascension de Hafez Al-Assad, du panarabisme au nationalisme syrien

**H**istoire« La saga des Al-Assad » (1/4). Né d'un grand mouvement modernisateur et socialiste, le parti Baas est devenu l'instrument de la prise de pouvoir d'un clan qui a régné sur la Syrie de 1970 à 2024.

A qui la faute ? A qui la paternité de la naissance d'une des dictatures les plus implacables de l'histoire moderne ? Quel a été le moteur des Al-Assad, père puis fils, qui ont régné sur la Syrie de 1970 à décembre 2024, avant de chuter de manière précipitée : la revanche des alaouites, la paranoïa militaire ou l'intransigeance baassiste ? C'est bien le baassisme qui a été à l'origine de tout : avant même d'embrasser la carrière des armes, avant de constituer une caste alaouite autour de lui, Hafez Al-Assad a été un baassiste convaincu.

Sur le papier, rien ne vouait cette idéologie à la postérité totalitaire qu'elle a connue en Syrie comme en Irak, où elle est arrivée au pouvoir dans les années 1960, pour régner dans les années 1970-1980, avant de se dissoudre dans le culte de la personnalité et la prédation, à partir des années 1990 et 2000.

Comme le raconte le journaliste spécialiste du Proche-Orient Xavier Baron, dans *Histoire de la Syrie. De 1918 à nos jours* (Tallandier, 2014, réédité en janvier, 432 pages, 11 euros), « à l'origine du Baas se trouvent trois Syriens : un père spirituel, Zaki Al-Arsouzi, et deux fondateurs, Michel Aflak, chrétien grec-orthodoxe né à Damas, en 1910, et Salah Eddine Bitar, sunnite né en 1912,

également à Damas. Zaki Al-Arsouzi est un Alaouite né à Lattaquié, en 1901, mais qui a passé son enfance à Alexandrette ». Les trois hommes ont étudié à la Sorbonne, à Paris, où Aflak et Bitar se sont liés d'amitié, au début des années 1930. Comme le Vietnamien Ho Chi Minh ou le Cambodgien Pol Pot, leur séjour dans la capitale française a été déterminant dans leur formation intellectuelle.

Mais qu'est-ce donc que le baassisme ? Tout comme les Frères musulmans, les idéologues du baassisme partent du constat de la décadence du monde arabe, occupé par les puissances européennes au sortir de la première guerre mondiale. Mais, pour eux, la « renaissance » (*baas* ou *baath* en arabe translittéré) passe par la formation d'une seule nation arabe, unie par la langue, la culture et une forme de laïcité, du moins un rapport culturel plus que confessionnel à la religion dominante, en l'occurrence l'islam. Cette dernière caractéristique avait tout pour séduire les minorités confessionnelles (chrétiens, druzes chiites, alaouites, etc.), en butte à l'écrasante majorité musulmane sunnite.

### Tâches subalternes

Le baassisme prône la libération nationale, l'unité et le socialisme. Pour lui, le nationalisme arabe révolutionnaire passe avant la lutte des classes. Appliquée par des régimes militaires autoritaires, cette volonté d'unanimité social et national a viré au totalitarisme.

La date de naissance effective

du parti en Syrie remonte à 1939, mais il ne sera officiel qu'après l'indépendance, en 1946. Le mouvement, qui tient son premier congrès l'année suivante, connaît deux échelons : l'un national, qui englobe tout le monde arabe, et l'autre régional, qui désigne les branches nationales, dont la Syrie.

Hafez Al-Assad y adhère dès les années 1950, à la sortie du lycée. Ce grand échelon au front démesuré est né à Qardaha, dans la montagne alaouite, en 1930. Ses jeunes années sont marquées par le mandat français et la difficile lutte pour accéder à l'indépendance, finalement accordée le 3 juin 1944, mais véritablement effective en avril 1946, après un dernier baroud français, qui a consisté à bombarder le centre de Damas à l'artillerie lourde fin mai 1945. Paradoxalement, il appartient à cette génération de jeunes Alaouites ayant profité du mandat français pour intégrer la carrière des armes, voie la plus rapide pour l'ascension sociale de la communauté la plus pauvre et la plus méprisée de Syrie, à commencer par la majorité sunnite, qui ne voit qu'une hérésie dans ce chiisme militant.

Jeune officier, Hafez Al-Assad observe avec gourmandise la suite de coups d'Etat émailler la vie politique syrienne, dès la naissance de la jeune République arabe. Au trio des fondateurs du baassisme va succéder un autre trio, formé de militaires : Mohamed Omrane, le plus âgé, né en 1920, Salah Jadid, né en 1926, et, enfin, le plus jeune, Hafez Al-Assad. Ils sont tous trois

Alaouites et ambitieux, marqués par la défaite de l'armée syrienne face à Israël, en 1948.

Tous trois, aussi, sont relativement réfractaires à l'union entre la Syrie et l'Égypte, décrite sous la pression des foules, après la nationalisation du canal de Suez, en 1956, et l'équipée militaire franco-britannico-israélienne mise en échec par l'intervention conjointe des grandes puissances américaine et soviétique. Cette victoire politique avait propulsé le leader panarabe égyptien Gamal Abdel Nasser vers des sommets de popularité.

Dans la foulée de la proclamation de la République arabe unie (RAU), en 1958, des officiers baassistes sont envoyés en Égypte, pour être surveillés de plus près. Hafez Al-Assad en fait partie. On leur confie des tâches subalternes. Le trio Omrane-Jadid-Assad s'ennuie et complote avec d'autres, dans le plus grand secret, en vue d'une sécession.

En 1961, la RAU est dissoute, la voie est libre pour prendre le pouvoir. C'est chose faite le 8 mars 1963. Des automitrailleuses prennent le contrôle des carrefours stratégiques de Damas pour mener le dixième coup d'Etat depuis l'indépendance. Les militaires appellent les dirigeants du parti Baas à former un gouvernement. L'état d'urgence est immédiatement instauré. Il ne sera plus levé avant 2011...

Un mois plus tôt, jour pour jour, le parti Baas s'était emparé du pouvoir à Bagdad,

en Irak. « Une nouvelle ère s'annonce. En quelques semaines, le régime parlementaire est relégué dans un passé qui semble révolu en Syrie, écrit le chercheur Matthieu Rey dans *Histoire de la Syrie. XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle* (Fayard, 2018). Les officiers ne quittent plus le pouvoir, sans que le rythme des coups d'Etat décroisse. Un âge nouveau advient, comme dans la plupart des pays de la région. (...) L'heure est à la révolution, selon les termes des acteurs qui chantent les vertus de la thawra ("révolution"). »

### L'ère des militaires à moustache

Certes, des civils occupent les postes de pouvoir officiels, mais en coulisse, c'est un triumvirat de militaires, formé d'Omrane, Jadid et Al-Assad, qui décide de tout. Dès l'été 1963, un coup d'Etat dans le coup d'Etat permet d'éliminer les officiers nassériens qui ont participé à la prise de pouvoir du Baas. Les combats dans les rues font des dizaines de morts. Dans cette nouvelle Syrie, l'usage de la violence en politique n'est plus un tabou. Autre nouveauté : les luttes politiques recouvrent bien souvent des conflits confessionnels.

Le nouveau président de la République, Amine Hafez, un général sunnite en poste à partir de 1964, est vite en butte au trio alaouite qui contrôle les forces armées. Il s'appuie sur les dirigeants historiques du parti Baas, Aflak et Bitar, mais a du mal à contenir le zèle révolutionnaire de la branche régionale tenue par Jadid et Al-Assad. En janvier 1966, le premier ministre, Salah Eddine Bitar, soutenu par le président Hafez, tente de renvoyer les militaires dans leurs casernes mais le 23 février, l'aile dure du parti prend

le pouvoir par les armes. Amine Hafez, mais aussi Michel Aflak et Salah Eddine Bitar, pourtant les fondateurs du Baas, sont emprisonnés. S'ouvre l'ère des militaires à moustache.

« Ce fut la fin du Baas. A sa place, autre chose a été bâti. Un néo-Baas est né, et le Baas a été mis à mort », déplore Bitar, cité par Xavier Baron. Les écrits de Michel Aflak sont interdits dans les librairies de Damas. Les pères fondateurs se réfugient à Bagdad, en Irak, où règne aussi le parti Baas. « Il s'agit désormais d'établir qui est le plus qualifié pour orienter le baassisme, les néobaassistes de Damas ou les baassistes orthodoxes de Bagdad (...). Ainsi naît une rivalité implacable entre les frères ennemis baassistes, conflit d'autant plus total qu'il ravive tout un contentieux historique et culturel dont les racines remontent à la lutte entre les Omeyyades et les Abbassides » durant le premier siècle de l'islam, entre le VII<sup>e</sup> et le VIII<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne, résume Xavier Baron.

Ce nouveau coup de force, réalisé pour le compte du duo Jadid - Al-Assad par l'officier druze Salim Hatoum, ouvre la porte à une phase révolutionnaire « à la chinoise », qui voit la périphérie et les marges prendre leur revanche sur les centres urbains. Ce que le journaliste et essayiste libanais Edouard Saab résume dans la formule de « révolution dans la rancœur ». Les nationalisations et la réforme agraire s'accroissent et, tout en mécontentant la bourgeoisie commerçante, assurent au régime le soutien des petits paysans, grands bénéficiaires du partage des terres. La réalisation du barrage de Tabqa sur l'Euphrate, à partir de 1965, avec l'aide de l'Union

soviétique, symbolise l'ère de progrès que prétendent ouvrir les nouveaux maîtres du pays.

### Guerre feutrée

Parallèlement, c'est à cette époque qu'émergent les différentes officines de renseignement (*moukhabarat*) qui prendront une place déterminante dans la vie quotidienne des Syriens lors des décennies suivantes. Une nouvelle épreuve de force permet l'élimination de la composante druze de la révolution néobaassiste : le colonel Hatoum, estimant les représentants de sa communauté mal récompensés, prend en otage Salah Jadid, dans le fief druze de Souweïda, en septembre 1966. Le ministre de la défense, Hafez Al-Assad, ne cède pas à l'ultimatum et envoie les chars encercler Souweïda. Hatoum plie et prend la fuite en Jordanie.

Les Alaouites sont désormais seuls maîtres du jeu et une guerre feutrée va s'installer entre Salah Jadid et Hafez Al-Assad. Le premier s'appuie sur l'aile civile du Baas et As-Saïqa, la force milicienne palestinienne mise sur pied par Damas. Il prône une gauchisation du régime et estime que la victoire contre Israël passe par un approfondissement de la révolution. Le second s'appuie sur l'armée et représente une aile plus droitiste ; il milite pour une pause dans les réformes.

La rivalité entre les deux hommes est attisée par le contexte régional. En 1967, les alarmes syriennes sur une guerre imminente, que serait prêt à lancer Israël, poussent l'Égyptien Nasser à une escalade qui débouche sur la désastreuse guerre des Six Jours. Entre les 5 et 10 juin, l'Égypte perd le Sinaï et Gaza, la Jordanie Jérusalem et la Cisjordanie. Quant à la Syrie,

elle perd le plateau du Golan, réputé imprenable : les unités d'élite, au lieu de combattre, ont été gardées à Damas pour protéger le pouvoir. Durement mis en cause en tant que ministre de la défense, Hafez Al-Assad s'accroche. Mais il est mis en minorité à deux reprises par des congrès du Baas, en 1968 et 1969.

Une nouvelle crise régionale lui donne l'occasion de se rétablir de manière spectaculaire. En 1970, lors des affrontements de Septembre noir, entre l'Organisation de libération de la Palestine de Yasser Arafat et l'armée jordanienne, Salah Jadid envoie une colonne blindée soutenir les fedayins palestiniens. Hafez Al-Assad, lui, refuse toute couverture aérienne. Les tanks syriens doivent piteusement rebrousser chemin. Le grand Gamal Abdel Nasser meurt quelques jours plus tard, laissant un grand vide à la tête du mouvement panarabe.

Le moment est venu pour Hafez Al-Assad de se débarrasser du dernier obstacle. Mis en minorité une nouvelle fois et relevé de ses fonctions, ainsi que son compagnon d'études, le chef d'état-major Moustapha Tlass (sunnite), il réagit en faisant arrêter ses ennemis, le 13 novembre 1970. Trois jours plus tard, la radio annonce qu'une nouvelle direction du Baas a été mise en place pour mettre fin au « terrorisme intellectuel » et à la « dictature » de l'aile civile du parti, incarnée par Salah Jadid. Le lendemain, Hafez Al-Assad s'envole pour Le Caire, où il veut faire reconnaître son pouvoir par le successeur de Nasser, Anouar El-Sadate. Le 12 mars 1971, il est élu président de la République, avec 99,2 % des voix. Pour la première fois de son histoire, la Syrie a un président alaouite.

## L'actrice Melisa Sözen entendue pour « terrorisme » en Turquie en raison de son rôle dans « Le Bureau des légendes »

La comédienne interprétait une combattante kurde en Syrie. L'enquête, ouverte plus de sept ans après le tournage, s'inscrit dans une série d'arrestations et de procès visant des journalistes, des avocats, des personnalités politiques et du monde artistique

Une actrice turque, Melisa Sözen, a été entendue par la police à Istanbul pour « *propagande terroriste* », ont rapporté, lundi 3 février, les médias turcs. Cela car elle a incarné le rôle, en 2017, d'une combattante kurde dans la saison 3 de la célèbre série française *Le Bureau des légendes*.

Selon l'agence DHA et la chaîne de télévision Halk TV, proche de l'opposition, l'actrice de 39 ans a été interpellée lundi alors qu'elle rentrait de l'étranger, à la demande du procureur général d'Istanbul, qui a ouvert une enquête pour « *propagande d'organisation terroriste* ». Melisa Sözen a été entendue par la police et laissée libre, précise la presse.

Dans une déclaration, elle a assuré avoir ignoré qu'elle portait pour son rôle l'uniforme de combattants kurdes syriens des Unités de protection du peuple (YPG), qu'Ankara considère comme affiliées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement armé classé comme terroriste et interdit en Turquie.

**Actrice dans « Winter**



L'actrice turque Melisa Sözen interprète le rôle d'Esrin dans « Le Bureau des légendes », série créée par Eric Rochant. TOP THE OLIGARCHS PRODUCTIONS / CANAL+

**Sleep », Palme d'or à Cannes en 2014**

« *Je jouais le rôle d'un agent double. La série n'a pas été diffusée en Turquie. Je suis quelqu'un qui aime son pays et sa nation* », s'est défendue la jeune femme, citée par Halk TV. Le quotidien d'opposition *Hürriyet*, qui a rapporté également l'affaire, relève que

Melisa Sözen a tourné dans plus d'une vingtaine de séries célèbres en Turquie et au cinéma, notamment dans *Winter Sleep*, du réalisateur turc Nuri Bilge Ceylan, Palme d'or à Cannes en 2014.

L'enquête ouverte contre l'actrice, plus de sept ans après le tournage de la série, s'inscrit dans une série d'arrestations

et de procès visant des journalistes, des avocats, des personnalités politiques et du monde culturel et artistique. La série *Le Bureau des légendes* racontait le quotidien d'une unité des services de renseignements français, spécialisée dans la formation et l'immersion de ses agents à l'étranger.

## A Homs, dans le centre la Syrie, le spectre des règlements de comptes

**R**eportage En raison de sa diversité confessionnelle et de l'histoire sanglante qui fut la sienne durant la guerre civile, l'agglomération est considérée comme une ville-test de la capacité des nouvelles autorités à restaurer la paix civile.

Assise dans l'arrière-boutique de sa pharmacie, Eva Lati résume les raisons de son inquiétude pour Homs, la ville où elle habite, au centre de la Syrie. « *La peur est diffuse, les armes sont présentes partout.* » La quinquagénaire, de confession chrétienne, habite le quartier d'Al-Arman, où cohabitent des membres des minorités syriennes, notamment des alaouites, la branche du chiisme qui servait de socle au régime Al-Assad, ainsi que des sunnites. A la différence de la plupart de ses voisins, elle s'est réjouie de la chute de l'ex-président, début décembre 2024. Le portrait de son mari, Waël Qastoun, sculpteur et homme de gauche, mort en détention après avoir été arrêté par l'ancien pouvoir en 2012, est placardé sur un mur de la pharmacie.

Début décembre, lorsque les troupes de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), la formation islamiste, dirigée par [Ahmed Al-Charaa, qui gouverne aujourd'hui la Syrie](#), se sont rapprochés de Homs, troisième agglomération du pays, cette femme de caractère s'est pourtant réfugiée dans le berceau familial, le village chrétien de Marmarita, plus à l'ouest. « *Je craignais des affrontements, un cycle de vengeance. Notre quartier est considéré comme prorégime. De nombreuses personnes liées aux anciennes forces militaires y résident.* »



LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

Les combats n'ont pas eu lieu, mais le spectre de la violence continue de planer sur la ville. « *Les magasins ferment de bonne heure* », note la pharmacienne.

En raison de sa diversité confessionnelle qui en fait une Syrie miniature, de l'histoire sanglante et tumultueuse qui fut la sienne durant la guerre civile et de la coexistence aujourd'hui en son sein de *fouloul* (terme qui désigne les partisans de l'ancien régime) et d'anciens rebelles, Homs est considérée comme une ville-test de la « nouvelle Syrie ». Celle où les ennemis d'hier scelleront leur réconciliation sur fond de justice transitionnelle ou bien, au contraire, celle qui basculera dans les règlements de compte et un nouvel arbitraire, contaminant, dans l'un comme dans l'autre cas, le reste du pays.

Début janvier, le nouveau pouvoir a lancé une « opération de ratissage » à Homs, disant traquer les criminels de guerre et les fugitifs refusant de remettre leurs armes. Plus

de 800 personnes ont été arrêtées, selon l'avocat Maan Saleh. Il s'agit « *d'anciens militaires et de civils* », dit-il dans son bureau du centre de Homs. La majorité d'entre eux ont depuis été relâchés. L'homme, dont le travail tourne au ralenti – les tribunaux sont à l'arrêt –, a organisé, à la mi-janvier, une rencontre rassemblant une quinzaine de figures de différents quartiers et appartenances confessionnelles, afin de « *faire de baisser les tensions dans la ville* ».

Les nouvelles autorités assument refuser tout acte de vengeance contre les soutiens des Al-Assad. Mais l'annonce, vendredi 31 janvier, de la mort sous la torture d'un jeune sunnite de Homs, Louay Tayara, au lendemain de son arrestation, a choqué. Il s'agissait d'un milicien du régime qui avait refusé de rendre les armes, selon les autorités sécuritaires locales, qui ont annoncé avoir ouvert une enquête sur les circonstances de son décès. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) affirme que,

depuis la chute de la dictature Al-Assad, treize autres personnes sont mortes sous la torture dans la province de Homs, après avoir été arrêtées.

### Des checkpoints ont été dressés

Chaque semaine, des enlèvements ont lieu à Homs, « *tenant de la vengeance personnelle ou de type crapuleux* », dit une source officielle qui souhaite rester anonyme. Le 20 janvier, Racha Al-Ali, une enseignante de confession alaouite, a été kidnappée alors qu'elle se rendait à l'université. Les rumeurs les plus sordides circulent depuis sur le sort de cette femme dont le père était connu pour être un opposant au régime. « *Ces enlèvements réveillent les traumatismes de la guerre* », s'alarme Eva Lati, la pharmacienne. Homs fut la première grande ville de Syrie à être le théâtre de rassemblements antirégime massifs, dès le mois d'avril 2011, ce qui lui valut le titre de « capitale de la révolution ». Ces manifestations,

organisées sur la place de l'Horloge, le cœur de la cité, furent réprimées dans le sang par les services de sécurité syriens. En réaction, la région de Homs devint le laboratoire de la militarisation de la révolte, le quartier de Baba Amro, dans la vieille ville, se transformant en camp retranché des insurgés de l'Armée syrienne libre. La ville vit aussi se multiplier les violences à caractère sectaire, comme les enlèvements et les attentats à la bombe. Homs fut, enfin, le premier bastion anti-Al-Assad d'envergure à être reconquis par les forces loyalistes, en 2014, au prix de la destruction, sous les bombes, de tout une partie de la ville.

A l'entrée des quartiers d'Al-Arman et d'Al-Zahra, qui est à dominante alaouite, des checkpoints ont été dressés. Ils sont tenus par des hommes armés et cagoulés, membres de HTC, qui surveillent les allées et venues et vérifient notamment l'identité des jeunes hommes, en quête d'anciens conscrits.

Près d'une grande place, une femme nommée Fatet (elle ne donne que son prénom), retraitée de la fonction publique, achète quelques œufs, en payant avec de vieux billets frappés du portrait de Hafez Al-Assad, le père et prédécesseur de Bachar Al-Assad à la tête de la Syrie. Le regard inquiet, elle assure que le changement de régime a ouvert une période d'insécurité, évoquant des « vols » et racontant que « des hommes toquent aux portes des appartements en demandant la confession des habitants ».

Dans le quartier d'Al-Zahra, où l'ambiance est électrique, l'avocat Ali Ibrahim veut croire que la réalité est moins tragique que « ce qui circule sur les réseaux sociaux. » Mais il concède que la communauté alaouite, dont il est issu, a peur, car « toutes les options sont sur la table » pour le futur proche, « y compris la vengeance ». « Cinquante ans de dictature ont tordu l'esprit des gens », souligne-t-il, en y voyant l'un des plus grands obstacles à la restauration de la paix civile. Son père, un opposant au régime, dont une photographie est posée sur une table de son bureau, a été tué en 2015 dans un attentat à la voiture piégée, de ceux qui ont ensanglanté le quartier dans la décennie 2010.

#### **Prudence dans le quartier chrétien d'Al-Hamidiyé**

« La peur est légitime mais il faut faire le tri dans les récriminations des alaouites, confie un habitant sous le couvert de l'anonymat, par crainte de s'attirer les représailles de ses voisins. Beaucoup d'entre eux ont rejoint l'armée sous Al-Assad parce que c'était l'une des rares sources d'emploi. Mais les miliciens et les militaires qui se sont comportés comme des criminels, ont bombardé les quartiers rebelles de Homs et tué sans scrupule, ont beau jeu aujourd'hui de réclamer la sécurité et l'Etat de droit. »

Devant un centre de « régularisation », où les ex-militaires du régime doivent remettre leurs armes, des dizaines d'hommes attendent, assis sur le sol. Mahmoud El-

Buqai, 35 ans, qui vient de s'acquitter de la démarche, montre le certificat qui lui a été remis. Sunnite, il s'était enrôlé dans l'armée, « pour manger ». L'un de ses frères était dans les rangs de la garde républicaine, l'une des unités d'élite : il a été emprisonné un mois, après être revenu d'Irak où il avait fui en décembre 2024, « lorsque les soldats ont vu les officiers désertir le front ». « Je n'ai pas peur, car je n'ai rien fait de criminel », assure Mahmoud, avant d'exprimer ses doutes : « Certains [au sein du nouveau pouvoir] nous voient comme des traîtres, car nous avons servi dans l'armée. » Dans le quartier chrétien d'Al-Hamidiyé, Samer, un commerçant, reste prudent. Il se contente de dire qu'il ne « se sent pas très à l'aise » aujourd'hui : « Rien n'est encore clair. Comment pensent les gens de HTC ? » La manière arbitraire dont Ahmed Al-Charaa a été désigné président par intérim, fin janvier, sans consultation préalable, n'est pas de nature à rassurer ceux qui réclament un cadre clair. « Pour l'instant, personne ne nous cause de problèmes, à nous les chrétiens », dit Samer. Il continue de vendre de l'alcool, mais ne le place plus sur ses rayonnages, après qu'au moins deux commerces proposant ce type de boisson ont été vandalisés dans le voisinage. Dans le quartier emblématique de Baba Amro, des hommes de HTC se sont installés devant un bâtiment qui fut un lieu de torture utilisé par les forces du régime. Abou Jaafar (un pseudonyme), chargé de la sécurité pour une partie de Homs, se veut optimiste. « Oui, il y a

des problèmes, mais la situation s'améliore », insiste-t-il. Il explique ainsi que des patrouilles ont été mises en place, que les hommes de HTC chargés de la sécurité sont aujourd'hui identifiables par un badge, que le poste de police a rouvert, et que des gardes aux checkpoints qui demandaient la confession des habitants ont été relevés de leur poste.

#### **L'extrême pauvreté alimente une forme de criminalité**

Le sentiment d'insécurité qu'éprouvent la plupart des résidents n'est pas seulement un produit dérivé de la guerre civile. Il est lié aussi à l'extrême pauvreté, qui alimente une forme de criminalité, au fait que des détenus de droit commun sont sortis de prison à la chute du régime et que HTC n'a pas aujourd'hui la capacité humaine de se déployer sur tout le territoire syrien. « Vu la diversité de Homs, la présence des armes et la sauvagerie de ce qui s'y est passé, la situation n'est pas si mauvaise », veut croire Abou Jaafar.

Originaire de la vieille ville, il ne s'est toujours pas habitué à la marée de gravats qui l'entoure. « Tout est resté dans le même état de destruction qu'à la fin des combats. Ne rien reconstruire, ça a été une forme de vengeance. » Pour Eva Lati, la pharmacienne, après avoir retiré les armes des quartiers, il faudra encore « construire la confiance ». Maan Saleh, l'avocat, a déjà prévu d'organiser d'autres conférences de réconciliation.



04 février 2025

## La Turquie d'Erdoğan cherche à renforcer son influence dans la Syrie d'al-Charaa

Dans le but de combler le vide laissé par l'Iran en Syrie, la Turquie cherche à renforcer son rôle d'acteur majeur dans le pays, en particulier après l'éviction de Bachar el-Assad du pouvoir en décembre dernier. [View on euronews](#)

**A**nkara semble avoir commencé à étendre son influence en Syrie, des fuites indiquant une rencontre prochaine entre le président intérimaire syrien Ahmed al-Charaa et le président turc Recep Tayyip Erdoğan. Cette rencontre devrait inclure des discussions sur un accord de défense conjoint qui pourrait aggraver les tensions avec les États du Golfe, mettre Israël dans une position délicate et menacer la stabilité de la région.

Selon des sources locales turques et syriennes, les discussions entre les deux parties porteront sur des sujets importants tels que l'établissement de bases aériennes turques dans le centre de la Syrie et la formation de la nouvelle armée syrienne.

La Turquie, membre de l'OTAN, a longtemps soutenu l'opposition syrienne contre le président Bachar el-Assad avant que celui-ci ne soit renversé fin décembre par les forces du président syrien par intérim Ahmed al-Charaa.

C'est la première fois que les détails d'un accord de défense stratégique entre la Syrie et la Turquie sont révélés, y compris un plan visant à établir des bases turques supplémentaires sur le territoire syrien. L'accord prévu entre les deux pays permettrait à la Turquie d'établir de

nouvelles bases aériennes en Syrie et d'utiliser l'espace aérien syrien à des fins militaires, en plus de son rôle dans la formation des forces syriennes.

Les sources ont également indiqué que les nouveaux dirigeants syriens ont commencé à restructurer l'armée syrienne, où les factions rebelles ont été dissoutes et regroupées au sein d'un commandement militaire unifié. Les négociations sur l'accord ne devraient pas être finalisées avant la semaine prochaine.

Related

Des experts réunis à Rome pour discuter de la protection du patrimoine culturel de la Syrie

Exclusif : l'UE envisage de lever les sanctions contre la Syrie

Syrie : à Damas, l'espoir de la reconstruction de la gare de Qadam

Nouvelles bases turques en Syrie

Des responsables de la sécurité ont déclaré à Reuters que les négociations pourraient porter sur la construction de deux bases turques dans la région désertique syrienne, connue sous le nom d'al-Badiya, avec un possible déploiement d'avions de

chasse F-16 à l'avenir.

Selon un responsable de la présidence syrienne, la rencontre entre Sharaa et Erdoğan portera sur la question de la formation de la nouvelle armée syrienne, ainsi que sur l'identification de nouveaux lieux de coopération et de présence militaire.

Dans un contexte connexe, le journal Türkiye a cité des sources selon lesquelles la Turquie pourrait construire deux bases militaires en Syrie et y déployer des avions de chasse F-16 dans le cadre de son soutien continu à Damas. Selon ces sources, l'accord de défense qui doit être signé apportera à la Syrie le soutien de la Turquie en cas de menace soudaine, et comprendra la formation de l'armée syrienne et la fourniture d'équipements militaires de pointe.

L'administration syrienne a demandé à la Turquie de lui fournir des drones, des radars et des systèmes de guerre électronique afin d'améliorer sa capacité à contrôler la frontière avec Israël, avec la possibilité de livrer les drones dans un avenir proche.

Un rapport antérieur du Washington Post a révélé qu'Israël construit des bases militaires dans la zone tampon du plateau du Golan syrien, ce qui complique encore la situation dans la région. Selon des experts militaires,

les bases en question permettraient à la Turquie de défendre l'espace aérien syrien en cas d'attaques futures.

Négociations avec le Kremlin

La Russie, l'autre grand soutien d'Assad, est en pourparlers avec la nouvelle administration syrienne sur le sort de deux de ses bases militaires en Syrie, a déclaré le Kremlin lundi : Une base navale à Tartous et une base aérienne près de la ville côtière de Lattaquié.

Dans une interview accordée en janvier, le ministre syrien de la défense, Marhaf Abu Qasra, a déclaré que les nouveaux dirigeants du pays avaient l'intention d'établir des liens solides dans la région, ce qui, selon lui, contribuerait à renforcer la puissance militaire du pays.

Sans mentionner directement la Turquie, M. Abu Qasra a ajouté que la Syrie accueillerait favorablement tout partenariat lié à l'armement, à la formation, à la défense aérienne ou à d'autres questions. Un responsable des services de renseignement de la région a révélé que les bases aériennes pourraient être situées à l'aéroport militaire de Palmyre et à la base T4 de l'armée syrienne, tous deux situés dans la province de Homs.

Ankara cherche à établir des

bases dans ces endroits pour envoyer un message aux combattants kurdes du nord-est de la Syrie, connus sous le nom d'Unités de protection

du peuple (YPG). La Turquie considère les YPG comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène une

insurrection contre l'État turc depuis 1984 et est considéré comme un groupe terroriste par la Turquie et les États-Unis. La Turquie a menacé

de lancer une offensive militaire contre les YPG, mais l'a reportée en raison de la poursuite des pourparlers sur le sort des forces kurdes.

Le Monde

Julia Pascual  
05 janvier 2025

## Des réfugiés aimeraient retourner en Syrie, tout en ayant la garantie d'un retour en France possible

Un petit groupe de Syriens souhaite obtenir de l'administration française l'autorisation de retourner en Syrie, « sans risque de révocation » de la protection dont ils bénéficient.

Ils voudraient retourner dans leur pays, sans perdre la possibilité d'en repartir ni perdre ce qu'ils ont construit ailleurs, parfois depuis plusieurs années : ne pas lâcher la proie pour l'ombre. Le 15 janvier, un groupe de quatorze réfugiés syriens, parmi lesquels un enseignant, un informaticien, un journaliste, une juriste ou encore une femme au foyer, a adressé une lettre ouverte au président de la République. Ils demandent la garantie de pouvoir se rendre en Syrie « sans risque de révocation » de la protection dont ils bénéficient en France. Leur campagne, intitulée « Liberté d'agir, droit de revenir », adossée à une pétition en ligne, [fait suite au renversement du régime de Bachar Al-Assad](#), le 8 décembre 2024.



Des manifestants célèbrent la chute du président syrien Bachar Al-Assad, à Paris, le 14 décembre 2024. XAVIER GALIANA / AFP

En principe, un réfugié n'est pas censé retourner dans son pays, au risque de se voir retirer son statut. La convention de Genève sur les réfugiés prévoit, en effet, qu'une protection cesse si une personne « s'est volontairement réclamée à nouveau de la protection du pays dont elle a la nationalité ». L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) indique au *Monde* avoir

ainsi décidé, en 2024, d'environ 150 cessations sur ce motif d'allégeance aux autorités, « au terme de procédures contradictoires », notamment envers des ressortissants russes et turcs. Il n'y a cependant pas d'automatisme en la matière, et, avec le changement politique en cours à Damas, des Syriens exilés entrevoient la possibilité de « contribuer à la reconstruction [du] pays (...)

et à la transition démocratique tant espérée ».

« Mon but est de participer à la représentation de la femme dans la vie politique syrienne, explique ainsi Bushra Al zoubi, réfugiée syrienne originaire de Deraa. On veut montrer qu'on existe et qu'on a le droit de participer à la conférence de dialogue national », promise par le président syrien par in-

térim, Ahmed Al-Charaa. Cette femme de 31 ans est arrivée en France en 2021. Après s'être réfugiée neuf ans en Jordanie, elle a obtenu une bourse pour venir étudier à Paris. Titulaire d'un master en droits de l'homme et action humanitaire obtenu à Sciences Po Paris, elle travaille désormais comme interprète. Parmi ce qui nourrit son souhait de retour en Syrie, il y a éga-

lement son envie de revoir sa sœur, qui a eu trois enfants. Elle l'a quittée en 2011, au moment où la guerre a éclaté. Bushra Al zoubi redoute néanmoins que sa liberté puisse être de nouveau menacée, et voudrait avoir la garantie de pouvoir « *revenir à la vie [qu'elle a] construite* » en France.

« **Très marginale** »

« *Nous voulons pouvoir être recensés, participer aux élections, énumère un autre signataire de la lettre ouverte, Wad-dah Saleh, qui travaille dans les ressources humaines. Si on ne vote pas aux prochaines élections, qui votera ?* » Le jeune homme de 29 ans, ancien réfugié syrien aujourd'hui naturalisé français, s'est engagé dans la campagne au nom de ses deux parents, âgés d'une soixantaine d'années. « *Mon père a été détenu huit*

*ans sous le régime de Hafez Al-Assad, et plusieurs fois sous Bachar Al-Assad. Il souhaite rentrer voir la situation là-bas, mais il a des problèmes cardiaques et il prend des médicaments que l'on ne trouve pas en Syrie* », dit-il. M. Saleh ajoute qu'il existe des enjeux en Syrie notamment en matière de succession et de transmission du patrimoine.

Le directeur général des étrangers en France, Eric Jalon, expliquait, mardi 4 février, lors d'une conférence de presse sur les chiffres annuels de l'immigration, avoir donné « *des orientations aux préfectures leur demandant d'examiner un certain nombre de motifs* » de déplacement justifiant la délivrance de sauf-conduits. Ces derniers sont prévus par le droit, mais pour des durées courtes et des raisons strictement humanitaires. Ils existent de façon « *très marginale* »,

ajoute Eric Jalon, sans pouvoir cependant donner une estimation.

**Manque de recul**

Interrogé, le directeur de l'Ofpra, Julien Boucher, confirme que les préfectures sont compétentes en la matière, et considère, pour sa part, que « *les retours dits "exploratoires", dans un contexte incertain de transition politique, comme celui que connaît la Syrie, après plus d'une décennie de guerre civile, peuvent, sous certaines conditions, être admis* ». Une position des autorités qui ne satisfait pas les avocats en soutien des signataires de la lettre ouverte, Raphaël Kempf et Romain Ruiz. « *Un examen au cas par cas, en catimini, ne répond pas du tout à la situation. Il faut une position publique du gouvernement* », réagissent-ils.

Il y a environ 45 000 réfugiés syriens en France, ce qui est peu par rapport à d'autres pays comme l'Allemagne, la Suède ou l'Autriche. Depuis la chute du régime de Bachar Al-Assad, des demandes d'asile en cours d'instruction ont été suspendues en raison des incertitudes liées à la transition politique en cours. L'Ofpra évoque quelque 700 dossiers en instance. « *Les services de l'Ofpra, et notamment la division de l'information, de la documentation et des recherches, travaillent actuellement à rassembler une information précise et actualisée sur la situation en Syrie, de façon à préparer la reprise de l'activité décisionnelle sur les dossiers encore en suspens* », précise Julien Boucher, qui évoque en particulier un manque de recul sur la situation sécuritaire et la pratique du pouvoir par les nouvelles autorités.



Feb. 05, 2025

## Trump expected to decide on future of US troops in Syria soon: Kurdish official

**W**ASHINGTON DC - A Kurdish official from northeast Syria (Rojava) said on Tuesday that US President Donald Trump is expected to decide on the future of US troops in Syria in the coming days, adding that Kurds have sent many letters urging Trump to keep troops in Rojava.

“According to what we hear from the media, some say that the people around Trump want to withdraw troops from Syria. But Trump has yet to make a decision in this regard. He has said that he would make a decision later. I expect him to make a decision on Syria in the coming days,”

Sinam Mohamad, a Syrian Democratic Council (SDC) representative to the US, told Rudaw.

SDC is the political wing of the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) - de facto army of Rojava.

“This is very important for us. We have sent them many letters that we want the US troops to remain in northeast Syria (Rojava) until we reach a solution for all Syria. This is very important for us, and we hope that this [US presence in Syria] will continue,” she added.

The US has recently upped its presence of troops in Syria

from 900 to around 2,000 after a coalition of rebels led by the Islamist Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) ousted Bashar al-Assad's regime on December 8.

Trump said on Thursday that a «determination» will be made regarding American troops in Syria, but did not provide further details. He denied previously stating that he would pull troops out of the country.

“I don't know who said that. But we'll make a determination on that,” Trump told reporters in response to a question whether he had said he would withdraw American troops from Syria.

“We're not involved in Syria. Syria's its own mess... They don't need us involved,” he added.

Senator Chris Van Hollen said on Monday that Trump would make a «mistake» if he decides to withdraw troops from Rojava, adding that Kurds are essential to prevent the resurgence of ISIS.

US forces in Syria are the primary backers of the SDF, which territorially defeated ISIS in 2019 and ended a five-year so-called “caliphate” of the group, two years after they were defeated in neighboring Iraq.

## « Mon gâteau préféré », une comédie romantique du troisième âge en Iran

Interdit de sortir de leur pays, le couple de cinéastes Maryam Moghaddam et Behtash Sanaeeha dépeint avec finesse l'isolement des personnes âgées.

Le second long-métrage, après *Le Pardon* (2020), du couple de cinéastes composé par Maryam Moghaddam et Behtash Sanaeeha, installé à Téhéran, cristallise une nouvelle fois la chape de plomb que fait peser le régime iranien sur la création cinématographique. Tourné en secret en 2022 dans un climat de tension sociale, au moment où allait éclater le mouvement Femme, vie, liberté, le film enfreint délibérément les restrictions qui entourent la représentation des femmes à l'écran, concernant, notamment, le port du hidjab jusque dans l'espace domestique, en dépit de toute considération réaliste.



Faramarz (Esmail Mehrabi) et Mahin (Lily Farhadpour), dans « Mon gâteau préféré », de Maryam Moghaddam et Behtash Sanaeeha. ARIZONA DISTRIBUTION

Lorsqu'il fut sélectionné en compétition de la Berlinale, en février 2024, les représentations ne se sont pas fait attendre : les cinéastes ont vu leur passeport confisqué par les autorités, la présentation du film eut lieu en leur absence, et ils restent, depuis, interdits de quitter le territoire, bloqués dans leur propre pays.

*Mon gâteau préféré* se présente pour l'essentiel comme une authentique comédie romantique du troisième âge, en apparence assez inoffensive, mais, dans le fond, tout sauf naïve. Mahin (l'irrésistible Lily Farhadpour), septuagénaire et veuve, vit seule dans sa grande maison avec jardin de Téhéran, qui manque un peu d'entretien. Avec des enfants qui travaillent désormais à l'étranger et des amies qui ne lui rendent plus visite

qu'une fois l'an, un certain désert affectif l'étreint.

Un beau jour, elle décide de remédier à cela et sort en ville afin de provoquer coûte que coûte une rencontre. A la cantine des retraités, elle tombe sur Faramarz (Esmail Mehrabi, vulnérable et ardent), un sympathique chauffeur de taxi, divorcé et du même âge, qui accepte de la reconduire chez elle le soir venu. Et même, contre toute prévenance, de franchir le seuil, de passer un bout de soirée avec elle, et peut-être plus si affinités.

### Pirouette scénaristique

Le film vaut d'abord pour la finesse avec laquelle il dépeint l'isolement des personnes âgées, montrées comme n'appartenant plus au même fu-

seau horaire que la société active (Mahin, victime d'insomnies, se lève à midi), donc condamnées à vivre dans ses interstices – un constat qui dépasse le simple cadre de la société iranienne. L'usage récurrent du plan fixe répond à ce cours interne de l'âge en découpant dans la capitale les espaces et les rythmes décalés qui lui correspondent.

Moghaddam et Sanaeeha ont le don de la scène juste, qu'ils savent installer dans la durée, tel ce dîner entre amies chez Mahin, où ces dames se rient de leurs petites misères. Ou encore ce plan bouleversant où Mahin, avant de sortir, prend le temps de se maquiller devant sa glace : un peu de fard sur ce beau visage parcheminé pour séduire,

peut-être, et conjurer la solitude.

Sa rencontre avec Faramarz marque le basculement du film dans un quasi-temps réel, qui se fond dans la soirée en tête-à-tête pour ne rien manquer de l'amour naissant sous nos yeux. Les deux anciens, retrouvant leur âme de tourtereaux, se disent des mots doux, boivent du vin, dansent et prennent une douche ensemble – et le film de braver, en même temps qu'il les accueille, les interdits qui peuvent avoir cours entre un homme et une femme non mariés. La caméra s'anime alors, file à travers les pièces, partageant quelque chose de la jouvence qui ranime ces corps fatigués, de la joie qui les gagne. Les cinéastes ré-

servent quelques notations au climat de surveillance ambiant, notamment à travers la visite inquisitrice d'une voisine ou, plus tôt, l'intervention de la brigade des mœurs.

Par honnêteté envers les nombreuses beautés de *Mon gâteau préféré*, il faut dire à quel point sa conclusion déçoit. En basculant tout à coup dans le

conte macabre, Moghaddam et Sanaeeha se privent d'explorer jusqu'au bout la relation des vieillards amoureux. Par goût de la pirouette scénaristique, ils cèdent à un arbitraire qui tombe comme le couperet d'une punition sur les personnages, et s'inscrit en contradiction nette avec l'esprit de transgression qui précède. Tout ce qui faisait le sel de

cette romance déifiant la censure retombe alors dans l'impensé conservateur d'une fable fataliste. Faut-il voir là une stratégie de la part des cinéastes, qui sauvent les apparences sans en être dupes ? Quoi qu'il en soit, cette fin digne d'une mauvaise chute de court-métrage ne doit pas faire oublier les trésors de tendresse et d'attention que

le film déploie dans sa majeure partie. Ceux-ci valent amplement le détour.

Film iranien, français, suédois, allemand de Maryam Moghaddam et Behtash Sanaeeha. Avec Lily Farhadpour, Esmail Mehrabi (1 h 37).

Le Monde

Ghazal Golshiri  
05 février 2025

## Le combat de Maryam Moghaddam et Behtash Sanaeeha, réalisateurs de « Mon gâteau préféré », interdits de quitter l'Iran

Dans leur pays, les deux cinéastes sont devenus la cible d'une enquête pour « propagande contre la République islamique » et « propagation de la débauche ».

Lorsque le mouvement Femme, vie, liberté éclate, en septembre 2022, après la mort de Mahsa Amini en détention pour un voile « mal ajusté », Maryam Moghaddam et Behtash Sanaeeha sont alors en plein tournage de *Mon gâteau préféré*, à Téhéran, sans autorisation. Très vite, la contestation bouleverse leur projet. « Certains membres de notre équipe étaient dans la rue à manifester, d'autres ont été arrêtés et emprisonnés », raconte de Téhéran Behtash Sanaeeha, joint par téléphone. A chaque interruption du tournage, le constat s'impose : « Il fallait finir ce film, c'était notre soutien au mouvement », ajoute Maryam Moghaddam.

Le projet, lancé deux ans avant la mort de Mahsa Amini, suit une femme de 70 ans vivant seule à Téhéran et décidant de redécouvrir l'amour. Un sujet tabou sous un système politique où tout, même les aspects les plus ordinaires

de la vie, est surveillé. Dans ce film, les réalisateurs du *Pardon (2020)* osent montrer des femmes sans voile, des scènes de danse, d'alcool, des discussions franches sur la religion et la politique. « Nous avons écrit ce scénario bien avant le soulèvement, mais l'envie de briser l'hypocrisie était déjà là », explique Behtash Sanaeeha. « Les films iraniens montrent des femmes qui dorment et se réveillent voilées. Nous avons honte de perpétuer ce mensonge », poursuit Maryam Moghaddam.

En 2023, *Mon gâteau préféré* est envoyé au Festival de Berlin sans l'aval des autorités. La répression est immédiate. En août, les services de sécurité perquisitionnent le domicile du monteur et confisquent tous les disques durs contenant les rushes. « Heureusement, nous avons une copie brute à Paris », confie Behtash Sanaeeha. S'ensuivent des convocations au bureau du procureur de Téhéran.

« Ils voulaient nous contraindre à retirer le film des festivals et à nous engager à ne jamais le projeter. Nous avons refusé », affirme-t-il.

### Soutien populaire

Quelques semaines plus tard, les réalisateurs tentent de quitter l'Iran pour achever le montage à Paris. A l'aéroport, leurs passeports sont confisqués et une interdiction de quitter le territoire leur est imposée. Ils deviennent la cible d'une enquête pour « propagande contre la République islamique » et « propagation de la débauche ». Leurs scènes sont passées au crible : des femmes sans hijab, de l'alcool, l'arrestation de jeunes filles « mal voilées » par la police des mœurs. Malgré les pressions, *Mon gâteau préféré* est projeté à la Berlinale en février 2024 et remporte le Prix Fipresci du meilleur film, décerné par le jury des critiques internationaux. Une consécration qui renforce leur engagement, mais ag-

grave aussi leur situation en Iran.

Interdit de projection en Iran, le film y trouve pourtant son public, grâce à des copies piratées. « Même pendant les interrogatoires, ils nous disaient, furieux, que 50 millions de personnes l'avaient vu », relate Behtash Sanaeeha. Le soutien populaire est bien réel. « Il y a deux semaines, une femme en tchador [le hidjab islamique, en Iran, couvre le corps et la tête] est venue me serrer dans ses bras. Elle était accompagnée de sa fille de 14 ans, elle aussi couverte d'un tchador. La mère m'a remerciée d'avoir réalisé ce film », se souvient Maryam Moghaddam.

En septembre 2024, l'interdiction de quitter le territoire est levée, mais leur dossier judiciaire reste ouvert. Maryam Moghaddam achète un billet pour assister à la première du film en Suède. A l'aéroport, elle apprend qu'une nouvelle enquête est ouverte contre

elle et son partenaire, cette fois menée par le ministère du renseignement. Depuis, ils ont été interrogés à plusieurs reprises, six heures à chaque fois. Ils attendent à tout moment une convocation pour leur procès devant un tribunal révolutionnaire.

Pourtant, les cinéastes refusent l'exil. « *Nous aimerions pouvoir voyager, mais notre place est ici, assure Maryam Moghaddam. Si nous voulons que les choses changent, nous devons rester. Comment gagner la guerre si l'on quitte le front ?* » Ce combat, ils ne

sont plus seuls à le mener. Une nouvelle génération de cinéastes iraniens, inspirée par le soulèvement de 2022, choisit de tourner sans autorisation, en brisant les lignes rouges imposées par la censure. « *Ils ne sont pas nombreux, mais je suis sûr que*

*leur audace va se propager* », espère Behtash Sanaeaha. Film iranien, français, suédois, allemand de Maryam Moghaddam et Behtash Sanaeaha. Avec Lily Farhadpour, Esmail Mehrabi (1 h 37).

Le Monde

Christophe Ayad,  
Gilles Paris  
05 janvier 2025

## La Syrie d'Hafez Al-Assad, un « Etat de barbarie »

**H**istoire « La saga des Al-Assad » (2/4) . Le régime mis en place par le dirigeant après son coup d'Etat du 13 novembre 1970 n'a eu qu'un seul objectif : sa perpétuation, à n'importe quel prix.

Hiver 1986, à Beyrouth. Un homme émacié agonise dans une cellule sommaire de la banlieue sud où il est retenu en otage. [Malade d'un cancer, il ne survivra pas à ses conditions de captivité. Il s'appelle Michel Seurat](#), il est sociologue et arabisant. Il a 38 ans. Ses ravisseurs se cachent sous l'appellation « Jihad islamique ». Il s'agit en fait d'un [prête-nom du Hezbollah](#), une milice chiite libanaise pro-iranienne protégée par la Syrie, formée en 1982 et officiellement née en 1985.

Michel Seurat a été enlevé dans le cadre d'un chantage politico-financier entre la France et l'Iran. Mais ses geôliers sont particulièrement durs avec lui. Est-ce à la demande des dirigeants syriens, qui entretiennent des liens étroits avec le Hezbollah ? C'est fort possible, car ce jeune chercheur est celui qui a, le premier, compris la nature profonde du régime mis en place par Hafez Al-Assad (1930-2000) à partir

de 1970. Il a inventé une formule qui fait mouche, dans [un article pour la revue Esprit](#) devenu le titre d'un recueil du même nom publié par la suite : *Syrie. L'Etat de barbarie* (PUF, 2012).

Ce n'est pas prendre le pouvoir qui est le plus compliqué dans la Syrie postindépendance, c'est le conserver. Pour cela, Hafez Al-Assad va mettre en place un pouvoir absolument redoutable et machiavélique, aussi brutal que sophistiqué. Mais, avant d'y parvenir, il a fallu qu'il affermisse son assise.

### Délation et surveillance

Aussitôt après le coup d'Etat du 13 novembre 1970 contre son ex-compère du parti Baas, Salah Jadid (1926-1993), Hafez Al-Assad lance un « mouvement correctif » qui marque une pause dans la révolution. Le Baas abandonne la ligne quasi communiste de Jadid et sa doctrine d'exportation de la révolution. Copiée de l'infléchissement donné par l'Egyptien Anouar El-Sadate (1918-1981) au nassérisme, la nouvelle doctrine d'Al-Assad met l'accent sur le nationalisme syrien, la guerre contre Israël et le nécessaire développement de l'armée grâce à l'aide soviétique. [Salah Jadid est en-](#)

[fermé à la prison de Mazzeh, à Damas](#). Il mourra à l'hôpital Tichrine, en 1993, après vingt-trois ans de captivité. Des mesures de libéralisation économique visent à recueillir le soutien de la bourgeoisie commerçante urbaine, durement frappée par les nationalisations.

Lire aussi notre archive (1971) | Article réservé à nos abonnés [En Syrie, un vaste chantier](#)

Afin d'élargir la base de son pouvoir et de donner une illusion de pluralisme, un Front national progressiste, dont le Baas reste l'élément central, est formé en 1972 afin de rallier les communistes et autres nationalistes arabes. La Constitution de mars 1973 consacre, dans son article 8, la prééminence du parti Baas, « *dirigeant de la société et de l'Etat* ». C'est cet article et la permanence de l'état d'urgence que les manifestants du printemps 2011 contesteront en tout premier lieu. Le parti Baas, symbole d'une ère honnie, sera tout simplement interdit par les tombeurs de la dynastie Al-Assad, le 29 janvier.

Mais, sous des apparences d'apaisement et d'élargissement des libertés publiques, se met en place un système sophistiqué de délacion et de surveillance. Ceux qui mena-

cent le régime sont impitoyablement arrêtés ou assassinés, comme Mohamed Omrane, né en 1920, l'ancien compagnon de route alaouite, qui est tué au Liban, en 1972, probablement parce qu'il envisageait de revenir en Syrie.

Lire aussi notre archive (1972) | Article réservé à nos abonnés [La Syrie : du « gauchisme » au « réalisme »](#)

Les milices et services de renseignement, tenus par des fidèles, montent en puissance, en particulier les renseignements de l'armée de l'air – le corps d'origine de Hafez Al-Assad –, les Brigades de défense dirigées par le frère cadet du président, Rifaat Al-Assad, ou encore les Forces spéciales du général alaouite Ali Haydar (1932-2022). Le ministère de la défense est tenu par un sunnite, [l'inamovible Moustapha Tlass, ami de promotion de Hafez Al-Assad à l'académie militaire](#).

Mais il manque, pour pérenniser le pouvoir de Hafez Al-Assad, une victoire militaire contre Israël. En octobre 1973, c'est chose faite : alors que les troupes égyptiennes prennent pied au Sinaï, l'armée syrienne affronte son ennemie israé-

lienne sur le plateau du Golan. Les lignes de défense israéliennes ploient dangereusement avant que les tanks de l'Etat hébreu ne reprennent le dessus au terme de la plus grande bataille de chars depuis 1945. Mais Kuneitra a été brièvement reprise et l'honneur de la Syrie est lavé, malgré la percée israélienne vers Damas, stoppée par la menace d'intervenir de l'Union soviétique. Cette défaite honorable, qui conforte tant Al-Assad qu'El-Sadate, ouvre la porte à des négociations entre l'Egypte et Israël. Mais la Syrie, elle, refuse tout processus de paix et cherche à s'imposer comme la cheffe de file du front du refus.

### Stratégie vaine au Liban

A peine Hafez Al-Assad a-t-il surmonté la fatalité des putschs à répétition que les épreuves s'enchaînent, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Aux portes de la Syrie, la guerre civile éclate au Liban en avril 1975. Le dossier est complexe du fait de la mosaïque confessionnelle libanaise, composée de chrétiens, de sunnites et de chiites, et du poids pris par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui y a trouvé refuge après son éviction de Jordanie lors des [événements de Septembre noir, en 1970](#). Il est aussi particulièrement sensible pour Damas parce que les nationalistes syriens les plus radicaux ont toujours considéré que le pays du Cèdre, vu comme une création artificielle, appartient, selon eux, à une [Grande Syrie](#) morcelée par les empires coloniaux.

Lire aussi notre archive (1975) | Article réservé à nos abonnés [Au Liban, l'Etat bafoyé](#)

L'armée syrienne intervient, dès 1976, dans la guerre civile libanaise, qui oppose un camp « palestinoprogressiste », dont Hafez Al-Assad



© AFP

est idéologiquement proche, aux phalangistes chrétiens. Pourtant, il s'agit de soutenir ces derniers, en mauvaise posture. Damas justifie ce paradoxe en assurant officiellement vouloir éviter l'enkystement d'un conflit qui fragilise l'unité arabe et qui sert les intérêts israéliens en détournant l'OLP de sa mission première. La Syrie s'inquiète aussi de la radicalisation des clivages communautaires, dont elle redoute la reproduction sur son territoire.

En juin 1982, le rapprochement entre le camp chrétien et Israël montre pourtant la vanité de la stratégie syrienne. Lors de l'invasion du pays du Cèdre par l'armée israélienne, les troupes syriennes n'ont d'autre choix qu'un repli piteux. L'année suivante, la tentative de Hafez Al-Assad de mettre sous tutelle l'OLP débouche sur un affrontement sanglant qui ternit l'image du président syrien. A l'usure, ce dernier finit par rétablir son influence au Liban en parvenant, notamment, à [faire échouer un rapprochement entre Israël et le président chrétien libanais Amine Gemayel, mais au prix d'une débauche d'énergie](#).

A l'intérieur de la Syrie émerge une opposition qui menace la survie même du régime. Il s'agit du défi lancé par l'aile militaire de l'organi-

sation des Frères musulmans, à la jonction d'une frustration sociale née de l'immobilisme économique et d'un ressentiment d'ordre communautaire face à la place prise par les alaouites au sein de l'appareil d'Etat, dans le sillage du président.

L'insurrection islamiste, qui débute avec [l'assassinat de dizaines de cadets alaouites à l'académie militaire d'Alep, le 16 juin 1979](#), survient entre la Révolution islamique iranienne, en février, et la [brève prise, en novembre, de la grande mosquée de La Mecque par un commando d'islamistes fondamentalistes sunnites](#). L'affront d'Alep pousse le régime à dénoncer un « *complot impérialiste* », Damas ayant condamné [les accords de Camp David](#) conclus près d'un an plus tôt entre le président égyptien, Anouar El-Sadate, et le premier ministre nationaliste israélien, Menahem Begin (1913-1992), qui brisent l'unité arabe face à Israël. La direction syrienne met également en cause, non sans raison, le jeu du grand rival baassiste irakien et des services jordaniens, accusés de soutenir en sous-main les islamistes syriens.

### Représailles massives contre les Frères musulmans

Les attentats et les assassi-

nats de cadres du régime se multiplient. Un attentat manqué contre Hafez Al-Assad, le 26 juin 1980, qui donne la mesure des capacités d'infiltration des Frères musulmans dans l'appareil sécuritaire, est suivi de [représailles sanglantes dans la prison de Palmyre](#), où des centaines de prisonniers politiques (entre 500 et 1 000 selon les estimations), majoritairement islamistes, sont massacrés par des membres des Brigades de défense de Rifaat Al-Assad. Le vote d'une loi rend [la simple appartenance aux Frères musulmans passible de la peine de mort](#).

Les violences, pourtant, ne baissent pas en intensité. Les Frères musulmans se dotent d'une direction unifiée et l'insurrection s'appuie sur la détermination de plusieurs milliers de jeunes Syriens, majoritairement citoyens et diplômés, qui se considèrent comme laissés-pour-compte du régime baassiste. [En novembre 1981, un attentat à la bombe ravage un quartier de Damas](#).

Trois mois plus tard, à Hama, la même politique de représailles massives conduite par le régime, cette fois-ci à l'échelle d'une ville, se déchaîne après une opération armée des Frères musulmans, le 3 février, qui y multiplie les assassinats de

responsables du Baas tout en appelant au soulèvement du pays tout entier. Les principales forces militaires du régime sont alors mobilisées, les Brigades de défense, les Forces spéciales et les Brigades de combat. Dix jours après le début de l'insurrection, le régime reprend le contrôle de Hama, ou plutôt de ses ruines. Les bombardements et la reconquête des quartiers, maison par maison, propice à d'effroyables exactions, ont fait entre 10 000 et 40 000 morts, selon les estimations. Le pari des Frères musulmans, noyé dans le sang, est perdu. Aucune autre ville ne s'est soulevée. La répression a payé.

Lire aussi notre archive (1982) | Article réservé à nos abonnés [En 1982, l'insurrection de Hama, des milliers de morts...](#)

#### Menacé par son frère

La brusque hospitalisation de Hafez Al-Assad, le 13 novembre 1983, à la suite de problèmes cardiaques, provoque une onde de choc et une crise de régime, du fait de son omnipotence au sein du pouvoir. La menace vient cette fois-ci de son entourage le plus proche, en l'occurrence de son frère Rifaat, l'homme des basses œuvres répressives, [mis en cause pour sa corruption notoire lors du 7<sup>e</sup> congrès du Baas, en décembre 1979](#). Comme l'écrit Caroline Donati dans son ouvrage *L'Exception syrienne* (La Découverte), publié en 2009, « *la "crise de succession" révèle les faiblesses d'un régime bâti sur des hommes et non des institutions* ».

Elle met en effet en scène des forces militaires affiliées à des chefs de guerre, rangés dans deux camps séparés uniquement par leurs ambitions, qui déploient, en

février 1984, leurs forces respectives à Damas dans un rapport de force inédit. La crise tourne cependant à l'avantage du président, qui parvient à conserver le soutien de caciques chargés des services de sécurité les plus stratégiques, dont les Forces spéciales dirigées par Ali Haydar, issu d'une grande famille alaouite, les Haddadin, mais aussi des figures sunnites du Baas, Abdel Halim Khaddam (1932-2002), et le chef d'état-major de l'armée régulière, Hikmat Al-Shihabi (1931-2013).

La crise est dénouée pacifiquement. Rifaat Al-Assad est promu, le 11 mars 1984, vice-président aux côtés de deux loyalistes, dont Abdel Halim Khaddam. Ce poste, qui l'oblige à abandonner la tête des Brigades de défense, s'avère une coquille vide. [Rifaat Al-Assad est poussé progressivement vers un exil durable en Europe](#), pendant

que certains des officiers qui l'avaient suivi sont réaffectés à d'autres unités ou exfiltrés vers l'Union soviétique, et des cadres du Baas qui comptaient parmi ses proches sont marginalisés.

La série d'épreuves affrontées par Hafez Al-Assad le pousse plus que jamais à asseoir son pouvoir sur un appareil de sécurité qui a fait ses preuves pendant l'insurrection islamiste, un appareil composé de services assez nombreux – on en a compté jusqu'à dix-sept – pour qu'ils puissent éventuellement se surveiller les uns les autres et se neutraliser. L'épisode Rifaat Al-Assad pousse également le maître de Damas à mettre en place les éléments d'une succession dont il choisit la nature dynastique en mettant sur les rangs son propre fils, Bassel, cavalier émérite, militaire de carrière et grand amateur de voitures de sport.

---

The New York Times

Feb. 5, 2025

## Trump Torpedoed the Iran Nuclear Deal. Now He's Calling for Another One.

President Trump's desire to engage in negotiations is a turnabout from his first term, when he often derided former President Barack Obama for agreeing to a nuclear deal with Iran.

**P**resident Trump on Wednesday vowed to negotiate a "verified nuclear peace agreement" with Iran, saying he wants to avoid a military clash by reaching a deal that prevents Tehran from acquiring an atomic weapon.

Mr. Trump, who withdrew from the 2015 nuclear accord that Iran negotiated

with the Obama administration, effectively called for a do-over on Wednesday. In an early morning post on his social media site, the president said the United States and Iran "should start working on it immediately, and have a big Middle East Celebration when it is signed and completed."

"I want Iran to be a great

and successful Country, but one that cannot have a Nuclear Weapon," Mr. Trump wrote.

The diplomatic entreaty by the president came just hours after he announced a very different strategy toward Iran: a return to the "maximum pressure" campaign that he employed during his first term to threaten the country's religious leadership with vast

economic sanctions and other measures designed to isolate the regime.

"Iran's behavior threatens the national interest of the United States; it is therefore in the national interest to impose maximum pressure on the Iranian regime to end its nuclear threat, curtail its ballistic missile program and stop its support for terrorist groups," Mr.

Trump wrote in the order he announced on Tuesday.

That order triggered a harsh response from the Iranian government, which claimed in a statement that Iran is not pursuing a nuclear weapon and that there was no need for economic punishments by the United States.

“Maximum pressure is a failed experiment, and trying it again will lead to another failure,” said Iran’s foreign minister, Abbas Araghchi, according to Shargh, an Iranian news outlet. “If the main issue is that Iran does not pursue nuclear weapons, this is achievable and there is no problem.”

American intelligence officials have said they believe Iran has not yet made the decision to build a nuclear bomb. But they have said Tehran has continued to enrich fuel for a potential weapon and have [explored how they could build a crude weapon](#) in a matter of days or weeks if they decided that it was necessary.

Mr. Trump said repeatedly on Tuesday that Iran should never be allowed to have a nuclear weapon, but he dodged questions about whether the United States would participate with Israel in hypothetical attacks on Iran’s nuclear facilities, where the enrichment and other work has been taking place for years.

Instead, the president indicated that the new executive order would serve as a threat to Iran that if the country continued to pursue a nuclear weapon or engage in terrorism, the United States would im-



Members of Iran’s Basij paramilitary forces march past a missile on display during the “Force Parade,” in Tehran, last month. Arash Khamooshi for The New York Times

pose sanctions with devastating economic effects.

But he also said he was “torn” about the necessity of the order, suggesting that he would prefer to find some kind of diplomatic path to a resolution with Iran.

“Everybody wants me to sign it,” Mr. Trump told reporters as he signed the “maximum pressure” order in the Oval Office on Tuesday. “I’ll do that. It’s very tough on Iran. It’s what we had before. I’m going to sign it, but hopefully we’re not going to have to use it very much. We will see whether or not we can arrange or work out a deal with Iran and everybody can live together.”

“Maybe that’s possible,” he added, “and maybe it’s not possible. So I’m signing this, and I’m unhappy to do it.”

In his Wednesday social media post, Mr. Trump said that he hoped to reach an

accommodation with Iran’s leaders that would allow the United States to avoid the need for either economic or military attacks on Iran.

“Reports that the United States, working in conjunction with Israel, is going to blow Iran into smithereens, ARE GREATLY EXAGGERATED,” he wrote. “I would much prefer a Verified Nuclear Peace Agreement, which will let Iran peacefully grow and prosper.”

The president’s desire to engage in negotiations is a turnabout from his first term, when he often derided former President Barack Obama for agreeing to a nuclear deal with Iran. Under that deal, Iran turned over 97 percent of its nuclear material and limited its research and development work, but did not dismantle all its facilities.

Mr. Trump called the Obama-negotiated deal “defective at its core” and

said it was “horrible” and the “worst” deal ever made.

Now, the president appears willing to try again. Iran has also shown openness to a negotiation, but a capacity to build a weapon may be its last real deterrent, after the setbacks of its proxies, Hamas and Hezbollah at the hands of Israeli forces, and the overthrow of Syria’s president, Bashar al-Assad.

Hamas’s military force has been dramatically diminished after 15 months of Israeli bombardment in Gaza following the Oct. 7 attacks that killed about 1,200 people. Israel also leveled a series of attacks against Hezbollah in Lebanon, killing many of its leaders and degrading its ability to attack.

Those developments — along with Israel’s effective defense against Iranian missile strikes last year — may have given Mr. Trump more leverage in a negotiation.

## Dans la Syrie de Hafez Al-Assad, la dynastie à tout prix

**H**istoire« La saga des Al-Assad » (3/4). Chute du mur de Berlin, guerre Iran-Irak, guerre du Golfe, discussions avec Israël... Face aux événements, la priorité du président syrien a toujours été qu'un de ses fils lui succède, quitte à sacrifier son pays et son peuple.

Lorsque Hafez Al-Assad, défié par son frère Rifaat après une brève hospitalisation en novembre 1983, dénoue à son profit, en février 1984, la plus sérieuse crise interne de son régime, son fils aîné, Bassel, apparaît pour la première fois au premier plan. Il est au côté de son père lorsque ce dernier se rend auprès de son rival dans la capitale syrienne, où deux camps, appuyés par leurs forces armées respectives, se font face. Agé de 21 ans, le fils aîné du président est alors loin de pouvoir peser face aux caciques installés depuis parfois plus d'une décennie aux postes stratégiques de la « sécuritocratie » syrienne, ou du parti Baas. C'est pourtant lui que Hafez Al-Assad, échaudé par l'épisode, va choisir comme héritier.

Jamais le président syrien n'en fera l'aveu. Lorsqu'il est interrogé sur l'identité d'un possible successeur après cette crise, il se borne à détailler le processus prévu par la Constitution syrienne. Elle fixe à 40 ans l'âge minimal exigé pour pouvoir prétendre à la fonction présidentielle. Paradoxalement, cet obstacle formel protégera Bassel Al-Assad dans les premières années de son ascension au sein de l'armée. Tout en grimant dans la hiérarchie et en nouant des liens avec des responsables régionaux de sa génération, le fils aîné de

Hafez Al-Assad parvient à incarner, très progressivement, l'hypothèse d'une modernisation du régime.

Cette modernisation n'est cependant envisagée que dans un cadre autoritaire. Lorsqu'un cavalier plus doué que le fils du président, qui remporte de nombreuses compétitions de saut d'obstacles, lui fait de l'ombre, il est jeté sans jugement en prison et y croupira plus de vingt ans.

### Bascule stratégique

La promotion de Bassel Al-Assad survient alors que le régime montre ses limites. Car la réélection par référendum de Hafez Al-Assad pour un troisième mandat, en 1985, avec un taux d'approbation supérieur à 99 %, masque difficilement un marasme économique et social lancinant. L'autocrate n'y répond que par la dénonciation de la corruption de certains cadres. Cette arme lui permettra, dans le même coup, d'affaiblir irrémédiablement [le clan de Rifaat Al-Assad, qui avait élevé à un niveau industriel la contrebande en provenance du Liban](#), de manière à s'acheter des fidélités.

À l'extérieur de ses frontières, la Syrie ne peut que mesurer son infortune. Hafez Al-Assad contemple avec sidération [le processus de réformes engagé à Moscou par Mikhaïl Gorbatchev](#) qui mine inexorablement le pouvoir soviétique, dont il dépend directement en matière d'armement. [La guerre qui oppose l'Irak à l'Iran, dont Damas s'était rapproché par hostilité vis-à-vis du grand rival baassiste](#), l'isole également de ses voisins. En 1990, le président syrien ne pourra s'opposer à

la réintégration dans la Ligue arabe de l'Égypte, exclue une décennie plus tôt en raison de la signature des accords de Camp David avec Israël, que Hafez Al-Assad considère comme une trahison.

Il se rétablit pourtant grâce à trois inflexions décisives : une réorientation diplomatique, un *aggiornamento* économique et le virage vers une succession dynastique. La première survient lorsque l'Irak de Saddam Hussein (1937-2006), mis à genoux par la guerre avec l'Iran, envahit le Koweït en août 1990. [Hafez Al-Assad se range dans la vaste coalition que les Etats-Unis](#) – incarnation de l'impérialisme stigmatisé par le Baas depuis ses origines – rassemblent pour chasser militairement les troupes irakiennes de l'émirat pétrolier. Cette bascule stratégique va remettre en selle Damas à l'heure d'un réengagement américain au Moyen-Orient et de négociations historiques entre Israël et ses ennemis régionaux, qu'ils soient palestinien, jordanien ou même syrien.

### Ouverture mesurée

Alors que le dirigisme économique imposé par le régime baassiste ne cesse de faire la preuve de son inefficacité dans un pays pauvre en ressources naturelles et soumis à une forte pression démographique, Hafez Al-Assad se résigne à desserrer le carcan. En mai 1991, il fait adopter une réforme, la loi numéro 10, visant à inciter les investissements privés, étrangers ou syriens. Cette ouverture mesurée ne suffit cependant pas à créer un véritable climat de confiance dans les affaires, d'autant que faute d'un système bancaire performant, [les](#)

[projets transitent par des banques libanaises.](#)

Enfin, le culte de la personnalité qu'il laisse se développer depuis son arrivée au pouvoir, en dépit d'un mode de vie plutôt austère, s'élargit à son fils aîné, dont le visage martial à la barbe soigneusement taillée se démultiplie dans le pays. Surnommé jusqu'à présent « Abou Souleyman », en hommage à un grand-père, Hafez Al-Assad devient désormais « Abou Bassel » (« le père de Bassel ») pour les Syriens.

Le plan de succession dynastique change brutalement le 21 janvier 1994, lorsque Bassel meurt des suites d'un accident de voiture, sans doute causé par une vitesse excessive, à proximité de l'aéroport de Damas. Mais il ne disparaît pas pour autant, bien au contraire. Le deuxième fils de Hafez, Bachar, est immédiatement rappelé de Londres, où il suit des études en ophtalmologie, pour mettre ses pas dans ceux de son frère disparu.

Bachar se lance dans la carrière militaire, ce qui lui permettra de muscler une image plutôt falote, et il prend la présidence de la Société syrienne d'informatique créée par Bassel, ce qui lui permet d'apparaître comme un modernisateur potentiel.

Dans le même temps, son père lui dégage la route en écartant en douceur certains cadres du complexe militaro-sécuritaire syrien, qu'il considère comme des rivaux potentiels. Ainsi Ali Haydar (1932-2022), le chef des forces spéciales – qui avaient été déterminantes lors de l'écrasement de la rébellion islamiste à Hama, en 1982, et avaient

permis de faire échec à la tentative de coup de force de Rifaat Al-Assad –, est poussé vers la retraite dès 1994. Une seconde vague de limogeages survient à partir de 1998, avec, notamment, la mise à l'écart du chef d'état-major Hikmet Al-Chehabi (1931-2013), puis celle, l'année suivante, d'un puissant patron du renseignement militaire, Ali Douba (1933-2023). En 1998, le dossier stratégique du Liban est retiré au [vice-président Abdel Halim Khaddam](#) (1932-2020) pour être confié à Bachar Al-Assad.



JOSEPH BARRAK / AFP

### Mainmise sur le Liban

Affaibli par la maladie, Hafez consacre les dernières années de sa présidence à un « grand jeu » régional. Il parvient à reprendre pied au Liban et à faire accepter un proconsulat qui satisfait de nombreuses clientèles en Syrie : les militaires tirent des bénéfices occultes de cette mainmise, tandis que les hommes d'affaires disposent désormais d'un accès privilégié aux banques libanaises. Dans le même temps, la main-d'œuvre non qualifiée trouve dans le pays du Cèdre les opportunités d'emplois que l'économie nationale est incapable d'offrir. Lire aussi (1983) | Article réservé à nos abonnés [IV. - La « victoire » de Hama](#)

Le maître de Damas épouse les bouleversements régionaux en ouvrant une négociation de paix avec l'ennemi israélien, parallèlement aux [accords d'Oslo avec les Palestiniens](#), en 1993, et au [traité de paix avec la Jordanie](#), en 1994. Hafez Al-Assad s'y engage selon le principe de la terre contre la paix, qui impliquerait qu'Israël se retire du plateau du Golan, occupé depuis 1967. Ces négociations serrées se poursuivent, non sans accroc, jusqu'à leur échec lors du sommet de Genève organisé par le président des Etats-Unis Bill Clinton, en

mars 2000, sur la question du découpage de la frontière. Hafez Al-Assad exige de revenir à la situation qui prévalait avant la guerre de 1967. La Syrie disposait alors d'un accès aux eaux du lac de Tibériade, principale réserve d'eau douce de la région. Au nom de sa « sécurité hydraulique », Israël s'y refuse et défend le retour à la frontière tracée par les puissances mandataires en 1923, en retrait de quelques dizaines de mètres de la rive orientale du lac. Cet échec renvoie la Syrie à la posture du « front du refus ».

[A la mort de Hafez Al-Assad, le 10 juin 2000](#), le mécanisme de succession mis en place depuis plusieurs années joue à la perfection. En un temps record, Bachar additionne les pouvoirs au sein de l'armée et du Baas. La chambre d'enregistrement qu'est le Parlement syrien aligne enfin l'âge minimal exigé pour prétendre à la présidence sur le sien, 35 ans, afin que les formes soient respectées. En juillet, Bachar accède à la fonction suprême au terme d'un référendum aux allures de plébiscite. Lire aussi (2000) | Article réservé à nos abonnés [L'autre Golan, côté syrien](#)

Cette succession réussie, pourtant, va rendre structurelles des lignes de fracture

qui finiront par emporter le régime un quart de siècle plus tard, lorsqu'il sera privé par les circonstances des soutiens externes russe et iranien, qui étaient devenus indispensables à sa survie.

### Frustration des alaouites

La première de ces fragilités est le rétrécissement du cercle du pouvoir à une famille. Hafez Al-Assad, de par son parcours militaire, avait été capable de s'appuyer sur un aréopage de frères d'armes, même si, in fine, sa capacité à les mettre en concurrence lui assurait une mainmise incontestée sur le Baas comme sur la dictature syrienne.

Au contraire, Bachar Al-Assad peine à s'imposer, tout d'abord au sein du clan, où figure un beau-frère ambitieux, Assef Chawkat (1950-2012), patron du renseignement militaire, ainsi qu'un frère, Maher, né en 1967, également à la tête d'une force d'élite, la 4<sup>e</sup> division blindée – l'un et l'autre se détestant ouvertement. Alors que sa mère, Anissa, conserve une aura qui lui permet d'arbitrer les conflits internes, le jeune président doit également composer avec les agissements de la famille affairiste de cette dernière : ainsi de [son cousin Rami Makhoul, qui accapare toutes les rentes ouvertes par les privatisations](#) et deviendra vite

la caricature honnie d'une dérive néopatrimoniale.

Le passage de témoin génère la frustration des alaouites influents parvenus aux positions stratégiques de l'édifice sécuritaire et désormais marginalisés, sans que le nouveau président soit capable pour autant de construire un système alternatif incontesté. Cette incapacité à s'imposer se traduit même par une autonomisation de piliers sécuritaires du régime. Contrairement aux premières années de la dynastie Al-Assad, la communauté alaouite – longtemps marginalisée et discriminée socialement –, qui avait intégré en masse les administrations, subit parallèlement les effets délétères de l'appauvrissement de l'Etat et l'attrition des services publics. Les maigres réformes économiques relancent de fait les inégalités.

L'exaspération est tout aussi importante dans les milieux d'affaires sunnites qui avaient conclu par le passé un pacte avec le régime. Ils voient les rares opportunités offertes aux intérêts privés captées par le clan. Comme son rival irakien sous la férule de Saddam Hussein, le Baas, enfin, devient une coquille vide. Ses mots d'ordre des origines, socialisme et nationalisme arabe, ne sont plus que les échos d'un passé révolu.

Syrie : la saga des Al-Assad

## Deux ans après le séisme dans le sud de la Turquie, la « colère infinie » des victimes en mal de justice

Deux ans après le séisme du 6 février 2023, qui a fait officiellement 54 000 morts et 120 000 blessés, les procès pour juger les responsables traînent en longueur et exaspèrent les familles de victimes.

Plusieurs centaines de procédures sont en cours et de nombreux inculpés, arrêtés lors du lancement des enquêtes, ont été libérés.

**D**eux ans, déjà. Deux ans qu'elle traîne son corps meurtri et ses cauchemars. Deux ans que la douleur de l'absence les tourmente, elle et sa famille. Elif Ulupinar a perdu son petit frère de 8 ans, [ce 6 février 2023](#), dans les décombres de leur immeuble et, avec lui, ses rêves de jeune femme. Ce jour-là, le séisme et ses innombrables répliques ont frappé 680 000 bâtiments dans le sud de la Turquie, et plus de 7 500 logements ont été entièrement anéantis rien que dans sa ville de Kahramanmaraş.

Le sien portait le nom de Said-Bey. Il était moderne, avec deux blocs de huit étages, et réputé comme l'un des plus chers, des plus sûrs et des plus solides du quartier. A peine huit secondes ont suffi pour qu'il s'effondre sur lui-même, entraînant la mort de 44 personnes. Seuls 25 résidents ont survécu. Le bilan officiel – considéré comme sous-évalué – de ce que les autorités appellent aujourd'hui « *la catastrophe du siècle* » fait état de 54 000 morts et 120 000 blessés. Plus d'un quart des décès serait à dénombrer à Kahramanmaraş et dans la région alentour.

Elif avait 18 ans. Ensevelie, les deux bras enserrés dans le béton, elle est extraite des décombres après quatre jours

d'effroi. « *J'ai eu de la chance, se remémore-t-elle. A l'hôpital, un docteur a refusé de m'amputer.* » Après les opérations et la convalescence, elle est repartie avec sa famille vivre à Ankara, leur ville d'origine. Son père, militaire, a été réaffecté. Sa mère, elle aussi survivante de Said-Bey, passe le plus clair de son temps à ses côtés lorsqu'elle n'étudie pas. Son autre frère, Kadir, 24 ans, a pu rester dans la police. Seule son arme lui a été retirée après la catastrophe, en raison d'accès de colère incontrôlés.

Depuis le jour où elle a échappé à la mort, Elif dit vivre avec elle à chaque instant. Suivie en rééducation une fois par mois à l'hôpital public d'Ankara – « *J'aimerais pouvoir m'y rendre plus souvent* » –, elle dit être habitée, elle aussi, par une profonde colère, mais plus froide. Il y a ces bruits au quotidien qui la tétanisent, ces moments à la télévision où des images de catastrophes la saisissent. Elle pense aux glissements de terrain à Konya à l'été 2024, l'incendie aussi à Bolu, le 21 janvier 2025, où un immense chalet de montagne a pris feu la nuit, provoquant la mort de 76 personnes. Les traits de son visage trahissent une douleur constante : « *C'est révoltant, ce manque de mesures de sécurité de la part des autorités. Ces dys-*

*fonctionnements en chaîne, ces contournements flagrants de la loi de la part des propriétaires, des gérants et des responsables locaux sont légion en Turquie. Tous les procès en cours depuis le séisme n'en sont que les révélateurs.* »

Celui de Said-Bey a commencé en décembre 2023. L'audience préliminaire a duré près de treize heures. Au total, cinq professionnels et techniciens locaux ont été mis en examen. Quatre ont été incarcérés les premiers jours, dont le constructeur et vendeur de l'immeuble, Hasan Çam. L'homme, âgé de 53 ans, est une figure de Kahramanmaraş. Propriétaire d'une chaîne de magasins d'alimentation, il est connu pour sa proximité avec les dirigeants de cette ville, bastion du Parti de la justice et du développement, l'AKP, au pouvoir à Ankara. Il est aujourd'hui le seul à rester derrière les barreaux. Les autres ont été libérés les uns après les autres au cours des six audiences qui ont eu lieu ces derniers mois.

« **Nous ne lâcherons rien** »

« *La procédure semble interminable et on se demande où cela nous mène, lâche Elif. Le juge a demandé un troisième rapport d'expertise, alors que les preuves sont accablantes.* » Le Monde avait

rencontré cette jeune femme frêle et combative peu avant le premier anniversaire du séisme, lors d'une audience où elle s'était déplacée avec ses proches et la vingtaine d'autres rescapés au palais de justice de Kahramanmaraş.

Elle évoquait ce besoin irrésistible de faire face à Hasan Çam, pour qu'il « *voie cette colère infinie* » qui se trouvait dans ses yeux. A l'époque, il avait été rappelé à la barre que les contrôles de vérification des travaux avaient été effectués de « *manière inappropriée* ». Que des colonnes du rez-de-chaussée, à l'arrière du supermarché du propriétaire, avaient été « *coupées pour gagner de la place* ». Et que les résultats du carottage avaient révélé l'usage d'un béton « *moins résistant que les normes en vigueur* ».

Elif et sa mère font aujourd'hui partie d'une plateforme en réseau intitulée « *A la recherche de la justice* », qui compte une cinquantaine de familles endeuillées. A elles seules, elles disent suivre près de 280 procès en cours. Mais personne ne sait combien d'actions en justice ont été intentées sur l'ensemble de cette région du sud turc sinistré. Encore moins le nombre de fonctionnaires publics et d'élus municipaux poursuivis. Dans un pays qui

goûte peu les investigations mettant en cause les pouvoirs et chaînes de commandement locaux, les autorités ne communiquent pas sur le sujet.

Tous, en revanche, gardent en mémoire le séisme de 1999 à Izmit, près d'Istanbul, qui avait fait officiellement 18 000 morts. Près de 2 100 procédures avaient été lancées au cours des mois et des années suivants, mais un seul promoteur a été condamné à de la prison ferme. « *Bien sûr que c'est perturbant, admettent de concert Elif et sa mère. Mais nous ne lâcherons rien. Il est impensable qu'avec un tel traumatisme ayant causé autant de victimes aucun responsable ne soit puni.* »

Mustafa Müdüroğlu, lui, a décidé de rester à Kahramanmaraş. Enfant de la ville, fils d'une famille importante, conservatrice et respectée de la région, ce jeune avocat de 31 ans dit même ne plus sortir de ses environs. « *Je n'arrive pas à m'éloigner. Je ne suis plus parti depuis ce 6 février. Si je m'en allais, qui s'occuperait de notre procès ?* » Lui-même est un survivant de Manolya, un immeuble situé en plein centre-ville et où 36 personnes ont été ensevelies, dont sa mère de 55 ans.

#### « Pression sur les témoins »

Comme dans l'affaire Said-Bey, Mustafa et les familles qui ont porté plainte avec constitution de partie civile attendent du parquet qu'il rédige l'acte d'accusation. Et comme pour Said-Bey, l'avocat chargé de le représenter ainsi que les autres défenseurs ne sont pas parvenus



Des volontaires à la recherche de survivants dans les ruines d'un immeuble dévasté à la suite du tremblement de terre ayant touché le sud de la Turquie, à Kahramanmaraş, le 7 février 2023. OZAN KOSE / AFP

à modifier le caractère « non intentionnel » des poursuites en « acte intentionnel ». « *Toutes les preuves sont pourtant sur la table pour permettre cette modification essentielle à nos yeux et qui alourdirait considérablement les peines*, explique-t-il. *Les premières expertises sont indiscutables : les propriétaires et gérants des magasins du rez-de-chaussée ont sciemment modifié les structures du bâtiment, coulé du béton où il ne fallait pas et coupé des poutres porteuses pour faire de la place, aménager leurs locaux et gagner plus d'argent.* »

Ici, seul le propriétaire du terrain et constructeur, Osman Polat, a été incarcéré. Il a été libéré après trois mois en raison de son âge (72 ans), a annoncé la cour. « *On a découvert qu'il avait été membre du conseil municipal il y a plusieurs années*, souffle Mustafa, en allumant cigarette sur cigarette. *Tout le monde sait aussi que les propriétaires*

*des deux boutiques sont très proches des autorités et du pouvoir.* » L'un est un fabricant de spécialités culinaires régionales, Hasiroğlu Tarhana, l'autre est à la tête d'une vieille entreprise familiale locale de glaces, Mado, devenue une chaîne de café et de pâtisserie connue dans tout le pays, et même à l'étranger.

« *Aucun n'a été inquiété. Ils viennent libres au tribunal et se permettent de faire pression sur les témoins. C'est à peine s'ils ont une interdiction de quitter le territoire, mais aucun contrôle n'est effectué* », dit-il, ajoutant : « *Il est impossible que les magistrats ne soient pas sous pression.* » Lors de la dernière audience, qui s'est tenue vendredi 31 janvier, la cour a exigé l'avis d'un troisième rapport d'expertise.

Pour l'heure, croit savoir Mustafa, seuls cinq procès ont été menés jusqu'à leur terme de-

puis le 6 février 2023 à Kahramanmaraş. Un seul cas a surpris par la sévérité de la peine. Il a eu lieu à Adana, où l'accusé, un certain Hasan Alparğün, avait fait la une des journaux lorsqu'il avait tenté de fuir à Chypre avec la caisse de sa société. Promoteur d'un immeuble où 96 personnes ont perdu la vie, ne laissant aucun survivant, il a été condamné, en septembre 2024, à 62 peines de prison à perpétuité et à 865 ans de prison. Un verdict spectaculaire prononcé dans une ville éloignée de l'épicentre, gérée par l'opposition et qui fait, pour l'heure, figure d'anomalie.

Le 2 mai est prévue la prochaine audience du procès de l'immeuble Said-Bey, en présence, au sein du tribunal, du principal inculpé. Les familles seront là. La jeune Elif espère, elle aussi, avoir, ce jour-là, la force de s'y rendre.



Feb. 06, 2025

## Kurdish composer receives Hollywood music awards

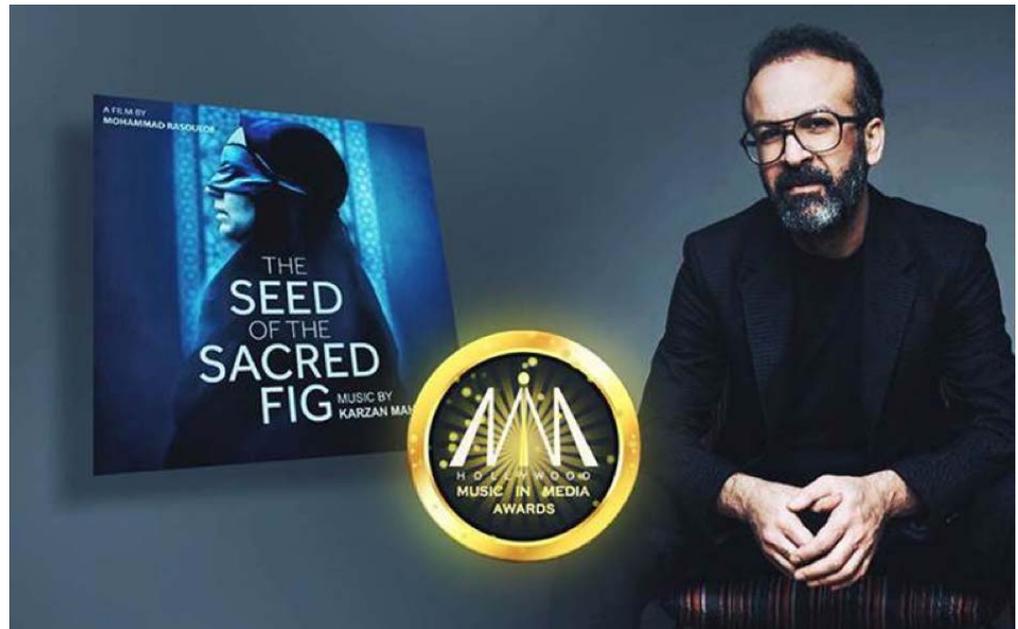
**E**RBIL, Kurdistan Region - Kurdish composer Karzan Mahmood on Thursday spoke to Rudaw about his nomination for a Hollywood Music in Media Award for his work in an Iranian film, describing it as deeply political and one that reflects the current situation in Iran.

Mahmood, a well-known Kurdish musician, has been nominated for a Hollywood Music in Media Award for his work on *The Seed of the Sacred Fig*.

The film, directed by Iranian filmmaker Mohammad Rasoulof, is Germany's submission for the Best International Film category at the Academy Awards. It has also been nominated for a Golden Globe and a BAFTA, with the latter set to be announced on February 16.

Speaking to Rudaw's Hiwa Jamal from Sweden on Thursday, Mahmood said the film "has a political, humanitarian message, which is very contemporary, and delves into the current situation in Iran."

"Everything that is happening politically in Iran, the



Karzano Mahmood, HMMA logo, and *The Seed of the Sacred Fig* poster. Graphic: Rudaw

film combines [its portrayal] in a family, and this is done very well. That is why it has been highlighted all over the world," he said.

He added that artists should focus on producing meaningful art. "An artist shouldn't think about where his art is going to take him because he will take it everywhere his work deserves," he said. He also spoke about his collaboration with Rasoulof, saying that when they worked on the film, they were not fixated on international recognition.

For his music in the movie, Mahmood is among the nominees and winners of the Hollywood Music in Media Awards (HMMA) which was established in 2009 to recognize outstanding music in films, documentaries, television productions, video games, commercials, and music videos.

"We can say that music is the soul of the film, and it plays a very big role," Mahmood said. He added that the film contains minimal music, used only at moments of high impact.

In addition to composing for films, songs, and media productions, Mahmood has created music for several video games, saying that the gaming industry has "conquered the world." He has also composed music for Kurdish singers but noted that he is now more focused on film.

Originally from Sulaimani, Mahmood resides in Sweden, where he holds bachelor's and master's degrees in music.

## ENTRETIEN. Poursuivie en Turquie pour « terrorisme », Pinar Selek l'enseignante réfugiée à Nice jugée : « la barbarie n'a pas disparu avec le passé »

Le procès à Istanbul de la sociologue et écrivaine turque réfugiée à Nice Pinar Selek, poursuivie depuis vingt-six ans en Turquie pour « terrorisme » malgré quatre acquittements, doit se tenir ce 7 février 2025. Elle enseigne désormais à l'université à Nice comme Maîtresse de Conférences associée, c'est de là qu'elle s'exprimera.

Le procès à Istanbul de Pinar Selek a été renvoyé à ce vendredi 7 février. Pour l'audience de ce 7 février, Pinar Selek sera à Nice à l'université Côte d'Azur où elle enseigne et mène ses activités de recherche.

«En effet, le 28 juin 2024, lors de la dernière audience de ce procès vieux de 25 ans, c'est l'université française et les libertés académiques qui ont été ciblées par le pouvoir turc via son Ministère de l'Intérieur», précise son comité de soutien dans un communiqué.

Et d'ajouter : «Pinar enverra par la poste la médaille qu'elle a reçue de la Ville de Grenoble en direction de la prison d'Evin, à l'attention de Verisheh Moradi et Pakhshan Azizi, deux femmes kurdes condamnées à mort en Iran. Car comme elle l'a dit : «Nargues Mohammadi (prix Nobel de la paix, qui était elle aussi récemment en prison) nous donne un message : [nous avons à] ne pas les laisser disparaître dans le silence. Nous pouvons les sauver, ou au moins, essayer».

Interview de l'enseignante chercheuse Pinar Selek par Laurent Verdi ce 7 février. • ©FTV



Pinar Selek a été accueillie par plusieurs établissements français d'enseignement supérieur et de recherche au cours de sa carrière. Elle tenait une conférence de presse ce vendredi matin à Nice. • © Céline Marchand FTV

C'est depuis Nice, via une visioconférence que l'échange entre Pinar Selek et ses avocats à Istanbul une fois l'audience terminée, se fera.

Extrait de son discours à la presse ce vendredi :

«Pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'Université de Strasbourg fut contrainte de fermer ses portes sous l'occupation nazie, c'est l'Université de Clermont-Ferrand qui l'accueillit.

En ouvrant ses portes à ses professeur.es, ses étudiant.es, ses chercheur.es, elle est devenue, face à la barbarie, un bastion de résistance intellectuelle.

Nous sommes fier.es de cet héritage. Mais la barbarie n'a pas disparu avec le passé. Aujourd'hui encore, la libre pensée, l'expression, la recherche sont en danger. Nous le savons : la fascisation n'est pas un phénomène marginal. Elle s'étend, se banalise à

une vitesse effrayante. Les attaques contre moi, contre mon travail, contre mon université, ne sont pas des cas isolés.

Elles s'inscrivent dans une offensive globale contre les libertés académiques, contre les droits humains, contre toutes celles et ceux qui pensent, questionnent, résistent.

Partout dans le monde, des régimes autoritaires et des forces obscurantistes cher-

chent à contrôler les esprits, à écraser la pensée intellectuelle et à museler les voix critiques.

#### Le soutien universitaire

Pinar Selek a été accueillie par plusieurs établissements français d'enseignement supérieur et de recherche au cours de sa carrière.

Elle s'est vu décerner un doctorat Honoris Causa par l'ENS de Lyon en 2013, a soutenu sa thèse de doctorat en science politique à l'université de Strasbourg en 2014, où elle a obtenu l'asile académique, a été accueillie au Collegium de Lyon (Institut d'Etudes Avancées) en 2014-

2015 et est enseignante-chercheuse à Université Côte d'Azur depuis 2022.

La sociologue et écrivaine turque, réfugiée en France, est poursuivie depuis vingt-six ans en Turquie pour «terrorisme» en dépit de quatre acquittements dans cette procédure.

Bahri Bayram Belen, un des avocats de la défense, avait affirmé au cours d'une brève audience, le 28 juin dernier, que de «faux» documents avaient été ajoutés au dossier, jugeant que «certaines institutions administratives tentent d'influencer le pouvoir judiciaire».

Âgée de 53 ans, Pinar Selek, qui enseigne désormais à l'université à Nice, dans les Alpes-Maritimes, avait été **arrêtée en Turquie en 1998** pour ses travaux sur la communauté kurde, avant d'être accusée d'être liée à une explosion qui venait de faire sept morts au bazar aux épices d'Istanbul.

Une expertise a montré que le drame était dû à l'explosion accidentelle d'une bouteille de gaz mais les poursuites n'ont pas cessé, malgré ses quatre acquittements en 2006, 2008, 2011 et 2014.

Libérée fin 2000, Pinar Selek est un temps restée se battre

en Turquie, avant que des menaces ayant suivi la publication d'un ouvrage ne la poussent à l'exil.

«C'est un procès kafkaïen. Je suis face à l'irrationalité, et après vingt-six ans, je refuse de m'y habituer», a **déclaré à l'AFP** Pinar Selek, visée par un mandat d'arrêt international qui limite ses possibilités de déplacements.

Comme lors des deux précédentes audiences l'an dernier, une délégation internationale d'une cinquantaine de personnes, pour la plupart des avocats, a assisté aux brefs débats vendredi.

LE FIGARO

Camille Moretti avec AFP  
7 février 2025

## « Le plus grand projet militaire naval » de l'Iran : les Gardiens de la Révolution dévoilent leur premier porte-drones

L'engin, capable de lancer des missiles longue portée et de transporter des hélicoptères, pourrait transporter jusqu'à 60 drones.

Après deux ans et demi de travail, l'Iran est parvenu à transformer le «Martyr Bahman Bagheri», un ancien navire commercial, en porte-drones. La télévision d'État iranienne IRIB a diffusé jeudi 6 février des images du premier porte-drones du pays dans les eaux du Golfe. Dévoilé par les Gardiens de la Révolution, il a été décrit comme le «plus grand projet militaire naval» dans l'histoire de la République islamique, fondée en 1979.

Lors de la cérémonie de présentation, le commandant de la marine du **Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI)**, le contre-amiral Alireza Tangsiri, a indiqué que ce porte-drones est capable de lancer des missiles longue portée et de transporter des hélicoptères. D'après l'agence de presse officielle iranienne Irna, il peut transporter jusqu'à 60 drones.

L'appareil est également conçu pour la guerre électronique et peut opérer en mer pendant un an sans mouiller l'ancre, selon le contre-amiral. Également présent à l'inauguration, le chef d'état-major des forces armées iraniennes, le gé-

néral Mohammad Bagheri, a décrit le navire comme «une base mobile» pouvant «fonctionner de manière autonome dans toutes les eaux du monde».

#### «Nous ne nous plierons pas devant la menace»

Alors que la présentation de cette nouvelle arme pourrait être perçue comme une menace, le chef des Gardiens de la Révolution a affirmé que l'Iran ne cherchait à intimider personne. «Mais nous ne nous plierons pas devant la menace d'une quelconque puissance», a toutefois prévenu le général Hossein Salami. Avant d'ajouter : «L'Iran ne s'engagera dans aucune

guerre avec les gouvernements que nous reconnaissons».

Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, **Téhéran multiplie les démonstrations de force**, avec des exercices militaires d'envergure ainsi que la présentation de nouveaux équipements et de bases militaires souterraines, réputées impenetrables.

L'Iran multiplie dans le même temps les signaux envers les pays occidentaux, et notamment les États-Unis, pour entamer **des négociations autour de son programme nucléaire**, objet de tensions depuis plusieurs décennies.

## En Turquie, les victimes du « séisme du siècle » réclament justice

Deux ans après, rescapés et familles de victimes déplorent la lenteur des procès.

Quand elle sent la colère en elle devenir moins ardente, quand son cœur trop endolori aimerait oublier, Döne Kaya se force à regarder l'horreur. Une photo. Sa mère enlaçant sa sœur, son beau-frère serrant son neveu dans ce qu'il reste d'un immeuble. Ils sont morts comme ça, ensevelis ensemble le 6 février 2023, la nuit où un séisme de magnitude 7,7 a frappé onze provinces du sud de la Turquie, traversant la frontière syrienne. Quelques heures plus tard, une secousse presque aussi brutale a rajouté des morts aux morts, de la colère à la colère de Döne qui compte les jours. Mais plus aucun jour ne compte depuis qu'elle a enterré Hayriye (55 ans), Fatma (29 ans), Mahmut (30 ans) et Çinar (9 mois).

« La catastrophe du siècle », comme les autorités désignent le double séisme, a tué plus de 53 500 personnes, en a blessé le double et a jeté à la rue 1 million et demi d'habitants. La province de Hatay, où vivait la famille de Döne Kaya, a été plus détruite et plus endeuillée que les autres. « J'ai promis à mes disparus de lutter jusqu'au bout pour obtenir justice », raconte la jeune femme, dont l'épaisse chevelure bouclée adoucit le regard sévère. Pendant six mois l'année dernière, chaque dimanche après-midi, Döne s'est tenue sur une place de la capitale, Ankara, seule avec sa pancarte qui criait « justice ». Les passants la regardaient, bien souvent avec compassion, mais il lui a semblé qu'on ne voulait pas l'entendre. Elle y retournera bientôt, elle a encore des choses à dire. Mais d'abord, il y a le procès.

Ce 31 janvier, 725 jours après que son monde s'est écroulé, un procès s'est enfin ouvert au tribunal pénal de Hatay. Six personnes sont jugées pour la mort de 69 autres dans l'immeuble Fuat Koku, inauguré en 2016. Selon un rapport d'expertise, le bâtiment ne respectait pas les normes parasismiques en vigueur à l'époque. « Le promoteur, des responsables de chantier et des contrôleurs techniques sont inculpés, mais ça ne suffit pas », lâche Döne Kaya.

Comme toutes les victimes, elle réclame que des fonctionnaires soient punis également. « Un promoteur, quand il sort de prison, peut encore construire... Quoi... Une dizaine d'immeubles ? Pendant ce temps, les bureaucrates qui ont approuvé les logements où nos proches sont morts continuent d'approuver des milliers de nouveaux logements dans les zones sinistrées en pleine reconstruction », s'indigne la jeune femme. « Tant que ces officiels n'auront pas été condamnés et bannis du métier, nous ne serons jamais préparés au prochain tremblement de terre. »

Mais pour ordonner une enquête contre un agent public ou un élu municipal, il faut une autorisation du ministère de l'Intérieur, qui n'en a accordé qu'une soixantaine jusqu'ici. Du moins est-ce le bilan avancé par des ONG qui suivent de près les procédures. Human Rights Watch et la Plateforme des familles en quête de justice, que représente Döne Kaya, ont demandé aux autorités des statistiques précises, qu'on leur a refusées au nom de la « confidentialité ». Quelques dizaines

de plus ou de moins, le nombre réel d'officiels n'est de toute façon qu'une poussière au regard des 39 000 immeubles dont il ne reste rien.

Deux ans après, les villes meurtries sont des chantiers. Très en retard sur leurs promesses, les autorités turques assurent avoir livré 201 000 logements neufs aux victimes de la catastrophe, sur un objectif d'environ 450 000 d'ici à la fin de l'année. Toki, l'administration du logement collectif, se charge des travaux. Les rescapés achètent à crédit. « Tous ceux que je connais qui ont obtenu un logement (ils sont attribués par tirage au sort, NDLR) ont constaté que leurs appartements n'étaient pas encore prêts », rapporte l'avocate Duygu Inegöllü, dont la belle-famille est originaire de Hatay. Plus de 600 000 personnes continuent par ailleurs d'être logées dans des conteneurs. « Quant à ceux qui avaient un terrain et un peu de moyens, ils ont souvent reconstruit une maison à la va-vite, sans qu'il y ait de réels contrôles », s'alarme Duygu Inegöllü.

À Hatay, le mari de cette avocate a perdu sa tante, écrasée avec sa famille sous un immeuble d'à peine trois ans présenté comme « indestructible ». Il est l'un des seuls du quartier à s'être effondré ce jour-là. Pourtant, tous les suspects sont libres : des experts ont conclu que le promoteur, comme les autres acteurs privés, n'avait rien à se reprocher. Aucun responsable public n'a encore été inquiété. Duygu attend le procès, mais refuse d'espérer. « Je n'oublierai jamais que dans les premiers jours après la catastrophe, l'État

nous a abandonnés. Nous n'avons reçu aucune aide, nous avons sorti de nos mains les corps de nos proches des décombres », rappelle-t-elle. « Pire : face à la colère de tout le pays, l'État a restreint l'accès à internet et aux réseaux sociaux, qui auraient pu sauver des vies. Comment avoir confiance ? »

À ce jour, selon les chiffres officiels, 1491 procès ont été ouverts. Comme tous les avocats qui suivent les audiences, Duygu Inegöllü dénonce des enquêtes peu transparentes et qui traînent en longueur, des rapports d'expertise qui tardent ou sont bâclés, s'accumulent et se contredisent, le petit nombre d'inculpés toujours incarcérés et la sévérité variable des décisions déjà rendues (149) - prison à vie dans un dossier, une dizaine d'années dans la plupart, acquittements ailleurs.

Döne Kaya, elle, constate avec tristesse et une pointe de rancœur que « la plupart des gens ont déjà oublié la catastrophe du 6 février », dans un pays où les séismes frappent pourtant régulièrement. Ces derniers jours, Döne manifestait à Istanbul, où près de 20 millions d'habitants sont menacés à chaque instant par une secousse dévastatrice. Elle dit que sa quête de justice est une quête pour l'exemple, « un combat pour l'avenir ». « La justice ne se limite pas à des condamnations », insiste la jeune femme. « Le jour où un violent séisme frappera à nouveau la Turquie et où nous ne perdrons pas des dizaines de milliers de vies, ce jour-là nous saurons que justice a été rendue. » A.A.

The New York Times

Erika Solomon, Leily Nikounazar  
Feb 07, 2025

# Iran's Supreme Leader Denounces Talk With U.S. but Seems to Leave Door Ajar

Both President Trump and Iranian officials have shown interest in negotiations. Ayatollah Ali Khamenei called the idea unwise, but stopped short of ordering his government not to engage.

**A**yatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, said negotiating with the United States was "unwise, unintelligent, and not honorable," just days after President Trump said he was willing to revive negotiations with Tehran.

But Mr. Khamenei stopped short of ordering Iran's government, which for months has sent signals that it is interested in negotiations, not to engage with Washington. And though Mr. Khamenei [made an unusual gesture](#) last year of openness to talks, he has generally taken a publicly hostile posture toward Washington even while quietly allowing Iranian officials to negotiate.

In comments on Friday, Mr. Khamenei argued that Iran's previous experiences negotiating with the United States showed that Washington could easily renege on agreements. Under Mr. Trump's previous administration, the United States unilaterally withdrew from a nuclear deal under which Iran would limit its enrichment and stockpiling of uranium in exchange for sanctions relief.

"Negotiating with America

will solve no problem. The proof? Experience," Mr. Khamenei said, according to Iran's state news agency, IRNA, which said his comments came during a meeting with commanders and staff from the Iranian armed forces.

"The very same person who is now in office tore up the agreement," Mr. Khamenei said. "One shall not negotiate with a government like this. Negotiating is unwise, unintelligent, not honorable."

Ali Vaez, the Iran project director for the International Crisis Group, said on social media that the comments could simply be "in line" with Mr. Khamenei's previous public approach. In 2011, he had publicly opposed negotiations with the Obama administration, even as he authorized negotiators to meet secretly with U.S. officials in Oman.

"If a true ban, it's once again his stubbornness making him the antagonist in his own story," Mr. Vaez said.

The leader's comments seemed to undercut gestures last week from Iran's reformist president, Masoud Pezeshkian, who told NBC News he was ready to negotiate with the

United States, as long as they "respect our honor and wisdom and are conducted on an equal footing."

Tehran is feeling weakened by its diminishing influence in the Middle East — including through Israel's successful decimation of its Lebanese partner, Hezbollah, and the rebel ouster of its longtime ally in Syria, President Bashar al-Assad — which has raised concern that it would be even more inclined to turn to weapons-grade nuclear enrichment.

U.S. officials [warned](#) earlier this week that they believe that Iran was working to develop a faster, cruder approach to developing an atomic bomb.

In his comments on Friday, Mr. Khamenei brushed aside concerns that rejecting talks would further hurt Iran's economy, arguing Iran must find domestic responses to the crisis.

"What resolves those problems is a domestic element," he said.

Earlier this week, Mr. Trump himself seemed to indicate he was looking to revive negotiations, even as he signed an executive order that would return a

"maximum pressure" policy that would seek to block Iranian oil exports, a critical source of revenue for the country.

"This one I'm torn about," he told reporters as he signed the order. "Everyone wants me to sign it. I'll do that," he said, but added he was "unhappy to do it."

On his social media site, the president this week [vowed](#) to negotiate a "verified nuclear peace agreement," similar to the one he torpedoed in his previous administration. He said he wanted to start working toward a deal "immediately."

"I want Iran to be a great and successful Country, but one that cannot have a Nuclear Weapon," he wrote.

But Mr. Trump also threatened this week he would have Iran "obliterated" if its assassins killed him.

Mr. Khamenei's remarks on Friday included an apparent response to that threat. "If they threaten us, we will threaten them," he said. "If they actuate that threat, we will actuate ours. If they violate our nation's security, we will violate their security."



Feb 07, 2025

## SDF could be ‘significant asset’ for Syrian army: Brigade spokesperson

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Syrian Democratic Forces (SDF) have no intention of “surrendering their arms to any side,” but they could “play a key role in rebuilding Syria’s future army,” the spokesperson for a brigade that falls under the SDF umbrella said in an interview with Rudaw on Thursday.

«Negotiations are underway with Damascus... Specialized committees are discussing all issues that require agreement,” said Mahmoud Habib, spokesperson for the Northern Democratic Forces.

The new authorities in Damascus want all arms to be under the control of the state and are in discussion with the Kurdish-led SDF about the force’s future.

“We must wait for the results of these negotiations,” Habib said, but added that their forces could have a “positive influence” on the entire country. Pointing to the SDF’s strategic advantages, he explained that they have “a hierarchical chain of command, extensive experience in fighting terrorist organizations, and the ability to maintain security along borders and inside cities.”



Mahmoud Habib, spokesperson for the Northern Democratic Forces on February 6, 2025. Photo: Rudaw

The SDF “defeated ISIS and restored security in large swathes of Syria’s geography,” and this “accumulated experience will serve as a significant asset to the future Syrian army,” he added.

SDF can be ‘core’ of the Syrian army

The SDF has the potential to be “the core” of a future Syrian army, as its forces are “the most disciplined” in Syria and “conduct significant duties [in the] northeast” of the country, Habib said.

The spokesperson stated that if they join the Syrian army, “we will not stop the issue of naming,” adding

that “what matters is [having] a unified vision for the Syrian state.”

Following a swift offensive, a coalition of opposition groups led by Hayat Tahrir al-Sham, headed by Ahmed al-Sharaa, on December 8 toppled the regime of Bashar al-Assad who fled to Russia with his family. The new Syrian leadership in late January disbanded the army along with the Ba’ath Party that ruled the country for five decades. It also dissolved the country’s parliament, annulled its constitution, and announced an interim government, led by Sharaa as president.

The new authorities are

working to bring a myriad of armed groups under their control.

The SDF is a multi-ethnic, Kurdish-led force founded in 2015 as part of the United States-led war against the Islamic State (ISIS) and is now in control of a large area in the northeast of the country.

Habib said that “a significant mélange of Arab, Assyrian, Kurdish, Syriac, and Turkmen” are fighting under the umbrella of the SDF and they could play a role in “reassuring the population and local communities in Syria.”

This diversity within its ranks means the SDF “might be more accepted

[than other military forces] in many areas of Syria, including the [southern Druze-majority] Suwayda province and along the coast,” said Habib.

«Many ethnic and religious groups in Syria welcome the SDF and are more accepting of them, as they can enforce peace and security without discrimination or violence,” he added.

SDF will surrender arms ‘to no one’

Regarding whether the SDF would surrender its weapons, Habib said the force “would surrender its arms to no one,” but insisted that “a rifle in the hand of the SDF is the state’s rifle.”

The SDF is currently battling Turkish-backed militia groups that have been attacking a key dam on the Euphrates River for more than a month. The force is also fighting to prevent an ISIS resurgence and several camps and prisons housing jihadists and ISIS supporters are under its control.

“If the SDF were to surrender its weapons to others, who would perform the tasks it is currently performing?» Habib asked. He pointed out that the Damascus government would need “more than 30,000 fighters” to perform the SDF’s security duties in the northeast and that laying down its arms would lead to a “dangerous security vacuum.”

No indication of US withdrawal

The SDF is a key ally of the US-led coalition against ISIS. The US has some 2,000 forces on the ground in Syria.

Habib denied these reports about a potential American withdrawal, stating, “the SDF was not made aware or notified that American forces would withdraw soon.”

“What was reported in the media or by US President Donald Trump contradicts the reality on the ground,” he said. «The day Trump said [the US] would withdraw forces from Syria, large convoys of coalition forces entered northeastern Syria, and they are not only American; there are British, French, and Ger-

man forces, among other nationalities that are part of the international coalition.»

Trump is believed to be considering a withdrawal from the country.

Habib says that any reduction in the number of US personnel “will be compensated by forces from other nationalities,” ensuring “there will be no change in the distribution of coalition forces in northeastern Syria.»

He warned that a withdrawal of international forces from northeast Syria could allow ISIS to make a comeback or permit “Turkey to occupy this region through military incursions, among other grave turbulences.”



WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

## Kurdistan Digest I February 8, 2025

*A Digest of Events in the Kurdistan Regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*

### Iran

The Supreme Court of Iran has [rejected the retrial](#) request for Kurdish political prisoner Pakhshan Azizi, putting her at imminent risk of execution. Her case has now been transferred to the Sentence Enforcement Office. Her lawyer, Amir Raeisian, stated that the court dismissed their objections as substantive but plans to submit another retrial request. Azizi was sentenced to death on June 14, 2024, for “rebellion” and later received an additional six-month prison sentence for “causing unrest in prison.” Separately, the Hengaw Or-

ganization for Human Rights has strongly [condemned the Iranian](#) regime’s increasing repression of Kurdish culture and activists. A recent wave of coercion has seen Kurdish folk singers forced to perform state-sanctioned anthems, an act Hengaw views as an attack on Kurdish cultural identity and freedom of expression. This broader strategy of suppression includes banning the Kurdish language in schools, censoring music, and targeting artists.

One such incident involved Mohammad Sharifi, a Kurdish folk singer from Sardasht, who was recently summoned by

authorities. He was forced to delete social media posts related to prominent Kurdish figures and coerced into performing an Iranian anthem alongside the national flag.

These actions coincide with a surge in arrests among the Kurdish population. In the past two weeks alone, numerous Kurds have been detained, many violently and without a warrant. On January 22, 2025, [five Kurds](#) from Javanrud—Atila Abdi, Reza Kamrani, Sattar Babayi, Zakaria Firouzbakht, and Edris Abdollahi—were arrested and transferred to the Naft Square Detention Center in Kermanshah.

Additionally, [eight more Kurds](#) were arrested following a general strike in Kurdistan, their detentions linked to protests against the death sentences of Kurdish political prisoners. Most detainees remain in unknown conditions, with no information on charges against them.

Among those arrested in recent weeks are [Mohammad Esmaeili-Azar](#), a 29-year-old from Mahabad, detained on February 5, 2025, to serve a six-month prison sentence for alleged ties to the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDP-I). [Hawre Shafei](#), a 40-year-old from Saqqez, was

arrested on February 3, 2025, at his workplace in Shahnaz Square and taken to an undisclosed location. [Danish Sharafi](#), 37, from Sanandaj, was arrested under unknown circumstances. [Pouria Ahmadi](#), a 26-year-old from Dehghan and nephew of slain protester Shadman Ahmadi, has been in custody for over ten days with no information on his condition or whereabouts.

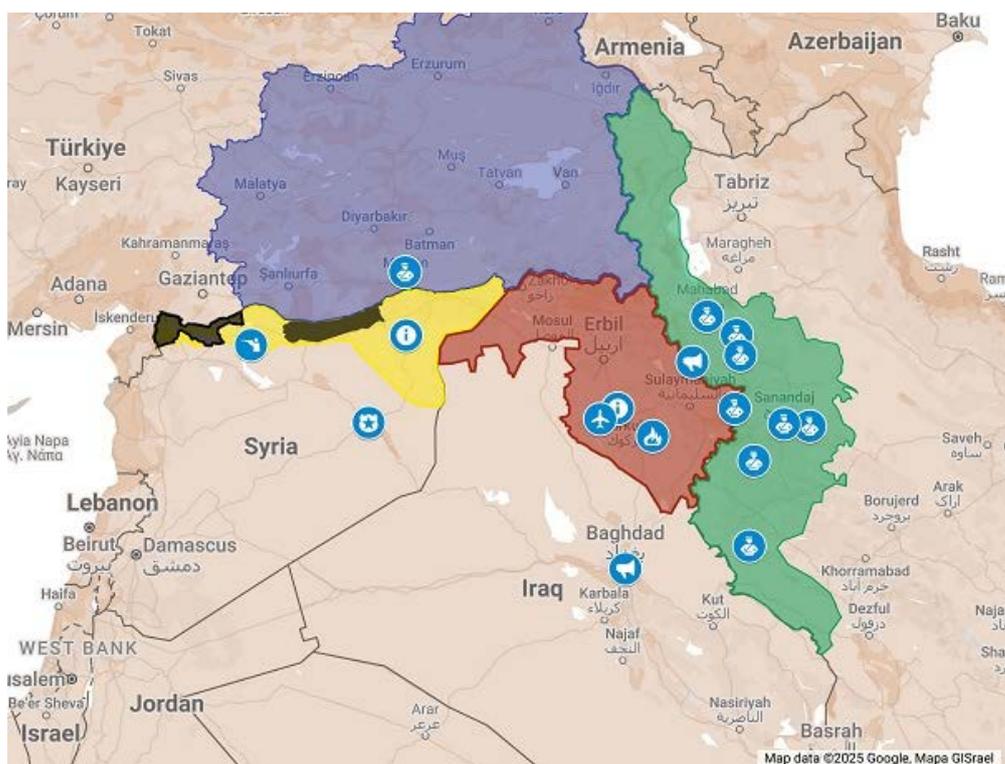
[Soroush Nurbakhsh](#), a 25-year-old student and composer from Mahabad studying Classical Guitar Performance, was arrested by security forces. [Anwar Kurd](#), 27, from Bukan, and [Keyvan Niknam](#) from Mahabad, were also arrested by Iranian security forces and taken to undisclosed locations. [Befrin Mahmoudi](#), a Kurdish woman from Bukan, was arrested during a raid on her home. [Hiwa Amini](#) and [Bahman Feyzi](#) were arrested by Iranian intelligence forces in Saqqez.

[Arslan Fatahi](#) and [Saman Safari](#), two Yarsan adherents from Gahwareh, were arrested by IRGC Intelligence forces in Javanrud. Fatahi was released shortly after, but Safari remains in custody with no information on his condition. [Parvin Advaei](#), a women's rights activist and former political prisoner from Marivan, was arrested again on January 20, 2025, after being summoned to the Intelligence Department.

Meanwhile, [Arman Shadivand](#), an environmental activist from Darreh Shahr, Ilam province, was sentenced to 24 months in prison for "propaganda against the regime" and "insulting Khamenei." He was arrested on November 24, 2024, and later released on bail pending legal proceedings.

## Iraq

On [February 2](#), a suicide drone attack targeted the Khor Mor gas field, operated by



UAE's Dana Gas. While no casualties were reported, the attack originated from Bashir, Kirkuk, raising suspicions of Iranian-backed militias stationed there since October 16, 2017. Despite the attack, the company maintained production and announced increased revenues for 2024, reaching [\\$261 million](#) in Kurdistan, with outstanding receivables of [\\$67 million](#).

Meanwhile, the U.S. Central Command (CENTCOM) [carried out an airstrike](#) near Kirkuk on January 31, killing five ISIS (Da'esh) terrorists, according to a statement. "An initial post-strike clearance found multiple explosive suicide belts and other materials," the statement noted. The operation aimed to weaken ISIS attack networks and disrupt their operational capabilities, as the terrorist organization remains an active threat in Iraq and the broader region.

Separately, several days after the Iraqi House of Representatives passed three laws in a single package—general amnesty, personal status, and property return—the Supreme Court in Baghdad halted their implementation, citing an ap-

peal. [On Tuesday](#), the court ordered their suspension. In response, the Iraqi Supreme Judicial Council issued a statement rejecting the decision as inadmissible, arguing that the laws had not yet been published in the official gazette to take effect. The dispute between the two courts highlights potential political influence over the judiciary. [Since 2003](#), the Kurds have sought to abolish former Iraqi regime laws that confiscated tens of thousands of acres belonging to Kurdish farmers in Kirkuk.

On a different note, the Iraqi House of Representatives has amended the budget law after more than a year of negotiations with the Kurdistan Regional Government (KRG) over oil exports. The amendment to Article 12 includes provisions for covering the costs of producing and transporting oil from the Kurdistan Region, based on actual estimated costs determined by the Advisory Board. This move raises hopes for the resumption of Kurdistan's halted oil exports since March 2023. [Kurdistan's presidency](#) welcomed the amendment and praised Iraqi Prime

Minister Mohammed Shia al-Sudani for his efforts.

## Syria

The Internal Security Forces of the Autonomous Administration for North and East of Syria (AANES) [have reported](#) major progress in their ongoing operation targeting remnants of the former regime and its affiliated mercenary group, the so-called "National Defense."

Major General Ali Hassan, a member of the General Command, announced Tuesday that the operation, now in its 15th day, is being conducted with the support of the Syrian Democratic Forces (SDF). The campaign aims to restore security, maintain stability, and eliminate threats from both regime-affiliated groups and Da'esh cells.

During the operation, security forces arrested 79 individuals accused of inciting chaos and endangering civil peace. Additionally, a large weapons cache was seized, including 55 Kalashnikov rifles, over 7,500 rounds of ammunition, 161 rifle magazines, four pistols, four BKC machine guns,

and three improvised explosive devices (IEDs). Other confiscated items included shotguns, RPG shells, hand grenades, and surveillance equipment.

Simultaneously, Turkish-backed Syrian proxies have continued their attacks on AANES near the Tishreen Dam for a second month, despite sustaining mass casualties as the SDF successfully repels their assaults. Turkish drones have also supported these proxies, injuring several civilians in Kobani.

Politically, the Kurds remain excluded from the political process as Syria's new leadership remains under strong Turkish influence and disengaged from Kurdish leaders. However, several European countries, including France, Germany, and Russia, have emphasized the need to include Kurds in the political process following discussions

with Syrian leader Ahmed al-Sharaa. Syrian Kurdish leader Mazloum Abdi stated that the U.S. is mediating between the Kurds and Damascus, reaffirming that Kurdish aspirations center on establishing a civil, secular Syria after the end of dictatorship.

### Turkey

As peace talks between the Turkish government and the Kurdistan Workers' Party (PKK) continue, Tuncer Bakırhan, co-chair of the Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party), announced that imprisoned Kurdish leader Abdullah Öcalan is preparing to make a "historic call" in the coming days.

"Mr. Öcalan will soon make a historic call for a fundamental and lasting solution to the Kurdish question and the construction of a democratic Turkey," Bakırhan stated. He urged the government to take

confidence-building steps, emphasizing that "the ball is now in Erdogan's court" and that millions are awaiting democracy, justice, and freedom.

Bakırhan called on President Erdogan to seize this opportunity to be remembered as a leader who took courageous democratic steps. He reaffirmed the DEM Party's commitment to peace, negotiation, and dialogue, vowing to continue advocating for a just and equal future despite the challenges ahead.

Several media outlets have reported that Öcalan may call on the PKK to disarm. However, Murat Karayılan, a senior Kurdistan Workers' Party (PKK) leader, addressed Turkey's calls for PKK disarmament in a recent interview with Sterk TV, emphasizing that any meaningful move toward laying down arms must involve direct and sustained dialogue with Öcalan. He ar-

gued that Öcalan alone has the authority to convene a PKK congress that could lead to a collective decision on disarmament.

Karayılan criticized Turkey's approach, claiming that ongoing military operations and arrests have eroded trust, making unilateral disarmament unrealistic. He stressed that a mutual ceasefire and a shift in rhetoric are necessary to create conditions for peace talks. While reaffirming the PKK's willingness to negotiate, he insisted that a lasting resolution would require genuine political steps rather than tactical maneuvers.

Meanwhile, the Turkish government continued its crackdown on the Kurdish population despite ongoing peace talks. Öcalan is expected to release his announcement on February 15.



Feb 10, 2025

## Amnesty urges Iran to halt Kurdish woman's imminent execution

ERBIL, Kurdistan Region - Amnesty International on Monday called on Iran to "immediately" release Kurdish humanitarian aid worker Pakhshan Azizi and call off her execution, saying she was sentenced in a "grossly unfair" trial.

"The international community must immediately urge the Iranian authorities to halt the execution of arbitrarily detained humanitarian aid worker Pakhshan Azizi, who was sentenced to death following a grossly unfair trial before a Revolutionary Court last year,"

said Diana Eltahawy, Amnesty International's Deputy Director for the Middle East and North Africa.

Azizi, 40, had her request for a retrial rejected by Iran's Supreme Court, her lawyer said on Friday. She was sentenced to death for being a member of Iranian Kurdish groups considered terrorists by Tehran, such as the Free Life Party of Kurdistan (PJAK).

Her lawyer has denied she ever took up arms but said she was an aid worker in refugee camps in northeast Syria

(Rojava) and Shingal (Sinjar) where she was helping those affected by Islamic State (ISIS) attacks.

She was sentenced to death in June 2024 for charges of "armed rebellion."

Amnesty said that Azizi was detained solely for her humanitarian activities and "instead of facing imminent execution she should be immediately and unconditionally released."

"The death penalty is abhorrent in all circumstances; but

imposing it after a grossly unfair trial before a Revolutionary Court, in which Pakhshan Azizi's allegations of torture and other ill-treatment, including gender-based violence, have gone uninvestigated, renders its use arbitrary and illustrates yet again the Iranian authorities' shameless disregard for the right to life," it added.

The United States and the European Union in January called on Iran to overturn her death sentence.

Iran ranks second globally for known executions, according to Amnesty.

## La lutte contre le trafic de captagon en Syrie, une entreprise de longue haleine

Sous le régime de Bachar Al-Assad, l'industrie de cette drogue de type amphétamine prit une telle ampleur que le pays fut considéré par beaucoup comme un narco-Etat. Un fléau que le président par intérim, Ahmad Al-Charaa, a juré de combattre, mais contre lequel il dispose de très peu de moyens.

**A**u bout d'une route qui serpente au milieu de collines truffées de carrières de pierre trône un bâtiment de couleur beige et bordeaux. Dans cette ancienne usine de production de chips Captain Korn, en lisière de Douma, au nord-ouest de Damas, les combattants de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) ont trouvé après la chute de l'ancien dictateur syrien, Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, l'un des sites les plus importants de production de [captagon en Syrie](#).

Avant de s'enfuir, les gardiens ont mis le feu, ravageant une partie des salles du sous-sol. Des millions de comprimés de cette drogue illicite, un stimulant de type amphétamine, ont été retrouvés éparpillés au sol, certains frappés d'un double croissant ou du mot « Lexus », un type de captagon d'une grande pureté. Des produits chimiques entrant dans sa composition, du matériel de laboratoire, ainsi que des contenants servant à cacher la marchandise pour la passer en contrebande au-delà des frontières syriennes ont été laissés sur place.

« Les pilules étaient cachées dans des ballons pour enfants, de faux fruits en polystyrène, des conserves de crème de sésame, des bouteilles de jus d'orange, des compteurs électriques... Un compteur en renfermait 12 000 », témoigne Abou Ali, un combattant turkmène de HTC, originaire de la campagne de Hama. En janvier, sa brigade a vidé l'usine et brûlé les stocks de captagon. « Il a fallu qu'on sécurise le site pour empêcher des consommateurs de drogue de venir dérober la



Des combattants syriens lors du démantèlement d'une usine de captagon. Dans la ville de Douma (Syrie), en périphérie de Damas, le 1<sup>er</sup> janvier 2025. ABULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

marchandise. Le captagon, c'est interdit : ça détruit le cerveau ! », lance-t-il.

En fouillant les complexes militaires et les propriétés appartenant à la famille Al-Assad, les combattants de HTC ont trouvé des dizaines de sites consacrés à la production de cette drogue. Le président par intérim, Ahmed Al-Charaa, a juré de combattre ce commerce illicite grâce auquel le clan Al-Assad s'est enrichi, contournant ainsi les sanctions internationales pour mener un train de vie luxueux et entretenir son réseau clientéliste, tandis que l'Etat tombait en déliquescence et que les Syriens s'enfonçaient dans la pauvreté. Dans son discours de victoire à la mosquée des Omeyyades de Damas, le 8 décembre 2024, il a promis

de « purifier » la Syrie, devenue une « usine » de captagon sous les Assad.

### « Narco-Etat »

« Le gouvernement intérimaire et l'administration actuelle sont catégoriquement opposés aux stupéfiants. C'est en partie pour des raisons idéologiques et religieuses. Je pense qu'ils vont réprimer l'industrie de manière assez sévère, comme ils l'ont fait à Idlib, où ils étaient au pouvoir après 2017 », estime Karam Shaar, un consultant économique. Dans cette province du nord-ouest de la Syrie, HTC se concentrait déjà sur la lutte contre le trafic de drogue lié au régime, en particulier le long des routes menant vers la Turquie et le nord-est du pays,

un couloir de commerce vers l'Irak.

« Ahmed Al-Charaa sait que le trafic de captagon a entaché la réputation de la Syrie. Les Etats-Unis ont imposé des sanctions aux personnalités liées à ce commerce illicite. Cette politique va se poursuivre sous l'administration conservatrice de Donald Trump. Il doit le prendre en compte s'il veut la levée des sanctions sur la Syrie », estime Caroline Rose, qui dirige le projet sur le trafic de captagon au sein de l'institut américain New Lines. Durant la guerre civile, la Syrie est devenue une plateforme de production de captagon, d'abord aux mains des groupes armés, puis du régime dès le milieu des années 2010, au point d'être qualifiée de « narco-Etat ».

Profitant de l'expertise du Hezbollah libanais dans la production de cette drogue, et s'appuyant sur un secteur pharmaceutique jadis florissant, toutes les branches chargées de la sécurité du pays, dont la quatrième division contrôlée par Maher Al-Assad, frère cadet de Bachar Al-Assad, ainsi que les membres du clan et les hommes d'affaires y étant associés, ont participé à ce juteux commerce.

### Méthodes de camouflage sophistiquées

A son pic, en 2021, le marché du captagon en Syrie pesait près de 10 milliards de dollars (9,7 milliards d'euros), selon l'Agence France-Presse. Des millions de pilules s'écoulaient chaque jour dans les ports du Golfe, d'Afrique du Nord, d'Europe et même d'Asie du Sud-Est, et, surtout par voie terrestre, vers le Golfe, le principal marché de consommation de la région, grâce à des méthodes de camouflage de plus en plus sophistiquées. A la frontière avec la Jordanie, des affrontements meurtriers opposaient régulièrement les gardes-frontières jordaniens aux trafiquants de drogue, qui passaient aussi des armes.

Avant la chute du régime Al-Assad, ce commerce illicite s'était réduit. Le président syrien en avait fait la promesse à ses partenaires arabes, excédés par l'afflux de drogues rendant la jeunesse accro, en échange de la normalisation du régime et de sa réintégration, en mai 2023, au sein de la Ligue arabe. « *Il y a eu une chute drastique des exportations de captagon depuis la Syrie en 2024 et une dispersion de la production en Egypte, en Irak et au Koweït notamment. La normalisation a encouragé le régime à décentraliser la production hors de Syrie* », souligne Caroline Rose.

Arme de négociation aux mains d'Al-Assad, la production de captagon se poursuivait néanmoins, notamment à l'usine de Douma. Parmi les comprimés éparpillés

sur le sol, se trouvaient des tracts de campagne du député Amer Taysir Khiti pour les législatives de juillet 2024. L'homme d'affaires proche du régime Al-Assad affirme avoir acheté le site aux enchères publiques en 2020, après sa saisie par l'Etat à son ancien propriétaire, pour 360 millions de livres syriennes (environ 300 000 euros à l'époque), selon des documents présentés dans une vidéo qu'il a transmise au Monde.

### Profiteur de guerre

Depuis 2023, M. Khiti est sous sanctions de l'Union européenne et du Royaume-Uni pour son association étroite avec le régime Al-Assad et son rôle dans le trafic de captagon. Il se serait associé à Maher Al-Assad et au Hezbollah dans ce commerce illicite. « *Des voitures avec des plaques libanaises, et des insignes de la 4<sup>e</sup> division, venaient la nuit charger les compteurs électriques. Maher Al-Assad a atterri ici plusieurs fois en hélicoptère. C'est le gardien de la compagnie d'eau voisine qui nous l'a dit* », affirme Aref Al-Tout, un commerçant de Douma de 58 ans et cousin de l'ancien propriétaire de l'usine, sans fournir de preuves.

C'est à Douma, une banlieue de la campagne de Damas restée aux mains du groupe rebelle Jaych Al-Islam jusqu'en 2018, que s'est jouée l'ascension fulgurante d'Amer Taysir Khiti. Issu d'une famille faisant de l'import-export de fruits et légumes, ce profiteuse de guerre est devenu milliardaire grâce à ses liens avec le clan Al-Assad. De nombreuses zones d'ombre demeurent dans son parcours, comme le souligne [la lettre économique en ligne, Syria Report](#).

Une thèse veut qu'il soit parti, en 2011, au Liban où il a commencé à travailler avec le Hezbollah dans le trafic de drogue. Selon une autre version, il a fait fortune en 2012, en faisant avec l'armée syrienne de la contrebande de produits vers les zones rebelles, avant de s'installer

en Turquie en 2014 où il s'est reconverti dans l'immobilier, étendant peu à peu ses activités en Egypte, à Oman et en Jordanie. Toutes s'accordent à dire qu'il est revenu en Syrie en 2018 et s'est réconcilié avec le régime, alors qu'une partie de sa famille est partie à Idlib avec les rebelles lors de la reconquête de Douma par l'armée.

### Droit de propriété contesté

Avec son frère Abdul Rahman, un ancien cadre de Jaych Al-Islam qui s'est réconcilié avec le régime, et d'autres membres de sa famille, il a créé des sociétés dans l'import-export, le transfert d'argent, l'immobilier et la location de voitures. Les Etats-Unis ont placé M. Khiti et son réseau sous sanctions en novembre 2020 après qu'il a été élu député. En 2021, l'homme accompagnait Bachar Al-Assad en campagne pour la présidentielle à Douma.

Vivant aujourd'hui caché, M. Khiti fait valoir son droit de propriété sur l'usine de Douma, tout en refusant ses liens avec le trafic de captagon. Comme lui, de nombreux hommes d'affaires liés à l'ancien régime espèrent pouvoir passer un accord avec les nouvelles autorités pour reprendre leurs activités. Dans des vidéos qu'il publie sur les réseaux sociaux, il fait campagne contre l'ancien propriétaire, Mohamed Al-Tout, qui entend récupérer son usine. Cet homme d'affaires de 61 ans de Douma, qui a fait fortune dans l'import-export de fruits et légumes et l'agroalimentaire, dit avoir été spolié par le régime Al-Assad.

« *Mon cousin est parti en Egypte en 2013, où il s'est lancé dans la distribution de biscuits. C'était alors impossible d'accéder à l'usine, il y avait partout autour des bases d'où l'armée bombardait Douma. Elle a été saisie en 2017. Il est rentré un mois avant la chute de Bachar Al-Assad, car il avait d'autres usines dans le pays* », dit Aref Al-Tout, installé dans la guérite à l'entrée

de l'usine dans l'attente de réinvestir les lieux.

### « Pas d'effort concerté »

Les découvertes de sites de production de captagon se font rares. Ce commerce illicite n'a toutefois pas été éradiqué en Syrie, comme le montrent les combats meurtriers qui opposent depuis début février des unités de l'ancien HTC à des clans libanais, présumés liés au trafic de drogue et d'armes avec le Hezbollah, dans les villages à cheval sur la frontière entre le Liban et la Syrie. Les nouvelles autorités ont déployé des renforts pour en reprendre le contrôle. Des cargaisons de drogue continuent aussi de passer à la frontière jordanienne. « *Toutes les installations de production de captagon n'ont pas été identifiées. Il y en a encore sur le littoral et dans le Sud syrien* », estime Karam Shaar. Le démantèlement de cette industrie illicite est une entreprise de longue haleine, qui requiert des moyens que n'ont pas les nouvelles autorités. « *Il n'existe pas d'effort concerté de la part des nouvelles autorités pour éradiquer ce commerce illicite ni de stratégie antinarcotique. Ce n'est pas leur priorité actuellement. Les forces de sécurité sont en sous-capacité et le territoire syrien est fragmenté* », estime Caroline Rose. Les autorités peuvent facilement cibler les grands acteurs de cette industrie mais les plus petits profitent des lacunes sécuritaires et de la corruption.

Aussi, dans les régions frontalières, des familles et des communautés locales ne sont pas prêtes à renoncer à ce trafic, qui les fait vivre. « *A moins qu'Ahmed Al-Charaa ne parvienne à redresser l'économie par la levée des sanctions et par des investissements du Golfe, afin d'offrir aux Syriens des sources de revenus alternatives au marché noir, la production de captagon se poursuivra en Syrie, à la différence qu'elle ne se fera plus sous l'impulsion de l'Etat* », conclut l'experte.

# En Turquie, Erdogan réprime l'opposition pour mieux la diviser

Les enquêtes et arrestations se multiplient visant surtout le CHP, premier parti d'opposition, alors que le pouvoir tend la main aux Kurdes.

La langue turque foisonne d'images et Recep Tayyip Erdogan sait en jouer contre ses rivaux. Le 17 janvier, alors qu'un tribunal venait d'envoyer en prison le maire du quartier de Besiktas, fief de l'opposition dans la mégapole d'Istanbul, le président prévenait : « Les gros radis sont encore dans le sac. » On dirait, en français : « Ce n'est que le début », « Le pire reste à venir ». La menace s'adressait au Parti républicain du peuple (CHP), premier parti d'opposition, vainqueur des élections locales de l'an dernier. Elle désignait surtout le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, élu du CHP.

Le 5 février, le parquet d'Istanbul a requis contre lui plus de sept ans de prison et l'interdiction d'exercer tout mandat politique en raison de ses déclarations à l'encontre d'un procureur. D'autres propos lui ont valu, en décembre 2022, une condamnation à une peine similaire (prison et inéligibilité) qui risque à tout moment d'être confirmée en appel. Sans oublier une procédure pour trucage d'appel d'offres et plusieurs enquêtes en cours d'instruction. Bien placé pour se présenter à la prochaine présidentielle, en 2028, Ekrem Imamoglu pourrait donc en être privé, tandis que Tayyip Erdogan, qui n'est plus censé concourir, cherche un moyen de prolonger ses 23 ans de règne.

En attendant de sortir les « gros radis » de sa sacoche, le chef de l'État turc redouble de pressions sur l'opposition au sens large. Journalistes, avocats, personnalités politiques et du monde culturel... La justice, ces der-

nières semaines, poursuit et arrête à tout-va. Les motifs ne manquent pas : « propagande terroriste », « insulte contre un officiel », « menaces »... Les profils, parfois, interpellent. Comme cette femme, célèbre agent de stars, incarcérée le 28 janvier pour « aide à une tentative de renversement du gouvernement » (les manifestations du parc Gezi, qui remontent à l'été 2013). Ou encore Melisa Sözen, une actrice bien connue, interpellée pour avoir joué le rôle d'une combattante kurde dans la série française Le Bureau des légendes. Les épisodes incriminés sont sortis en 2017.

Ces signes, et quelques autres, font dire à la politologue Seren Selvin Korkmaz que le pouvoir turc est en train de « construire un nouveau socle politique » dans le but, évident, de se perpétuer. « N'oublions pas que l'alliance présidentielle, composée du Parti de la justice et du développement (AKP) et de son allié du Parti d'action nationaliste (MHP), a remporté très difficilement les élections de 2023 », rappelle la directrice de l'institut IstanPol. « Le pouvoir, par ailleurs, a perdu les municipales de 2024, dans une défaite qu'on pourrait qualifier de déroute. Erdogan a donc besoin d'élargir sa coalition, d'une façon ou d'une autre. »

Il s'y emploie, en bon stratège, en divisant l'opposition. Selon Seren Selvin Korkmaz, c'est l'un des objectifs des négociations entamées avec le chef emprisonné du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), Abdullah Öcalan. Dans les tout prochains jours, ce dernier devrait appeler

son organisation à renoncer aux armes après quarante ans de combats. Le parti pro-kurde légal, le DEM, impliqué dans le processus, ne subit plus ces derniers mois la répression sans frein des dix dernières années. Ses maires élus en 2024 n'ont pas été massivement démis de leurs fonctions, comme ils en avaient l'habitude. Main tendue aux uns, coups de bâton sur les autres, un paradoxe ? « Les régimes autoritaires populistes ont toujours besoin d'une figure de l'ennemi », note Seren Selvin Korkmaz. « Si le (parti pro-kurde) ne remplit plus cette fonction, ou du moins plus autant qu'avant, le CHP sera le nouvel ennemi dans la période à venir. »

Le premier parti d'opposition turc se prête d'autant mieux à ce rôle que, sans s'y opposer, il ne soutient pas sans réserve les efforts de paix. « Le pouvoir, d'un côté, fait une ouverture vers les Kurdes. De l'autre, il met sous pression les autres acteurs de l'opposition, en particulier le CHP. Et parce qu'il le met sous pression, il l'empêche de soutenir franchement les efforts de paix, ce qui peut avoir pour effet de créer une cassure entre les Kurdes ou les acteurs du mouvement politique kurde et le reste de l'opposition, entre le DEM et le CHP », résume Seren Selvin Korkmaz. « En clair, le pouvoir essaie de casser l'union de l'opposition. »

C'est cette union, plus ou moins tacite, des formations d'opposition et de leurs électeurs qui avait contraint Recep Tayyip Erdogan à affronter un second tour à l'élection présidentielle de mai 2023 et à perdre les municipales

de mars 2024. Dans les deux cas, pour le président, c'était la première fois. « Additionnez les intentions de vote de tous les partis d'opposition représentés au Parlement : nous sommes la majorité », observe Öztürk Türkdogan, vice-président du parti pro-kurde DEM. « Si, en tant qu'opposition, nous arrivions à mobiliser ensemble tous ceux qui nous soutiennent, le pouvoir ne pourrait pas maintenir ce climat de répression un jour de plus. »

Cet avocat connu dans la défense des droits humains souscrit donc à l'analyse de la politologue Seren Selvin Korkmaz : le processus en cours autour de la question kurde, même si là n'est pas forcément sa motivation principale, est un « piège » pour le CHP. « Si le principal parti d'opposition ne soutient pas clairement ce processus, s'il continue à avoir pour unique objectif de forcer le pouvoir à organiser des élections anticipées - ce qui n'arrivera pas car Tayyip Erdogan n'y a aucun intérêt -, alors la répression s'accroîtra », met en garde Öztürk Türkdogan.

C'est pourtant, jusqu'ici, la seule réponse du CHP, qui non seulement réclame un scrutin cette année, mais se prépare à désigner son propre candidat au moyen d'une primaire interne. Ekrem Imamoglu, le maire d'Istanbul, paraît très enthousiaste. Son camarade de parti et maire d'Ankara, Mansur Yavas, en tête de presque toutes les enquêtes de popularité, s'y oppose fermement. Diviser l'opposition et diviser le CHP : ce serait, pour le président, faire d'une pierre deux coups. A.A.



Feb 11, 2025

## Iran pardons journalists jailed for revealing Mahsa Amini's death



Logo of Iran's judiciary and jailed journalists Niloufar Hamedei (left) Elaha Mohammadi (right). Graphic: Rudaw

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iran's Supreme Leader, Ali Khamenei, has "pardoned" two journalists jailed for unveiling the death of Mahsa (Zhina) Amini, whose killing in 2022 sparked the worst nationwide protests Iran had seen in decades.

The Iranian judiciary's media center, Mizan, on Tuesday claimed that Elaha Mohammadi and Niloufar Hamedei were granted amnesty after

"expressing remorse" and "asking for forgiveness."

In a December 31 letter they allegedly wrote to the head of the Iranian judiciary, Hamedei and Mohammadi were quoted by Mizan as purportedly expressing "regret for their past behavior" and pledging "not to commit any illegal actions."

According to Mizan, the two journalists additionally "expressed regret for the actions" that "led

to their convictions." The statement added that the two women were granted amnesty on the anniversary of Iran's 1979 Islamic Revolution.

Hamedei and Mohammadi were sentenced to 13 and 12 years in jail respectively by an Iranian Revolutionary Court in October 2023. They were convicted for reporting on the death of Amini, a Kurdish-Iranian woman who died in the custody of Iran's morality police after

being detained for allegedly violating the country's strict dress code.

The two were further accused of collaborating with the United States but were acquitted of these charges in October, when an Iranian court reduced their sentences. Hamedei's sentence was lowered to seven years, while Mohammadi was reduced to six years in prison.

## En Iran, deux journalistes ayant couvert l'affaire Mahsa Amini ont été graciées

Elaheh Mohammadi et Niloufar Hamedi étaient en liberté sous caution après avoir passé plus d'un an en prison.



Marche en soutien à Mahsa Amini, à Téhéran (Iran), le 19 septembre 2022. AFP

La justice iranienne a gracié deux journalistes arrêtées après avoir couvert [la mort de Mahsa Amini en 2022](#), à l'origine d'une vague de manifestations en Iran, [a annoncé Mizan, un média d'Etat](#), mardi 11 février. « *Les cas de M<sup>me</sup> Mohammadi et de M<sup>me</sup> Hamedi ont été inclus dans la liste des grâces proposées mardi, et elles [en] ont bénéficié* », a précisé l'agence de presse de la justice.

Elaheh Mohammadi, 37 ans, et Niloufar Hamedi, 32 ans, avaient été emprisonnées en septembre 2022, quelques jours après avoir contribué à rendre publique la mort en détention de la jeune kurde Mahsa Amini, accusée d'avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique. [Elles étaient en liberté sous caution](#) après avoir passé plus d'un an en prison.

Elaheh Mohammadi, reporter du quotidien *Ham-mihan*, avait été condamnée en 2023

à une peine de six ans de prison pour collaboration avec les Etats-Unis, cinq ans pour complot contre la sécurité du pays et un an pour propagande contre l'Iran. Niloufar Hamedi, photographe du journal *Shargh*, avait été condamnée à sept ans d'emprisonnement pour coopération avec les Etats-Unis, cinq ans de prison pour complot contre la sécurité du pays et un an pour propagande contre l'Iran.

Leurs avocats avaient annoncé en août qu'elles

avaient été acquittées par deux cours d'appel de Téhéran pour l'accusation de collaboration avec les Etats-Unis. Mardi, [Shargh a précisé sur son site](#) que les dossiers des deux journalistes étaient désormais « *clos* ».

La mort en détention de Mahsa Amini avait entraîné une vague de contestation sans précédent en 2022, à l'origine de la mort de plusieurs centaines de personnes et de milliers d'arrestations.

## « Le nouveau pouvoir syrien serait bien inspiré de manifester clairement qu'il est d'accord pour rejoindre le combat contre le djihadisme »

Alors que les pays intéressés au sort de la Syrie se réunissent, jeudi 13 février, à Paris, l'ancien ambassadeur de France à Damas Michel Duclos analyse, dans une tribune au « Monde », les nombreux enjeux de la transition en cours.

**P**our la plupart des Syriens, la chute de Bachar Al-Assad, ou plutôt sa fuite éhontée, a représenté un moment de bonheur absolu. Le nouveau dirigeant, Ahmed Al-Charaa, impressionne par son charisme. Pour autant, le caractère imprécis de ses plans pour l'avenir et sa pratique du pouvoir pour l'instant très centralisée, voire autoritaire, inquiètent ; sans compter son passé djihadiste, bien sûr, et, au moins aux yeux d'une partie de la population, son orientation islamiste. Il ne dispose que d'une force en fait limitée – peut-être une trentaine de milliers d'hommes –, alors que des groupes armés plus ou moins alliés ou rivaux, en nombre très supérieur, quadrillent des pans entiers du pays.

Le premier enjeu de la transition en cours en Syrie a donc trait au rétablissement de la sécurité et de la stabilité sur l'ensemble du territoire. Le 29 janvier, devant une assemblée de groupes armés, le nouveau président syrien a annoncé leur dissolution – y compris celle de son propre mouvement, Hayat Tahrir Al-Cham – et leur refonte dans une armée nationale reconstituée. Il reste à voir comment et dans quels délais ces annonces pourront entrer dans les faits.

Pour l'instant, le risque d'un scénario à la libyenne ou à la

soudanaise – une guerre entre factions paramilitaires soutenues par des acteurs étrangers – n'est pas totalement écarté. La question kurde revêt, à cet égard, une importance fondamentale. A travers les Forces démocratiques syriennes – soit environ 100 000 hommes –, les Kurdes tiennent le nord-est du pays. La Syrie ne retrouvera son équilibre – et n'éloignera la pression militaire turque sur le nord du pays – que si un compromis peut intervenir entre les Kurdes et le pouvoir de Damas.

Les observateurs attendent beaucoup la déclaration que doit faire, samedi 15 février, [le leader turc du Parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah Öcalan](#). Celui-ci pourrait à la fois recommander un apaisement en Turquie et un retrait des cadres de son parti implantés dans l'appareil kurde syrien. Une fenêtre d'opportunité s'ouvrirait alors pour une réintégration des Kurdes syriens dans l'ensemble national.

### **La lourde hypothèque des sanctions**

Le second enjeu a trait à la situation économique et financière. Le pays est en ruine, sa population vit dans des conditions misérables, son économie est sinistrée. Aucun pays de la région et encore moins occidental n'envisage

un plan Marshall pour la Syrie. Des financements pourraient cependant venir, en particulier des pays du Golfe, et les hommes d'affaires syriens – notamment dans la diaspora – peuvent contribuer à la reconstruction de leur pays. Encore faut-il que les sanctions soient levées, à commencer par celles des Etats-Unis (le [Caesar Syria Civilian Protection Act](#)), qui pour l'instant paralysent les circuits financiers et bancaires. Une réunion des pays intéressés au sort de la Syrie (G7, pays du Golfe, Egypte, Jordanie) va se tenir à Paris, jeudi 13 février, avec la participation du ministre syrien des affaires étrangères syrien. Si elle ne permet pas une avancée sur ce terrain, une hypothèque très lourde continuera de peser sur la transition.

Ces deux premiers enjeux sont évidemment indissociables : sans stabilité, pas de relance possible de l'économie ; et, sans une telle relance, il y a peu de chance que le nouveau pouvoir puisse assurer la stabilité, sauf à renouer avec une répression massive.

Qu'en est-il de la dimension politique de la transition ? Ahmed Al-Charaa a annoncé, dans son allocution du 30 janvier, qu'il allait former un gouvernement élargi représentatif de la diversité de la société

(donc « inclusif », selon le vocabulaire en vogue), ainsi qu'un comité préparatoire chargé de proposer un Parlement provisoire, et un autre destiné à préparer un « *dialogue national* » pour l'instant différé. Il a mentionné aussi une déclaration constitutionnelle. Les puissances extérieures n'ont pas à interférer avec les procédures retenues par les nouvelles autorités syriennes.

### **Fantôme de l'autoritarisme**

Le risque, cependant, est qu'en apparaissant trop au centre du jeu le nouveau pouvoir ressuscite le fantôme de l'autoritarisme, dont la société syrienne ne veut plus. Par ailleurs, si l'orientation islamiste des nouvelles autorités correspond à une sensibilité forte dans la société syrienne, un équilibre doit être trouvé avec les autres composantes de cette société. Il pourrait donc être suggéré que des experts étrangers, et surtout l'Organisation des Nations unies, jouent un rôle, par exemple dans l'organisation d'un dialogue national pour laquelle l'ONU dispose d'une certaine expérience. De même dans la mise en place de cette justice transitionnelle qu'a mentionnée Ahmed Al-Charaa comme clé de l'instauration de la paix civile. Cela suppose, de la part des Syriens, qu'ils surmontent le souvenir pénible qu'ont laissé dans

leur pays les agences onusiennes, souvent perçues comme compromises par leur collaboration avec le régime d'Al-Assad.

Par ailleurs, la lutte contre le djihadisme endémique dans certaines zones du territoire syrien reste une préoccupation majeure pour les Occidentaux. Le nouveau pouvoir serait bien inspiré de manifester clairement qu'il est d'accord pour rejoindre ce

combat. Inversement, il serait nécessaire que les puissances occidentales appellent plus nettement le gouvernement d'Israël à retirer ses forces de la partie du Golan – le mont Hermon – qu'il vient d'occuper à la faveur de la chute de Bachar Al-Assad, au mépris de la légalité internationale.

Soyons clairs, cependant : si les Arabes et les Occidentaux, réunis jeudi à Paris,

veulent exercer une influence sur la transition en Syrie, cela passe avant tout par la levée des sanctions, plus exactement par la neutralisation des mesures qui empêchent les transactions bancaires et financières avec la Syrie. Il ne serait ni réaliste ni opportun de conditionner la levée des sanctions ou l'aide extérieure ; en revanche, on peut imaginer une sorte d'échanges de signaux positifs entre la communauté in-

ternationale et le nouveau pouvoir syrien, dont les suggestions ci-dessus fournissent des exemples.

**Michel Duclos** est ancien ambassadeur de France à Damas (2006-2009), conseiller spécial géopolitique et diplomatie à l'Institut Montaigne et auteur de « La Longue Nuit syrienne » (Alpha, 2022).



Raphaël BOUKANDOURA  
12 février 2025

## En Turquie, le PKK appelé à déposer les armes

Après des mois de tractations, le fondateur de la guérilla kurde, Abdullah Öcalan, s'apprêterait à lancer l'appel depuis la prison où il est détenu depuis 1999.

**A**près des mois de rumeurs et de tractations secrètes, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, détenu en Turquie depuis 1999, pourrait appeler très prochainement à l'arrêt de la lutte armée, selon des responsables politiques turcs et kurdes. L'insurrection, lancée en 1984 dans l'est du pays, a fait au moins 50 000 morts, dont plus de 7 000 depuis 2015 et l'échec du précédent processus de paix.

Le leader de l'extrême droite turque, Devlet Bahçeli, indispensable allié du président islamo-nationaliste Recep Tayyip Erdoğan, avait rendu publiques ces tractations en octobre. Depuis, Öcalan, maintenu au secret depuis plus de quatre ans, a reçu deux visites des représentants du DEM, le parti politique pro-kurde, dans la prison d'Imrali, un îlot de la mer de Marmara.

Durcissement de la répression

Les discussions porteraient sur la libération de détenus du mouvement kurde et l'octroi de certains droits culturels à cette minorité qui représente 20 % de la population turque (85 millions de personnes), en échange d'un appel au désarmement du PKK.

Depuis octobre pourtant, la répression s'est encore durcie contre le DEM et ses sympathisants, avec de nombreuses arrestations d'élus locaux, journalistes et avocats.

Le parti pro-kurde, qui s'est lancé dans une tournée de meetings pour la paix et la liberté pointe ces contradictions de la politique gouvernementale, tout en appelant de ses vœux un processus de paix. Nous voulons la paix, mais quelles garanties donne le pouvoir ? Quel est son projet ? a interrogé la coprésidente du parti, Tülay Hatimogullari, en conclusion d'un rassemblement, dimanche, dans la grande ville de Mersin.

## Après la tuerie d'Örebro, en Suède, des interrogations sur le motif du tueur

La police n'a pas pu établir de motivation idéologique. Mais l'origine des victimes, presque toutes nées à l'étranger, fait débat, dans un pays où le discours anti-immigrés s'est imposé. La cheffe des sociaux-démocrates réclame un sursaut.

**A**rrivé de Syrie en 2015, Salim Iskef, 28 ans, prenait des cours pour devenir aide-soignant. Il devait se marier en juin. Employée dans un Ehpad, Elsa Teklay, 32 ans, née en Erythrée et mère de quatre enfants, suivait la même formation. Le boulanger syrien Bassam Al-Sheleh, 48 ans, apprenait le Suédois. Aziza H. 68 ans, originaire du Kurdistan, enseignait les mathématiques. Tous ont été tués, mardi 4 février, dans l'attaque contre le centre de formation pour adultes Campus Risbergiska, à Örebro, une ville située à 200 kilomètres à l'ouest de Stockholm.

La plupart des dix morts et six blessés de la pire tuerie de l'histoire récente de la Suède étaient d'origine étrangère. Selon la police, le tireur, qui s'est suicidé, s'appelait Rickard Andersson. Il avait 35 ans et vivait à Örebro. L'absence de revendication fait penser au geste d'un déséquilibré. Mais l'identité des victimes alimente le débat sur un éventuel motif idéologique, dans un contexte marqué par la progression de l'extrême droite et un discours anti-étranger de plus en plus décomplexé dans l'espace public.

**Permis pour quatre armes**  
Du meurtrier, on ne sait presque rien. Aucun de ses voisins ne le connaissait. Il ne semblait pas avoir d'amis. Rickard Andersson est une énigme. Il ne travaillait pas, n'avait pas de revenus, ni de



Près du centre de formation pour adultes Campus Risbergiska, où a eu lieu une tuerie qui a fait 10 morts, le 4 février, à Örebro, en Suède, 7 février 2025. KUBA STEZYCKI / REUTERS

comptes sur les réseaux sociaux. Selon les journaux, il avait consulté un psychologue à 13 ans et fréquenté une classe pour enfants autistes au lycée. Sorti sans diplôme, il n'a pas été autorisé à faire son service militaire. Il disposait néanmoins d'un permis pour quatre armes. Trois ont été retrouvées près de lui, le 4 février.

Pourquoi s'est-il rendu, ce jour-là, au Campus Risbergiska ? Pourquoi a-t-il tiré, à 50 reprises au moins, sur les élèves et les enseignants, avant de se donner la mort ? Ces questions hantent la Suède depuis une semaine. La police a commencé par écarter un « motif idéolo-

gique », avant d'admettre qu'elle n'excluait pas une attaque raciste : « Si un tel motif existe, il y a un grand intérêt à le découvrir. Tant pour guérir que pour prévenir d'autres actes similaires à l'avenir », a convenu, le 9 février, sur la chaîne SVT, Niklas Hallgren, chef adjoint de la police régionale de Bergslagen, avant de préciser qu'il était « trop tôt pour l'affirmer ».

Evoquant, dans son discours à la nation, le 9 février, des événements similaires qui « se sont produits par le passé dans des pays comme les Etats-Unis, l'Allemagne et la Finlande », le premier ministre, Ulf Kristersson, a présenté le

drame sous l'angle d'une fusillade en milieu scolaire. Dès le 5 février, les élèves ont reçu, partout dans le pays, des directives sur la marche à suivre en cas d'attaque. La ministre des écoles, Lotta Edholm, a demandé que tous les établissements scolaires soient fermés à clé.

Mais au-delà du consensus politique, qui domine depuis la tuerie, certains remettent en cause l'analyse qui en est faite, estimant que l'origine des victimes et le lieu du drame ne sont pas anodins. Peu importe que le tireur n'ait laissé aucun manifeste ou vidéo. Le Campus Risbergiska, où Rickard Andersson a été brièvement inscrit en 2021,

accueille très majoritairement des élèves nés à l'étranger.

### Rhétorique anti-immigrés

A Örebro, les proches des victimes et les habitants, qui viennent déposer des fleurs et des bougies devant le Campus Ribergska, témoignent de leur désarroi. Beaucoup mentionnent la rhétorique anti-immigrés qui a fleuri en Suède ces dernières années. Ces mots qu'il aurait été impossible d'entendre encore il n'y a pas si longtemps, et qui sont sans cesse répétés par les responsables politiques. Le lien fait, systématiquement désormais, entre l'immigration et la criminalité, par la droite qui gouverne avec le soutien de l'extrême droite, ainsi que le parti social-démocrate.

« Ce n'est pas une tuerie scolaire typique », estime le journaliste Morgan Finnsjö, spécialiste de l'extrême droite auprès de la fondation antiraciste Expo, qui évoque « la catégorie plus large des massacres perpétrés par des loups

solitaires, qui se sont multipliés de façon spectaculaire dans le monde au cours de la dernière décennie ». Un de leurs dénominateurs communs, constate-t-il, « est l'inspiration ou la motivation raciste et d'extrême droite ». La fachosphère n'a d'ailleurs pas attendu les conclusions de l'enquête pour glorifier Rickard Andersson.

Raillant la prudence des responsables politiques, « qui n'en montrent aucune quand il s'agit de dénoncer les actes criminels commis par un étranger », l'ex-député du Parti de gauche, Ali Esbati, appelle à regarder au-delà des « facteurs individuels ». « Il semble qu'on ait du mal à placer ce type d'événement extrême dans un contexte plus large quand leur auteur est blanc », regrette ce rescapé du massacre commis par le terroriste d'extrême droite Anders Behring Breivik, le 22 juillet 2011, sur l'île norvégienne d'Utøya. Il déplore « la problématisation

des personnes issues de l'immigration, placée au sommet de l'agenda politique, en Suède, sous l'impulsion du gouvernement », et estime que « le sentiment justifié de peur et de trahison » éprouvé par les immigrés doit être pris au sérieux, quels que soient les motifs du tueur d'Örebro.

### « Un échec de notre société »

Lors de son discours à la nation, le premier ministre a évoqué brièvement « l'inquiétude et la peur » que pouvait susciter l'attaque « parmi les personnes d'origine étrangère, qui font état d'un sentiment de vulnérabilité particulière », tout en appelant à « ne pas spéculer ou tirer des conclusions trop hâtives ».

« Quelle que soit l'issue de l'enquête, les réactions et les craintes exprimées sont en elles-mêmes un échec de notre société », a réagi la dirigeante des sociaux-démocrates, Magdalena Andersson,

dans une tribune publiée par le journal *Aftonbladet*, le 11 février. « Il est temps de comprendre que les mots ont de l'importance », écrit-elle, ajoutant, dans une interview au journal *Dagens Nyheter*, qu'il est essentiel de « faire la distinction entre la politique migratoire que vous souhaitez et la façon dont vous voyez les gens ».

Le chef de file de l'extrême droite suédoise, Jimmie Åkesson, est le seul responsable politique à ne pas s'être encore rendu à Örebro. Conséquence inattendue du drame : son parti est en proie à une crise d'une ampleur inédite, déclenchée par l'annonce d'un durcissement de la législation sur les armes à feu. Présentée par la droite, avec le soutien des Démocrates de Suède, cette proposition a déclenché la colère de plusieurs dirigeants du parti, qui se sont désolidarisés de la décision prise par M. Åkesson.



13 février 2025

## Syrie: les Kurdes veulent évacuer Syriens et Irakiens des camps du nord-est du pays

**A**u nord-est de la Syrie, l'administration autonome kurde a annoncé, lundi 10 février au soir, son intention d'évacuer les camps où résident les familles syriennes et irakiennes accusées d'acointance avec l'État islamique. Un défi sécuritaire et diplomatique considérable, à l'image des rapatriements vers l'Irak opérés depuis le camp de al-Hol.

Les forces kurdes supervisent de nombreux camps et centres de détention, où plus de 56 000 personnes, de nationalité syrienne et irakienne - pour la plupart - y sont retenues. Parmi ceux-ci, dans les confins dé-

sertiques du nord-est syrien, al-Hol accueille toujours 40 000 individus - principalement des femmes - suspectés d'avoir entretenu des liens avec l'État islamique avant sa chute en 2019, et leurs enfants, écrit notre correspondant à Erbil, **Lucas Lazo**. Pour les autorités kurdes en charge du camp, la situation humanitaire déplorable des lieux est une « bombe à retardement » : la nouvelle donne politique en Syrie et l'instabilité qu'elle suscite, laissent craindre la résurgence de l'État islamique dans le pays ou des attaques venues de l'extérieur.

### Logistique imposante

Alors, évacuer les lieux où résident 17 000 irakiens aux côtés des familles syriennes relève d'une logistique très lourde. Ces derniers jours le rythme des convois en direction de l'Irak s'est accéléré : 151 familles, le 8 février, 83, le 31 janvier et ainsi de suite. Si ces **retours vers l'Irak** sont organisés au compte-goutte depuis plusieurs années, pour la première fois fin janvier des familles syriennes ont pu regagner leurs régions d'origine.

### Que faire des familles de jihadistes étrangers ?

Des opérations amenées à se répéter de manière à répondre

à l'objectif fixé par les autorités kurdes : vider al Hol de ses populations syro-irakiennes d'ici la fin de l'année 2025. Deux inconnus demeurent : comment maintenir, d'ici là, une bonne gestion d'un camp qui dépend largement de l'aide humanitaire américaine et dont les financements ont été coupés récemment et que faire des **familles** de jihadistes étrangers ? Le gel d'une grosse partie de l'aide étrangère américaine pourrait aggraver les conditions de vie « déjà critiques » dans ces camps, avait alerté l'ONG Human Rights Watch (HRW), le 7 février.

The New York Times Feb. 14, 2025

## Tensions Build in Syria Between New Leaders and Kurdish-Led Militia

The interim government in Damascus has called for a powerful Kurdish-led militia backed by the United States to disarm and integrate into a national military force.

A showdown is gathering pace in Syria as the country's new leaders demand that a powerful Kurdish-led militia backed by the United States disarm and integrate into a unified national military force.

The tensions are centered around preparations to establish a caretaker government to replace the dictatorship that fell in early December. The new leaders want the Kurdish-led militia, the Syrian Democratic Forces, to commit to giving up its weapons as a condition to be included in a national dialogue. The dialogue is supposed to lead to the formation of an administration that will govern until elections can be organized.



Kurdish fighters at a training camp in Al-Hasakah, Syria, in December. Elke Scholiers/Getty Images

The dialogue over Syria's political future will be held during a conference, but no date has been set for it yet. Hassan al-Daghim, head of the government-appointed committee tasked with planning the dialogue, said on Thursday that armed groups would not be included "unless they lay down their arms and integrate" under the Ministry of Defense. "This is a fundamental issue," he added.

That stance has raised the prospect that the Kurdish-led administration linked to the Syrian Democratic Forces and effectively controls an autonomous region in northeastern Syria could be excluded from the national dialogue and any caretaker national government. The Syrian Democratic

Forces have consistently refused to lay down their arms since the dictator Bashar al-Assad was ousted. The militia, which is mostly made up of members of the Kurdish ethnic minority, was the main U.S. partner in the fight in Syria against the terrorist group Islamic State, which was largely defeated in 2019 after it had taken over parts of the country.

The lingering threat of the Islamic State in Syria has remained a key concern internationally, particularly among Western countries.

At a conference in Paris on Thursday to help coordinate global support for state-building in Syria, President Emmanuel Macron of France urged the interim authorities to

reach a détente with the Kurdish forces, whom he referred to as "precious allies" who must be integrated into the new political system.

In the years since helping to push back ISIS, the Kurdish-led militia has consolidated control over towns in northeastern Syria and has often clashed with Turkish-backed forces there amid the maelstrom of political and ethnic divisions in the country.

Turkey, a close ally of the rebel group that led the overthrow of Mr. al-Assad and formed the interim government, has for years sought to curb the power of the Syrian Democratic Forces, maintaining that the militia is linked to Kurdish separatist insurgents inside Turkey.

Since rebels seized control of the Syrian capital, Damascus, in December, fighting between Turkish-backed forces and the Kurdish-led Syrian Democratic Forces has continued to flare in the northeast.

The interim government's forces are overstretched, experts say, and have still not secured control over the entire country, including the Kurdish-administered region there.

Manbij, a city near Syria's border with Turkey, has been a focal point of the fighting between Turkish-backed and Kurdish-led forces. The Turkish-backed forces wrested control of the city from Kurdish-led militia in December.

Negotiating an end to the skirmishes has become among the most pressing challenges for Syria's new leaders.

The rebel coalition that toppled Mr. al-Assad's government appointed its chief, [Ahmad al-Shara](#), as temporary president and set up an interim government led by officials from a regional administration it had previously run [in the northern province of Idlib](#).

In doing so, the rebel coalition became Syria's de facto governing party. Still, Mr. al-Shara has pledged to create an inclusive political process, draw up a new constitution and establish a caretaker administration that will govern the country until elections, which he said might take years to set up.

On Thursday, Mr. al-Shara inaugurated the seven-member committee that will plan the national dialogue over a new

caretaker government. The committee has been tasked with choosing participants for the conference based on expertise and public influence, and reflecting Syria's diversity, though there will be no set quotas for the participation of any group.

Mr. al-Daghim, the committee's head, underlined that point at a news conference on Thursday.

"No one will be invited based on religion, institutional ties or party affiliation," he pledged.

Still, most members of the steering committee have strong links to Mr. al-Shara and his rebel coalition, stoking concerns about his promises of inclusivity in the political process.

In recent weeks, many other militias have agreed to dissolve their forces but, in negotiations with the interim government, the Kurdish-led

forces have pushed to be merged into the army as a single military bloc that can continue to patrol northeast Syria. They have also pushed for guarantees that Kurdish will be made the official language of Syria's northeast and that their leaders will continue to administer northeast Syria.

The tensions between the Kurdish forces and the leadership in Damascus come amid uncertainty over Washington's role in the region. [American support for the Kurdish militia has been crucial](#) to keeping threats from the Islamic State in Syria at bay.

But President Trump has not made any commitments to continue supporting the group since his inauguration last month.

Underlining the shifting situation, a freeze on U.S. international aid funding in January [threatened chaos](#) at a

Syrian camp housing thousands of ISIS fighters and family members. The freeze led to a group depending on the American support to provide services and security at the camp to briefly stop its work.

At the conference in Paris on Thursday, Mr. Macron urged Syria's interim government to reach an agreement with the Kurdish forces.

"Syria must very clearly continue to fight against all the terrorist organizations that are spreading chaos," Mr. Macron said, adding that cooperation with Kurdish-led forces would be critical to doing so.

Addressing Syria's new leaders, he said their responsibility toward the Kurdish fighters was "to integrate them and also to allow these forces to join in."

**Alissa J. Rubin contributed reporting.**



14 février 2025

## Reportage international Gel des financements américains : les réfugiés yézidis dans la tourmente au Kurdistan irakien

**A**u Kurdistan irakien, le gel du financement de l'aide au développement étatsunienne (USAID) décrétée par Donald Trump a entraîné l'interruption de la plupart des programmes humanitaires. Dans une région qui accueille toujours des centaines de milliers de déplacés, les ONG sont sidérées.

*De notre envoyé spécial au camp de Shari'a,*

Dans les couloirs du centre psychosocial du camp de Shari'a, les rires des enfants ont disparu. La suspension de l'aide humanitaire américaine a porté un coup fatal à ce sanctuaire pour les milliers de familles de la minorité Yézidie, victimes des persécutions de l'État islamique et qui vivent depuis 10 ans dans ce camp du Kurdistan irakien.

Huwayda, la directrice des

lieux, nous ouvre ses portes : « *La situation est très triste honnêtement... Regardez le centre, c'est vide. D'habitude, nous avons beaucoup de gens qui venaient visiter le centre, demander du soutien. Mais depuis la suspension des financements, nous n'avons plus grand monde qui travaille.* »

Les bureaux sont désertés : sur 81 salariés, l'ONG jésuite

qui gère le centre depuis 2014 a rompu du jour au lendemain la moitié des contrats. À l'étagé, Ikram travaille pour cinq et s'inquiète de l'avenir d'une communauté à laquelle ce programme offrait un soutien encore trop rare en [Irak](#) : « *Maintenant, sur ma liste d'attente, j'ai plus de 400 personnes qui ont besoin d'un suivi psychologique, de traitements psychiatriques, alerte-t-il. Si nous les laissons*

comme ça, ils penseront que nous les abandonnons et que nous n'avons rien fait pour eux. Peut-être que la confiance sera détruite. »

« Ils ont dit que tout pourrait s'arrêter d'un coup, c'était un choc »

Pour Zéré, déplacée depuis dix ans avec ses enfants, les visites au centre sont toujours un soulagement avant de regagner sa tente. Prise au dé-

pourvu, elle confesse son angoisse à l'annonce de la nouvelle : « Les psychologues nous ont préparés pour nous dire que nous ne pourrions peut-être pas continuer au-delà de 90 jours. Ils ont même dit que tout pourrait s'arrêter d'un coup. J'ai d'abord pleuré, je n'arrivais plus à manger, c'était un choc. Je crains pour mon futur... »

Dans l'intimité d'une salle de consultation, une maman accompagnée de sa petite fille

revient sur les traumatismes qui la hantent et qu'elle essaye d'apaiser avec les équipes du centre : « Je revis les massacres que Daech nous a fait subir. Les décapitations, les tortures, je vois encore tout ça, témoigne-t-elle. Ici même, j'ai essayé de me pendre dix fois. J'ai failli réussir. Mon cou devenait bleu. J'ai encore les marques. Honnêtement, c'est grâce à ce centre que je suis encore en vie aujourd'hui. »

L'ONG jésuite, financée aux

trois quarts par les États-Unis, a choisi d'interrompre la plupart de ses programmes de manière à maintenir tant bien que mal les soins pour les personnes les plus fragiles, comme cette femme : « C'est tellement difficile pour nous. J'espère qu'on ne nous coupera pas l'accès à nos médicaments, qu'on nous laissera les prendre. »

Mais faute de financements durables, le centre pourrait bien fermer définitivement.



Feb 14 2025

## PKK says Ocalan seeks 'democratization' of Kurdish issue

**E**RBIL, Kurdistan Region - A senior commander in the Kurdistan Workers' Party (PKK) on Thursday said that their jailed leader Abdullah Ocalan wants to shift the Kurdish issue "out of the realm of war and into the realm of democratization," but accused Turkey's ruling parties of trying to "sabotage" a nascent peace process. Ocalan "wants to take the step he took earlier to a greater goal. He wants to deepen this step, to take the Kurdish issue out of the realm of war and into the realm of democratization," Kurdistan Communities Union (KCK) Executive Council Co-Chair Cemil Bayik said during an interview with the PKK-affiliated Sterk TV after announcing that a "letter has emerged" following renewed contact with the jailed PKK leader. He did not detail the contents of the letter.

The PKK founder made a similar call for democratization of the Kurdish struggle during a failed peace process a dec-



Kurdistan Communities Union (KCK) Executive Council Co-Chair Cemil Bayik during an interview with the Sterk TV. Photo: ANF

ade ago. Turkish state-affiliated media have speculated that Ocalan may deliver a video message on Saturday, the 26th anniversary of his arrest, and could ask his group to lay down arms.

Bayik, however, said that end-

ing the armed fight is not the end of the struggle for Kurdish rights in Turkey.

"They say that if the PKK lays down its arms, everything will be over. That is, they do not accept the problem of the Kurdish community," he said. "They are deceiving society

and international institutions. They say we have fought against Apo, against the PKK, against the free Kurds and we have achieved results... If the weapons are laid down, everything will be over. In other words, they want to deceive everyone like this," he added. Ocalan is also known

as Apo, meaning uncle in Kurdish.

The pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) is currently mediating talks between Ankara and the PKK to end long-standing hostilities. Details of the process remain unclear, but DEM Party officials have said the goal is peace.

A DEM Party delegation has visited jailed PKK leader Ocalan twice in recent months. They have also held meetings with all political parties represented in the Turkish legislature.

In January, Turkey's far-right Nationalist Movement Party (MHP) leader Devlet Bahçeli, who is the mastermind of the latest peace talks, said that the PKK must be dissolved "without any conditions."

MHP is the government ally of the ruling Justice and Development Party (AKP), led by President Recep Tayyip Erdoğan.

Bayik accused AKP of trying to scupper the peace process.

"One could say that the AKP is doing a lot of sabotage to prevent this process from pro-

gressing," he said. "Now Bahçeli and even Erdoğan are calling for leader Apo... How will leader Apo work under absolute isolation? How will they make demands and expectations of leader Apo? How will leader Apo fulfill them?"

"Absolute isolation must be lifted and leader Apo must be free" to "fulfill his hopes," he added.

Founded in 1978, the PKK initially called for the establishment of an independent Kurdistan but now advocates for autonomy. Turkey classifies the group as a terrorist or-

ganization. Since the last peace effort collapsed a decade ago, at least 7,152 people have been killed, according to data compiled by the International Crisis Group.

Erdoğan warned last month that if the PKK refuses to disarm, Turkey has "the strength, means, and determination to eradicate the separatist organization."

While expectations for these peace talks are high, clashes between Turkey and the PKK persist, especially in the Kurdistan Region where the PKK has bases.

**Le Monde**

Hélène Sallon  
14 février 2025

## La réponse humanitaire en Syrie décimée par les coupes dans l'aide américaine

L'assistance fournie par Washington a représenté un quart des financements internationaux en 2024. Sa suspension a entraîné l'arrêt de nombreux programmes, dans des domaines critiques comme la santé et l'alimentation, dans le nord-est et le nord-ouest du pays.

**A**près quatorze ans de guerre en Syrie, la chute du président Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, a nourri l'espoir dans les cercles humanitaires d'un afflux d'aide internationale dans le pays en ruines, où 16,5 millions de personnes dépendent de ces livraisons pour leurs besoins quotidiens. Ils ont reçu, au contraire, un coup de massue avec l'annonce, le 20 janvier, par le président américain, Donald Trump, de la suspension des programmes d'aide au développement à l'étranger pendant quatre-vingt-dix jours.

« C'est catastrophique. Ça a décimé la réponse humanitaire », soupire une source intervenant dans le Nord-Est syrien. Dans cette région administrée par les forces kurdes, soutenues par la coalition internationale de lutte contre l'organisation Etat islamique (EI) emmenée par les Etats-Unis, la part de l'aide américaine dans la réponse humanitaire est massive.

Sur l'ensemble de la Syrie, l'assistance fournie par l'Agence américaine pour le développement international (Usaid) et les agences liées au département d'Etat américain a

représenté environ un quart des donations au plan de réponse humanitaire en 2024. « Cela affecte tout le cycle économique de façon négative. Tout l'argent qui entre à l'intérieur des frontières a un effet domino. Or, il n'y a déjà plus d'argent en circulation. Et ce n'est pas que de l'argent, c'est aussi de l'expertise et tout un écosystème », déplore Yakzan Shishakly, directeur de l'ONG Maram Foundation.

Dans le Nord-Est syrien, des programmes ont été arrêtés net dans les domaines critiques comme la santé, la distribution d'eau,

l'assistance alimentaire et le déminage. « Il y a 38 millions de mètres carrés pollués par les mines laissées par l'EI et la coalition. La majorité des ONG ont dû arrêter leurs programmes et licencier leurs employés, des gens qui ont été formés pendant des années. Seuls les bailleurs américains se positionnent sur ce secteur », dit une source humanitaire.

« On a peur que l'instabilité gagne les camps »

Or, les risques d'exposition aux mines augmentent avec les déplacements de population. Depuis le 8 dé-

cembre 2024, il y a 652 000 déplacés internes supplémentaires dans le pays, qui en comptait déjà 7 millions. En décembre 2024, au moins 116 enfants ont été tués ou blessés par des mines non explosées.

L'aide d'urgence assurant la survie des populations (« life-saving ») est, elle aussi, affectée, malgré les exemptions accordées par le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, le 28 janvier. Dans les dix camps du Nord-Est syrien, dont ceux d'Al-Hol et de Roj, qui accueillent des femmes et des enfants de djihadistes de l'EI, des services ont été arrêtés par manque de financement. Près de 200 000 personnes ne bénéficient plus d'aide alimentaire et 500 000 personnes n'ont pas d'eau.

La distribution de pain, un élément essentiel de l'alimentation, devait être suspendue vendredi. « On a peur que l'instabilité gagne les camps. Il y a une crainte pour la stabilité dans la région », dit une source humanitaire. « On se sent démunis. On doit faire de la cohésion sociale, mais on crée de la haine. Cela affaiblit le rôle des autorités locales. »

Dans le Nord-Ouest syrien, l'hôpital de Bab Al-Hawa, géré par l'ONG américaine Sams, a dû suspendre ses activités, hors services d'urgences. Dans les camps de déplacés où des centaines de milliers de Syriens vivent sous perfusion de l'aide humanitaire, l'eau

n'est plus distribuée que deux jours par semaine, exposant les déplacés à des risques de maladie liés à la santé publique.

### « Personne ne répond au téléphone »

« Sur les 391 établissements de santé recensés dans la région d'Idlib et Alep-Nord, 167 sont menacés de fermeture imminente faute de financement à compter de fin mars, soit 45 % des centres », souligne Mego Terzian, médecin humanitaire et directeur général de l'ONG Mehad, qui gère une quarantaine de centres de santé en Syrie. Près de la moitié des 60 centres d'urgence obstétricale et néonatale risquent de fermer d'ici trois mois, mettant en péril la vie des mères enceintes et des nouveau-nés ».

Du jour au lendemain, ce sont plusieurs milliers d'employés locaux des ONG syriennes et internationales qui ont été licenciés, ainsi que des expatriés. L'une des ONG opérant dans le Nord-Est syrien a licencié 700 personnes. « Ce sont des gens qui ont été formés pendant des années, qui ont acquis de l'expérience », regrette une source humanitaire.

Le forum qui coordonnait le travail d'une centaine d'ONG actives dans le Nord-Est syrien, à la place des Nations unies qui n'étaient pas autorisées à y intervenir par le régime Al-Assad, a dû licencier 30 de ses 36 coordinateurs, dont le salaire était payé en partie ou totalement par

le Bureau de l'aide humanitaire américaine.

« Ce sont tous les aspects de la coordination qui sont touchés, le forum est en train de s'effondrer », déplore une source humanitaire. L'agence des Nations unies pour les affaires humanitaires qui devait prendre le relais au terme d'une transition de six mois n'a pas achevé son redéploiement dans le Nord-Est syrien.

Les exemptions accordées sur l'aide d'urgence dite de « life-saving » sont très vagues. « Si, par exemple, l'aide alimentaire est exemptée, ce n'est pas le cas de l'assistance financière, qui est la méthode privilégiée par de nombreuses ONG pour aider les familles à se procurer des produits alimentaires. Nous n'arrivons pas à obtenir de réponse, personne ne répond au téléphone », dit une source humanitaire.

### « Responsabilité sociale »

La plupart des financements des agences américaines ont, de toute manière, été coupés. « Les exemptions sont très vagues, alors que les ordres donnés par les agences américaines de cesser les activités sont très clairs », poursuit cette source. Les financements dus pour les activités réalisées au quatrième trimestre de l'année 2024 n'ont pas été versés. Les ONG, qui sont dans l'attente de remboursements, font face à des problèmes de liquidités.

L'impact des coupes amé-

ricaines se fait aussi sentir au-delà des ONG qui en dépendent. « Cela représente environ la moitié de l'aide humanitaire dans le monde, donc, forcément, toutes les ONG qui en dépendaient se tournent désormais vers les mêmes financeurs que nous, publics ou privés », explique Michèle Colombet, porte-parole de l'ONG Mehad.

Or, les autres bailleurs internationaux pourront difficilement prendre le relais. « Personne ne va être en mesure d'égaliser les volumes de financements américains, d'autant que l'aide américaine fonctionne comme une sorte d'assurance. Si les Américains ne donnent pas d'argent, personne ne le fera à leur place », estime Yakzan Shishakly de l'ONG Fondation Maram, qui appelle les Etats-Unis à s'acquitter de leur « responsabilité sociale » envers le monde.

« Au vu du passé des nouveaux dirigeants syriens, la plupart des financeurs internationaux sont pour l'heure dans l'expectative et refusent de s'engager pour aider la Syrie », confirme M<sup>me</sup> Colombet. La prochaine réunion de levée de fonds pour la Syrie doit se tenir à Bruxelles, courant mars. La conférence qui s'est tenue à Paris, jeudi 13 février, avait pour objectif, elle, d'adapter les modalités d'intervention des bailleurs à la nouvelle donne politique dans le pays.

## A Strasbourg, des milliers de manifestants réclament la libération par la Turquie du leader kurde Abdullah Öcalan

Des milliers de personnes se sont rassemblées, samedi, dans la capitale alsacienne à l'occasion du 26<sup>e</sup> anniversaire de l'arrestation du fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan par les autorités turques

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à Strasbourg, samedi, jour du 26<sup>e</sup> anniversaire de l'arrestation du fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, dont ils ont réclamé la libération. « *Libérez Öcalan* », scandaient les manifestants, brandissant des drapeaux à l'effigie de M. Öcalan, du Kurdistan et du PKK. A l'avant du cortège, une grande banderole réclamant « *une solution pour la question kurde* » a été déployée.

Le départ de la grande marche, initialement prévue à 10 heures, a été donné aux alentours de midi samedi, dans les rues du centre-ville de la cité alsacienne. Elle s'est terminée dans le calme, avec un rassemblement place de l'Etoile. Un important dispositif policier était aussi déployé. Ses organisateurs attendaient 20 000 personnes.

« *Aujourd'hui, on est là pour défendre notre cause, notre peuple, mais aussi nos droits et notre chef de parti* », explique Adar Dogala, une étudiante de 18 ans habitant Hennin-Beaumont (Pas-de-Calais). « *Öcalan, ça fait des années et des années qu'il est emprisonné, et nous, on demande juste une liberté pour lui, une liberté pour notre peuple.* » « *En la personne d'Öcalan, c'est la volonté du*



Manifestation réclamant la libération du leader du Parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah Öcalan, lors d'une manifestation marquant le 26<sup>e</sup> anniversaire de son arrestation, à Strasbourg, le 15 février 2025. FREDERICK FLORIN / AFP

*peuple kurde qui a été kidnappée* », ajoute Berivan Firat, porte-parole des relations extérieures du Conseil démocratique kurde de France (CDK-F). « *Nous espérons qu'il y aura un appel, que les Kurdes et les peuples du Moyen-Orient attendent, et qu'une solution démocratique sera trouvée.* »

« **Jour noir** » pour les Kurdes

Pour Hélène Dersim, l'une des coordinatrices de la manifestation, « *tous les droits fondamentaux d'Abdullah*

*Öcalan sont piétinés alors qu'il est un philosophe majeur en faveur de l'écologie, de l'égalité hommes-femmes et de la paix* ». « *Il propose une alternative à la misère sociale et au capitalisme* », affirme-t-elle. « *Ses idées peuvent donner de l'espoir à beaucoup de peuples opprimés, y compris celui de la Turquie.* » Le 15 février est habituellement un « *jour noir* » selon la manifestante, mais pourrait devenir « *joyeux* » si le leader venait à « *envoyer un message à son peuple* ».

Le chef historique du Parti

des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, en détention depuis le 15 février 1999, doit lancer « *un appel historique* » en faveur d'une solution démocratique à la « *question kurde* », selon ses soutiens. La mobilisation strasbourgeoise vient clôturer « *la longue marche des Kurdes* », entamée à Lanester, en Bretagne, il y a vingt-six jours.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et par l'Union européenne.

**The New York Times** Feb. 15, 2025

## British Couple on World Motorcycle Tour Is Detained in Iran

The couple last posted online from Iran in early January. Britain's foreign office confirmed their detention after Iranian reports about British nationals accused of "security crimes."

**A** British couple who had been on a motorcycle tour around the world were detained in Iran, Britain's foreign office said on Saturday.

The couple, Craig and Lindsay Foreman, were last heard from on social media in early January. But this week, Iranian state media reported that two British nationals had been detained on suspicion of "security crimes."

Britain's foreign office confirmed their detention after the Iranian reports, and on Saturday issued a statement on behalf of the couple's family.

"This unexpected turn of events has caused significant concern for our entire family, and we are deeply focused on ensuring their safety and well-being during this trying time," the family said.

Mr. and Ms. Foreman, both in their mid-50s, were on a motorcycle tour to Australia, where Ms. Foreman was set to deliver a paper at a conference on psychology. They reside in Spain, where Ms. Foreman worked as a psychologist and life coach and Mr. Foreman as a carpenter.

The couple's detention first came to light when Iranian state media published a photograph of Britain's ambassador to Iran, Hugo Shorter, meeting with two British citizens accused of "security crimes."

Iranian state media blurred the couple's faces in the image, taken at the office of



Craig and Lindsay Foreman, who have been detained in Iran, in a photograph released by their family via Agence France-Presse — Getty Images

the prosecutor in Kerman, a city more than 600 miles east of the capital, Tehran.

In its statement, the family said it was "actively engaging with the British government and relevant authorities, working diligently to navigate the complexities of this matter."

It is unclear how long the couple has been held in Iran. Before their detention, the Foremans shared their travels on social media. They last posted on Jan. 3, saying they were in Iran.

"To put your minds at rest, we are having the most amazing time in Iran," the couple said in a Facebook post, ad-

ding that they were traveling with a tour guide. On Instagram, Ms. Foreman posted a picture of herself meeting a theologian at a madrasa in Isfahan, where she wrote that "travel continues to teach me that humanity's core is shared."

The couple had crossed into Iran from Armenia, and were planning to head to Pakistan next, they had said.

"The UK government advises against all but essential travel to these areas, and the news paints a pretty grim picture," they posted on Facebook on Dec. 30. "We want to find out for ourselves. That is why we are here."

The post included two images side-by-side: one of the Foreign Office's orange and yellow map of Iran, advising British citizens not to travel to Iran, and another of a photo of the green lawns of a mosque, an image whose location was pinned to Norduz, near Iran's border with Armenia.

The foreign office advises against all travel to Iran, issuing a warning that "British and British-Iranian dual nationals are at significant risk of arrest, questioning or detention."

Iran has repeatedly jailed foreigners and dual nationals over the last decade, including

an Iranian-American citizen and an Italian journalist detained last year and a Swedish E.U. official arrested in 2023.

Several British-Iranian dual-citizens have been among

those arrested, among them Nazanin Zaghari-Ratcliffe, who was held for six years; Aras Amiri, a 32-year-old art student; and Abbas Edalat, an academic and antiwar activist. Ms. Amiri, arrested while

visiting her grandmother and accused of espionage, was released after three years in prison, and Mr. Edalat was released after several months.

Human rights groups have

said many of these detentions are part of a deliberate policy to extract concessions from other countries, including prisoner swaps.

The New York Times Feb. 16, 2025

## How a Network of Amateur Sleuths Helps Rescue Women Kidnapped by ISIS

No international body is searching for hundreds of Yazidi women and girls still held captive by the Islamist terrorists. Instead, their fates depend on a ragtag army of activists, relatives and armchair detectives.

The investigator's eyes dart between the two photographs. In one, a young girl, maybe 10, is wearing a colorful shirt, her hair loose. In the other, a woman, her face weathered to an indeterminate age and framed by a black hijab, stares into the camera.

The first picture is among hundreds of images of young girls sent in by families desperate to find loved ones who were kidnapped years ago, when militants from the Islamic State first roared to power in Iraq and Syria. The pictures of older women come in from a variety of sources.

The woman examining the photographs has become skilled at finding the telling detail that might help confirm an identity — and lead to someone's freedom. But she is not a professional investigator. Her name is Pari Ibrahim, and by day she is the executive director of a nonprofit in suburban Maryland.

At night, by the glow of a laptop screen, she scours the photos, hoping to locate women taken captive as long as a decade ago.

"Sometimes, late at night, I'm working to see if this girl is



A Yazidi girl who was raped at age 12 by an ISIS member, photographed at a refugee camp in northern Iraq in 2015. Mauricio Lima for The New York Times

someone who can be identified," said Ms. Ibrahim as she compared the two photographs, searching the faces for any hint — the bow of the lips, perhaps, or a telltale mole — that she might be looking at the same person.

"Ten years brings a lot of change into someone's face and appearance," she said. "It's not easy."

The missing people are all members of a religious minor-

ity, the Yazidi, who were a particular focus of the brutal campaign of terror that ISIS, also known as the Islamic State, launched in 2014. In the years that followed, according to a United Nations commission, the militants murdered, enslaved, raped and tortured at will. Some 3,100 Yazidis were killed and 6,800 kidnapped in August 2014 alone, one study estimates.

Now, more than half a dec-

ade since the Islamic State's self-proclaimed caliphate in Syria and Iraq fell, nearly 2,600 Yazidis remain unaccounted for, according to Ms. Ibrahim's nonprofit, the Free Yazidi Foundation; in 2022, the United Nations Refugee Agency put the number around 3,000. The foundation, which uses an alternative spelling for the ethnoreligious group, provides support services to members of the Yazidi diaspora.

Many are presumed dead, but Ms. Ibrahim is hopeful that as many as 1,000 are still in captivity, held by their kidnapers or transferred to fighters' extended families throughout the Middle East.

Although the United Nations has called treatment of the Yazidis genocide, the U.N. agency mandated to collect evidence of ISIS atrocities [ceased operating](#) last year. There is no official entity dedicated to finding the women — and their children.

That task has been taken up by a sprawling network of activists, survivors, family members, informants and amateur detectives like Ms. Ibrahim, a Yazidi whose family left Iraq in the early 1990s. The New York Times interviewed people based in Maryland, Germany, Australia, Iraq and Syria.

They described a modern-day Underground Railroad, on which journeys often begin with snippets of information and photographs shared via messaging apps. Sometimes that information is conveyed to families of the missing, some of whom hire informants and human smugglers to reunite them with their loved ones. Other times it is shared with the local authorities.

One member of the unofficial network, Abdullah Abbas Khalaf, helped free his niece from the Islamic State in 2014 using connections he made working as a beekeeper and honey vendor in Aleppo, Syria. Mr. Khalaf, who is Yazidi and is based in Iraq, says he went on to help free other captives through a variety of methods, including impersonating militants online.

"We used to log into ISIS telegram channels, and we used to pretend that we were ISIS members," he said. To appear more convincing, he said, he would sometimes inquire about weapons and equipment.

"They would welcome us," Mr. Khalaf said, "and after a period of time, they would post pictures of girls or boys for selling." As he pretended to be negotiating the price, he said, he would really be trying to coax out the whereabouts of the captives.

Mr. Khalaf shared screenshots from what appeared to be ISIS messaging channels on which women and children were being trafficked. The images showed forum users haggling over sex slaves. The Times was not able to independently verify the source of the images because many of the channels have since been made private or deleted.

At the height of the Islamic State's reign in the portions of Syria and Iraq that it conquered, the enslavement and sale of women were conducted openly. Later, that became more discreet, experts said. Women and girls have been bought and sold online, and then transferred across national borders quietly, making the work of those who would rescue them all the more difficult.

"While the public Yazidi slave markets of the Islamic State caliphate period no longer exist," said Devorah Margolin, a senior fellow at the Washington Institute for Near East Policy, "some women remain enslaved by Islamic State affiliates and continued to be sold by supporters of the group even after the fall of its caliphate."

According to investigators, experts and news reports, captives have been found in homes connected to ISIS members as far away as Turkey and the [Gaza Strip](#). Other Yazidis have ended up alongside their captors in overcrowded and dangerous desert camps.

About 3,600 Yazidis have managed to get back to their

families, according to Nadia's Initiative, another nonprofit group that works with the Yazidi.

One of them, Sherine Hakrash, said she had been held captive in Syria with her two daughters until she was sold to a Saudi man. Speaking haltingly and at times in tears by telephone from her new home in Australia, Ms. Hakrash said it was too painful to talk about what the girls looked like when she last saw them, in 2018.

"I don't know anything about them," she said. "If they are alive. If they need me. How their situation is."

The upheavals in the Middle East over the past year and a half have further complicated efforts to locate and rescue missing people. In Iraq, for example, the government recently directed a team of international experts investigating ISIS crimes to [wind down their work](#).

In Syria, the ouster of President Bashar al-Assad has led both to hope and fear among Yazidis. They want to take the opportunity to search for the missing but worry that instability may pave the way for an ISIS resurgence.

### The Detention Camp

As their caliphate fell in 2019, ISIS fighters fled across the region, some taking their captives with them. In many cases women were forced to marry their kidnapers, integrating them into expansive clans that could then traffic them around the world.

In December in Germany, [federal prosecutors](#) accused two people they said were Iraqi members of ISIS of sexually abusing two young Yazidi girls they kept as slaves. The girls had been held captive by the couple when they were 5 and 12. In Gaza, a woman kidnapped by ISIS at

age 11 and, [American officials say](#), later sold and forced to marry a Hamas fighter, was rescued in October after her captor died.

Captivity for some Yazidis grew still worse after their captors were themselves detained.

Some ended up in Al Hol, a sprawling nightmare of a detention camp in the desert of eastern Syria. Captive Yazidi women there are forced to live alongside ISIS members and their families. The camp, in which thousands of people are held, is dangerous — murders are common and there have been reports of [beheadings](#).

For the network of rescuers, Al Hol presents a special challenge. Captives there are reluctant to identify themselves as Yazidis for fear that the ISIS members in their midst, some of whom have organized themselves into a religious police force, will target them. Others may have been taken captive when they were too young to know their heritage.

"The way they were enslaved outside Al Hol camp, they are enslaved inside — the torture, everything," said the camp's director, Jihan Hanan, who has worked with Yazidi investigators to help extricate captives in the camp.

One member of the informal rescue network, Barjas Khidhir Sabri, is a Yazidi from Sinjar Province in Iraq who currently lives in an Iraqi camp for internally displaced people. It is about 100 miles from Al Hol.

From his tent, using little more than his wits and a smartphone, Mr. Sabri has developed his own web of informants, who include men he says are ISIS members living at Al Hol.

"I don't trust them and they don't trust me," Mr. Sabri said

of the ISIS members. “I have to work with them. I have no regrets because any possible way we can save women and girls, it is worthwhile.”

Ms. Ibrahim said the Free Yazidi Foundation did not deal with ISIS members under any circumstances. But for many families, desperation overshadows the disgust of dealing with — and even paying — those who belong to the terrorist group, Mr. Sabri said.

When a woman in the camp is identified as a possible Yazidi captive, Ms. Hanan works with security guards to ar-

range a discreet interview.

Ms. Hanan said she had seen seven Yazidi girls and women liberated from Al Hol in at least the past two years.

But it is not always simple.

Some Yazidi women who have given birth to their captors’ babies fear their children may not be accepted by the Yazidi community. Some who have been raped fear returning home only to be shunned. Still others who were captured as young children know nothing but their captors’ families and may not even realize

that they are Yazidi.

“We have to make sure the woman is able to make a choice in a safe space,” said Ms. Ibrahim, the nonprofit director.

Marwa Nawaf Abas, embraced the opportunity for freedom.

“I was held captive as a sex slave for three months of torture and sold on to several ISIS terrorists,” Ms. Abas, who was 21 when she was rescued, said in an interview.

After escaping from her cap-

tors in Raqqa, Syria, in 2014, Ms. Abas was offered temporary protection by a local family. She contacted her uncle, and her family paid smugglers to take her from the ISIS-controlled area to a Kurdish-controlled one.

Ms. Abas moved to Germany, and works at a hair transplant center.

“I am very happy now in Germany,” she said.

**Falih Hassan contributed reporting from Baghdad.**



**Lucas Lazo**  
17 février 2025

## Le Kurdistan irakien engage des discussions avec le PKK pour apaiser le conflit turco-kurde

Le conflit qui oppose la Turquie à la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) depuis la fin des années 1970 pourrait entrer dans une phase d’apaisement, après la reprise récente des hostilités. Une rencontre importante a démarré dimanche 16 février entre le leader du Kurdistan irakien et les émissaires d’Abdullah Öcalan, le fondateur du PKK. Leur visite devrait se prolonger jusqu’à mardi 18 février.

Un cycle de discussions prometteuses serait sur le point de se conclure prochainement par une déclaration du leader kurde Abdullah Öcalan depuis sa prison de l’île d’Imrali. Le leader historique du Kurdistan irakien Massoud Barzani a accueilli ce dimanche les émissaires du PKK, dimanche 16 février à Erbil. Cette délégation joue les intermédiaires entre Abdullah Öcalan, incarcéré en Turquie depuis 1999, et Ankara. Cela afin de trouver une solution au

conflit qui oppose la guérilla pro-Kurde et l’État turc.

Une déclaration historique d’Abdullah Öcalan est attendue ces prochains jours. Il devrait **inviter le PKK à se désarmer**. Cette perspective incertaine suscite des espoirs parmi les Kurdes d’Irak. La guérilla fondée en Turquie s’est réfugiée dans les montagnes du Kurdistan irakien à partir de 1982. Le conflit s’y est déporté, entraînant avec lui

son cortège de déplacements forcés et de victimes civiles : 650 depuis 2015, date à laquelle les précédentes négociations avaient échoué.

Le message d’Abdullah Öcalan a été bien reçu à Erbil, qui prépare une réponse en vue de finaliser les détails d’un cycle qui pourrait mettre un terme à une guerre qui dure depuis plus de 40 ans.



Didar Abdalrahman  
Feb 17, 2025

## Treatment of Kirkuk farmers rejected, unacceptable: Kurdistan Region Presidency

**E**RBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region's Presidency on Monday criticized the Iraqi forces' crackdown on Kurdish farmers in Sargaran sub-district, northwest of Kirkuk, as "completely rejected and unacceptable."

Tensions in Sargaran escalated on Monday when Iraqi security forces barred Kurdish farmers from accessing their confiscated lands.

Raw footage filmed by Rudaw showed Iraqi army and anti-riot forces clashing with civilians from Shanagha village in Sargaran, as they attempted to enter their farmland. In one instance, an Iraqi security officer is seen as trying to forcibly remove a local from his tractor.

"The Kurdistan Region's Presidency is closely following the issue and urges relevant parties to take necessary measures against the perpetrators to prevent this from happening again," said the Presidency's spokesperson, Dilshad Shahab.

Shahab cautioned that "these behaviors harm coexistence and societal peace" and called on all sides to "reject and condemn such behavior." The Kurdistan Region's Presidency further demanded that perpetrators face legal punishment.

Earlier in the day, the Kurdistan Regional Government



Iraqi army personnel pull a Kurdish farmer off his tractor by his scarf in Sargaran, Kirkuk, as a crowd gathers in Shanagha village on February 17, 2025. Photo: submitted

(KRG) swiftly reacted to the incident, describing the Iraqi army's use of force as "unconstitutional" and "contradicting the principles of the new Iraq." The KRG called for an immediate halt to the military intervention, urging the prevention of further escalation.

The Monday clashes come despite recent advancements in Iraq's legislature, including the passage of the Property Restitution Law last month.

The law aims to return lands confiscated, in Kirkuk and other disputed areas, during the Baathist era to their original Kurdish and Turkmen owners. These lands were

previously given to Arab settlers, a practice believed to have been a push by the Baathist regime to alter the disputed regions' demographic makeup.

Shakhawan Abdullah, the Iraqi legislature's second deputy parliament speaker, asserted on Monday that the land restitution law was indeed ratified by the Iraqi presidency and will soon be implemented, with all obstacles to its enforcement now addressed.

The Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of two ruling parties in the Kurdistan Region, urged Baghdad "to prevent the army from interfering

in land restitution matters." The PUK further urged the Iraqi army forces "to abide by their national and constitutional responsibilities" and refrain from interfering in internal affairs and using force against civilians.

This incident is not the first of its kind. In November, Iraqi armed forces also blocked farmers from preparing their fields for the winter season. The head of the Farmers Defense Committee, Mohammed Amin, then told Rudaw that Arab farmers were additionally preventing the Kurdish farmers from farming their lands.

LE FIGARO

avec AFP  
18 février 2025

## Iran : un couple de Britanniques accusé d'espionnage arrêté

**C**raig et Lindsay Foreman «sont entrés en Iran en se faisant passer pour des touristes», a affirmé le porte-parole de la Justice iranienne, Asghar Jahangir.

Un couple de Britanniques, arrêtés en janvier lors d'un séjour en Iran et dont la situation n'a été rendue publique que la semaine dernière, est accusé d'espionnage, a déclaré ce mardi le pouvoir judiciaire iranien.

Craig et Lindsay Foreman «sont entrés en Iran en se faisant passer pour des touristes», a affirmé le porte-

parole de la Justice iranienne, Asghar Jahangir, les accusant de «coopération» avec des «services de renseignement de pays hostiles et occidentaux». Leur lien avec des services de renseignement «a été confirmé» mais des enquêtes supplémentaires sont en cours, a pour sa part indiqué Mizan, l'organe de presse du pouvoir judiciaire.

Craig et Lindsay Foreman sont arrivés en Iran le 30 décembre 2024 depuis l'Arménie, selon le compte Instagram de Lindsay Foreman. Ils devaient prendre la route du Pakistan le 4 janvier 2025.

### Des «otages d'État»

Les deux quinquagénaires ont été arrêtés dans le sud-est de l'Iran, dans la province de Kerman, située à environ 800 kilomètres à vol d'oiseau de Téhéran. Plusieurs autres ressortissants occidentaux ou binationaux sont détenus dans le pays, à l'image de Cécile Kohler et Jacques Paris, un couple français emprisonné depuis 2022 et également accusé d'espionnage.

Leurs proches «réfutant fermement» ces allégations, tandis que la France qualifie ces prisonniers d'«otages d'État». Un troisième Français, Olivier Grondeau, est également dé-

tenu en Iran depuis 2022. Leurs soutiens clament leur innocence, tandis que des associations les considèrent comme une monnaie d'échange pour Téhéran afin d'obtenir la libération d'Iraniens détenus à l'étranger.

En décembre, la journaliste italienne Cecilia Sala avait été arrêtée en Iran à la fin d'un séjour professionnel. Elle a été libérée trois semaines plus tard et pu regagner l'Italie. Son arrestation était intervenue quelques jours après celles aux États-Unis et en Italie de deux Iraniens soupçonnés de transfert de technologies sensibles.

Le Monde

avec AFP  
18 février 2025

## Turquie : près de 300 arrestations pour « terrorisme » dans le pays

**P**près de 300 « membres présumés d'organisations terroristes » ont été arrêtés au cours des cinq derniers jours dans une opération ciblant le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à travers la Turquie, a annoncé le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya, mardi 18 février.

« Lors des opérations qui se poursuivent depuis cinq jours contre le PKK dans

51 provinces, 282 membres présumés d'organisations terroristes ont été capturés », a indiqué le ministre sur le réseau social X, alors que se poursuit le dialogue entrepris par le gouvernement avec le PKK, en vue d'une trêve après des décennies de guérilla.

« Il est clair que la possibilité d'une solution et d'une paix commence à faire perdre le sommeil à cer-

taines personnes », estime le Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM), troisième force au Parlement et principal parti prokurde, impliqué dans le dialogue entre Abdullah Öcalan – le fondateur du PKK, emprisonné depuis vingt-six ans – et les autorités turques. « Chaque jour, des opérations sont menées contre ceux qui veulent une solution et la paix », accuse-t-il.

Soixante de ces arrestations ont été ordonnées pour la seule matinée de mardi, visant entre autres des membres du DEM, dont 52 ont été effectuées, a précisé le procureur d'Istanbul dans un communiqué. De son côté, le ministre de l'intérieur se dit « déterminé à éradiquer toutes les formes de terrorisme ».



Feb 18, 2025

## Lawyers in Iran petition against death sentences of two Kurdish, one Turk ‘political prisoners’

**E**RBIL, Kurdistan Region - A group of 229 lawyers from Iran are petitioning against the impending death sentences of three “political prisoners,” two of whom are Kurdish and one Turk, urging they get a fair retrial, read a statement by the lawyers received by the Rudaw on Monday.

The three prisoners facing death sentences are Pakhshan Azizi and Wrisha (Varisheh) Moradi, both Kurdish, and Sharifeh Mohammadi, a Turk.

The petition, expected to be sent to Iran’s Chief Justice Gholam-Hossein Mohseni-Ejei on Tuesday, demands an “immediate halt” to the implementation of Azizi’s execution, insisting that her case be granted “a fair, impartial and transparent review.”

The lawyers further emphasized the importance of “ensuring the legal rights” of Mohammadi and Moradi “in their appeal against the death sentences” issued against them. They argue that the sentences are not “verdicts of justice” but rather “rushed decisions stemming from a process mired in ambiguities.”

Azizi, a Kurdish aid worker, is accused by the Iranian authorities of having alleged ties to Iranian Kurdish opposition groups, which are designated as terrorist organizations by Iran. Her lawyer denies the accusation, stressing Pakhshan worked in refugee camps in regions



From left to right: Pakhshan Azizi, Varisheh Moradi and Sharifeh Mohammadi. Graphic: Rudaw

targeted by the Islamic State (ISIS). Meanwhile, Moradi was sentenced to death in November by a Tehran court on charges of “armed insurrection” and for allegedly being a member of the Free Life Party of Kurdistan (PJAK) group, also blacklisted by Iran.

Mohammadi, a labor activist from Rasht, was sentenced to death in July 2024 on charges of armed rebellion, ‘Baghi.’ She was additionally accused of being a member in an organization seen by the Rasht Revolutionary Court as close to the Komala Party, which Iran also considers a terrorist group.

The lawyers argued that proceeding with the executions “would harm the entire nation” and could have “irreversible

consequences,” including the “reinforcement of discrimination against the Kurdish community.” Describing Azizi, Mohammadi and Moradi as “political prisoners,” the lawyers called for the prisoners to be tried “in accordance with legal standards and human rights values.” They also warned against any haste implementation of the death sentences stressing that it would be “in violation of the defendant’s right to defense and appeal.”

Of particular concern, Azizi’s lawyer in early February reported that Iran’s Supreme Court rejected her request for a retrial, putting her at imminent risk of execution. Amnesty International condemned the decision, calling it a violation of Azizi’s

right to a fair trial. Iran’s use of the death penalty has drawn widespread international criticism. The country executed 909 prisoners in 2024, marking a nine percent increase over the previous year. According to a February statement by Hengaw Human Rights Organization, Kurds accounted for 20 percent of those executed.

Iran ranks second globally for known executions, and human rights organizations have repeatedly highlighted the use of the death penalty as a tool to suppress minority groups, including Kurds and Baluchis, who were active in the 2022 Jin Jiyan Azadi (Women, Life, Freedom, Protests).

*Nasr Piroti contributed to this article.*



Feb 19, 2025

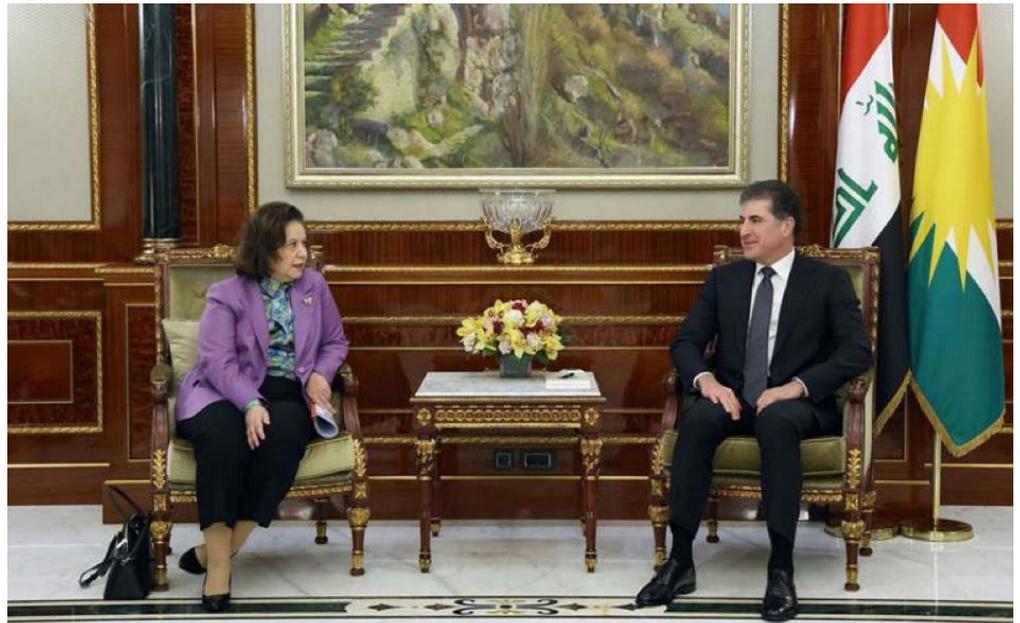
## Turkey affirms ‘full support’ for resuming Kurdish oil exports: Kurdistan Region Presidency

**E**RBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Tuesday received the Turkish Deputy Foreign Minister, Berris Ekinci, in Erbil where they discussed cooperation on oil exports, water management, and enhancing ties between the Region and Iraq. Ekinci asserted Ankara’s full support for Kurdistan’s oil exports.

“During the meeting, Turkey’s relations with Iraq and the Kurdistan Region were discussed, particularly their joint cooperation in the energy and water management sectors,” read a statement from the Kurdistan Region Presidency. The two top officials further “exchanged views on efforts and steps to resume the export of Kurdistan Region’s oil.”

The Kurdistan Region’s oil exports through the Iraq-Turkey pipeline were suspended in March 2023 following a ruling by a Paris-based arbitration court, which sided with Baghdad, stating that Ankara violated a 1973 pipeline agreement by permitting Erbil to export oil independently starting in 2014.

Prior to the suspension, Erbil was exporting approximately 400,000 barrels of oil per day via the Iraq-Turkey pipeline, in addition to around 75,000



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani receives the Turkish Deputy Foreign Minister, Berris Ekinci, in Erbil on February 18, 2025. Photo: Kurdistan Region Presidency

barrels of oil from Kirkuk.

In early February, the Iraqi legislature passed an amendment to the federal budget law, increasing compensation to international oil companies (IOCs) operating in the Kurdistan Region. The amendment is seen as crucial for the resumption of Kurdish oil exports.

The Kurdistan Region’s acting minister of natural resources, Kamal Mohammed, confirmed on Monday that oil exports from the Kurdistan Region will resume next month. However, he empha-

sized that Turkey’s consent is required for the oil to be transferred through its territory.

The Kurdistan Region Presidency’s statement on Tuesday quoted the Turkish diplomat as “welcoming the agreement between Erbil and Baghdad regarding the process of resuming the Kurdistan Region’s oil exports,” and “reaffirming Turkey’s full support for the process.”

Of note, Ekinci’s delegation to the Kurdistan Region consisted of the Turkish Ambassador and several energy sector

officials. Her visit to Erbil comes two days after she visited Baghdad to discuss improving cooperation on Iraq’s water infrastructure.

The suspension of Kurdish oil exports has caused significant economic challenges for the Kurdistan Region, including delays in paying civil servant salaries. The unpaid salaries crisis has triggered ongoing protests from public employees. Kurds are hopeful that the resumption of oil exports will help alleviate the Region’s economic difficulties.

## La Turquie renoue avec les purges en multipliant les arrestations d'opposants

Ankara a annoncé l'arrestation de près de 300 personnes, accusées d'être « membres présumés d'organisations terroristes », visant notamment le Parti des travailleurs du Kurdistan, alors que des négociations sont en cours avec le mouvement kurde.

La police turque a procédé, entre vendredi 14 et mardi 18 février, à une vague d'arrestations d'élus et de personnalités proches de l'opposition d'une ampleur inédite depuis celle qui avait précédé l'élection présidentielle de 2013, remportée au deuxième tour par le président Recep Tayyip Erdogan. Ces opérations relancent les inquiétudes sur une dérive autoritaire du régime dans un contexte social et économique de plus en plus dégradé. Près de 300 personnes, toutes accusées d'être « membres présumés d'organisations terroristes », ont été appréhendées, a annoncé le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya, visant notamment le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le principal ennemi de l'Etat depuis quarante ans, dans son communiqué.

Encore mardi soir, la présidente du parti prokurde DEM (Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie) de la province d'Igdir, dans l'est du pays, Alya Akkus, a été embarquée par les forces de l'ordre et acheminée par avion à Istanbul dans le cadre d'une enquête menée par le parquet général de la mégapole. Selon un bilan provisoire du ministère de l'intérieur, les « suspects » ont été arrêtés dans 51 des 81 provinces du pays, dont celles d'Istanbul, Ankara et dans des régions à majorité kurde de l'est du pays. Les médias ont rapporté que figuraient parmi les personnes arrêtées des membres de petits partis de gauche, un artiste



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan (à droite), accompagné du ministre de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, à Istanbul, 20 septembre 2024. MURAD SEZER / REUTERS

et au moins trois journalistes. Ces nouvelles arrestations s'ajoutent aux nombreuses autres qui ont eu lieu ces derniers mois. La suspension et la condamnation à trois ans de prison, le 11 février, d'Abdullah Zeydan, maire de Van et membre du DEM, accusé lui aussi de « terrorisme », a entraîné l'arrestation en une journée de 127 de ses partisans. L'édile est le onzième maire à être ainsi destitué depuis les élections municipales de mars, marquées par une débâcle du parti du chef de l'Etat. Neuf sont issus du DEM, deux du Parti républicain du peuple, le CHP, principale formation de l'opposition.

### « Climat de peur »

Le 14 février, le parquet d'Istanbul a ouvert une enquête

contre Ömer Aras, haut dirigeant bancaire et responsable de la Tüsiad, le patronat turc. Accusé d'avoir tenté d'influer sur des procédures judiciaires et de propager de la désinformation, il avait critiqué la destitution des élus d'opposition et dénoncé les poursuites visant le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, figure de l'opposition et potentiel candidat à la présidence. Visé par plusieurs enquêtes, dont deux viennent d'être ajoutées coup sur coup, celui-ci risque l'inéligibilité et des dizaines d'années de prison.

La liste des personnalités poursuivies par les autorités est longue. Le CHP dénonce « un climat de peur ». Et son président, Özgür Özel, accuse M. Erdogan de « poursuivre la tradition putschiste ». « Pas

un jour ne passe, s'inquiète de son côté le DEM, sans une nouvelle répression. »

Cette vaste offensive, policière et judiciaire, s'inscrit dans une tradition tenace – la Turquie détient depuis des années le record mondial d'inculpations pour terrorisme – mais aussi dans un contexte particulier. Depuis octobre 2024, le gouvernement turc mène des pourparlers avec Abdullah Öcalan, le dirigeant du PKK, emprisonné depuis plus de vingt-cinq ans sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara. Ce « processus de paix », comme l'appelle Ankara, a été promu par Devlet Bahçeli, partenaire ultranationaliste de la coalition gouvernementale, opposant historique et même obsessionnel à toute concession envers les Kurdes.

## Un dialogue ambigu

Le chef de file d'extrême droite a évoqué la possibilité d'une liberté conditionnelle d'Abdullah Öcalan si celui-ci renonce à la violence et démantèle son organisation. Depuis, « Apo », comme le surnomment ses partisans, est en discussion avec des officiels turcs et des membres du DEM qui ont été autorisés à lui rendre visite à deux reprises. Il aurait, selon les dirigeants du parti prokurde, rédigé ces derniers jours une feuille de route pour mettre fin à l'insurrection.

Elle serait parvenue aux cadres du PKK en Irak, en Syrie et en Europe.

« Erdogan mène une guerre depuis la fin brutale des derniers pourparlers de paix en 2015 non seulement contre le PKK, mais aussi contre les édiles du parti prokurde, explique Gönül Tol, du Middle East Institute, un groupe de réflexion à Washington. Cela lui a permis de consolider son pouvoir avec les ultranationalistes. Mais, aujourd'hui, le chef de l'Etat a un problème. D'après la Constitution, il ne

pourra pas se représenter en 2028. Il a donc deux options : soit le Parlement convoque des élections anticipées, soit les législateurs élaborent une nouvelle Constitution. Or il n'a pas les voix suffisantes, ni pour l'un ni pour l'autre. Il espère donc que si "Apo" appelle à la fin du PKK, il aura suffisamment de votes au Parlement, avec une partie des élus prokurdes, pour se maintenir au pouvoir. »

Le moment peut paraître confus, abonde Mehmet Altan, professeur d'économie à Is-

tanbul et journaliste. « Le gouvernement turc accentue la pression sur les mouvements et sympathisants prokurdes et en même temps, il poursuit le dialogue. Il joue, comme à son habitude, sur deux tableaux. Son objectif, avec la multiplication des arrestations et des destitutions, est de montrer qu'il n'a pas changé sa politique de fermeté envers le parti prokurde, afin de ne pas s'aliéner sa base nationaliste, qui pourrait être ulcérée par une quelconque faveur accordée à Öcalan. »



Feb 19, 2025

# Peshmerga thwart suspected ISIS attack on Garmiyan shepherds

**E**RBIL, Kurdistan Region - A Kurdish Peshmerga unit on Wednesday thwarted a suspected Islamic State (ISIS) attack on three shepherds in rural Sulaimani province.

A Peshmerga commander told Rudaw that three Kurdish shepherds, who were grazing their livestock, were surrounded by six suspected ISIS militants in Duraji village, northwest of the district of Kifri, south of Sulaimani.

"The three shepherds were armed and resisted the ISIS militants. After an intense firefight, Peshmerga fighters and other security forces arrived to their rescue, and the ISIS militants fled the scene," the commander explained. He added that "no casualties were reported in the clashes," although "several livestock died due to the gunfight."

The Peshmerga commander further noted that the rural area of Kifri district "has been a hotspot for ISIS militant ac-



tivity," and "the shepherds had ventured away from populated regions, so the militants seized the opportunity and attacked them."

Kifri is part of Sulaimani's Garmiyan administration and borders areas controlled by the Iraqi federal government. Both Erbil and Baghdad are working together to address

the security vacuum between their areas of control to combat ISIS

In early February, the Kifri district mayor told Rudaw that the joint deployment of Iraqi and Kurdish forces had helped curb ISIS activity in the area, which was once a hotbed of jihadist activity.

ISIS seized control of large swathes of territory in Iraq in 2014 but was defeated in 2017 after three years of fierce battles. Despite its defeat, the group continues to threaten security, especially in disputed territories spanning several provinces including Diyala, Kirkuk, Nineveh, and Salahaddin.

## L'Iran a exécuté au moins 975 personnes en 2024, selon deux ONG

D'après l'organisation iranienne Iran Human Rights (IHR), établie en Norvège, et l'ONG française Ensemble contre la peine de mort (ECPM), qui ont rassemblé de nombreux témoignages, l'Iran poursuit une « *escalade effroyable* » du recours à la peine de mort, avec au moins 975 personnes exécutées pendant l'année 2024.

Ce chiffre « *extrêmement choquant* », le plus élevé depuis que ce recensement a commencé, en 2008, est probablement sous-estimé, selon le rapport publié jeudi 20 février, la grande majorité (90 %) des exécutions n'étant pas rendues publiques. Une quarantaine de cas présumés d'exécutions n'ont pu être inclus dans le rapport, faute d'avoir pu recouper suffisamment de sources, précisent ses auteurs.

« *Le peuple iranien (...) représente la plus grande menace pour le régime, et la peine de mort reste son outil le plus puissant de répression politique* », avec jusqu'à cinq à six exécutions par jour dans le pays, s'alarme le directeur d'IHR, Mahmood Amiry-Moghaddam, cité dans le document.

« *Ces exécutions font partie de la guerre que mène la République islamique contre son propre peuple pour maintenir son emprise sur le pouvoir* », ébranlé depuis les grandes manifestations populaires de 2022-2023, qui avaient entraîné une vague d'arrestations dans le pays, ajoute-t-il.

### Torture « *systématique* » pour obtenir des aveux

Parmi les 975 personnes exécutées en 2024 – [une augmentation de 17 % par rapport à](#)



Le président iranien, Massoud Pezeshkian, à Téhéran, le 19 février 2025. MAJID ASGARIPOUR / VIA REUTERS

2023 – , 31 étaient des femmes, dont quatre ont été pendues en public, selon le rapport. Plusieurs mineurs au moment des faits incriminés ont également subi la peine capitale, précise le texte. Ainsi, Mehdi Jahanpour, qui avait 16 ans lorsqu'il a été arrêté pour meurtre et a passé plusieurs années en prison, a été exécuté à l'âge de 22 ans, en septembre 2024.

La peine de mort est un levier essentiel du système judiciaire iranien, reposant sur l'application de la charia depuis la révolution islamique de 1979. Selon Amnesty International, seule la Chine a davantage recours à la peine de mort chaque année.

La quasi-totalité des exécutions se font par pendaison, généralement à l'abri des regards, dans les prisons où sont incarcérés les prisonniers, même si certaines ont eu lieu en public. Les condamnés sont régulièrement privés d'accès à leurs avocats, affirme également le

rapport, qui souligne aussi l'usage « *systématique* » de la torture physique et psychologique pour obtenir des aveux, sur lesquels les juges fondent le plus souvent leur décision pour les déclarer coupables.

La plupart des exécutions en 2024 ont concerné des crimes liés à la drogue, des meurtres ou des viols, mais aussi des accusations plus vagues de « *corruption sur terre* » ou « *rébellion* », permettant de cibler les dissidents, observent les auteurs du rapport.

### Les minorités ethniques particulièrement visées

Au total, Téhéran a jusque-là fait exécuter dix hommes, dont deux en 2024, liés à la vaste contestation « *Femme, vie, liberté* » qui avait éclaté en septembre 2022, après la mort en détention de la jeune Mahsa Amini, arrêtée pour une infraction au port du voile obligatoire. Mohammad Ghobadlou, 23 ans, et Gholamreza Rasaei, 34 ans,

ont été respectivement exécutés en janvier et en août 2024, le premier pour avoir tué un policier, et le second, un gardien de la révolution lors des manifestations de 2022, après des procès entachés d'irrégularités, selon les groupes de défense des droits humains.

Lire aussi la chronique : Article réservé à nos abonnés « *Femme, vie, liberté* », un slogan qui vient de loin

Au moins treize militants du mouvement « *Femme, vie, Liberté* » demeurent aujourd'hui dans le couloir de la mort en Iran, selon le rapport des deux ONG.

Les minorités ethniques – notamment baloutches et kurdes – sont également surreprésentées parmi les condamnés à mort. C'est le cas de Pakhshan Azizi et de Varisheh Moradi, militantes des droits des femmes kurdes, condamnées pour leur travail humanitaire, qui risquent d'être exécutées, affirment IHR et ECPM.

## En Syrie, climat de purge dans le secteur public

Les nouvelles autorités syriennes assurent traquer les emplois fictifs. Les opposants dénoncent des motivations politiques.

Ce sont des listes redoutées par les fonctionnaires et les travailleurs du secteur public syrien, puisque, en voyant leur nom inscrit dessus, ils comprennent qu'ils ont perdu leur emploi. Ils les découvrent à l'entrée des administrations, des hôpitaux comme des usines. Scotchées sur un mur à la peinture qui s'écaille, deux circulaires, et des centaines de noms, étaient ainsi affichées, le 12 février, au rez-de-chaussée du ministère de l'électricité, à Damas. Même si les nouvelles autorités, particulièrement les responsables du secteur de l'énergie, luttent pour maintenir à flot les infrastructures défaillantes du pays après treize années de guerre, l'heure est aux coupes claires dans les effectifs de cette administration.

« A compter du 1<sup>er</sup> février. Il est mis fin aux contrats des travailleurs en contrat à durée déterminée », annonce une première circulaire. « A compter du 1<sup>er</sup> février, il est accordé, aux travailleurs dont les noms sont affichés ci-contre, un congé de trois mois », proclame la seconde. Au total, 287 personnes sont remerciées sur-le-champ ; 223 sont mises en congé d'office sans garantie de réintégration.

Depuis leur accession au pouvoir et le renversement de Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, les nouveaux dirigeants syriens, issus du groupe islamiste HTC, ont annoncé une refonte radicale de l'économie défaillante, en pré-



Les cheminées de la centrale thermique de Baniyas (Syrie), sur la côte méditerranéenne, le 4 janvier 2025. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

voyant, entre autres mesures, de privatiser les entreprises d'Etat et de licencier au moins un tiers des fonctionnaires. Ils disent également avoir découvert un Everest de corruption et de clientélisme. Mais, confrontés à la brutalité des annonces de suppression de postes, certaines personnes ciblées dénoncent des purges politiques ou confessionnelles. En janvier, ces annonces ont donné lieu à de premiers rassemblements de salariés licenciés des directions de la santé et des hôpitaux, à Deraa, dans le sud de la Syrie, où la rébellion contre le régime d'Al-Assad a éclaté en 2011, ainsi qu'à Lattaquié, sur la côte méditerranéenne.

A Damas, le 15 février, ils étaient quelques centaines à se rassembler pour protester contre des décisions jugées

arbitraires. « Nous sommes choqués de voir des listes de noms de licenciés sans qu'aucun examen individuel de leur situation n'ait été effectué. Le processus se fait sans aucune transparence. Des milliers de familles risquent de plonger dans la misère », accuse un militant, qui participe à la création d'un syndicat dans le secteur de Jaramana et réfute tout lien avec l'ancien régime.

« Ils cherchent à nous affamer »

Dans la ville côtière de Baniyas, située à 260 kilomètres au nord-ouest de la capitale, le plus jeune des trois salariés de la centrale électrique qui acceptent de rencontrer *Le Monde* – sous le couvert de l'anonymat – exhibe une liste de 125 noms, soigneu-

sement protégée par une pochette en plastique : les salariés de l'installation industrielle fraîchement licenciés. Le contrat de ce diplômé d'une faculté d'ingénieurs était jusqu'ici reconduit chaque année depuis cinq ans. D'autres avaient des contrats à durée indéterminée. « Admettons que les motifs de nos licenciements soient économiques. Mais pourquoi, dans ce cas, tous les patronymes de cette liste sont-ils alaouites ? », demande-t-il, en soulignant qu'à l'image de la région toutes les confessions sont représentées au sein de l'usine.

Pour ces trois hommes, il ne fait aucun doute que les autorités veulent punir collectivement la communauté alaouite, dont étaient issus les

Al-Assad. « *Nous gagnons à peine de quoi nourrir nos familles. Ils cherchent à nous affamer* », accuse l'un d'eux. Et de citer des cas similaires dans les secteurs de la santé ou de l'éducation.

Dans d'autres administrations, des fonctionnaires qui avaient été rappelés comme réservistes dans l'armée, lors des dernières années de la guerre civile, accusent le nouveau pouvoir de les cibler prioritairement. Ce ressentiment, qui s'appuie sur une réalité difficilement quantifiable, s'oppose aux déclarations des membres du gouvernement, qui affirment au contraire vouloir assainir l'économie pour la voir redécouler.

Selon les nouvelles autorités, des décennies de corruption et de clientélisme ont contribué à entretenir un secteur public hypertrophié, avec des centaines de milliers de « *salariés et de fonctionnaires fantômes* ». « *Certaines entreprises publiques semblent exister uniquement pour détourner des ressources*, a affirmé, en janvier, le ministre des finances du gouvernement intérimaire, Mohammad Abazid, dans une interview accordée à l'agence de presse Reuters. *Nous nous attendions à découvrir de la corruption, mais pas à ce point.* »

#### « **Emplois fantômes** »

Début janvier, le même M. Abazid avait annoncé que le gouvernement augmenterait les salaires des employés du secteur de 400 %, alors que le traitement moyen des employés du public stagne sur l'équivalent de 20 à 40 euros mensuels. Mais, sur le quelque 1,3 million de personnes inscrites sur les registres de paie du gouvernement, seules 900 000 se rendraient effectivement à leur poste de travail, selon les autorités, qui citent une



Muhammad Al-Hallaq, vice-président de la chambre de commerce de Damas, le 10 février 2025. LAURENT VAN DER STOCKT

« *étude préliminaire* » et accusent donc 400 000 travailleurs d'occuper des « *emplois fantômes* ». Le ministre du développement administratif, Mohammad Alskaf, chargé des effectifs du secteur public, est allé plus loin en estimant que l'Etat n'aurait besoin que de 550 000 à 600 000 salariés pour fonctionner. Soit la moitié du nombre actuel de travailleurs du secteur public.

Asphyxiée par les sanctions internationales et engloutie par la prédation d'un régime qui comptait parmi les plus corrompus du monde, l'économie syrienne repose en grande partie sur le secteur informel. En 2024, la Banque mondiale estimait à 6,5 milliards de dollars (soit 6,23 milliards d'euros) le produit intérieur brut, lequel, au terme d'une dégringolade vertigineuse, s'est rétracté de 85 % depuis 2011, condamnant plus de 80 % de la population à survivre sous le seuil de pauvreté, selon l'Organisation des Nations unies. « *Tout ce que l'on sait, c'est que l'on ne sait rien* », dit Muhammad Al-Hallaq, vice-président de la chambre de commerce de

Damas, pour qui toutes les statistiques officielles issues de l'ancien régime sont faussées.

Si cet homme ouvertement partisan d'une libéralisation de l'économie approuve le « *dégraissage* » de la fonction publique, il considère que la priorité doit être donnée à une relance de l'économie privilégiant les investissements dans un cadre réglementaire et financier clair et, surtout, à la levée des sanctions internationales qui frappent le système bancaire. Pour l'heure, les Etats-Unis et l'Union européenne disent attendre des preuves que les dirigeants de la Syrie donneront la priorité à l'édification d'un Etat de droit respectant un minimum de règles démocratiques et incluant les minorités nationales et religieuses du pays, avant de lever toutes les sanctions visant à l'origine le régime de Bachar Al-Assad.

Promettant une transition vers une « *économie de marché compétitive* », le ministre de l'économie, Bassel Abdulaziz, a, quant à lui, annoncé la privatisation des entreprises industrielles d'Etat, au nombre

de 107, qu'il juge pour la plupart déficitaires. Il s'est également engagé à maintenir les actifs « *stratégiques* » de l'énergie et des transports dans le giron de l'Etat. « *Est-il du ressort d'un gouvernement qui se dit "de transition" d'engager le pays dans de tels choix stratégiques ? La même question risque d'être posée pour un ensemble de décisions politiques, sociales ou culturelles*, s'interroge un ancien opposant à Bachar Al-Assad, plusieurs fois détenu après 2011. *Non élue, la nouvelle administration se comporte comme un gouvernement légitime aux décisions validées par un Parlement.* »

Mais le nouveau pouvoir est rattrapé par le principe de réalité. Confronté à une dégradation des conditions sécuritaires sur l'ensemble du territoire et à la montée en flèche d'un sentiment d'insécurité au sein de la population, le ministère de l'intérieur a appelé, le 19 février, les anciens policiers, qu'il avait auparavant écartés sans ménagement, à régulariser leur situation et à reprendre leur poste.

## Séisme de 2023 en Turquie : deux responsables condamnés à dix-huit ans de prison pour l'effondrement mortel d'un complexe résidentiel

**L**e jugement de mercredi portait sur un édifice dans lequel 115 personnes ont péri.

Plus de dix-huit ans de prison. C'est la peine à laquelle deux responsables impliqués dans la construction d'un important complexe résidentiel turc, qui s'est effondré pendant le séisme de 2023, ont été condamnés, ont rapporté, mercredi 19 février, les médias locaux.

L'affaire concerne un immeuble de huit étages du complexe résidentiel Ebrar à Kahramanmaraş, une ville du sud-est du pays, a précisé la chaîne de télévision privée NTV.

Sur les 22 immeubles du complexe, presque tous se sont effondrés lors du séisme de magnitude 7,8 [survenu avant l'aube le 6 février 2023](#), causant la mort de 1 400 personnes. Le ju-

gement de mercredi portait sur un édifice dans lequel 115 personnes ont péri, a fait savoir la chaîne NTV.

**Un donneur d'ordre qui ne connaissait « rien à la construction »**

Le juge a condamné le donneur d'ordre, Tevfik Tepebasi, et le président de la coopérative ayant construit l'immeuble, Atilla Oz, à dix-huit ans et huit mois de prison chacun pour « *homicide et blessures par négligence consciente* ». Quatre autres accusés étaient jugés dans cette affaire, dont trois ont été acquittés par manque de preuves, tandis que le quatrième était jugé par contumace, selon NTV.

M. Tepebasi – incarcéré peu après le séisme et poursuivi dans plusieurs autres affaires liées au tremblement de terre – avait provoqué une polémique lors d'une au-

dience il y a un an en déclarant au tribunal qu'il ne devrait pas être accusé, ne connaissant « *rien à la construction* ».

Plusieurs familles de victimes, citées par NTV, ont affirmé être mécontentes des peines prononcées et de l'acquittement de trois prévenus, annonçant leur intention de faire appel.

**A ce jour, 189 personnes condamnées à de la prison**

Le séisme et ses multiples répliques ont ravagé une zone couvrant dix provinces turques, tuant plus de 53 700 personnes en Turquie et 6 000 au moins en Syrie, voisine ; 107 000 personnes ont été blessées. Selon les chiffres de l'agence turque de gestion des catastrophes, AFAD, 39 000 bâtiments ont été rasés, et 200 000 autres, gravement endommagés. Près de 2 millions de personnes

se sont retrouvées sans abri.

A ce jour, 189 personnes, reconnues pour beaucoup coupables de « *négligences* » dans la construction des bâtiments, ont été condamnées à des peines de prison. Et 1 342 procès, impliquant 1 850 prévenus, sont en cours, selon le ministère de la justice turc.

Le président, Recep Tayyip Erdogan, a pointé du doigt les entrepreneurs négligents, les accusant de rogner sur les coûts en utilisant du béton bon marché et en ignorant les normes de construction de base. Plus de 200 entrepreneurs et promoteurs ont été arrêtés immédiatement après le séisme.

Mais aucune enquête n'a abouti à ce jour concernant les fonctionnaires ayant accordé les permis de construire et validé les inspections de sécurité.

# L'Institut français de recherche en Iran et son précieux fonds de documents saccagés, en plein cœur de Téhéran

Considéré comme un centre de référence pour de nombreux chercheurs, l'IFRI avait été placé sous scellés en 2023 après les caricatures de « Charlie Hebdo ». Aucune explication officielle n'a été fournie par les autorités iraniennes

Situé en plein cœur de Téhéran, l'Institut français de recherche en Iran (IFRI) a longtemps constitué une référence pour l'étude du monde iranien, offrant un appui essentiel aux chercheurs, qu'ils soient iraniens ou étrangers. Ces dernières années, cependant, cet institut, qui abritait un fonds exceptionnel de plusieurs dizaines de milliers d'ouvrages en diverses langues, s'est trouvé pris dans les tensions diplomatiques croissantes entre l'Iran et la France. Ces dissensions ont culminé récemment avec ce qui s'apparente à la disparition de l'IFRI, tel qu'il était connu jusqu'à présent, de l'immeuble qu'il occupait depuis presque quarante ans.

Fermé en janvier 2023 à la suite de la publication de caricatures du Guide suprême, Ali Khamenei, par l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo*, l'IFRI a été placé sous scellés par les autorités iraniennes en août 2024. D'après les informations recueillies par *Le Monde*, l'ambassade de France à Téhéran a appris, en janvier, que les locaux de l'institut avaient été envahis par des toxicomanes. Le bâtiment, complètement saccagé, présentait des traces d'incendies, tandis que le matériel électronique avait été détruit et le mobilier, notamment celui ayant appartenu à l'iranologue Henry Corbin, endommagé.

Jusqu'à présent, aucune explication officielle n'a été fournie par les autorités iraniennes, et la police n'est pas intervenue, malgré les demandes répétées de l'ambassade de France, ce qui soulève de nombreuses questions, notamment celle de savoir comment les scellés ont pu être cassés. Cette situation est d'autant plus intrigante que l'IFRI se situe dans un quartier hautement surveillé, abritant plusieurs institutions administratives iraniennes. Contactée par *Le Monde*, l'ambassade d'Iran en France indique qu'une enquête est actuellement menée par la police iranienne concernant cet incident.

## Trois ressortissants français détenus

Fondé en 1983, l'IFRI a été un centre majeur pour la recherche en sciences humaines, sociales et archéologiques sur l'Iran, couvrant la période de la Préhistoire jusqu'à l'époque contemporaine. Il résultait de la fusion entre la Délégation archéologique française en Iran, créée en 1897 par Jacques de Morgan, et l'Institut français d'iranologie de Téhéran, fondé en 1947 par Henry Corbin. Placé sous la tutelle du ministère des affaires étrangères français, l'IFRI ne bénéficiait toutefois pas de l'immunité diplomatique. Téhéran accuse souvent l'Occident d'ingérence dans ses affaires internes. La disparition physique de l'IFRI

dans ses anciens lieux signe une nouvelle montée de tensions entre Paris et Téhéran.

Parmi les sujets de contentieux entre Paris et Téhéran, le sort de trois ressortissants français détenus en Iran : Olivier Grondeau ainsi que le couple d'enseignants Cécile Kohler et Jacques Paris, tous arrêtés en 2022. Ces deux derniers sont accusés d'espionnage par Téhéran, des accusations récurrentes dans les cas de détentions arbitraires de ressortissants étrangers par la République islamique. Quant à Olivier Grondeau, il purge une peine de cinq ans de prison pour « espionnage et complot contre la République islamique ». Les familles des trois Français rejettent fermement ces accusations.

L'Iran utilise régulièrement l'arrestation de citoyens étrangers comme levier diplomatique afin d'obtenir des concessions de l'Occident. Un exemple récent est l'arrestation de la [journaliste italienne Cecilia Sala, en décembre 2024](#), à Téhéran, survenue trois jours après celle de [l'homme d'affaires iranien Mohammad Abedini à Milan](#), en vertu d'un mandat d'arrêt américain. Cecilia Sala a été libérée en janvier, et trois jours plus tard, l'Italie relâchait Mohammad Abedini, qui rentrait aussitôt en Iran. Outre la France, le Royaume-Uni, la Suède et l'Allemagne sont également concernés par l'emprisonnement

de leurs ressortissants en Iran.

Par ailleurs, l'occupation et le saccage des locaux de l'IFRI surviennent alors que les signataires européens de l'accord sur le nucléaire (France, Royaume-Uni, Allemagne) ont récemment repris les discussions avec l'Iran, en décembre 2024 et janvier, afin de relancer les négociations sur ce dossier. En 2018, sous son premier mandat, Donald Trump avait dénoncé l'accord de Vienne de 2015, signé entre les trois pays européens mentionnés plus haut, et Téhéran, Washington, Moscou et Pékin. Depuis lors, la République islamique a réactivé une grande partie de ses activités nucléaires. Avec le retour du républicain à la Maison Blanche et sa politique de « *pression maximale* » contre Téhéran, mais aussi ses déclarations sur son souhait d'éviter un conflit avec l'Iran, l'avenir de ces négociations demeure des plus incertains.

« *Pendant des années, l'IFRI, avec sa bibliothèque exceptionnelle, a été une plateforme pour les chercheurs et les étudiants, explique un chercheur ayant fréquenté longtemps le centre qui préfère rester anonyme. Malheureusement, l'institut a toujours été utilisé comme un levier politique par l'Iran, qui s'acharne dessus dès qu'il cherche à exercer une pression sur la France, et cela malgré le fait que l'IFRI a toujours été apolitique.* ».



WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

## Kurdistan Digest | February 22, 2025

### Iran

Rights organizations have [condemned](#) the death sentence of Pzhman Sultani, a Kurdish activist and protester of the Women, Life, Freedom movement in Bokeran. Sultani, 32, was sentenced to death by the judiciary of the Islamic Republic of Iran without access to a fair trial, in violation of international human rights standards. Throughout Sultani's detention, he was denied access to legal representation and even family visits.

On the occasion of International Mother Language Day, the Hengaw Organization for Human Rights released a [report detailing](#) the arrests and imprisonment of Kurdish language teachers by Iranian authorities. According to Hengaw's Statistics and Documentation Center, security agencies of the Islamic Republic of Iran have escalated pressure on civil institutions and volunteer Kurdish language teachers across Kurdistan in 2024. The report confirms that six teachers were arrested, while seven others were sentenced to a total of 20 years and eight months of punitive imprisonment, along with an additional year of suspended imprisonment.

Iranian authorities have also intensified their crackdown on Kurdish cultural expression by targeting the use of traditional attire, "Jamaneh" and "Khaki Clothing." The Intelligence Ministry, in coordination with the Public Places Supervision Office, [has pressured event hall](#) owners in Kurdish cities, warning them against allowing attendees to wear these symbols. In the past month, at least two venues in Sanandaj were temporarily shut down, with their man-

agers receiving severe warnings that further violations would lead to extended closures.

Dozens of Kurds have been [arrested on various](#) political charges across the Kurdish region in Iran. Authorities continue to target activists, journalists, and cultural figures, subjecting them to arbitrary detentions, harsh sentences, and, in some cases, enforced disappearances.

### Iraq

After a two-year halt that cost Iraq and the Kurdistan region over \$20 billion, oil exports from Kurdistan through Turkey are likely to resume soon. This development follows pressure from the US administration on the Iraqi government to restart exports, [according to a Reuters report](#). The Iraqi parliament recently [amended the budget law](#), after more than a year of negotiations with the Kurdistan Regional Government (KRG), to include provisions for covering oil production and transport costs from Kurdistan.

Moreover, [tensions escalated](#) in Sargaran, northwest of Kirkuk, on Monday as Iraqi security forces prevented Kurdish farmers from accessing their confiscated lands. Footage displayed clashes between Iraqi forces and Kurdish villagers attempting to enter their farmland, with security personnel violently removing Kurds from their lands and equipment.

After twenty years under the new Iraqi constitution, the Iraqi government annulled the former regime's laws that had seized tens of thousands of Kurdish-owned farmlands. However, farmers have accused

the Iraqi military of siding with settlers and preventing Kurds from accessing their lands. The Kurdistan Regional Government (KRG) condemned the attacks, while the Iraqi prime minister [established a committee](#) to address the issue.

Since [October 16, 2017](#), the Iraqi military and the Iranian-backed militias occupied Kirkuk and imposed a new wave of Arabization on the Kurdish population, who form the majority.

Meanwhile, the authorities announced the discovery of a mass grave in the Hawija district, west of Kirkuk, containing the remains of 17 individuals. An advisor to the Iraqi president stated that the remains are likely those of [Peshmerga fighters](#) captured by ISIS (Da'esh) in late 2014. Kurdish military officials estimate that around 105 Kurdish Peshmerga fighters and volunteers have been missing since 2014, during the coalition's battle against Da'esh.

On a different note, ten U.S. lawmakers, including Representative Joe Wilson, [have formally urged](#) the Trump administration to impose sanctions and designate several Iranian-backed militias in Iraq as Foreign Terrorist Organizations (FTOs). In a letter addressed to Secretary of State Marco Rubio and National Security Adviser Michael Waltz, the lawmakers expressed concerns over the continued presence of these militias within Iraq's security forces, despite years of U.S. financial aid and military support to the country.

The letter specifically calls for the designation of groups such as the Badr Organization, Ka-

ta'ib al-Imam Ali, Harakat Hezbollah al-Nujaba, and the Fatehmiyoun Brigade as terrorist entities. These groups, which are armed, trained, and commanded by Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), have been accused of undermining Iraq's stability and threatening U.S. interests in the region.

Additionally, the lawmakers urged the administration to halt all security assistance to Iraq as long as Iranian-backed militias remain legally integrated into the Iraqi state.

### Syria

The Syrian Democratic Forces (SDF), the Syrian Democratic Council (SDC), and the Autonomous Administration convened a [coordination meeting](#) to assess the situation in Syria and the broader region. A central focus of the discussion was the ongoing dialogue with the new administration in Damascus. The meeting underscored the need for inclusive political participation by launching local meetings across northern and eastern Syria, bringing together representatives from various societal groups. In a statement following the meeting, participants reaffirmed their commitment to dialogue with Damascus, emphasizing the importance of reaching agreements on key issues, including the integration of military and administrative institutions and the return of forcibly displaced people.

Despite multiple Western and regional efforts, Syria's new interim government has yet to include the Kurds due to Turkey's veto. The recently formed preparatory committee of the National Dialogue Conference also [excluded Kurdish](#)

representatives, even those from opposition groups such as the Kurdish National Council (ENKS), which has opposed the SDF. This exclusion signals a continued marginalization of Kurds in shaping the future of Syria.

The recent developments come as Turkish-backed factions continue their attacks on Kurdish areas near the Tishreen Dam. The SDF has repeatedly repelled these attacks; however, tensions remain high as Turkish proxies persist in their efforts to seize new territory.

In the ongoing fight against Da'esh terrorists, the Kurdish-led SDF rescued a young Yazidi Kurd who had been kidnapped in 2014 during the genocide against the Yazidis in Shingal. Meanwhile, the SDF dismantled a terrorist cell in Raqqa and foiled a Da'esh attack in al Hasakah.

## Turkey

Demonstrations have erupted in the Kurdish province of Van after the government seized control of the municipality on Saturday. The move follows the imprisonment of elected co-mayor Abdullah Zeydan on February 11. Zeydan was sentenced to three years and nine months for alleged links to the Kurdistan Workers' Party (PKK), which Turkey classifies as a terrorist organization. The provincial governor, Ozan Balci, has been appointed to replace Zeydan and the other co-mayor.

The pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM) condemned the government's action, calling it a "coup d'état." Several Kurdish and Turkish parties also denounced the decision. The DEM Party accused President Erdoğan of being the "source of the crises" and urged the Speaker of Parliament to take a stand rather than remain silent.

During protests against the government's decision, several people were taken into custody, and Kurdish law-makers were attacked. These events occurred amid a broader crackdown by Turkish authorities, who have arrested 282 people, including journalists, politicians, and academics.

In November 2024, two Kurdish mayors were also removed from office on similar charges. Since 2014, the government has dismissed hundreds of elected Kurdish officials in what critics describe as a repressive policy targeting the Kurdish population.

Meanwhile, the ongoing peace talks between the government and the PKK remain uncertain, as imprisoned Kurdish leader Abdullah Öcalan did not release his expected video message in mid February for unknown reasons. However, the peace talks delegation traveled to Iraqi Kurdistan, where

they met with several Kurdish leaders and officials, including the President of the Kurdistan Democratic Party (KDP), Masoud Barzani.

The delegation, led by Ms. Pervin Buldan and Mr. Sirri Süreyya Önder, met with President Barzani on Sunday, February 16, to discuss their views and perspectives on the political situation and the peace process in Turkey. During the meeting, Barzani also received a message from Öcalan.

"President Barzani reaffirmed his full readiness to provide assistance and support for the peace process in Turkey and to contribute to its success," read a statement from Barzani's office.

According to a lawmaker from the DEM Party, Öcalan is expected to release his video message by the end of this month or in early March.



Feb 24, 2025

# President Barzani receives UK Ambassador for farewell visit

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani received the outgoing British ambassador to Iraq, Stephen Hitchen, on Sunday for a farewell visit, according to the Kurdistan Region's presidency.

President Barzani expressed his gratitude for the ambassador's "efforts in strengthening ties between Iraq and the Kurdistan Region," recognizing his "important role in promoting cooperation across different sectors," read a statement by the Kurdistan

Region presidency. For his part, Hitchen was quoted as expressing gratitude to the Kurdistan Regional Government for its cooperation and reaffirmed the United Kingdom's "ongoing commitment to supporting Iraq and the Kurdistan Region in all its aspects."

The meeting also touched on the UK's relations with Iraq and the Kurdistan Region, as well as other issues of mutual interest.

The UK played a pivotal role in training the Kurdish Pesh-

merga during the 2014 war against the Islamic State (ISIS) and continues to be part of a global coalition working on significant reforms within the Peshmerga ministry.

Currently, up to 1,400 British troops are stationed in the Kurdistan Region and Iraq, providing military assistance and advisory to both the Kurdish Peshmerga and Iraqi security forces.

In 1991, former British premier Sir John Major played a key role in establishing a no-

fly zone in northern Iraq, which provided a safe haven for Kurds from the Baathist regime and helped facilitate their autonomy. In recognition of his contribution, an Erbil street was named after him in April 2021.

The United Kingdom maintains strong military and security relations with Iraq and signed a Strategic Partnership in 2021 to enhance cooperation in various sectors, including the economy, education, and culture.

## En Turquie, la répression politique s'étend au patronat

Le numéro un de la Tüsiad, l'association turque des chefs d'entreprise, et l'un de ses principaux collaborateurs ont été placés sous contrôle judiciaire après avoir critiqué la récente vague d'arrestation d'élus et de personnalités proches de l'opposition.

**D**éterminé à traquer la désinformation sous toutes ses formes, le procureur général d'Istanbul a ouvert une enquête, lundi 24 février, sur des personnes soupçonnées d'avoir diffusé des informations « intentionnellement trompeuses » à l'origine de la baisse de 2 % subie par la Bourse d'Istanbul vendredi 21 février. Cette enquête intervient moins d'une semaine après l'arrestation de deux responsables de la Tüsiad, l'association patronale turque, accusés, eux aussi d'avoir propagé de la « désinformation » au point de « menacer l'ordre public ». Forte de 4 500 entreprises, elle représente la moitié du revenu national privé de la Turquie et gère 85 % du commerce extérieur, hors énergie.

Placés sous contrôle judiciaire dans l'attente de leur procès, Orhan Turan, le numéro un de la Tüsiad, et Omer Aras, le président de son conseil consultatif, ont interdiction de se rendre à l'étranger. En cause, les discours qu'ils ont prononcés à l'occasion de l'Assemblée générale de l'association, le 13 février. « L'ordre du jour est accablant. Par où commencer ? », interroge Orhan Turan lorsqu'il prend la parole ce jour-là. Il n'y va pas par quatre chemins, dénonçant les pressions exercées sur les journalistes critiques, les récentes arrestations de députés, de chefs de parti, de maires, les problèmes persistants de violence à l'égard



Le président turc Recep Tayyip Erdogan, à Ankara, le 23 février 2025. ADEM ALTAN / AFP

des femmes, l'impunité des auteurs de crimes financiers. « Il semble qu'il soit plus facile de créer une organisation criminelle que de créer une entreprise légitime », déclare-t-il notamment.

Prenant le micro après lui, Omer Aras, qui est aussi le président de la Qatar National Bank en Turquie, critique à son tour la dernière vague de purges ordonnées par le gouvernement à l'encontre de plusieurs personnalités de l'opposition et de journalistes. Entre le 14 et le 18 février, près de 300 élus et personnalités proches de l'opposition ont été appréhendés. « Nous sommes démoralisés. Nous traversons une crise de confiance, et la raison en est un système défaillant », déplore-t-il.

Ces propos ne sont pas passés inaperçus en haut lieu. Dès le lendemain, une information judiciaire était ouverte contre les deux dirigeants. Cinq jours plus tard, lors d'un discours prononcé devant le groupe parlementaire du Parti de la justice et du développement (AKP), le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est emporté, accusant les dirigeants de la Tüsiad d'avoir « provoqué les institutions de l'Etat » et de s'enrichir aux dépens de la nation. Quelques heures plus tard, toutes les chaînes de télévision progouvernementales diffusaient les images de l'interpellation de MM. Turan et Aras, conduits sous bonne escorte policière jusqu'au palais de justice d'Istanbul, où ils ont été interrogés six heures durant avant

d'être relâchés le lendemain, jeudi 20 février.

### « Le décret change tout »

« C'est la première fois que le gouvernement s'en prend à la Tüsiad de cette façon. Par le passé, il a pu y avoir des frictions entre le patronat et les dirigeants, mais aucune investigation judiciaire n'a jamais été lancée contre ses représentants », assure Ahmet Insel, ancien professeur d'économie de l'université Galatasaray. L'économiste sait pourquoi les patrons sont aussi nerveux. Depuis le 4 février, un décret présidentiel (article 7 de la loi 7539) donne au Fonds d'assurance des dépôts d'épargne (TMSF), une institution financière dépendante de M. Erdogan, le droit

de nommer des administrateurs provisoires à la tête d'entreprises soupçonnées de malversations ou décrites comme ayant des activités terroristes, y compris en cas de « forte suspicion ». L'insitution peut également décider de la vente, de la dissolution et de la liquidation de l'entreprise et de ses actifs.

Jusqu'ici, les administrateurs provisoires étaient nommés

par des tribunaux commerciaux à la tête d'entreprises en faillite ou victimes de désaccords entre les associés. Leurs pouvoirs étaient déterminés par un juge aux litiges commerciaux. « *Le décret change tout. Dorénavant la garantie juridique de la propriété de l'entreprise se retrouve entre les mains de TMSF, un organisme non juridique, ce qui inquiète les patrons turcs, à juste titre* », souligne Ahmet Insel.

Pourtant, ces entorses à l'Etat de droit ont peu de chance d'assombrir les perspectives économiques, jugées meilleures grâce à la politique de rigueur menée par l'actuel ministre des finances, Mehmet Simsek, que le patronat turc soutient largement. D'après Seltem Iyigun, économiste pour la Turquie et le Moyen-Orient chez l'assureur crédit Coface, « *tout ce qui se produit en dehors du domaine économique*

*n'aura aucune incidence sur le ralentissement de l'inflation, un indicateur majeur pour l'économie turque en ce moment. Or celle-ci a été stabilisée. A l'heure actuelle, les investissements de portefeuille à court terme en provenance de l'étranger sont importants, puisqu'ils contribuent à soutenir la livre turque et la confiance des investisseurs est à la hausse* ».



Nina Borowski  
25 février 2025

## Syrie : le gouvernement intérimaire lance une conférence sur le dialogue national

Après la chute du régime de Bachar al-Assad, les autorités par intérim ont organisé une conférence à Damas pour amorcer la transition politique et restaurer les relations internationales. [View on euronews](#)

La Syrie a ouvert mardi une conférence sur le dialogue national, première étape d'un processus de reconstruction après la chute de l'ancien président Bachar al-Assad.

L'événement, organisé à Damas par les nouvelles autorités dirigées par Hayat Tahrir al-Cham (HTS), a rassemblé environ 600 participants issus de différentes régions du pays.

Présidée par Ahmad al-Sharaa, dirigeant par intérim, la conférence a visé à poser les bases d'une gouvernance inclusive. « Tout comme la Syrie s'est libérée par elle-même, il est approprié qu'elle se reconstruise par elle-même », a-t-il déclaré en ouverture de l'événement.

Les organisateurs de la conférence ont affirmé que toutes les communautés syriennes avaient été invitées. Des femmes et des membres de minorités religieuses figuraient parmi les participants.

« Ce que nous vivons aujourd'hui est une opportunité historique exceptionnelle et rare dont nous devons profiter à chaque instant pour servir les intérêts de notre peuple et de notre nation et honorer les sacrifices de ses enfants », a poursuivi Ahmad al-Sharaa.

Des défis majeurs pour reconstruire le pays

Le pays doit affronter d'énormes défis : relancer une économie dévastée, reconstruire des infrastructures en ruines et définir un cadre juridique pour juger les responsables de crimes de guerre.

L'un des principaux enjeux pour la nouvelle administration est la formation d'une armée nationale unifiée. Les dirigeants islamistes souhaitent absorber les multiples factions armées, mais certaines, comme les Forces démocratiques syriennes (FDS) soutenues par les États-Unis, refusent de désarmer.

Par ailleurs, malgré l'absence généralisée de représailles contre les partisans du régime déchu, les minorités kurdes, chrétiennes, druzes et alaouites redoutent une marginalisation et attendent des preuves concrètes de l'engagement du nouveau pouvoir en faveur d'un État inclusif.

Ces tensions internes s'ajoutent aux menaces extérieures qui pèsent sur le pays.

Rétablir les liens avec l'Occident

Sur le plan diplomatique, la nouvelle direction syrienne s'efforce de rétablir ses relations avec les pays arabes et occidentaux.

L'accession au pouvoir d'HTS, un groupe anciennement affilié à al-Qaïda mais qui s'est détaché de l'organisation, suscite des interrogations, notamment au sein de la communauté internationale. Certains États occidentaux conditionnent toute coopération à des garanties démocratiques, et des

sanctions restent en place, héritées de l'ère al-Assad.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a mis en garde dimanche contre toute avancée des forces syriennes ou du HTS au sud de Damas. Il a affirmé vouloir protéger les Druzes installés dans cette région et sur le plateau du Golan, annexé par Israël. Depuis la chute d'al-Assad, les troupes israéliennes ont avancé sur le territoire syrien voisin du Golan et semblent vouloir y maintenir leur présence.

Bien que le gouvernement intérimaire n'ait pas réagi officiellement aux déclarations de Netanyahu, Ahmad al-Sharaa a réaffirmé la volonté de son administration de défendre l'intégrité territoriale du pays. « La Syrie doit affronter fermement quiconque tente de porter atteinte à notre sécurité et à notre unité », a-t-il déclaré.



Feb 25, 2025

## Ocalan's message cannot be delivered under Imrali Prison's restrictions: PKK

**E**RBIL, Kurdistan Region - An offshoot of the Kurdistan Workers' Party (PKK) on Monday rejected the Turkish authorities' "preventing" PKK leader Abdulla Ocalan from delivering his long-awaited message in video form and offering a written version instead.

Bese Hozat, the co-chair of the Kurdistan Communities Union's (KCK) said, "We strongly reject and criticize this approach [by the Turkish authorities], and we do not accept it in any way."

The senior KCK figure further criticized the 26-year-long imprisonment of Ocalan on Imrali island located south of the Turkish mainland, arguing that such restrictive conditions undermine "the potential impact" of Ocalan's message. Such a message "cannot be delivered under such restrictive conditions," Hozat said.

The PKK leader is expected to release a statement by the beginning of next month, to set an end to the 40-year-long Kur-



Bese Hozat, the co-chair of the Kurdistan Communities Union's (KCK). Photo: Screenshot/Medya Haber

dish issue in Turkey through "democracy and peace." Observers believe the Ocalan might ask his group to lay down arms. However, the PKK has stated that it will not heed such calls unless Ocalan is allowed to physically meet the group's leadership and is released from prison.

The upcoming message notably comes amid significant regional power dynamics.

In her Monday remarks,

Hozat also rebuked "allegations" from Turkish state-affiliated media suggesting that the PKK might be laying down arms. "All the news and narratives from [Turkish] state media about the end, exhaustion, and disarmament of the PKK stem from psychological warfare," she said.

She elaborated that Ocalan's anticipated message would call for "a democratic resolution of the Kurdish issue and the democratization of Turkey," adding that "if the

Kurdish issue was resolved, we will definitely discuss disarmament."

The KCK co-chair's remarks notably coincide with the renewed efforts of the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party), which has been mediating talks between Ankara and the PKK in a bid to end hostilities. Details of the process remain unclear, but officials from the pro-Kurdish party have stated that it aims to bring peace to the country.



Julian Bechocha

Feb 26, 2025

## Ocalan will ask the PKK to disarm: President Barzani

**E**RBIL, Kurdistan Region – Kurdistan Region President Nechirvan Barzani revealed on Wednesday that jailed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Ocalan will soon call on the armed group to disarm as peace talks with Turkey are expected to culminate in ending decades of hostilities between the two sides.

Speaking at the Erbil Forum 2025, Barzani stated that Ocalan's message "is a peace message" and will be "delivered soon." In his message, Ocalan "will call on the PKK to lay down arms and enter the political process," the Kurdistan Region president elaborated.

A delegation from Turkey's main pro-Kurdish party, the Peoples' Equality and Democracy Party's (DEM Party) on February 8 stated that Ocalan would make a "historic call" to permanently resolve the Kurdish issue in Turkey.

In recent months, the DEM Party has been spearheading peace efforts between Ankara and the PKK. Earlier in February, a DEM Party delegation visited the Kurdistan Region and met with senior Kurdish officials, including Barzani. The Kurdistan Region president then noted that the visit came at Ocalan's request.

The peace process between the PKK and Turkey "is a serious process," Barzani stated, adding that "our role is the role of a helper, but it is not in our authority to interfere in Turkey's internal affairs."



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani speaks at the Erbil Forum on February 26, 2025. Photo: Rudaw

However, the PMM remains wary of Ocalan's anticipated message and has expressed concerns over its mechanism, reiterating that it will not consider his potential calls to disarm unless he is allowed to physically meet the group's leadership and is released from Ankara's secluded Imrali prison.

"This issue will not be resolved through [a confrontation in] arms," President Barzani emphasized, adding that resolving the Turkey-PKK conflict will require significant time.

On Monday, a DEM Party official revealed that a party delegation is set to visit Ocalan in prison "in the coming days," to brief the jailed PKK leader on their meetings with the Kurdistan Region's top leaders.

"We are awaiting the first step

– how will the PKK respond to Ocalan's call?" Barzani asked on Wednesday.

Founded in 1978, the PKK initially advocated for the establishment of an independent Kurdistan but now seeks autonomy. Turkey, the European Union, and the United States classify the group as a terrorist organization.

Kurdish oil exports

The Kurdistan Region is inching closer to resuming its oil exports, almost two years after they were suspended when a Paris-based arbitration court ruled in favor of Baghdad against Ankara, stating that the latter had violated a 1973 pipeline agreement by allowing Erbil to begin independent oil exports in 2014.

During his speech, President

Barzani said that the resumption now depends on technicalities.

"The technical aspect remains. Everything is ready. Turkey is ready and the Iraqi side is ready. Only the technical part remains," Barzani said.

On Sunday, the Iraqi government and the Kurdistan Regional Government (KRG) struck an agreement to restart Kurdish oil exports after Baghdad confirmed the completion of procedures. This came after the federal parliament approved an amendment to the budget law, increasing compensation fees for oil companies operating in the Region.

"Iraq has incurred losses of nearly \$19-20 billion" because of the halt in Kurdish oil exports, according to Barzani, who called it a "very sig-

nificant loss for Iraq.” He added that Ankara has “no problem with the Kurdistan Region exporting oil” through its Ceyhan port.

Before the suspension, Erbil was exporting approximately 400,000 barrels of oil per day via the Iraq-Turkey pipeline, in addition to around 75,000 barrels of oil from Kirkuk.

#### KRG formation efforts

The Kurdistan Region held its delayed parliamentary elections in October, but political parties have yet to reach an agreement on the shape of the new government.

The Kurdistan Democratic Party (KDP) won the most seats in the October ballot, securing 39 out of 100 spots in the regional parliament. The PUK came second with 23 seats.

“As we sit here, in Erbil, the PUK and the KDP delegations are engaging in serious discussions on the formation of the next Kurdistan Regional Government,” President Barzani said.

Calling the 72 percent voter turnout in the October elections as a “source of pride,” Barzani thanked the Kurdistan Region’s people for their trust in the political process. He also thanked Baghdad for its support.

“The election that we held in the Kurdistan Region, honestly I thank Baghdad for their complete support and assistance ... for being partners to help us carry out the successful election,” the Kurdis-

tan Region’s president said.

On Sunday, PUK leader Bafel Talabani said that forming the KRG’s tenth cabinet will be complicated, though talks are progressing “very well” with the KDP, he confirmed.

The KDP and PUK, while rivals, have shared power in government since the establishment of the Kurdistan Region in the nineties.

President Barzani affirmed that the KDP and PUK are the “main blocs” forming the government, and that they “need to sit together and form the government, and the other parties need to participate too,” he said.

#### Erbil-Baghdad issues

The KRG and the Iraqi federal government have long been at loggerheads on multiple issues, and both governments have accused each other of failing to pay the Kurdistan Region’s civil servants’ salaries.

In his Wednesday address, President Barzani criticized Baghdad for being “so central” in its decision-making, noting that “such centralism does not exist anywhere else in the world.”

The Kurdistan Region President explained that the biggest issue complicating ties between Erbil and Baghdad is “that we have a federal system by name, but by practice and implementation, it is everything but a federal system. It is a completely centralized system.”

Salaries have been a priority

for many people since the KRG has failed to settle the wages of its large civil servant workforce on time and in full for a decade, due to a financial crisis that worsened when its oil exports stopped in March 2023.

Erbil is now dependent on local income sources and its controversial federal budget share.

Barzani explained that “if this problem [of centralization] is resolved, we will no longer have issues of salary non-payments and other issues.”

#### Kurds in Syria

A coalition of rebel groups led by the Islamist Hay’at Tahrir al-Sham (HTS) toppled the regime of Bashar al-Assad in Syria on December 8. Since then, the new Damascus leadership has been adamant about its resolve for centralization and rejected all calls for federalism.

This has prompted condemnations from Syria’s Kurdish and Druze communities.

“Our message for our [Kurdish] brothers [in Syria] is: You must be involved in the political process. You must not sit and wait, but go to Damascus and participate in the political process,” President Barzani said.

Damascus held a Syrian National Dialogue Conference on Tuesday to pave the way for free and fair elections, drafting of the constitution and establishment of an inclusive legislature.

However, the conference was condemned as exclusionary by Kurdish political fronts in northeast Syria (Rojava).

On Monday, the Kurdish National Council (ENKS/KNC) criticized the conference as “rushed,” censuring its “lack of balanced representation” as a “violation of the principle of national partnership.”

The Kurdish-led administration in Rojava also condemned its exclusion.

During the conference, Syrian Foreign Minister Asaad al-Shaibani reiterated that “Syria is one and will not be divided into parts.”

Syrian interim President Ahmed al-Sharaa’s HTS is rooted in al-Qaeda’s Syrian branch – the al-Nusra front – and its controversial past has been a source of concern for the international community.

“If their policy is truly that they want to resolve Syria’s problems, I believe all sides must help them carry it out,” Barzani said, referring to the new Damascus administration’s controversial past. “We are concerned about the administration’s resolve for centralization,” President Barzani stated.

Kurdish ruling and opposition parties are working to overcome their differences in order to have a united front in dealings with Damascus. In late January, ENKS and Rojava’s ruling Democratic Union Party (PYD) agreed to send a joint delegation to Damascus to discuss the future of Kurds in Syria.

## En Syrie, le pouvoir tend la main à la société civile

Neuf cents responsables d'ONG, universitaires, artistes et religieux ont participé mardi à la Conférence du dialogue national, organisée à Damas, sous les auspices du président par intérim Ahmed Al-Charaa. La journée de débat a conduit à l'élaboration d'une série de recommandations, destinée à guider la transition politique.

« Grâce à Dieu, le Palais du peuple est revenu à son peuple », clame une voix résonnant sous les hauts plafonds du palais présidentiel. A l'occasion de la Conférence du dialogue national, des centaines de représentants de la société civile syrienne ont foulé mardi 25 février le tapis rouge de la luxueuse bâtisse perchée sur les hauteurs de Damas. Dans ces lieux, interdits au public à peine deux mois et demi plus tôt, avant que Bachar Al-Assad ne déserte discrètement ses appartements dans la nuit du 8 décembre 2024, l'heure était aux accolades et aux discussions politiques animées.

« C'est une journée historique. Pour la première fois, les Syriennes et les Syriens se réunissent pour discuter de l'avenir du pays. Pouvoir le faire ici, au palais, en toute liberté de parole, c'est déjà une grande victoire ! », se réjouit Hind Kabawat, issue de la communauté chrétienne et l'une des deux femmes membres du comité préparatoire de la conférence nommé deux semaines plus tôt par le nouveau maître des lieux, Ahmed Al-Charaa.

Le dialogue national était une promesse de l'ancien leader du groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) quand il s'est proclamé président de la transition syrienne lors de son « discours de la victoire »,



Le président syrien de transition Ahmed Al-Charaa (au centre) et le ministre des affaires étrangères Assad Hassan Al-Chibani (deuxième en partant de la gauche) lors de la Conférence du dialogue national syrien à Damas, le 25 février 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

le 30 janvier, devant une assemblée presque exclusivement composée de militaires. Avec l'organisation de cette conférence, destinée aux forces civiles, le dirigeant semble vouloir donner des gages d'ouverture alors que la transition post-Al-Assad est scrutée par de nombreux pays arabes et occidentaux qui conditionnent leur soutien – notamment la levée des sanctions internationales – à l'inclusivité du processus.

« La Syrie s'est libérée toute seule, et il lui convient aujourd'hui de se reconstruire seule », a déclaré Ahmed Al-Charaa, décrivant un pays « en salle de réanima-

tion ». « Nous sommes face à une opportunité unique et historique. Nous devons la saisir », a-t-il poursuivi lors d'un sobre discours d'ouverture devant un parterre de représentants religieux, figures de la société civile, personnalités de l'ex-opposition, universitaires et artistes.

### « Les défis sont innombrables »

Bien que la conférence marque la première tentative d'inclure la société civile par des autorités de transition jusqu'à présent sans légitimité constitutionnelle, de nombreuses voix n'ont pas caché leur scepticisme. « Après cin-

quante-quatre ans sous la dynastie des Assad, nous avons besoin de plus qu'une journée pour discuter du futur du pays. Les défis sont innombrables », commente Osama Abou Zeid, ex-prisonnier du régime Al-Assad et ancien consultant pour l'organisation Geneva Call.

Répartis en seize ateliers, les près de 900 participants, selon les organisateurs, n'ont disposé que d'une poignée d'heures pour discuter des dossiers majeurs de « la nouvelle Syrie » : justice transitionnelle, principes constitutionnels, réforme des institutions, libertés fondamentales, économie et rôle de la société civile.

« Les discussions étaient enthousiasmantes, mais nous avons plusieurs objections, notamment sur le manque de transparence dans les nominations des participants, et surtout les délais très courts pour débattre de sujets essentiels. Par ailleurs, à qui sont adressées nos recommandations ? Ce n'est pas très clair. Nous devons pouvoir demander des comptes. Nous craignons que les conclusions de cette journée ne soient pas prises en considération », commente Sawsan Abou Zainedin, directrice de la plateforme Madaniya.

### Manque de représentativité

D'entrée de jeu, les organisateurs ont précisé que les conclusions des ateliers n'auront aucune valeur décisionnelle. « L'idée est d'établir sur tous ces sujets des recommandations qui serviront de base pour un plan de réforme des institutions mais ne seront pas contraignantes pour les autorités », reconnaît Maher Alloush, chef du comité préparatoire.

S'il insiste sur le fait que les discussions en vue de la conférence ont commencé dès la chute du régime et ont été menées dans les quatorze provinces de Syrie, certaines voix dénoncent pourtant le manque de représentativité du processus. « Il y a de la diversité, des religieux, des laïcs, des gens de tout le pays mais, malheureusement, certains ne sont pas représentés, il manque des leaders syndicaux par exemple, et surtout les Kurdes. C'est un gros problème », considère Motassam Sioufi, directeur d'une association dans la banlieue de Damas.

« Cette conférence ne représente pas le peuple syrien », ont dénoncé, depuis le nord-



Ahmad Zaidan, journaliste d'Al-Jazeera, assiste à la conférence du dialogue national syrien le 25 février 2025 à Damas, en Syrie. ABDULMONAM EASSA POUR «LE MONDE»

est du pays, l'administration autonome kurde et les Forces démocratiques syriennes qui n'ont pas attendu la fin de la rencontre pour diffuser un communiqué. Elles affirment ne pas avoir été conviées et assurent qu'elles ne seront pas partie prenante de la mise en œuvre des conclusions du dialogue national.

### Dissolution des groupes armés

Une position critiquée par Abdelaziz Tammou, président de l'Association des Kurdes indépendants, l'un des rares représentants kurdes présents au palais présidentiel. « La conférence était réservée à des acteurs civils et non militaires. Par ailleurs, les Forces démocratiques syriennes n'ont rien de démocratique et ne représentent pas tous les Kurdes. Nous sommes avant tout Syriens et devons participer à la création d'un nouvel Etat où les libertés personnelles et les droits des Kurdes seront garantis par la constitution », affirme-t-il.

Lire aussi | [Dans le nord-est de la Syrie, « la guerre n'est pas finie » pour les Kurdes](#)

Dans la salle de réception, la journée s'est conclue par la proclamation d'une feuille de

teur de l'organisation humanitaire Molham. « J'espère que c'est le début du processus de dialogue et non son terme », poursuit-il. Une interrogation partagée par de nombreux participants au moment de quitter les lieux.

« Aujourd'hui nous avons ouvert le chemin du dialogue. Il va perdurer même si nous ne savons pas encore exactement la forme qu'il prendra. Les recommandations que nous avons élaborées aujourd'hui seront consultées par les autorités », assure Houda Al-Atassi, directrice régionale de l'organisation International Humanitarian Relief et membre du comité préparatoire qui a été chargée de présenter la déclaration finale.

« Dans les prochains jours, une déclaration constitutionnelle de transition sera annoncée. Elle fonctionnera comme une boussole, le temps qu'un comité spécial soit formé pour rédiger la constitution définitive fondée sur la justice, la liberté et l'égalité. Cette dernière sera présentée par référendum à la population », poursuit Houda Al-Atassi qui rappelle que la transition politique est censée s'étirer sur quatre ans, selon les déclarations d'Ahmed Al-Charaa.

Pour beaucoup, les contours de cette transition restent flous. Jusqu'à présent, le nouveau président gouverne avec une équipe resserrée autour de fidèles, principalement issus du gouvernement du salut qu'il a instauré à partir de 2017, dans la province d'Idlib, l'ancien bastion de HTC. Un nouveau cabinet plus inclusif, selon les autorités, est censé entrer en fonction le 1<sup>er</sup> mars. Son annonce, près de trois mois après l'entrée des rebelles islamistes dans Damas, aura valeur de test pour les nouvelles autorités syriennes.

route comprenant dix-huit recommandations, issues des délibérations. En premier lieu, les participants ont appelé à l'unité et au respect de l'intégrité et de la souveraineté de la Syrie, dénonçant les menaces du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, qui a annoncé dimanche que l'Etat hébreu ne permettra pas le déploiement de l'armée syrienne dans le sud du pays.

Les points suivants ont concerné la dissolution des groupes armés, le retour de toutes les armes dans le giron du gouvernement, la coexistence pacifique entre toutes les communautés du pays, le respect des droits humains, la création d'un comité d'urgence économique et le besoin d'établir un processus équitable de justice transitionnelle.

### « Déclaration constitutionnelle de transition »

« Les conclusions de cette conférence doivent être prises au sérieux par les autorités. La société civile n'acceptera pas d'être consultée uniquement pour la forme, le prestige ou pour satisfaire les demandes de la communauté internationale. On veut pouvoir peser dans les décisions », prévient Atef Nanoua, direc-

## Turquie : le chef du PKK, en lutte armée contre le pouvoir depuis des années, appelle à la dissolution du mouvement kurde et à déposer les armes

Abdullah Öcalan, 75 ans, qui, est emprisonné depuis 1999, dit « assumer la responsabilité historique de cet appel ».

Sa déclaration, attendue depuis plusieurs semaines, a été lue par des députés kurdes qui lui ont rendu visite, jeudi.

**A**bdullah Öcalan, 75 ans, qui, est emprisonné depuis 1999, dit « assumer la responsabilité historique de cet appel ». Le fondateur et chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a demandé, jeudi 27 février, la dissolution du mouvement armé et l'a appelé à déposer les armes. « Tous les groupes doivent déposer les armes, et le PKK doit se dissoudre », a ordonné M. Öcalan, dans une déclaration lue par des députés kurdes, qui lui ont rendu visite jeudi dans sa prison, au large d'Istanbul.

Son message, attendu depuis des semaines, a été lu, en kurde puis en turc, devant une foule compacte de journalistes réunis dans un hôtel du centre d'Istanbul, devant une large photo montrant le chef historique du PKK, les cheveux blanchis, une feuille en main. Une délégation du parti prokurde DEM (le Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie, successeur du HDP) s'était entretenue pendant trois heures jeudi matin avec celui qui est détenu à l'isolement depuis vingt-six ans.

Le PKK, en lutte armée depuis des décennies contre le pouvoir central turc, est classé comme une organisation terroriste par la Turquie



Des partisans d'Abdullah Öcalan, chef du PKK, à Istanbul, le 17 mars 2024. UMIT BEKTAS / REUTERS

ainsi que par les Etats-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni. Le gouvernement turc, qui a initié le processus par l'intermédiaire de son allié nationaliste du MHP, Devlet Bahçeli, a proposé de sortir le chef du PKK de son isolement. Une remise en liberté paraît cependant peu probable, étant donné les menaces de vengeance qui pèsent sur Abdullah Öcalan.

« **Transfert de la lutte** » sur le « **terrain juridique et politique** »

Des centaines de personnes se sont rassemblées en dansant et en chantant dans plusieurs villes du sud-est à majorité kurde, dont Diyarbakir, pour la lecture de son message. Des écrans géants ont aussi été dressés dans le nord de la Syrie et de l'Irak où vit également une importante communauté kurde.

Abdullah Öcalan avait exprimé lors de précédentes rencontres avec des députés prokurdes sa « *détermination* » à tourner la page de la

lutte armée. « *Si les conditions se présentent, j'ai le pouvoir théorique et pratique de transférer le conflit du terrain de la violence au terrain juridique et politique* », avait-il assuré fin octobre à l'un de ses interlocuteurs. Ses deux précédents appels à la trêve, au début des années 2000 puis en 2013, avaient cédé la place à des flambées de violence.

« *Des millions de personnes prient pour une solution* », a affirmé mardi le vice-prési-

dent du DEM, Tuncer Bakırhan. Selon lui, M. Öcalan « ne veut pas seulement que les Kurdes soient libres de parler leur langue, mais que toute expression démocratique soit possible » dans le pays, a-t-il dit récemment.

### Pression d'Erdogan sur l'opposition

Le président Recep Tayyip Erdogan, qui s'est peu exprimé sur le sujet, a confirmé à plusieurs reprises la politique de « la main tendue aux

frères kurdes », qui constituent la principale minorité de Turquie (20 % de la population environ), tout en accentuant la pression sur l'opposition, en particulier sur le parti DEM, dont dix maires ont été démis de leurs fonctions depuis leur élection l'an dernier.

C'est le cas du populaire maire de Mardin (sud-est) et figure du mouvement kurde, Ahmet Türk, 82 ans, qui s'est rendu jeudi à Imrali et a lu le message d'Abdullah Öcalan

en kurde. Des vagues d'arrestations ont été conduites contre des centaines de personnes - militants politiques, élus, artistes, journalistes - accusées de terrorisme. Cependant, et en dépit du charisme intact de M. Öcalan, une vaste incertitude pèse sur la réponse des combattants du PKK, pour la plupart repliés dans les montagnes de la région de Qandil, dans le nord de l'Irak.

La Turquie accuse aussi le PKK de combattre dans le

nord-est de la Syrie au côté des Forces démocratiques syriennes (FDS). Or les FDS sont soutenues par les États-Unis au nom de la lutte contre les jihadistes du groupe État islamique. Le ministre des Affaires étrangères turc Hakan Fidan a appelé à plusieurs reprises les nouvelles autorités de Damas, alliées d'Ankara, à expulser « les combattants non syriens » issus du PKK. « Ce n'est pas seulement une menace pour notre sécurité, mais pour la région entière », a-t-il estimé.

LE FIGARO

27 février 2025

## « Un exemple d'hostilité » : l'Iran dénonce de nouvelles sanctions américaines

Donald Trump a été l'artisan d'une politique dite de « pression maximale » envers l'Iran durant son premier mandat (2017-2021), avec le rétablissement de sanctions pour affaiblir le pays économiquement et l'isoler sur la scène internationale.

Les nouvelles sanctions américaines annoncées ce lundi contre le secteur pétrolier iranien sont « un exemple d'hostilité » des États-Unis envers l'Iran, a estimé mercredi Téhéran. Le président américain Donald Trump a été l'artisan d'une politique dite de « pression maximale » envers l'Iran durant son premier mandat (2017-2021), avec le rétablissement de

sanctions pour affaiblir le pays économiquement et l'isoler sur la scène internationale. Le locataire de la Maison Blanche se dit désormais favorable à des négociations avec l'Iran pour encadrer son programme nucléaire depuis son retour au pouvoir en janvier. Mais il a également renforcé les sanctions contre Téhéran.

Ce lundi, Washington a ainsi annoncé une nouvelle série de mesures à l'encontre de personnes, de sociétés et de navires accusés de contourner les sanctions déjà en place contre le pétrole iranien. « Il s'agit d'un exemple d'hostilité des dirigeants américains à l'égard du bien-

être, du développement et du bonheur du peuple iranien », a estimé le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaï. Donald Trump a indiqué début février vouloir un accord avec l'Iran sur son programme nucléaire. « Cela permettrait à l'Iran de se développer (économiquement) et de prospérer pacifiquement », avait ajouté le président américain sur son réseau social Truth.

« L'imposition de sanctions contre la nation iranienne est la plus grande preuve du mensonge de ces propos », a relevé le porte-parole iranien, sans toutefois spécifiquement faire de lien avec cette déclara-

tion du président américain. Les sanctions annoncées ce lundi par le gouvernement américain sont les secondes en moins d'un mois à frapper le secteur pétrolier iranien. L'Iran dépend d'un réseau de navires pétroliers pour contourner les sanctions occidentales et continuer à vendre son pétrole qui lui fournit une source essentielle de revenus. Le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi a écarté ce mardi toute « négociation directe » avec les États-Unis sur le nucléaire iranien, dans le contexte actuel de « pression maximale » de Donald Trump.

The New York Times

Feb. 27, 2025  
Ben Hubbard

## What to Know About the Turkey-P.K.K. Conflict

The fighting has taken more than 40,000 lives over the past four decades. The group's leader is now calling for its fighters to put down their arms.

For more than four decades, Turkey has been fighting an armed insurgency by the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., a militant group that says it seeks greater rights for the country's Kurdish minority.

More than 40,000 people have been killed in the conflict, in both P.K.K. attacks on military and civilian targets, and Turkish military operations against the militants and the communities that harbor them. Turkey, the United States and other countries consider the group a terrorist organization.

Now, the group's founder, Abdullah Ocalan, has [called on Kurdish fighters to lay down their arms](#) — although it remains unclear how effective his plea will be and what, if anything, the Turkish government is offering the group in exchange for ending the fighting.

Here is what to know about the P.K.K. and its conflict with Turkey.

### Who are the P.K.K.?

The group launched an armed insurgency against the Turkish state in the early 1980s, originally seeking independence for the Kurds, who are believed to make up about 15 percent or more of Turkey's population.

Starting from the mountains in eastern and southern Turkey, P.K.K. fighters attacked Turkish military bases and police stations, prompting harsh government responses. Later,



Protesters in Syria calling for Turkey to release Abdullah Ocalan, the imprisoned Kurdistan Worker's Party leader. Delil Souleiman / Agence France-Presse — Getty Images

the conflict spread to other parts of the country, with devastating P.K.K. bombings in Turkish cities that killed many civilians.

In 1999, Turkey captured Mr. Ocalan and convicted him of leading an armed terrorist organization. He received a death sentence that was later commuted to life in prison. He remains revered by the group's members.

Since his incarceration, Mr. Ocalan has shifted its ideology away from secession and toward Kurdish rights inside Turkey.

Over the last decade, the Turkish military has routed P.K.K. forces from major Kurdish cities in southeastern Turkey, while using drones to kill its leaders and fighters,

hindering its ability to organize and carry out attacks.

The conflict has been on a low boil for years, although occasional P.K.K. attacks have revived fears of a wider conflict. Last year, a small squad of its militants stormed into the headquarters of a state-run aerospace company armed with rifles and explosives and killed [five employees](#) before the security forces regained control.

### Who are the Kurds?

The Kurds are an ethnic group of roughly 40 million people — there are widely varying estimates — concentrated in Iran, Iraq, Syria and Turkey.

They speak multiple dialects of Kurdish, a language not di-

rectly related to Turkish or Arabic. Most are Sunni Muslims.

The Kurds were promised a nation of their own by world powers after World War I, but that was never granted. There were Kurdish rebellions in various countries over the following generations, and Kurds have faced state suppression of their language and culture.

Kurdish Syrians, who were forced to flee ISIS fighting in northern Syria, waited for transportation to refugee camps after crossing the border into Turkey in 2014. Bryan Denton for The New York Times

In Syria, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, whose leaders have roots in the P.K.K. and follow Mr. Oca-

lan's ideology, controls the northeastern part of the country. They have been backed for years by the United States and played a crucial role in defeating the Islamic State, but the fall of the Syrian strongman Bashar al-Assad in December has [left their future status unclear](#). They are clashing with Turkish-backed Syrian rebels, and remain outside of the control of the new Syrian government in Damascus.

Since the 1991 Gulf War, the largely Kurdish northern region of Iraq has been semi-autonomous. The P.K.K. leadership is now based in the Qandil Mountains of northern Iraq. In recent years, Turkey

has attacked the group and affiliated militias in Iraq and Syria while lobbying the Iraqi government to expel it.

#### How did previous peace efforts fare?

Multiple efforts to freeze or end the Turkey-P.K.K. conflict have been made, starting with a cease-fire in 1993. But all of them collapsed, often leading to greater bloodshed.

Violence flared on and off until a new round of peace talks began in 2011. At that time, Turkish intelligence officers met with Mr. Ocalan in prison to map out a plan for his fighters to disarm, and Kurdish politicians ferried mes-

sages between him and his associates in northern Iraq.

But the process collapsed in mid-2015, with each side blaming the other for the failure. One of the conflict's most deadly phases followed, with pitched battles in cities in Turkey's southeast that killed more than 7,000 people, [according to the International Crisis Group](#).

#### Will this time be different?

Although Turkey still considers the P.K.K. a [separatist terrorist group](#) that does not represent the Kurdish people, it has acknowledged some historic violations of Kurdish rights and widened the margins for Kurdish language and

culture.

It has licensed Kurdish-language television and radio broadcasts and allowed Kurdish language as an elective course in some schools.

At the same time, however, the government has removed more than 150 elected Kurdish mayors from their posts since 2015, according to the Peoples' Equality and Democracy Party, which represents the pro-Kurdish movement politically and has seats in Parliament.

Most of the removed mayors were accused, and some convicted, of crimes related to the P.K.K.



Didar Abdalrahman  
Feb 28, 2025

## Kurdistan's oil exports to resume 'in coming hours': oil ministry

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iraq's oil minister on Friday said the resumption of Kurdistan Region's oil exports will be announced "in the coming hours," nearly two years after they were suspended.

"Iraq will announce in the coming hours the commencement of the Region's oil export operations" through the State Oil Marketing Organization (SOMO) via Turkey's Ceyhan port, Oil Minister Hayyan Abdul Ghani said in a statement from his ministry.

Exports will begin at a rate of 185,000 barrels per day and gradually increase to the level set in the federal budget, according to the ministry statement.

Oil producers operating in the Kurdistan Region said they are ready to resume exports, but first need a formal agreement about payments.

"As has been repeatedly made clear, APIKUR member companies remain prepared to immediately resume exports as soon as formal agree-

ments are reached to provide surety of payment for past and future exports consistent with our existing contractual legal and commercial terms. There has not yet been any outreach in this regard to APIKUR member companies," Myles B. Caggins III, spokesperson for Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR), told Rudaw English on Friday.

The exports were stopped in March 2023 after the International Court of Arbitration ruled in Iraq's favor

that Turkey had violated a 1973 pipeline agreement when it allowed the Kurdistan Region to independently export oil. The final hurdle in negotiations to resume exports was resolved earlier this year when the Iraqi parliament passed an amendment to the federal budget to increase transportation and production fees paid to oil producers.

The stop has cost billions of dollars in lost revenue.

## En Turquie, le chef kurde Abdullah Öcalan appelle à la dissolution du PKK

Alors que la stratégie du président Erdogan reste floue, rien ne dit que les jeunes militants kurdes vont accepter de rendre les armes.

**E**n Turquie, une page de l'histoire contemporaine est peut-être en train de se tourner. Dans une lettre rendue publique, jeudi 27 février, Abdullah Öcalan, 75 ans, fondateur et chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a demandé à toutes ses unités de déposer les armes : probablement plusieurs milliers d'hommes et de femmes disséminés dans les montagnes d'Irak et du nord de la Syrie. Plus qu'un arrêt des combats, il a appelé à la dissolution de son organisation, une décision qui, si elle est suivie, pourrait ouvrir la voie d'une paix avec Ankara après quarante ans de guérilla, d'attaques et de représailles. Elle pourrait aussi avoir des conséquences politiques et sécuritaires considérables pour l'ensemble de la région.



Abdullah Öcalan, le leader emprisonné du PKK (au centre), est vu avec des politiciens et des législateurs du Parti de l'égalité et de la démocratie du peuple pro-kurde (DEM), Ahmet Turk, Pervin Buldan, Sirri Sureyya Onder, Tulay Hatimogullari, Tuncer Bakirhan, Cengiz Cicek et Faik Ozgur Erol, dans la prison de l'île d'Imrali, en Turquie, le 27 février 2025. DEM PARTY/REUTERS

Abdullah Öcalan – malgré son incarcération sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara – reste le visage incontournable de la cause kurde en Turquie. Son message était attendu depuis plusieurs jours. La date du 15 février avait été évoquée, mais le gouvernement turc s'y est opposé car elle correspondait à celle de son arrestation, le 15 février 1999, au Kenya, par les services secrets d'Ankara. Un message vidéo du leader a aussi été envisagé, mais, là encore, les autorités ont opposé un refus. C'est donc dans un hôtel du centre d'Istanbul, le Elite World Taksim, qu'une délégation de la formation de gauche pro-kurde, le Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples

(DEM), a lu, en kurde puis en turc, l'appel d'Abdullah Öcalan, sous une photo montrant le leader du PKK, le visage fermé, les cheveux blanchis, une feuille blanche à la main, entouré des membres de la délégation du DEM.

Après avoir affirmé que l'émergence et le développement du PKK, fondé en 1978, provenaient d'un « déni explicite de la réalité kurde [et de] la restriction des droits et libertés fondamentaux », il dit dans sa lettre lancer « un appel au dépôt des armes » et en assumer l'entière responsabilité. Il y exhorte les combattants de son mouvement à convoquer un congrès, « comme le feraient volontairement toute commu-

nauté et tout parti moderne dont l'existence n'a pas été abolie par la force », en vue de la dissolution de l'organisation.

### La lutte armée a « fait son temps »

Respect des minorités ethniques, liberté d'expression et droit à l'auto-organisation démocratique : « Le langage de l'époque de la paix doit être développé en fonction de cette réalité », écrit-il, ajoutant que la lutte armée a « fait son temps » et qu'il fallait y mettre un terme, parce que « le besoin d'une société démocratique est inévitable ». Sans jamais avoir évoqué l'idée de fédéralisme, ou encore moins celles d'indépendance et

d'autonomie, remises depuis des années, il conclut : « J'adresse mes salutations à tous ceux qui croient en la coexistence » entre Turcs et Kurdes.

Dans l'hôtel Elite World Taksim, un groupe de militants kurdes plutôt âgés a applaudi à la lecture de l'appel à déposer les armes. Au même moment, des milliers de personnes se sont également rassemblées en dansant et en chantant dans les villes du sud-est, à Diyarbakir et Van, où la lecture du message d'« Apo » – « oncle » en kurde –, comme l'appellent ses fidèles, a été retransmise en direct. Des écrans géants ont aussi été dressés dans le nord de la Syrie et de l'Irak

où vit une forte minorité kurde.

Mais cet optimisme a été de courte durée. Dès l'appel diffusé, nombreux ont été les commentateurs à rappeler qu'il y a dix ans, en 2015, une trêve de deux ans entre le PKK et l'Etat turc avait imploré et entraîné une des pires séquences de violences de ce long conflit. Plus de 7 000 personnes, dont des centaines de civils, sont mortes depuis. Elles sont plus de 40 000 au total, depuis le déclenchement de la guerre, en 1984, entre l'armée turque et l'organisation, classée comme terroriste par Ankara, Bruxelles et Washington. Pas moins de six cessez-le-feu ont été exigés par les dirigeants du PKK et autant ont volé en éclats.

L'autre point fragile aux yeux des Turcs est le peu de visibilité sur la manière dont l'organisation répondra à cet appel et comment celui-ci sera perçu par les militants kurdes. « *Öcalan prend un grand risque*, affirme le journaliste İrfan Aktan. *Parce que non seulement, on ne sait pas comment les Kurdes d'Irak et de Syrie vont le suivre, mais aussi parce qu'on ne mesure pas de quelle manière les jeunes Kurdes de Turquie, très en colère à propos de la situation générale, réagiront.* »

### Pression sur l'opposition

Après sa présentation, le député du DEM Sirri Süreyya

Önder, qui a rencontré avec les autres membres de la délégation Abdullah Öcalan sur son île-prison à trois reprises depuis décembre, a lu une note supplémentaire du fondateur du PKK qui n'était pas incluse dans sa lettre : « *Il est évident que pour la mise en œuvre pratique du désarmement et la dissolution du PKK, la reconnaissance d'une politique démocratique et d'un cadre juridique est nécessaire.* » Cette remarque suggère que les dirigeants pourraient attendre certaines garanties et dispositions légales reconnaissant les droits des Kurdes en Turquie avant de prendre des mesures en faveur de la dissolution.

Et c'est là que la situation paraît la plus troublée. Depuis que Devlet Bahçeli, le chef du Parti d'action nationaliste (extrême droite), allié du président Recep Tayyip Erdogan, a pris l'initiative, en octobre 2024, de tendre la main aux députés du DEM et d'inviter Abdullah Öcalan à venir annoncer devant le Parlement le démantèlement du PKK, aucune proposition sur la question kurde n'est venue de l'exécutif. Un cycle de consultations a été amorcé sans que ses objectifs soient clairement définis.

Le chef de l'Etat, qui s'est peu exprimé sur le sujet, a confirmé à plusieurs reprises la politique de « *la main tendue aux frères kurdes* », tout en accentuant la pression sur l'opposition, en particulier sur les élus DEM, dont dix maires

ont été démis de leurs fonctions depuis leur élection en mars 2024. C'est le cas du populaire maire de Mardin et figure du mouvement kurde, Ahmet Türk, 82 ans, qui a lu le message d'Abdullah Öcalan, jeudi, en kurde dans l'hôtel d'Istanbul. Des vagues d'arrestations se sont succédé ces dernières semaines contre des centaines de personnes – militants politiques, élus, artistes, journalistes – accusées de « terrorisme ».

« *L'Etat turc n'a pas l'intention de démanteler le système qui a été mis en place depuis dix ans, les mesures autoritaires le signalent*, explique Halil Karaveli, analyste de l'Institut Asie centrale-Caucase. *Améliorer les conditions de détention d'Öcalan ou faire des concessions aux Kurdes ne signifie pas qu'on est en train de commencer une révolution libérale. Toutefois, le cas échéant, il y aura des répercussions démocratiques inévitables.* »

### « Processus obscur »

Les détracteurs nationalistes et d'extrême droite d'Erdogan n'ont pas tardé à critiquer l'appel d'Öcalan. Ali Sehiroglu, vice-président du Parti de la victoire – Zafer (Partisi) –, a promis dans un message sur X d'annuler « *ce processus obscur* ». « *Nous ne laisserons pas la patrie turque être divisée* », a posté Musavat Dervisoglu, chef du Bon Parti (Iyi Parti). La principale formation d'opposition, le Parti républicain du peuple

(CHP), qui s'est appuyé sur le vote des Kurdes lors des dernières élections, a, lui, soutenu l'initiative. Son président, Özgür Özel, a déclaré que l'appel était « *important* » et a exprimé l'espoir que le PKK en tiendrait compte.

L'un des principaux objectifs de la démarche d'Erdogan auprès d'Öcalan, souligne la journaliste Amberin Zaman, est de creuser un fossé entre le CHP et le DEM avant la prochaine présidentielle, prévue en 2028. « *Le fait de pouvoir revendiquer la victoire sur le PKK donnerait à M. Erdogan un énorme coup de pouce parmi les nationalistes*, écrit-elle dans *Al-Monitor*. *Les ouvertures faites à Öcalan, longtemps qualifié de "tueur de bébés", permettraient de rallier suffisamment de Kurdes, selon le raisonnement du chef de l'Etat.* »

Sur la chaîne progouvernementale A Haber, Efan Ala, vice-président de la formation du président, le Parti de la justice et du développement (AKP) et figure-clé des précédents pourparlers de paix, a été le premier à commenter le point de vue turc. « *Le résultat de l'appel est que l'organisation terroriste se dissout, et tout le monde doit faire un effort pour parvenir à ce résultat* », a-t-il dit sur un ton assez direct, précisant dans la même phrase : « *Si le terrorisme persiste, nous sommes déterminés à continuer à le combattre.* »



Laurent Perpigna-Iban  
28 février 2025

## « Tous en état de choc » : après l'appel d'Ocalan à la dissolution du PKK, l'émotion des Kurdes de Turquie

Dans le sud-est du pays, l'annonce par le leader emprisonné de la fin du Parti des travailleurs du Kurdistan et du dépôt des armes a suscité autant l'effroi que, chez certains, l'espoir d'une paix durable.

Ce jeudi 27 février, le temps s'est figé dans le sud-est de la Turquie. Cela faisait plusieurs semaines que « l'appel du siècle », préparé dans le plus grand secret par le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, était attendu avec impatience. Il a été rendu public lors d'une conférence de presse, diffusée sur des écrans géants dans les villes à majorité kurde de Diyarbakir et de Van, mais également dans le nord de la Syrie et de l'Irak.

Fruit d'un cycle de négociations entamé depuis plusieurs mois avec des représentants de l'Etat turc et des figures du mouvement politique prokurde DEM – anciennement HDP –, l'annonce d'Abdullah Ocalan, dont les termes n'avaient pas filtré depuis sa rédaction, a eu l'effet d'un coup de tonnerre. Zana R., 50 ans, s'est rendu sur la place centrale de Diyarbakir, afin d'assister « à ce moment historique ». Il raconte : « Il y avait beaucoup de monde, le moment était très émouvant. Après la lecture de la déclaration, nous étions tous en état de choc. Beaucoup étaient démoralisés, certains en larmes », explique-t-il. Avant de poursuivre : « Des slogans à la gloire du PKK ont été repris par la foule, il était difficile de croire que nous venions d'assister à une déclaration de dissolution. J'imagine que beaucoup avaient du mal à encaisser la nouvelle. »

Dilan (1), 38 ans, également présente à Diyarbakir, ne

cache pas sa stupéfaction : « Nous nous attendions à un appel au désarmement, mais pas à une dissolution de l'organisation. Je n'imaginai pas qu'une telle décision, après quarante-sept ans de lutte armée, pourrait être prise sans un congrès exceptionnel. Je peine à décrire mes sentiments. Je ressens beaucoup d'amertume, je suis en état de choc, qu'allons-nous gagner ? » questionne-t-elle.

Omer. D, militant infatigable de la cause kurde, veut se montrer pragmatique : « Le PKK était devenu un épouvantail en Turquie, et servait à justifier une répression féroce contre notre peuple et ses représentants, avec un usage disproportionné de la force. Je considère que le recours à un processus de lutte armée n'était désormais plus efficace. Aussi, je pense que c'est une décision raisonnable. » Même s'il ne cache pas ses nombreux doutes quant au futur de la région : « Quel avenir s'offre à nous désormais ? La Turquie acceptera-t-elle de s'engager sur une voie qui embrassera toutes les composantes ethniques et politiques [du pays] ? J'espère qu'il y aura des développements positifs, mais j'en doute. Jusqu'à présent, Erdogan n'a pas envoyé un seul signal positif. Veut-il vraiment la paix ? »

Une crainte largement partagée par la population kurde de Turquie. Et pour cause : pendant que les négociations avec Abdullah Ocalan se poursui-

vaient, plusieurs maires et co-maires du parti prokurde DEM, démocratiquement élus, étaient démis de leurs fonctions et remplacés par des administrateurs nommés par le pouvoir. Ce fut le cas il y a quelques jours des élus de la ville de Van, accusés d'être liés au Parti des travailleurs du Kurdistan.

Pour Polat, 42 ans, habitant d'un village détruit par l'armée turque dans les années 1990, « il y a beaucoup d'anxiété et de peur. Parce que jusqu'à présent, les Kurdes n'ont rien obtenu en termes de droits et de libertés. Les millions de Kurdes de ce pays doivent obtenir une reconnaissance au cours du siècle à venir, sinon, l'histoire est vouée à se répéter. La Turquie devra faire des pas dans ce sens, et nous verrons dans la période à venir si ceux-ci satisferont l'opinion publique kurde. Mais pour l'heure, nous avons du mal à trouver un motif d'espoir. »

Militant kurde de longue date, Mehmet Ekinci, habitant de la ville de Batman, s'interroge aussi sur les coulisses de cette décision. « Rien n'est clair. Nous sommes dans l'attente, les zones d'ombre sont très nombreuses, dit-il. Le PKK ne peut se dissoudre sans des garanties claires pour le peuple kurde ni sans une implication en ce sens des grandes puissances. Or, nous ne savons rien, c'est très déstabilisant. »

Un de ses compagnons, ayant

requis l'anonymat pour des raisons de sécurité, va plus loin : « La personne qui mène ce pays en tant que Président, Recep Tayyip Erdogan, n'a pas démocratisé la Turquie, il a fait précisément le contraire. Comment cet homme pourrait-il contribuer à apporter une paix durable à une région marquée par un siècle de conflit ? » Mehmet Ekinci reprend : « J'imagine qu'avec cette déclaration, Ocalan a voulu montrer qu'il était en mesure de prendre l'initiative. La balle est maintenant dans le camp du gouvernement, et la question est de savoir ce qu'il va en faire. Si le pouvoir turc s'implique et avance dans le bon sens, alors cela fonctionnera. Si ce n'est pas le cas, alors je pense que ce chemin vers la paix ne se concrétisera pas. »

Pour autant, dans le sud-est de la Turquie marqué au fer rouge par des décennies d'un conflit sanglant, beaucoup disent toutefois avoir bon espoir qu'une paix durable puisse, à court terme, se construire. Milet, 46 ans : « J'espère que le PKK ira au bout de la démarche, déposera les armes et se dissoudra, estime Milet, 46 ans. Ce message nous donne de l'espoir. Les nombreuses familles dont les enfants ont rejoint la guérilla dans les montagnes d'Irak seront certainement rassurées, et j'espère qu'ils pourront se retrouver très vite. Le sang a coulé pendant trop longtemps, et il est tant que cela cesse. »

(1) Le prénom a été modifié.

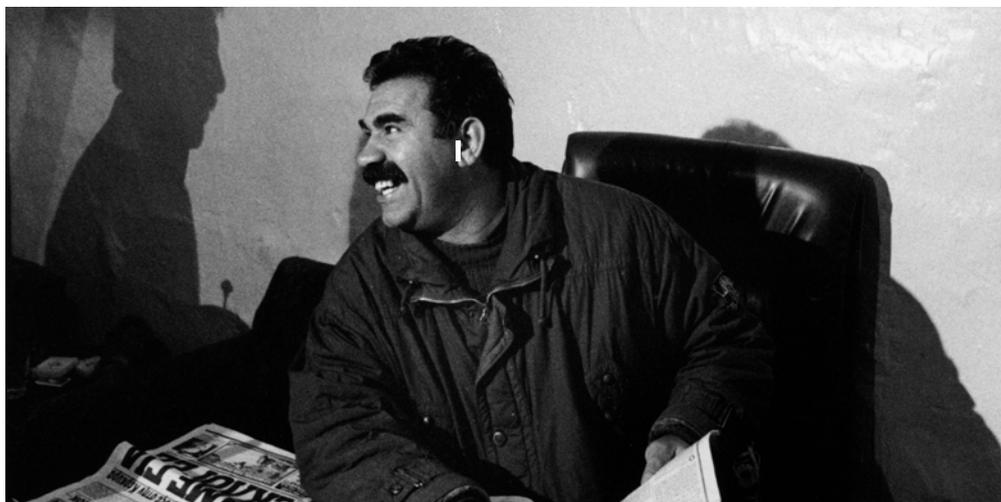
**Le Monde** Nicolas Bourcier  
28 février 2025

## Abdullah Öcalan, fondateur du PKK devenu icône de l'identité kurde

**P**ortraitLe chef de file historique du PKK, détenu depuis 1999 en Turquie, a appelé, jeudi, à la dissolution du mouvement armé qu'il a lui-même créé dans les années 1970. Un tournant dans les relations avec Ankara.

Vingt-six ans séparent son arrestation de son appel à déposer les armes et à dissoudre son mouvement, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Un gros quart de siècle durant lequel Abdullah Öcalan est resté derrière les barreaux de l'île-prison d'Imrali (Turquie), en mer de Marmara, détenu à l'isolement total la plus grande partie de son temps et encadré par 1 000 militaires, loin des regards du monde. Jusqu'au jeudi 27 février où, à 75 ans, il a fait passer le message que le temps de la dissolution était arrivé. Une décision historique, à la mesure du personnage et de son parcours.

Quand des agents des services secrets turcs l'arrêtent au Kenya, le 15 février 1999, cet homme à la moustache noire est quasi inconnu du public occidental. Les autorités turques, elles, le connaissent bien et pensent en avoir fini avec le PKK, organisation fondée une vingtaine d'années auparavant et lancée dans une guerre meurtrière contre le pouvoir en place. Or, c'est le contraire qui va se produire : tout au long de ces vingt-six années, l'influence du parti n'a cessé de s'étendre à l'ensemble des régions kurdes du Moyen-Orient, ses idées sont aujourd'hui défendues par une multitude d'entités. Quant à Öcalan, il est devenu un symbole, « y



NIKOS ECONOMOPOULOS/MAGNUM PHOTOS

*compris pour ceux qui ne partagent pas ses idées », d'après le politiste Hamit Bozarslan, fin observateur de la société kurde et anatolienne.*

Surnommé affectueusement « Apo » (« oncle », en kurde), ou encore « Soleil de la galaxie » par ses partisans, haï par une majorité de la population et les représentants de l'Etat turc, pour lesquels il demeure ce « *chef terroriste* » dont il n'est même plus utile de citer le nom, Abdullah Öcalan a réussi à maintenir la cohésion de l'appareil du PKK malgré ses revirements, l'évolution de son discours, les divisions internes et les revers opérationnels. Le fait que son arrestation, en 1999, n'ait pas provoqué l'éclatement du parti illustre aussi sa capacité à conserver, depuis sa cellule, une position dominante dans le débat, en Turquie, sur la question kurde.

Abdullah Öcalan voit le jour le 4 avril 1949, à Ömerli, un village kurde de Turquie. Sa famille elle-même porte en elle cette double empreinte culturelle : sa mère est turque, son père kurde. Fils

aîné d'une fratrie de huit, il commence sa scolarité dans une bourgade arménienne située à deux heures de marche. « *Une fois que j'ai commencé à aller à l'école, j'ai senti que mon seul obstacle était ma kurdité, écrivait-il dans un de ses nombreux livres. (...) Les mots chauvins et dérangeants me parvenaient progressivement.* »

### Quête de repères

Pendant les vacances scolaires, le collégien Abdullah Öcalan travaille dans les champs de coton, où il endure avec d'autres travailleurs les conditions de vie sous la tente. Une expérience qu'il racontera, plus tard, entouré de ses hommes. A la maison, il s'oppose souvent à sa mère, attachée aux traditions teintées de féodalisme. Mais c'est un conflit avec son père qui le conduit à quitter le foyer parental à 11 ans, pour se réfugier chez sa sœur, mariée dans un village des environs. Devant ses camarades de classe, il joue volontiers les meneurs, voire les chefs de bande. En quête de repères, il se tourne un temps vers l'is-

lam, sans y trouver les certitudes attendues, et soigne aussi ses relations avec ses enseignants turcs, qui le lui rendent bien, certains contribuant même, d'après lui, à forger son esprit rebelle.

Marqué par le coup d'Etat de 1960 fatal au gouvernement civil mais attiré par l'autorité et le pouvoir, Abdullah Öcalan cherche ensuite à intégrer un lycée militaire. Recalé au concours en raison de son trop jeune âge, il préfère y voir un rejet de ses origines kurdes. Qu'importe, en 1966, il décroche un autre concours et rejoint comme interne le lycée professionnel du cadastre, à Ankara.

En cette période d'agitation intellectuelle, il s'intéresse à tous les courants de pensée. Comme le soulignent Sabri Cigerli et Didier Le Saout dans leur livre *Öcalan et le PKK* (Maisonneuve & Larose, 2005), il suit des conférences organisées par l'auteur islamonationaliste turc Necip Fazil Kisakürek (1904-1983), le mentor intellectuel du futur président Recep Tayyip Erdogan. Abdullah Öcalan se rend

même dans les locaux des Foyers idéalistes, un groupement ultranationaliste turc. Mais c'est après avoir lu Leo Huberman (1903-1968), économiste de gauche américain, que son choix est arrêté : il sera socialiste. Dans un livre d'entretiens avec Dogu Perinçek, un militant maoïste qui deviendra plus tard ultranationaliste, il résumera son évolution d'une formule cinglante : « *Mahomet a perdu, Marx a gagné.* »

Son diplôme en poche, le voici bientôt employé du cadastre dans la ville kurde de Diyarbakir, ce qui l'aide à prendre la mesure des conflits opposant alors les chefs de village et les propriétaires terriens aux paysans et ouvriers agricoles dépourvus de terre. En 1970, il décide malgré tout de se faire muter à Istanbul, où il passe avec succès l'examen d'accès à la faculté de droit. Il y découvre les organisations kurdes et adhère aux Foyers révolutionnaires de la culture de l'Est, l'association politico-culturelle kurde la plus influente de l'époque.

Cette période ne dure guère. Déçu par l'enseignement du droit, il s'oriente vers des études de sciences politiques, à Ankara. Classé cinquième au concours d'entrée, il obtient une bourse pour l'établissement le plus sélectif de la capitale. Après le coup d'Etat militaire du 12 mars 1971, il est arrêté une première fois pour distribution de tracts hostiles au régime. Condamné pour propagande communiste, il passe sept mois dans la prison militaire de Mamak, à Ankara. Une expérience décisive à ses yeux : « *S'il n'y avait pas eu Mamak, je n'aurais pas pensé à créer une organisation, écrira-t-il plus tard. Je n'aurais pas considéré que je ne devais plus jamais être frappé.* »

Etant donné que les milieux d'extrême gauche turcs sont

peu ouverts à la question kurde, Abdullah Öcalan décide de créer, une fois libre, son propre groupe politique. C'est à ce moment-là, en 1972, lors d'un pique-nique en compagnie d'une poignée d'étudiants, qu'il expose pour la première fois ses idées et dénonce la « *colonisation du Kurdistan* ». Le noyau du futur PKK est né.

#### Lutte clandestine

Avant même sa création officielle, il charge ses membres d'aller recruter des militants dans les villes kurdes. L'objectif est alors de construire une organisation de libération nationale. En cela, elle s'oppose à l'extrême droite turque, mais aussi aux militants d'extrême gauche avec lesquels les affrontements sont souvent violents. « *Nous avons connu des fractures radicales avec la gauche turque, reconnaîtra-t-il, ce qui nous a permis de nous tourner vers le Kurdistan.* »

Sa lutte sera clandestine. En 1977, le groupe prend le nom d'Apocular, « les partisans d'Apo ». Une façon, en tant que leader, d'imprimer sa marque au mouvement. Les débats, dans lesquels il défend notamment la lutte armée, sont enregistrés sur des cassettes ensuite diffusées parmi les sympathisants. Dans un texte qu'il intitule « *Manifeste* », Abdullah Öcalan appelle à s'élever contre l'« *impérialisme turc* » et à se préparer à « *une lutte de longue durée* », avec pour objectif d'établir un Etat kurde indépendant, marxiste-léniniste et non aligné. Cette ligne changera au fil du temps et des circonstances.

Pour l'heure, il a à peine 30 ans et fonde son organisation dans un café du village de Fis, près de Diyarbakir. Une douzaine de personnes forment alors l'ossature du groupe. Le nom PKK sera proclamé à Ankara, en avril 1979, au cours d'une

réunion d'un « *comité central* ». Dans le même temps, Öcalan assoit son pouvoir, personnel et absolu.

Le premier attentat revendiqué a pour cadre un village de la région d'Urfa. La cible : un agha, un chef de clan kurde. Le but affirmé est d'éliminer un représentant de la domination féodale, l'idée sous-jacente étant de montrer qu'il est possible de briser le statu quo dans la région par un assassinat. L'attentat fait trois morts, mais l'agha en sort indemne. Par la suite, les opérations menées en Turquie comme à l'étranger feront beaucoup d'autres victimes civiles. Interrogé un jour sur le sujet, Öcalan affirmera que ces violences relèvent d'une forme de « *dérapiage* », « *non intentionnel* ». Assurant en avoir « *souffert* », il ajoutera : « *On ne peut mettre la responsabilité sur une seule personne.* »

#### Ambiguïté dans ses mots d'ordre

Dès sa création, le PKK est dans le viseur des autorités turques. Les arrestations s'enchaînent, parfois suivies de tortures. L'étau se resserre tant autour de son jeune chef que, en 1979, quelques semaines à peine après le premier attentat, celui-ci part se réfugier en Syrie, où le régime d'Hafez Al-Assad (1930-2000) lui offre sa protection. Cet asile durera près de vingt ans.

S'appuyant sur plusieurs milliers d'hommes venus le rejoindre, il travaille à son statut de leader providentiel, soucieux de son image. « *Dans les actions qu'il organise avec le PKK, il préconise la violence, observent Sabri Cigerli et Didier Le Saout. Devant les militants, il cultive le radicalisme. Devant la population civile et les médias, il se présente comme un homme de paix. Toutes ces facettes en font un redoutable guerrier, voire un terroriste ou encore*

*un farouche partisan de la justice.* »

Lui-même entretient l'ambiguïté dans ses mots d'ordre. Une formule comme « *je fais la guerre pour la paix* » traduit sa volonté de paraître un combattant malgré lui. Il assurera d'ailleurs à plusieurs reprises n'avoir jamais utilisé une arme de sa vie. Maintes fois aussi, il fera référence aux droits humains, tout en collaborant avec la Syrie des Al-Assad.

En 1986, Abdullah Öcalan fonde l'Académie Mahsum-Korkmaz, chargée de l'éducation politique et militaire des combattants. Cette structure s'installe d'abord dans la plaine libanaise de la Bekaa, puis en Syrie, près de Damas, avant de s'implanter au Kurdistan irakien. Öcalan y dispense des cours dont l'objectif est d'appliquer sa théorie de l'« *homme nouveau* », destinée à transformer les militants en « *vrais* » Kurdes, désaliénés de la domination turque, libérés de leurs personnalités de colonisés, disciplinés et prêts à mourir pour la cause. Près de 10 000 combattants y séjourneront.

Au fil du temps, l'allégeance et l'identification au chef sont allées crescendo, explique le géographe et essayiste Philippe Boulanger. « *Dans les années 1980, écrit-il dans la revue Maghreb-Machrek, on s'engage dans l'armée du PKK, dans les années 1990 dans celle d'Öcalan. "Apo" devient le pivot mythique de l'organisation qui réclame la fidélité des âmes, le supplice des corps et le sacrifice ultime par l'attentat-suicide au nom de la mission eschatologique de l'homme nouveau et de la régénérescence du peuple kurde.* »

Sous la menace turque de couper les vannes de l'Euphrate, la Syrie accepte d'expulser les cadres du PKK en 1998. S'ensuit une cavale de quatre mois sans visa qui

s'achèvera au Kenya en février 1999. Condamné en Turquie à la peine capitale quelques mois plus tard, jugé responsable de la mort de 40 000 personnes, il voit sa peine commuée en réclusion à perpétuité en 2002. A son procès, sur l'île d'Imrali, il plaide coupable, affirmant même que la lutte armée n'est pas la solution.

Depuis, des dizaines de témoignages d'anciens membres du PKK se sont succédé, accusant Abdullah Öcalan d'être un despote. Certains n'hésitent pas à le qualifier de tyran, et son parti de secte. Des propos qui n'ont nullement ébranlé l'opinion publique. En 2006, on apprend par une pétition lancée en Europe que plus de

3 millions de Kurdes reconnaissent en lui leur « leader incontesté ». Rien qu'en Turquie, 2 millions de personnes ont signé.

Les années suivantes, le chef adapte son dogmatisme en fonction des soubresauts de la politique internationale et des défaites du PKK sur le sol turc. Dans les messages

qu'il fait parvenir à ses avocats, il répète avoir abandonné l'idée d'indépendance, affirmant soutenir désormais un fédéralisme souple. En 2013, il déclare : « *Je veux voir la paix avant de mourir.* » Sa façon à lui de rester au cœur du jeu politique, même isolé sur son île-prison.

**The New York Times** Feb. 28, 2025

## Who Is the P.K.K. Leader Abdullah Öcalan?

The founder of the P.K.K., a guerrilla organization that has been fighting an insurgency against Turkey for decades, has called for his group to disarm and disband

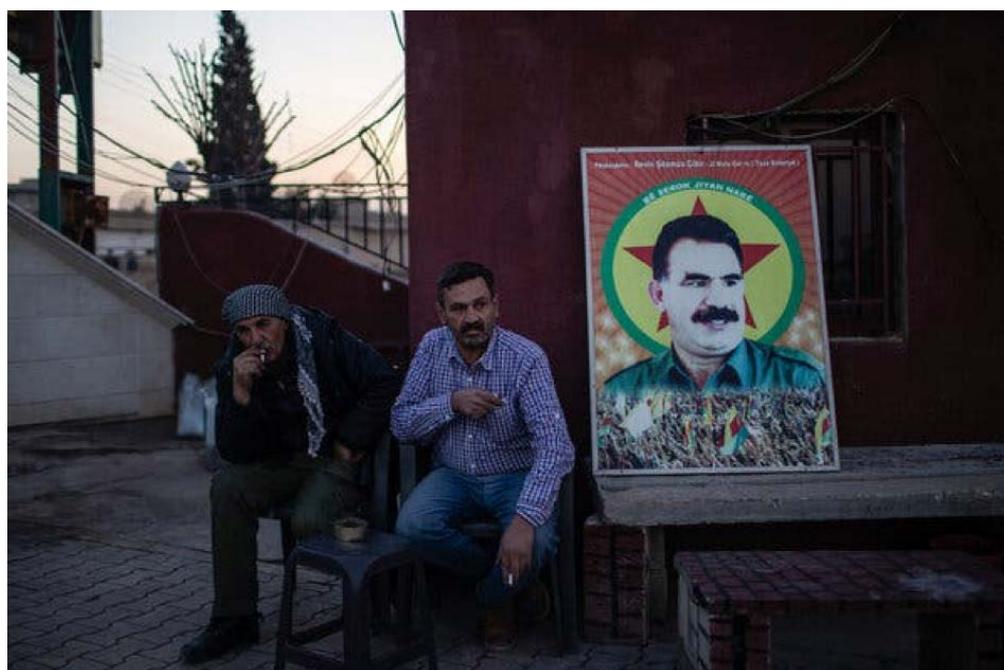
**A**bdullah Öcalan, the imprisoned leader of a Kurdish guerrilla movement that has been waging a bloody insurgency against the Turkish state for decades, has called on his fighters to lay down their arms and disband.

The rare message from Mr. Öcalan on Thursday raised the possibility that a conflict that has killed more than 40,000 people over four decades could finally end.

### Who is Abdullah Öcalan?

Mr. Öcalan is the founder and leader of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which has been battling the Turkish state. He has been in a Turkish prison for a quarter century.

The P.K.K. began as a secessionist group that sought to create an independent state for Turkey's Kurdish minority, but more recently it has said it was seeking greater rights for Kurds inside Turkey. Turkey, the United States and other countries classify Mr. Öcalan as a terrorist and the P.K.K. as terror group for its attacks that have killed Turkish



A poster of Abdullah Öcalan, the imprisoned leader of the P.K.K., in Qamishli, Syria, in 2022. Diego Ibarra Sanchez for The New York Times

security forces and civilians.

But many of Turkey's Kurds view Mr. Öcalan as a potent symbol of the struggle for Kurdish rights. And despite his imprisonment since Turkey convicted him in 1999 of leading an armed terrorist group, he wields great influence over the P.K.K. and its affiliated militias in Syria, Iraq and Iran.

Mr. Öcalan founded the P.K.K. in the late 1970s with a group of other rebels and largely ran the organization from neighboring Syria as it launched attacks in southeastern Turkey and later in other major Turkish cities.

In 1998, Syria forced him out and he traveled to Greece, Italy and Russia to seek asy-

lum before Turkish intelligence agents, with help from the C.I.A., captured him inside a plane at an airport in Nairobi, Kenya, on Feb. 15, 1999.

That same year, Turkey convicted him and sentenced him to death. That sentence was commuted to life imprisonment after Turkey abolished the death penalty as part of its

bid to join the European Union.

### What Does Mr. Ocalan Want?

At the start, the P.K.K. sought to create an independent Kurdish state and Mr. Ocalan said that armed action was necessary to advance that cause.

“We are not in favor of violence to solve the problems,” he said in 1988 in his first interview with Turkish journalists. But it was required, he said, “to prevent our national identity from being destroyed entirely.”

After his capture in 1999, he was incarcerated on Imrali Island in the Sea of Marmara, south of Istanbul, where he

was the only prisoner for many years. Behind bars, his views changed. His goal moved away from achieving an independent state, and he wrote that nation-states themselves violated people’s rights.

Instead, he proposed a new ideology, “democratic confederalism,” which he described as borderless, community-based democracy that promotes ecological living and gender equality. He also argued that Kurds could achieve their rights through what he considered to be the proper application of democracy in Turkey.

His new views were heavily influenced by the American political philosopher [Murray](#)

[Bookchin](#). The two men exchanged letters through Mr. Ocalan’s lawyers before Mr. Bookchin’s death in 2006.

### How Does Turkey See Mr. Ocalan?

For most Turks, Mr. Ocalan remains the country’s most hated terrorist, accused of ordering deadly attacks and driving an insurgency that killed more than 40,000 people over four decades. Turkish politicians and the news media frequently refer to him as a “baby killer” or the “chief terrorist.”

Human rights groups criticized his isolation on Imrali Island. In 2009, five other prisoners were sent to the facility, and Mr. Ocalan was allowed to meet them a few times a

week, according to Turkish media reports.

But in recent years, Mr. Ocalan and the island’s other inmates were not allowed any visitors, including their lawyers, or any phone calls with family members.

Last October, a powerful political ally of President Recep Tayyip Erdogan, made a [surprising public call](#) to Mr. Ocalan, requesting that he tell his fighters to lay down their arms and end the conflict.

That led to limited visits from relatives and political allies of Mr. Ocalan to explore the possibility of a new peace process between Turkey and the P.K.K.

The New York Times

Murat Bayram  
Feb. 28, 2025

## In Turkey, Jailed Kurdish Leader Urges Fighters to Disarm

Abdullah Ocalan, the leader of the Kurdish insurgent group P.K.K., called on his fighters to lay down their arms after decades of battling the Turkish state.

The imprisoned leader of a Kurdish guerrilla movement that has waged a bloody insurgency against the Turkish state called Thursday for his group to lay down its arms and dissolve, a pivotal declaration that could echo in neighboring countries and help end 40 years of deadly conflict.

Abdullah Ocalan, the leader of the [Kurdistan Workers’ Party](#), or P.K.K., made his appeal in a written statement that was read aloud during a news conference by members of Turkey’s main pro-Kurdish political party who had just visited him in prison. He said the group had gained ground at a time when “demo-

cratic channels of politics were blocked” but had outlived its life-span and should disband.

“Convene your congress and make a decision,” he said in the statement, read aloud first in Kurdish then in Turkish. “All groups must lay down their arms and the P.K.K. must dissolve itself.” Turkey and the Kurds must now move forward “with the spirit of fraternity,” the statement added, saying democracy was the only path to do so.

The news conference was packed with journalists and Kurdish politicians. Some in the audience applauded and gave a standing ovation when a new image of the rarely photo-

graphed Mr. Ocalan appeared on a screen.

The rare message from Mr. Ocalan raised the possibility that a conflict that has killed more than 40,000 people over four decades could finally end.

If the P.K.K. lays down its arms, it would resolve Turkey’s most enduring domestic security threat and mark a significant political achievement for President Recep Tayyip Erdogan.

Many Turks would praise him for ending the conflict and, if followed by further conciliatory steps toward the Kurds, could encourage them to support an effort to change the Constitution

to allow him to run for a third presidential term.

The P.K.K.’s disarmament could also shift dynamics elsewhere in the Middle East, given Mr. Ocalan’s profound influence over members of the group in Turkey and Iraq as well as Kurdish militias in Syria and Iran. to life in prison. Ramzi

But there was little indication of what would happen next.

There has been scant public discussion of who would monitor compliance with Mr. Ocalan’s call, what would happen to fighters who comply with it or what — if anything — the government has offered in ex-

change for the disarmament.

It also remains unclear what Mr. Ocalan's call will mean for P.K.K. members in Iraq, and for the U.S.-backed Kurdish-led militia that controls much of northeastern Syria and has ties to the P.K.K. Mazloum Abdi, the leader of the U.S.-backed Syrian Democratic Forces, praised Mr. Ocalan's call on Thursday but said during an online event that it was "not related to us in Syria."

The P.K.K. is classified as a terrorist organization by Turkey, the United States and other countries.

Mr. Ocalan's appeal came after a series of talks that included Turkish officials; Mr. Ocalan himself; and members of Turkey's main pro-Kurdish party, the People's Equality and Democracy Party, or D.E.M.

In a speech to members of his political party in January, Mr. Erdogan said the government had offered Mr. Ocalan's group no concessions. But ending the conflict would benefit Turks and Kurds alike, he said.

The goal of the talks was to get "the terror group to disband itself, to surrender its arms unconditionally," he said.

But in an interview published last week by the P.K.K.-linked Firat News Agency, a senior member of the group suggested that many issues remained unresolved.

"No one should think that there will be an easy negotiation at the table, signatures will be made and everything will be solved," said the senior member, Duran Kalkan. "The other side wants to eliminate the P.K.K." The Kurdish group has been battling the Turkish state since the early 1980s, attacking police stations and military posts and carrying out bombings that have killed many civilians. It began as a secessionist group that sought to create an independent



Abdullah Ocalan's statement was read out at a news conference held by the pro-Kurdish People's Equality and Democracy Party. Umit Bektas/Reuters

state for Turkey's Kurdish minority, but now says it seeks greater rights for Kurds inside Turkey.

For many Turks, Mr. Ocalan is the country's most despised terrorist. Turkish officials and news outlets often refer to him as "baby killer" or "chief terrorist." Convicted in 1999 of leading an armed terrorist group, Mr. Ocalan has been in prison for a quarter-century.

Turkey and the P.K.K. have tried over the years to resolve the conflict, most recently through peace talks that started in 2011. But negotiations broke down in 2015, ushering in a deadly new phase.

Last October, a powerful political ally of Mr. Erdogan made a surprising public call to Mr. Ocalan, asking him to tell his fighters to lay down their arms and end the conflict. Doing so, the politician said, could open a pathway for his life sentence in a Turkish prison to be ended.

That led to limited prison visits from relatives and political allies of Mr. Ocalan to explore the possibility of a new peace process.

Regional and domestic dynamics might have prompted the Turkish government to take a new look at its conflict with the P.K.K. Conflicts bubbling up around the Middle East may have motivated Turkey's leaders to try to ensure stability at home.

Turkey's military has seriously degraded the P.K.K.'s military capabilities, which may have made the group more open to negotiations.

And the rise of a Turkish-allied rebel group to power in Syria in December has left the Kurdish-led Syrian Democratic Forces in northeastern Syria vulnerable and in danger of having its power eroded.

"Turkey's space of maneuver expanded significantly," said Sinem Adar, a Berlin-based, Turkey analyst at the German Institute for International and Security Affairs. "It is a now-or-never moment for Turkey" to weaken the territorial control of the Kurdish militia in Syria, which it considers as a threat to its security, she added.

On Thursday in Diyarbakir, a predominantly Kurdish city in eastern Turkey, Mr. Ocalan's

call for disarmament drew mixed emotions.

Hundreds of people had gathered in the city center to listen to his message, which was broadcast through large loudspeakers dotting the Dagkapi Square.

A few, like Baran Aydin, a 29-year-old Kurd who said he had been imprisoned for seven years for P.K.K.-related charges and had been released only a week ago, said they trusted Mr. Ocalan's decision making and were hopeful. But more left crying in frustration and confusion when the reading in Kurdish ended.

"I am not sure what I am feeling," said Sakir İlbey, a 58-year-old Kurd. "Peace means being equal to a Turk."

But "I don't trust the state," he added.

Mem Erzen, 24, said he had expected Mr. Ocalan would call for disarmament, but was nevertheless disappointed.

"I have witnessed losses most of my life," he said. "I understand now it is time for diplomacy," he added. "But I am sad."

## Dans le sud de la Syrie, la population se mobilise contre le projet israélien de « zone de sécurité »

**R**eportage Benjamin Nétanyahou a réclamé « la démilitarisation complète (...) dans les provinces de Kuneitra, Deraa et Souweïda » et a assuré qu'Israël protégerait la communauté druze. Des annonces accueillies par des manifestations dans la région.

L'explosion a fait sursauter toute la famille. « *Les fenêtres ont tremblé et les enfants pleuraient à cause des avions qui tournaient dans le ciel* », lâche Oum Ali, en tirant calmement sur sa cigarette. Aux alentours de minuit, dans la nuit du mardi 25 au mercredi 26 février, douze véhicules blindés israéliens surmontés de mitrailleuse ont pénétré dans le village d'El-Bakkar, dans le sud de la Syrie, pour faire exploser un dépôt de munitions et de missiles abandonnés par l'armée syrienne à la chute de Bachar Al-Assad, en décembre 2024.

« *On en a fini avec Bachar mais ce sont les Israéliens qui débarquent* », fulmine la cheffe de famille, emmitoufflée sur sa terrasse éblouie par le soleil d'hiver. Au loin, derrière les collines, une enfilade d'éoliennes marque la frontière israélienne. « *On vit à côté d'eux. On a peur qu'ils nous fassent partir de chez nous. Le droit à la terre, ils ne connaissent pas. Nous*



ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

*refuserons tout plan israélien de diviser la Syrie* », poursuit-elle, en référence aux dernières menaces du premier ministre israélien.

Dimanche 23 février, Benjamin Nétanyahou a réclamé « *la démilitarisation complète du sud de la Syrie dans les provinces de Kuneitra, Deraa et Souweïda* ». Quarante-huit heures plus tard, simultanément au raid mené dans le village d'El-Bakkar, des avions israéliens ont bombardé deux sites militaires dans la banlieue de Damas et la province de Deraa. Ces frappes, qui ont fait au moins deux morts au sein de la nouvelle armée syrienne, s'ajoutent à des centaines d'autres menées par l'Etat hébreu à travers le pays depuis la prise de Damas par la coalition rebelle emmenée par les islamistes de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC).

### Vent de colère

« *Nous ne permettrons pas que le sud de la Syrie devienne un autre Sud-Liban. Toute tentative des forces du régime syrien et des organisations terroristes de s'implanter dans la zone de sécurité du sud de la Syrie sera accueillie par le feu* », a menacé, mercredi, Israel Katz, le ministre de la défense israélien. Ces déclarations ont suscité un vent de colère en Syrie, particulièrement dans les régions méridionales. Toute la semaine, de grands rassemblements et des manifestations se sont succédé dans les provinces de Souweïda, Deraa et Kuneitra, mais aussi à Damas, Homs et Alep et jusque sur la côte, dans le bastion alaouite de Lattaquié.

« *Nous refusons toute ten-*

*tative d'incursion israélienne, qu'elle soit politique ou militaire. Nétanyahou tente de diviser la population syrienne. Nous respectons nos voisins, ils doivent en faire autant. Cela fait quatorze ans que nous ne connaissons que la guerre, nous sommes fatigués* », livre, au lendemain des frappes israéliennes, Awda Shlash, un habitant du village de Sour, dans la province de Deraa, qui reste sous le contrôle de factions armées locales qui ont prêté allégeance au nouveau pouvoir à Damas.

Dans le sud du pays, alors que Benjamin Nétanyahou a annoncé qu'Israël ne tolérerait « *aucune menace contre la communauté druze du sud de la Syrie* », tous les regards se sont tournés vers les montagnes de Souweïda, bastion de cette minorité

religieuse qui pratique un culte ésotérique dérivé de l'islam chiite.

#### « Nouvelle stratégie de colonisation »

A la chute du régime, les principaux groupes armés qui contrôlent cette région montagneuse ont annoncé qu'ils ne déposeraient pas les armes. Tout en dialoguant avec le nouveau gouvernement, ils expriment des réserves face à la présence des islamistes dans les arcanes du pouvoir naissant. Pourtant, à Souweïda, les déclarations de M. Nétanyahou ont fait l'effet d'un électrochoc parmi la population, qui a organisé, mardi, une manifestation massive au cœur de la ville.

« *Souweïda ne sera pas le poignard empoisonné dans le dos de la Syrie. Nous n'accepterons pas d'être perçus comme des traîtres dans notre pays. Israël soutient certaines parties à Souweïda pour semer le trouble. Elle se fait la caisse de résonance de voix sécessionnistes qui sont ultra-minoritaires et surtout formées de soutiens de l'ancien régime, de criminels et de trafiquants qui ont peur d'être arrêtés par les nouvelles autorités. Israël investit sur les divisions pour déstabiliser la Syrie* », dénonce Khaled Saloum, président de l'association Juzur à Souweïda.

A Kuneitra, dernière province du sud de la Syrie, jouxtant la frontière israé-

lienne, d'autres manifestations ont été organisées cette semaine. « *Nous défendons l'unité du pays. Nous craignons qu'Israël joue sur un effet d'annonce : revendiquant une zone démilitarisée dans tout le sud pour obtenir a minima de garder leur contrôle sur la zone tampon* », s'inquiète Dirar Al-Bachir, un activiste d'Al-Rafeed, un village niché au cœur de la zone dite démilitarisée instaurée en 1974 entre la Syrie et le plateau du Golan, occupé par l'Etat hébreu.

Dans les heures qui ont suivi la chute du régime de Bachar Al-Assad, l'armée israélienne s'est emparée de la zone. En violation flagrante de l'accord, les forces israéliennes y ont construit, depuis, sept bases militaires et plusieurs postes d'observation, entraînant le déplacement forcé de centaines d'habitants. A l'intérieur du périmètre, les soldats israéliens mènent des patrouilles quotidiennes et multiplient les incursions au-dehors, en territoire syrien. « *Ils font des enquêtes, récoltent des informations, établissent des statistiques. Ils se renseignent sur le nombre d'écoles, d'enfants, de centres de santé, etc.* », s'inquiète Omar Ismail, le mukhtar, chef du village, d'Al-Rafeed niché au cœur de la zone tampon.

Dans cette bourgade agricole peuplée de 5 000 âmes, les soldats israéliens sont venus propo-

ser aux habitants de l'aide humanitaire, de la nourriture, de l'électricité, du carburant et même du travail dans les champs ou sur les chantiers dans le Golan occupé par Israël, moyennant 70 dollars (67 euros) par jour. « *Personne n'a accepté. Ils tâtent le terrain, cherchent à normaliser leur présence avant d'occuper pleinement notre terre. C'est une nouvelle stratégie de colonisation, plus pernicieuse et sophistiquée qu'à Gaza ou en Cisjordanie* », dénonce Omar Ismail.

#### « L'histoire se répète »

Dans la semaine du lundi 24 février, Benyamin Nétanyahou et son ministre de la défense, Israel Katz, ont tous deux affirmé que l'armée israélienne restera au sommet du mont Hermon et occupera « *pour une durée indéterminée* » la zone tampon. « *L'histoire se répète* », se désole Khaldia Al-Kherwish, dont la famille a été expulsée du Golan dans les années 1970. « *Nous sommes des gens simples, nous ne voulons pas de problème avec nos voisins. Mais si Israël persiste et que notre gouvernement n'a pas les moyens de répondre, les enfants du Golan vont résister* », prévient la vieille dame depuis son jardin fleuri.

Si le gouvernement intéri-maire a condamné les attaques israéliennes et l'occupation de la zone démilitarisée au nom de la souveraineté du pays, il ne

semble pas vouloir hausser le ton, demandant plutôt à la communauté internationale de faire pression sur le gouvernement israélien pour « *mettre fin à l'agression* ». Le fragile équilibre de la transition syrienne est en jeu. Alors que les nouvelles autorités tâtonnent pour installer un semblant d'Etat, Israël en profite pour avancer ses pions.

« *Israël constitue la principale menace à la transition syrienne. Nétanyahou n'a aucune ligne rouge, la communauté internationale le laisse faire ce qu'il veut. De son côté, Ahmed Al-Charaa est confronté en interne à des défis multiples et immenses pour stabiliser la Syrie. Il peut difficilement hausser le ton face à Israël tant qu'il est sous la pression des sanctions américaines et qu'il n'a pas reçu un soutien franc et clair des pays arabes* », analyse, à Damas, Osama Abou Zeid, ancien consultant pour l'organisation Geneva Call.

Le président de la transition, Ahmed Al-Charaa, s'est d'ailleurs lancé dans une tournée régionale. Reçu à Amman, mercredi, par le roi Abdallah II de Jordanie, il devrait se rendre dans la foulée au Qatar et aux Emirats arabes unis, et pourrait participer au sommet arabe sur la question palestinienne, organisé au Caire, le 4 mars. Nul doute que les menaces israéliennes seront au cœur des discussions.

The New York Times

Feb. 28, 2025  
Safak Timur

## Deal With Kurds May Benefit Erdogan at Home and Abroad

The gambit could give the Turkish president a chance to extend his power, while also calming a conflict that threatens to undermine the new Syrian government.

**B**y seeking a peace deal with Kurdish militants, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey is attempting something momentous that not only aims to end 40 years of violent insurgency inside Turkey but envisions ambitious change across the region.

The call on Thursday by Abdullah Ocalan, the imprisoned leader of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., for his militants to lay down their arms followed months of negotiations and was a well thought out answer to the challenges Mr. Erdogan faces, said Asli Aydintasbas, a senior fellow at the Brookings Institution in Washington D.C.

At home it could earn Mr. Erdogan the Kurdish support he needs for constitutional changes to give the Turkish leader — who has steadily expanded his power over more than 20 years — another run at the presidency.

Farther afield, ending the conflict with Kurdish groups that are ranged across parts of Iraq, Syria and Turkey would release Turkey and its military of a huge burden. If Kurds in neighboring Syria follow suit, it has the potential to



President Recep Tayyip Erdogan of Turkey in Ankara, the country's capital, on Sunday. Cagla Gurdogan/Reuters

calm a longstanding regional conflict and help stabilize an allied, fledgling government in Damascus.

"This is a historic call," Ms. Aydintasbas, said of Mr. Ocalan's appeal. The proposal "has a lot to do with the geopolitical pressures building up in Turkey's neighborhood, creating a sense of insecurity for both Turks and Kurds," she said.

"The chaotic start of the Trump administration and the uncertainty about Syria's future also seem to have made it evident to Ankara that it needs to consolidate on the home front,"

Ms. Aydintasbas added, "and there is no better way to do it than a deal with Kurds."

Abdullah Ocalan's statement was read out at a news conference held by the pro-Kurdish People's Equality and Democracy Party. Umit Bektas/Reuters Mr. Ocalan's militant group, the P.K.K., "will almost certainly" heed his appeal, she said. It has suffered militarily since attempting to fight urban battles in eastern Turkish cities in 2015 and has largely retreated to strongholds in the mountainous areas of Iraq.

But the Kurdish forces in Syria, known as the Syrian Democratic Forces, or S.D.F., were boosted by training and equipment from the Pentagon as they joined the United States in its operations against the Islamic State in Syria.

Turkey has long considered them a terrorist threat aimed at undermining security along its southern border.

Turkey has close ties with the rebel movement Hayat Tahrir al Sham that seized control of Syria in December after ousting the longtime dictator, Bashar al-Assad. Turkish officials

have made it clear that removing or diluting the perceived Kurdish threat on its borders is a priority in its dealings with the new government in Damascus.

Mazloum Abdi, the Kurdish leader of the S.D.F., is a close follower of Mr. Ocalan and will most likely heed his appeal to turn to peaceful, democratic change, Ms. Aydintasbas said.

Mr. Abdi, in comments during an online news briefing on Thursday, said that Mr. Ocalan had informed him about the decision to lay down arms in a letter and had emphasized the value of peace and stability for the whole region.

Mr. Abdi welcomed the initiative, saying that it would resolve Turkey's security concerns and ease the situation for his own forces in Syria. His priority was his own negotiations with the new government in Damascus, he said.

The idea for a peace agreement was first floated in October by a close political ally of Mr. Erdogan's, the nationalist politician Devlet Bahçeli.

Mr. Erdogan openly backed peace negotiations with the Kurds a decade ago before they broke down disastrously with fierce fighting breaking out in Kurdish cities. Perhaps because of that and lingering uncertainties about whether the plan will stick, he has remained slightly aloof from the peace overtures this time. Neither he nor any of his cabinet reacted to Mr. Ocalan's call on Thursday.

But his ambitions in the region and beyond are well known. After taking in more than three million Syrian refugees since the Arab Spring uprising of 2011, he had been a strong supporter of the rebel groups fighting against the regime of Bashar al-Assad, and

he still enjoys close ties with those groups now that they are in government.

At the same time, he has extended Turkey's military and diplomatic reach into Africa and has offered Syria military training assistance for its army and air support by proposing the positioning of units of the Turkish air force in Syrian bases.

One of Turkey's concerns is to curb interference from other countries into Syria, including Israel, which has advanced troops into parts of southern Syria and made overtures to the Syrian Kurds.

Mr. Erdogan will be also calculating for political gains at home from peace with the Kurds, who represent an important political force that has sided with a coalition of opposition parties against Mr. Erdogan.

The Kurds have already made clear that they are expecting political and legal safeguards in any deal. They would be likely to de-

mand the release of political prisoners and changes in terrorism legislation and constitutional amendments, Ms. Aydintasbas said.

A deal with the Kurds could allow for constitutional changes that would remove ethnic divisions and give Kurds a devolution of power. It could also give Mr. Erdogan another run at the presidency, his former prime minister Binali Yildirim said in comments made in a speech in the city of Izmir, reported by Turkish media Friday.

"We are surrounded by instability, dangers and threats," Mr. Yildirim said. "For this, stability, trust and, most importantly, a strong leader are needed. Therefore, the way should be opened for our President Recep Tayyip Erdogan to run for president again. The new constitution should also foresee this."

## Les dépêches de l'afp de février 2025

2 février 2025

# En Syrie, le pouvoir Chareh face aux défis sécuritaire et politique

**Damas, 2 fév 2025 (AFP)** — La chute de Bachar al-Assad a peut-être mis fin à un demi-siècle de dictature et à une guerre dévastatrice, mais aujourd'hui en Syrie un seul homme concentre tous les pouvoirs, le président intérimaire Ahmad al-Chareh, pour piloter la fragile transition.

"Nous dépendons désormais des intentions de la (nouvelle) autorité", dit à l'AFP l'avocat Ezzedine al-Rayaq. "Va-t-elle réellement porter le pays vers la démocratie, les droits de l'homme, la séparation des pouvoirs?", s'interroge ce militant syrien.

Ancien combattant jihadiste à la tête d'un groupe islamiste radical sunnite, Hayat Tahrir al-Sham (HTS), toujours classé terroriste en Occident, M. Chareh a troqué l'habit militaire pour le costume cravate.

Et ce, après avoir dirigé une coalition de factions rebelles islamistes sunnites qui a renversé le 8 décembre M. Assad et pris le contrôle d'une vaste partie du territoire à la faveur d'une offensive éclair.

Soutenu par la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar, deux riches monarchies du Golfe, M. Chareh a été nommé mercredi président par intérim lors d'une réunion à huis clos du "Commandement général des opérations militaires", sa coalition de groupes armés.

"Nous oeuvrerons à former un gouvernement de transition élargi, représentatif de la

diversité syrienne (...), chargé de construire les institutions de la nouvelle Syrie, en vue d'élections libres et transparentes", a promis le lendemain M. Chareh.

Justifiant sa nomination, il a assuré qu'elle était le fruit de "consultations intensives" avec des juristes.

- Territoire, groupes armés -

"On aurait pu souhaiter que cette nomination se fasse de manière plus démocratique, plus participative", reconnaît M. Rayaq. Comme par exemple via un "dialogue national" qui aurait permis l'élection d'un président, "peut-être M. Chareh ou un autre".

"Mais si nous voulons être réaliste et pragmatique, c'était peut-être la seule manière de procéder."

La nomination de M. Chareh "aurait pu être négociée différemment: c'est comme si les chefs armés des différents groupes l'avaient choisi", concède le politologue libanais Ziad Majed.

Dans une Syrie écrasée des décennies durant par un parti unique Baas, le nouveau pouvoir a abrogé la Constitution, dissous le Parlement fidèle à M. Assad et démantelé l'armée.

Il a aussi annoncé la dissolution des groupes armés, y compris HTS, pour leur intégration dans un appareil sécuritaire attendant d'être reconstruit.

"La majorité de ces groupes armés reconnaissent le leadership de M. Chareh", dit l'universitaire Ziad Majed. "Il reste évidemment des questions à négocier avec les brigades du Sud et de Soueida, et avec les forces kurdes."

Durant la guerre ayant morcelé le pays, les forces kurdes, appuyées par Washington, ont installé une administration autonome dans le Nord-Est. Dans le Sud, des groupes armés, y compris ceux de la communauté druze, restent prudents face aux initiatives de M. Chareh.

L'objectif de "Chareh et ses proches" sera de "consolider leur contrôle territorial et leur contrôle des groupes armés", affirme M. Majed.

Autres priorités selon lui: le "sauvetage économique" du pays, mais aussi "la question sécuritaire" et le "défi confessionnel", c'est-à-dire éviter des "actes de vengeance" contre des membres de la communauté alaouite - branche de l'islam chiite dont est issu le clan Assad qui s'appuyait sur l'appareil sécuritaire pour terroriser la population et torturer les opposants.

- "Pas d'argent" -

Le flou est total quant à la durée de la transition.

M. Chareh a estimé qu'il faudrait attendre jusqu'à quatre ans pour organiser des élections et que l'adoption d'une nouvelle Constitution pourrait durer "deux ou trois ans".

En attendant, il a promis une "déclaration constitutionnelle" et "un conseil législatif restreint".

M. Rayaq se dit en faveur du regroupement "sous un seul pouvoir, quel qu'il soit" des factions armées "différentes en terme d'idéologie et de radicalité". "Si l'expérience réussit, on aura laissé derrière nous la guerre civile."

A Damas la parole s'est libérée, mais des inquiétudes demeurent. Une soixantaine d'intellectuels, écrivains, juristes, cinéastes ont signé une pétition réclamant la restauration "de la liberté de réunion, de manifestation, d'expression et de croyance".

"L'ère de la tyrannie est révolue", martèle le texte, réclamant le droit de former des partis et des syndicats indépendants.

Dans un parc d'un quartier huppé de la capitale, Majd, Syrien de 35 ans père de trois enfants, est surtout préoccupé par l'effondrement économique du pays, asphyxié par des sanctions internationales.

"Les prix ont baissé, mais les gens n'ont pas d'argent à dépenser", explique ce vendeur de pièces de rechange automobiles, qui préfère taire son nom de famille.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

1 février 2025

## Dix-neuf morts, dont des combattants proturcs, dans le nord de la Syrie

**Beyrouth (Liban), 1 fév 2025 (AFP)** — Dix combattants proturcs ont été tués samedi lors de combats avec les forces dominées par les Kurdes dans le nord de la Syrie, où neuf personnes ont également péri dans un attentat, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Ces violences ont eu lieu dans le secteur de Manbij, une ville de la province d'Alep tombée en décembre aux mains des groupes proturcs après des années aux mains des forces kurdes.

Des combats opposent depuis fin novembre les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), soutenues par les Etats-Unis, aux groupes proturcs dans le nord de la Syrie,

malgré des tentatives américaines d'imposer une trêve.

Les dix membres des groupes proturcs ont été tués dans des combats avec les FDS qui ont lancé des attaques au sud et à l'est de Manbij.

L'ODSH, ONG basée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, a également indiqué que neuf personnes, dont un nombre indéterminé de combattants proturcs, avaient été tuées "lorsqu'une voiture piégée" a "explosé près d'une position militaire" de combattants proturcs à Manbij, sans préciser qui était derrière l'explosion.

Les Casques blancs, une organisation de secouristes syriens, ont déclaré que "quatre

civils, dont deux enfants et une femme, avaient été tués" dans cet attentat, selon un nouveau bilan.

Les FDS ont déclaré dans un communiqué samedi que leurs combattants avaient ciblé vendredi plusieurs positions tenues par des groupes proturcs dans la région de Manbij.

Partenaires des Occidentaux réunis au sein d'une coalition internationale antijihadistes, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe Etat islamique (EI).

A la faveur du conflit syrien déclenché en 2011, elles ont profité d'un retrait des forces de Bachar al-Assad pour prendre le contrôle de vastes pans du territoire dans le nord-est de la Syrie.

La Turquie accuse les Unités de protection du peuple (YPG), principale composante des FDS, d'avoir des liens avec les séparatistes armés kurdes sur son sol et menace de lancer une opération militaire contre elles.

Les factions proturques avaient lancé une offensive contre les FDS au moment où des groupes rebelles islamistes avaient déclenché le 27 novembre une offensive contre les forces du président Bachar al-Assad, chassé du pouvoir onze jours plus tard.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 février 2025

## Français détenus en Iran: Téhéran fustige des propos "non constructifs" de Macron

**Téhéran, 3 fév 2025 (AFP)** — L'Iran a dénoncé lundi des propos "non constructifs" du président français, Emmanuel Macron, sur la détention de deux Français depuis plus de 1.000 jours et d'un troisième depuis plus de deux ans en Iran.

Vendredi, M. Macron a dénoncé la "détention indigne et arbitraire" des trois ressortissants français, les qualifiant d'"otage", et exigé leur libération.

Lundi, le porte-parole de la diplomatie iranienne, Emsaïl

Baghaï, a critiqué le chef d'Etat français pour cette déclaration, affirmant que "les décisions prises dans notre système (judiciaire) étaient conformes à la loi".

"Nous ne pensons pas que de tels commentaires soient utiles ou constructifs (...) et ils ne contribuent pas à apaiser les relations entre les deux pays", a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse.

Cécile Kohler, 40 ans, a été arrêtée le 7 mai 2022, au dernier jour d'un voyage touristique en Iran, où les autorités

l'accusent d'espionnage.

Jacques Paris, le compagnon de Cécile Kohler, a été arrêté en même temps qu'elle, tandis qu'Olivier Grondeau, détenu depuis plus de deux ans, est sorti de l'anonymat début janvier.

Un autre Français, Louis Arnaud, consultant âgé aujourd'hui de 36 ans, avait été arrêté en septembre 2022 à Téhéran, au moment où débutaient les manifestations de l'automne 2022, déclenchées par la mort en détention de Mahsa Amini, une

jeune kurde iranienne arrêtée pour avoir enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes.

La famille de Cécile Kohler a demandé vendredi au président Macron d'intervenir pour obtenir sa libération, lors d'un rassemblement dans sa petite ville d'Alsace, dans l'est de la France.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 février 2025

## Turquie: militante kurde dans une série TV, une actrice entendue pour “terrorisme”

**Istanbul, 3 fév 2025 (AFP)** — Parce qu'elle avait incarné le rôle d'une combattante kurde dans une célèbre série télévisée française sortie en 2017, une actrice turque a été entendue par la police à Istanbul pour “propagande terroriste”, rapportent lundi les médias turcs.

Melisa Sözen a joué le rôle d'une combattante kurde dans “Le Bureau des Légendes”, série à succès qui racontait le quotidien d'une unité des services de renseignements français (la DGSE), spécialisée dans la formation et l'immersion de ses agents à l'étranger.

Selon l'agence DHA et la chaîne de télévision Halk TV, proche de l'opposition, l'actrice de 39 ans a été interpellée lundi alors qu'elle rentrait de l'étranger, à la demande du procureur général d'Istanbul qui a ouvert une enquête pour “propagande d'organisation terroriste”.

Melisa Sözen a été entendue par la police et laissée libre, précise la presse.

Dans une déclaration, elle a assuré avoir ignoré qu'elle portait pour son rôle l'uniforme de combattants kurdes syriens des YPG, qu'Ankara considère comme affiliés au Parti des Tra-

vailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement armé classé comme terroriste et interdit en Turquie.

“Je jouais le rôle d'un agent double. La série n'a pas été diffusée en Turquie. Je suis quelqu'un qui aime son pays et sa nation” s'est défendue la jeune femme, citée par Halk TV.

Le quotidien d'opposition Hürriyet, qui a rapporté également l'épisode, relève que Melisa Sözen a tourné dans plus d'une vingtaine de séries célèbres en Turquie et au cinéma, notam-

ment dans “Winter Sleep” du réalisateur turc Nuri Bilge Ceylan, Palme d'Or à Cannes en 2014.

L'enquête ouverte contre l'actrice, plus de sept ans après les faits, s'inscrit dans une série d'arrestations et de procès visant des journalistes, des avocats, des personnalités politiques et du monde culturel et artistique.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 février 2025

## Damas et Ankara déterminés à lutter ensemble contre les menaces terroristes en Syrie

**Ankara, 4 fév 2025 (AFP)** — Le président turc Recep Tayyip Erdogan a salué mardi la “volonté affirmée” du nouveau pouvoir syrien de lutter contre le “terrorisme” à la frontière sud de la Turquie, en recevant à Ankara le président syrien par intérim, Ahmad al-Chareh.

“Nous sommes prêts à apporter à la Syrie tout le soutien nécessaire dans sa lutte contre toutes les formes de terrorisme, qu'il s'agisse de Daech (acronyme arabe de l'Etat islamique) ou du PKK”, le Parti des travailleurs du Kurdistan, a déclaré M. Erdogan devant la presse.

Citant leur “géographie commune”, le chef de l'Etat turc a redit la volonté turque de “préserver l'intégrité et l'unité territoriale” de la Syrie, évoquant le nord-est du pays où les forces kurdes, appuyées par Wash-

ington, ont installé une administration autonome à la faveur de leur combat contre le groupe Etat islamique (EI).

Le président turc n'est pas revenu sur la proposition turque d'aider à la formation de la nouvelle armée syrienne.

De son côté, le nouveau dirigeant syrien, venu avec son ministre des Affaires étrangères Assaad al-Chaibani, a évoqué avec M. Erdogan “les menaces qui empêchent l'achèvement de l'unité territoriale dans le nord-est de la Syrie”, a-t-il dit, prônant une “stratégie commune” avec Ankara “face aux menaces sécuritaires”.

De violents combats opposent depuis novembre les forces kurdes, ennemies d'Ankara, aux factions proturques dans le nord de la Syrie.

Un attentat à la voiture piégée, non revendiqué, a fait lundi au moins vingt morts.

M. Chareh, qui effectuait son deuxième voyage officiel après l'Arabie Saoudite, a invité le président turc à se rendre à Damas “à la première occasion”, souhaitant “renforcer et promouvoir le commerce et les investissements” entre la Turquie et son pays.

M. Erdogan a affirmé être “prêt à fournir le soutien nécessaire à la reconstruction des villes dévastées et des infrastructures critiques de la Syrie”, meurtrie par plus d'une décennie de guerre.

M. Erdogan a également abordé la question des quelque trois millions de réfugiés syriens vivant sur le sol turc, affirmant

que les retours vers la Syrie “vont prendre de l'ampleur à mesure que la reprise économique de la Syrie s'accélérera”.

Il a plaidé à cet égard pour une levée totale des sanctions internationales contre la Syrie, afin de faciliter la reconstruction du pays.

Plus de 80.000 Syriens ont quitté la Turquie pour rentrer chez eux depuis la chute de Bachar al-Assad, mais les retours pourraient s'accélérer dans les prochains mois, selon l'agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 fév 2025

## Le président syrien par intérim à Ankara pour une rencontre avec Erdogan

**Ankara, (AFP)** — Le président syrien par intérim, Ahmad al-Chareh, est arrivé mardi à Ankara où il doit s'entretenir avec le président turc Recep Tayyip Erdogan, a indiqué à l'AFP un responsable turc.

Il s'agit du deuxième voyage officiel de M. Chareh, qui s'est rendu précédemment en Arabie Saoudite.

Le nouveau dirigeant syrien, venu avec son ministre des Affaires étrangères Assaad al-Chaibani, doit tenir une conférence de presse aux alentours de 19H30 (16H30 GMT) avec M. Erdogan,

a indiqué la présidence turque. Selon Ankara, MM. Erdogan et Chareh doivent évoquer la relance de l'économie syrienne ainsi que des questions de sécurité.

La Turquie, soutien du nouveau pouvoir voisin à Damas, veut participer à la reconstruction de la Syrie, dévastée par treize années de guerre, et a proposé d'aider à la formation de la nouvelle armée syrienne.

Ancien combattant jihadiste à la tête d'un groupe islamiste radical sunnite, Hayat Tahrir al-Sham (HTS), M. Chareh a dirigé une

coalition de factions rebelles islamistes qui a renversé le 8 décembre le pouvoir de Bachar al-Assad.

Ankara s'inquiète toutefois de la situation dans le nord-est syrien, frontalier de la Turquie, où des forces kurdes, appuyées par Washington, ont installé une administration autonome à la faveur de leur combat contre le groupe Etat islamique (EI).

Le chef de la diplomatie turque, Hakan Fidan, a proposé dimanche que la Turquie mène désormais avec la Syrie, l'Irak et la Jordanie cette lutte contre les

jihadistes de l'EI, afin de permettre aux Etats-Unis de retirer leurs troupes de la zone.

M. Erdogan devrait également aborder la question des quelque trois millions de réfugiés syriens vivant sur le sol turc.

Plus de 80.000 Syriens ont quitté la Turquie pour rentrer chez eux depuis la chute de Bachar al-Assad, mais les retours pourraient s'accélérer dans les prochains mois, selon l'agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 février 2025

## Turquie: Öcalan prépare un "appel historique", affirme un responsable prokurde

**Istanbul, 4 fév 2025 (AFP)** — Le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, "lancera dans les prochains jours un appel historique" pour une solution à la question kurde en Turquie, a affirmé mardi un dirigeant du principal parti prokurde du pays.

"M. Öcalan se prépare à lancer dans les prochains jours un appel historique pour une solution durable à la question kurde", a déclaré Tuncer Bakirhan, co-

président du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM, ex-HDP), troisième formation au Parlement.

Selon des observateurs, Abdullah Öcalan, surnommé "Apo" ("oncle", en kurde), 75 ans, pourrait appeler à la fin de lutte armée le 15 février, date anniversaire de sa capture en 1999 à Nairobi.

"Tout est désormais dans les mains d'Erdogan (...) C'est l'occasion pour vous

d'entrer dans l'histoire, M. Erdogan", a ajouté M. Bakirhan devant les députés DEM au parlement.

Le président Recep Tayyip Erdogan et son principal allié nationaliste ont tendu cet automne la main à M. Öcalan, emprisonné depuis 1999 sur une île au large d'Istanbul, laissant entrevoir sa libération s'il appelle les combattants du PKK à déposer les armes.

M. Öcalan s'est dit fin décembre "déterminé" à pour-

suivre le dialogue avec Ankara, évoquant une "responsabilité historique", selon des députés DEM qui l'ont rencontré.

Le PKK, en lutte armée depuis 1984 contre Ankara, est classé comme organisation "terroriste" par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 février 2025

## Le nouveau dirigeant syrien reçoit un appel de Macron qui l'invite en France (présidence syrienne)

**Damas, 5 fév 2025 (AFP)** — Le nouveau dirigeant syrien par intérim, Ahmad al-Chareh, a reçu un appel téléphonique du président français Emmanuel Macron qui l'a félicité et l'a invité en France, a indiqué mercredi la présidence syrienne.

De son côté, l'Elysée a pointé le triple message du président français : un processus de transition conforme aux "aspirations du peuple syrien", la "pleine intégration" des Kurdes syriens dans ce processus et "la nécessaire poursuite de la lutte contre le terrorisme".

Cet appel - le premier d'un dirigeant occidental selon l'Elysée - a eu lieu dans la perspective de la conférence internationale pour la Syrie qui se tiendra au niveau ministériel le 13 février à Paris.

M. Chareh, à la tête de la coalition de groupes armés islamistes sunnites qui a renversé l'ancien président Bachar al-Assad le 8 décembre, a été nommé la semaine dernière président par intérim pour la période de transition en Syrie.

Le nouveau dirigeant "a reçu un appel téléphonique de son homologue français, M. Emmanuel Macron", qui l'a félicité pour sa "prise de fonction" comme président, selon la présidence syrienne.

M. Macron a exprimé "son plein soutien à la phase de transition en Syrie" et a souligné "les efforts de son pays pour lever les sanctions contre la Syrie et ouvrir la voie à la croissance et à la reprise", selon cette même source.

M. Chareh a remercié M. Macron pour son appel et "pour le soutien de la France envers le peuple syrien au cours des quatorze dernières années", a ajouté la présidence qui précise que le dirigeant syrien a évoqué "les défis actuels, y compris les sanctions économiques imposées" à la Syrie.

De son côté, Emmanuel Macron a "formé le voeu que le processus engagé par les autorités intérimaires réponde pleinement aux aspirations du peuple syrien", selon un communiqué de la présidence française.

"Il a évoqué la nécessaire

poursuite de la lutte contre le terrorisme, au bénéfice du peuple syrien comme de la sécurité de la nation française", a-t-elle ajouté.

- 150 Français issus de l'EI -

La recomposition en cours de la Syrie fait craindre une résurgence des activités du groupe Etat islamique (EI).

Paris s'inquiète de la présence de Français radicalisés en Syrie. Environ 150 Français, issus de l'EI, sont également retenus dans des prisons ou des camps supervisés par les Kurdes dans le Nord-Est syrien.

Emmanuel Macron a marqué "à cet égard la fidélité de la France aux Forces démocratiques syriennes (FDS) et appelé à leur pleine intégration dans le processus de transition syrien", relève l'Elysée.

Des combats opposent depuis fin novembre les FDS à des groupes pro-turcs dans le nord de la Syrie, malgré des tentatives américaines d'imposer une trêve.

Les FDS, partenaires des

Occidentaux réunis au sein d'une coalition internationale antijihadistes, ont été le fer de lance de la lutte contre l'EI.

La Turquie accuse les Unités de protection du peuple (YPG), principale composante des FDS, d'avoir des liens avec les séparatistes armés kurdes sur son sol et menace de lancer une opération militaire contre elles.

Depuis la chute de Bachar al-Assad, Damas a accueilli plusieurs délégations diplomatiques de haut rang, arabes et occidentales, venues rencontrer les nouvelles autorités syriennes.

Début janvier, le chef de la diplomatie française Jean-Noël Barrot et son homologue allemande Annalena Baerbock s'étaient rendus à Damas pour rencontrer M. Chareh. M. Barrot avait indiqué ensuite que certaines sanctions contre la Syrie "pourraient être levées rapidement".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 février 2025

## Irak: trois combattants du PKK tués dans une frappe imputée à la Turquie (officiel)

**Erbil (Irak), 6 fév 2025 (AFP)**

— Trois combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont un commandant, ont été tués jeudi dans des frappes de drones de “l’armée turque” dans le nord de l’Irak, ont rapporté les services antiterroristes du Kurdistan autonome.

Groupe turc classé “terroriste” par Ankara et ses alliés occidentaux, le PKK dispose de bases arrières au Kurdistan autonome d’Irak. Ses combattants sont régulièrement la cible de bombarde-

ments menés par la Turquie voisine.

“Des drones de l’armée turque ont bombardé deux voitures et un abri utilisés par des éléments du Parti des travailleurs du Kurdistan” dans la province de Souleimaniyeh, deuxième grande ville de la région autonome kurde, selon un communiqué officiel.

Les frappes ont tué “un commandant militaire et deux combattants”, tandis que le sort de deux autres membres

du PKK est incertain, d’après la même source.

Le Kurdistan autonome d’Irak accueille depuis 25 ans des dizaines de bases de l’armée turque, qui lance régulièrement des opérations terrestres et aériennes contre le PKK.

Bagdad a durci ces derniers mois contre le mouvement. En mars 2024, à l’issue d’une visite en Irak de hauts responsables turcs, Bagdad avait discrètement classé le PKK comme “orga-

nisation interdite”.

A la mi-août, la Turquie et l’Irak ont signé un accord de coopération militaire portant sur l’installation de centres de commandement et d’entraînement communs dans le cadre de la lutte contre le PKK.

---

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

7 février 2025

## Syrie: le gel de l’aide américaine pourrait aggraver la situation dans les camps

**Beyrouth (Liban), 7 fév 2025 (AFP)**

— Le gel d’une grosse partie de l’aide étrangère américaine pourrait aggraver les conditions de vie “déjà critiques” dans les camps accueillant des proches de jihadistes présumés du groupe Etat islamique (EI) dans le nord-est de la Syrie, a alerté vendredi l’ONG Human Rights Watch (HRW).

Peu après son investiture le 20 janvier, le président américain, Donald Trump, a signé un décret gelant quasiment toute l’aide internationale pour 90 jours, afin de s’assurer selon son administration que chaque dollar américain soit utilisé en conformité avec ses priorités.

Celle-ci a ensuite émis certaines dérogations comme

l’aide alimentaire d’urgence, mais les organisations humanitaires affirment que l’impact de ce gel se fait déjà sentir sur certaines des populations les plus vulnérables.

Les camps et prisons sous contrôle des autorités kurdes dans le nord-est de la Syrie comptent plus de 56.000 détenus soupçonnés de liens avec l’EI, qui a été défait en 2019 par une coalition internationale.

“La suspension de l’aide étrangère aux organisations non gouvernementales opérant dans ces camps par le gouvernement américain aggrave des conditions de vie déjà critiques, risquant de déstabiliser davantage une situation sécuritaire précaire”, a alerté HRW dans un communiqué.

Le gel de l’aide pourrait “limiter la fourniture de services essentiels aux habitants des camps”, a ajouté HRW.

Le ONG apportant de l’aide se retrouvent plongées dans l’incertitude “sur la façon de procéder aux livraisons de biens essentiels, comme le kérosène et l’eau, exacerbant encore les pénuries préexistantes”, selon le communiqué citant un responsable humanitaire dans la région.

A la suite du décret sur le gel de l’aide, HRW a déclaré que Blumont, une organisation responsable de la gestion des camps d’Al-Hol et de Roj, avait suspendu ses activités et retiré tout son personnel, y compris les vigiles. Quelques jours plus tard, le groupe a reçu une dérogation de deux

semaines lui permettant de travailler.

Al-Hol est le plus grand camp du nord-est du pays, avec plus de 40.000 détenus originaires de 47 pays. La grande majorité des habitants d’Al-Hol et de Roj sont des femmes et des enfants qui vivent dans des conditions désastreuses.

HRW a également déclaré que “tout règlement politique dans la région devrait inclure la fin de la détention arbitraire des personnes ayant des liens présumés avec l’EI et de leurs familles”.

---

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

7 février 2025

## Turquie: le procès de la sociologue Pinar Selek renvoyé une fois de plus

**Istanbul, 7 fév 2025 (AFP)**

— Le procès à Istanbul de la sociologue et écrivaine turque réfugiée en France Pinar Selek, accusée de “terrorisme” et poursuivie depuis 27 ans en Turquie malgré quatre acquittements, a été une nouvelle fois renvoyé vendredi, a constaté l’AFP.

La prochaine audience aura lieu le 25 avril.

C’est la quatrième fois en moins de deux ans que le Tribunal criminel d’Istanbul se réunit, ouvre et ajourne l’audience presque instantanément, arguant avoir demandé des “éléments supplémentaires” au ministère de la Justice.

“Le but c’est de nous fatiguer, de fatiguer mes soutiens, de fatiguer aussi la presse (...) C’est une guerre des nerfs et c’est difficile de continuer”, a réagi Pinar Selek lors d’une conférence de presse à Nice (sud de la France), où elle réside et travaille.

“Je suis un peu énervée,

mais on va y arriver”, a-t-elle poursuivi en citant le philosophe Gilles Deleuze: “Les pouvoirs ont besoin de corps tristes pour gouverner”.

En juin dernier elle avait évoqué “un procès kafkaïen. Je suis face à l’irrationalité”.

Le père de l’accusée, Alp Selek, qui est également l’un de ses avocats, était de nouveau présent, avec des représentants consulaires français et suisse, ainsi qu’une délégation d’élus et de défenseurs des droits, français et européens.

Les trois précédentes audiences, en mars et septembre 2023 et le 28 juin 2024, avaient été également renvoyées.

La justice turque a déjà justifié ces reports par sa demande d’extradition de Pinar Selek, exigeant d’entendre l’accusée in situ.

Mais l’universitaire craint d’être arrêtée dès son arrivée en Turquie. Elle a proposé

d’être entendue depuis un tribunal français, mais cette offre a été rejetée.

Âgée de 53 ans, Pinar Selek avait été arrêtée en Turquie en 1998 pour ses travaux sur la communauté kurde, avant d’être accusée d’être liée à une explosion qui venait de faire sept morts au bazar aux épices d’Istanbul.

Libérée fin 2000, elle est un temps restée à se battre en Turquie avant que des menaces ayant suivi la publication d’un ouvrage ne la poussent à l’exil.

En juin dernier, l’accusation a ajouté une nouvelle pièce au dossier en accusant la chercheuse d’avoir participé à un événement organisé en France par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Ce dont Mme Selek se défend, affirmant avoir animé une table-ronde autour de femmes kurdes, organisée par son université.

Le PKK est considéré comme

une organisation terroriste par Ankara et par l’Union européenne.

La Turquie attend une déclaration imminente du chef historique et fondateur du PKK Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 26 ans, qui appellerait le PKK à déposer les armes après quatre décennies de guérilla contre les autorités d’Ankara.

Présente à l’audience, Melissa Camara, élue française au Parlement européen, a dénoncé une “persécution incessante” et un “acharnement injustifiable” contre l’universitaire.

Dans une tribune publiée fin janvier dans cinq grands quotidiens européens, 500 universitaires d’une trentaine de pays ont réclamé l’acquittement définitif de Mme Selek.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

9 février 2025

## Turquie: trois journalistes arrêtés puis relâchés après un article sur le procureur d’Istanbul

**Istanbul, 9 fév 2025 (AFP)**

— Trois journalistes d’un quotidien turc de gauche ont été arrêtés plusieurs heures ce week-end en vertu de la législation antiterroriste après un article sur le procureur d’Istanbul, nouvel épisode des pressions croissantes contre la liberté de la presse en Turquie.

La principale formation d’opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), ainsi que l’ONG de défense des médias Reporters sans frontières (RSF), ont vigoureusement dénoncé la mesure.

Les journalistes Ugur Koç et Berkant Gültekin, qui travaillent pour l’édition en ligne de

BirGün, et son directeur de la rédaction Yasar Gökdemir, ont été arrêtés samedi soir à leurs domiciles pour avoir “nui à des individus engagés dans la lutte antiterroriste”, a écrit sur X le rédacteur en chef, Ibrahim Varli.

Selon lui, il leur est reproché d’avoir relaté la rencontre entre

un journaliste du quotidien progouvernemental Sabah et le procureur général d’Istanbul, Akin Gürlek, rencontre qui pourtant “avait déjà été évoquée” par Sabah lui-même.

Les autorités “tentent d’intimider la presse et la société par des enquêtes et des arrestations”, a dénoncé M. Varli.

A l'issue de leurs auditions, les trois hommes ont été relâchés. Il s'agit toutefois de "libération conditionnelle" pour M. Gökdemir et M. Koç, qui devront se présenter au tribunal une fois par semaine, selon BirGün. Ils ont aussi interdiction de quitter la Turquie.

Pendant qu'ils étaient entendus, une centaine de manifestants rassemblés devant le tribunal de Caglayan, à Istanbul ont brandi des pancartes sur lesquelles était inscrit "BirGün ne se taira pas" ou "le journalisme n'est pas un délit", a constaté l'AFP sur place.

Ces interpellations sont "inacceptables", a réagi sur X Erol Önderoglu de RSF. "Cette mesure, motivée par un article critiquant +l'impartialité du procureur+, est injustifiée", a-t-il ajouté.

Ces derniers mois, plusieurs enquêtes judiciaires ont déjà été ouvertes à la suite d'articles ou de commentaires sur le procureur d'Istanbul.

Ont notamment été visés le maire de la ville Ekrem İmamoğlu, figure de l'opposition au président Recep Tayyip Erdoğan, et le président du CHP, Özgür Özel.

- "Honte sans précédent" -

Les trois nouvelles interpellations du week-end sont une "honte sans précédent", a réagi ce dernier sur X. "Essayer de fabriquer un crime à partir de cela est un signe de culpabilité", a-t-il estimé.

M. Özel avait lui-même été inculpé en novembre d'"insulte à un agent de l'Etat" et d'"avoir nui à des individus engagés dans la lutte antiterroriste", pour des propos sur M. Gurlek, qu'il avait qualifié de

"guillotine mobile", expression qu'il a réutilisée dimanche sur X.

Les autorités turques s'en prennent régulièrement à des journalistes, des avocats ou des élus, avec un nombre de cas en hausse depuis quelques semaines.

Trois journalistes de la chaîne d'opposition Halk TV ont ainsi été arrêtés fin janvier. Deux d'entre eux bénéficient de la libération conditionnelle, mais le rédacteur en chef Suat Toktas est toujours derrière les barreaux.

L'actrice Melisa Sözen, qui a joué le rôle d'une combattante kurde dans la série française "Le Bureau des Légendes", a été entendue cette semaine par la police, soupçonnée de "propagande terroriste", selon l'agence de presse DHA et Halk TV. Une enquête déclenchée par le

procureur d'Istanbul.

En 2024, RSF a placé la Turquie au 158e rang sur 180 pays pour la liberté de la presse, soulignant que "le pluralisme des médias est plus que jamais remis en cause. Tous les moyens sont bons pour affaiblir les plus critiques".

Selon l'ONG turque de défense de la liberté d'expression MLSA, au moins 30 journalistes et collaborateurs de médias sont en prison en Turquie, et quatre assignés à résidence.

En 2024, elle a suivi 281 procès relatifs à la liberté d'expression impliquant 1.856 accusés, dont 366 journalistes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 février 2025

## Suède: une femme condamnée à 12 ans de prison pour l'esclavage de Yazidis en Syrie

**Stockholm, 11 fév 2025 (AFP)** — Une Suédoise d'origine irakienne a été condamnée mardi par un tribunal de Stockholm à 12 ans de prison pour crimes contre l'humanité, dans la première affaire judiciaire du pays concernant des crimes commis en Syrie par le groupe Etat islamique (EI) contre la minorité yazidie.

Lina Ishaq, 52 ans, a été reconnue coupable de "génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre graves", pour avoir réduit en esclavage des femmes et des enfants yazidis en Syrie pendant cinq mois en 2015, a estimé le tribunal dans un communiqué.

Son action s'inscrivait dans le cadre d'attaques menées par le groupe jihadiste EI à l'encontre de la minorité yazidie.

Neuf personnes, trois femmes et six enfants, poursuivaient l'accusée en justice dans le cadre de cette première enquête menée en Suède pour des crimes commis par l'EI contre la minorité kurdophone des Yazidis.

"Cette femme les a maintenus en captivité et les a traités comme sa propriété et ses esclaves pendant (...) près de cinq mois" à Raqqa, ancienne place forte de l'EI en Syrie, poursuit le tribunal.

La procureure Reena Devgun a indiqué à l'AFP qu'elle était "satisfaite que le tribunal ait prononcé une condamnation pour génocide et crimes contre l'humanité" mais qu'elle allait "probablement faire appel".

D'une part, il s'agissait de la première comparution pour

"crimes contre l'humanité en Suède donc il n'y a pas de jurisprudence à laquelle se référer", a-t-elle dit.

D'autre part, "il s'agit de crimes très, très graves et (...) je pense qu'il y a de la place pour une peine plus sévère", a-t-elle souligné.

Tous les plaignants avaient été capturés par l'EI dans le cadre d'une série d'attaques contre des villages yazidis ayant débuté en août 2014 à Sinjar en Irak, et leurs parents de sexe masculin avaient alors été exécutés.

Après environ cinq mois de captivité et d'esclavage dans différents centres de l'EI, ils sont arrivés au domicile de la femme condamnée.

Chez elle, ils étaient privés

de liberté de déplacement, interdits de pratiquer leur religion, ils devaient prendre en charge des tâches ménagères et certains ont été photographiés en vue d'être transférés à d'autres membres de l'EI, selon la décision.

- Conversion forcée -

Lina Ishaq les a en particulier contraints à devenir des musulmans pratiquants en les obligeant à suivre des cours sur l'islam, à réciter le Coran et à prier cinq fois par jour.

"Etant donné qu'elle a participé au transfert des victimes lésées, elle est également responsable d'avoir permis la poursuite de leur emprisonnement et de leur mise en esclavage", a estimé le tribunal.

Certains des plaignants, selon

le tribunal, ont été relâchés par des trafiquants plusieurs mois après leur passage chez l'accusée mais trois des enfants n'ont été relâchés que deux, trois et sept ans après avoir été retenus en captivité.

“Le système global d’asservissement” était l’un des “éléments cruciaux” mis en oeuvre par l’EI dans “la perpétration du génocide, des crimes contre l’humanité et des crimes de guerre flagrants dont la population yazidie a été victime”, ajoute la cour.

L'accusée “a partagé l’objectif d’holocauste de l’EI et ses

actes se sont inscrits avec d’autres actes similaires dans le cadre de la stratégie et de l’idéologie sous-jacentes de l’EI”, a déclaré la juge Maria Ulfsdotter Klang citée dans le communiqué du tribunal.

L’avocat de Lina Ishaq, Mikael Westerlund, a indiqué que sa cliente, qui nie les faits, n’a pas encore décidé si elle faire appel du verdict.

“Nous sommes satisfaits qu’elle n’ait pas été condamnée à la prison à perpétuité qui était une demande forte de l’accusation”, a-t-il dit à l’AFP.

L’avocate des parties civiles n’était pas joignable dans l’immédiat pour obtenir une réaction.

Lina Ishaq est déjà en détention, condamnée en 2022 pour avoir permis le recrutement de son fils de 12 ans comme enfant soldat par le groupe jihadiste.

Elle a grandi dans une famille irakienne chrétienne en Suède. Elle s’est convertie à l’islam dans les années 1990 lorsqu’elle a rencontré son mari.

Lina Ishaq s’est ensuite ren-

due avec sa famille en 2013 en Syrie, et, après le décès de son mari, a épousé en 2014 un Irakien membre de l’EI. Ils se sont installés à Raqqa.

Environ 300 Suédois ou résidents suédois, dont un quart de femmes, ont rejoint l’EI en Syrie et en Irak, principalement en 2013 et 2014, selon le service de renseignement suédois Säpo.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

11 février 2025

## Syrie: les Kurdes veulent évacuer Syriens et Irakiens des camps du nord-est

**Qamichli (Syrie), 11 fév 2025 (AFP)** — L’administration autonome kurde syrienne a annoncé son intention d’évacuer les Irakiens et les Syriens des camps sous son contrôle dans le nord-est de la Syrie, où sont retenus notamment des proches de jihadistes.

A la faveur de la guerre civile en Syrie, les Kurdes syriens ont profité du retrait des forces de Bachar al-Assad de leurs zones dans le nord-est du pays pour y imposer leur contrôle et installé une administration autonome.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), partenaires des Etats-Unis qui dirigent une coalition internationale antijihadistes, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe Etat islamique (EI), défait en 2019.

Les forces kurdes super-

visent de nombreux camps et centres de détention, où plus de 56.000 personnes, de nationalité syrienne et irakienne pour la plupart, y sont retenues. Des milliers d’entre elles sont des combattants de l’EI ou des membres de famille de jihadistes étrangers.

“L’administration autonome s’emploie à vider les camps” de Syriens et d’Irakiens d’ici la fin 2025 “en coordination avec les Nations unies”, a déclaré lundi soir à l’AFP Sheikmous Ahmed, un responsable kurde.

Al-Hol est le plus grand camp avec plus de 40.000 personnes originaires de 47 pays. La plupart d’entre elles sont des femmes et des enfants qui vivent dans des conditions désastreuses.

Une source de sécurité irakienne a indiqué à l’AFP que sur 29.000 Irakiens à

Al-Hol, 12.000 avaient quitté le camp depuis 2021.

Les autorités kurdes ont déclaré que près de 600 Irakiens détenus à Al-Hol étaient rentrés chez eux dimanche, tandis qu’environ 300 Syriens déplacés devaient quitter le camp d’Al-Ariché mardi.

Le mois dernier, l’administration kurde a déclaré qu’elle faciliterait le retour volontaire des personnes retenues à Al-Hol et les habitants d’autres camps, vers leurs pays ou régions d’origine.

Selon Sheikmous Ahmed, un nombre indéterminé de ressortissants irakiens avaient déjà quitté Al-Hol, tandis que “pour les Syriens, la décision est encore à l’examen”.

Pour les autres nationalités, il s’agit, selon le responsable kurde, d’une “question internationale”.

Seulement quelques pays ont rapatrié leurs ressortissants d’Al-Hol, a-t-il ajouté.

Le responsable kurde a nié que les récentes réductions de l’aide américaine décidées par le président Donald Trump soient derrière la décision de vider les camps.

Selon lui, des organisations locales et affiliées à l’ONU continuent de fournir de l’aide.

Le gel d’une grosse partie de l’aide étrangère américaine pourrait aggraver les conditions de vie “déjà critiques” dans les camps, avait alerté vendredi l’ONG Human Rights Watch (HRW).

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

12 février 2025

## Vague de froid en Iran: administrations et écoles fermées dans la majorité du pays

**Téhéran, 12 fév 2025 (AFP)**

— Le gouvernement iranien a décidé de fermer mercredi les écoles et les administrations à Téhéran et dans plus de 20 provinces sur les 31 que compte le pays pour économiser l'énergie en raison d'une vague de froid, ont rapporté les médias locaux.

L'Iran est un géant sur le plan énergétique avec des ressources en gaz et en pétrole parmi les plus importantes au monde.

Mais le pays est contraint ces derniers mois de rationner l'électricité, faute de gaz et de carburant suffisants pour alimenter ses centrales, en particulier en période de froid lorsque la demande énergétique bondit pour se chauffer.

"En raison d'un froid extrême,

de gel, de chutes de neige, et de la nécessité de réduire la consommation énergétique, bureaux et établissements scolaires ont été fermés dans de nombreuses provinces", a annoncé l'agence locale Mehr.

Outre la capitale Téhéran, plus de 20 provinces dont celle limitrophe de l'Alborz, mais aussi d'Ispahan et de Yazd (centre), du Kurdistan et de Hamadan (ouest), du Fars (sud), du Khorassan Razavi (nord-ouest) sont concernées par ces mesures.

Mardi soir à Téhéran, l'électricité a été coupée dans plusieurs quartiers, selon la télévision d'Etat, qui met en cause "l'approvisionnement en gaz des centrales électriques".

Tavanir, la compagnie natio-

nale d'électricité, a assuré faire le nécessaire pour le fonctionnement de ses centrales mais averti que le pays devait réduire de 10% sa consommation en gaz et électricité, selon l'agence de presse officielle Irna.

L'Iran invoque régulièrement des conditions météorologiques extrêmes et des pénuries de carburant pour mettre au repos forcé ses fonctionnaires et fermer des services publics.

A Téhéran et dans une vingtaine de provinces, des mesures similaires avaient ainsi déjà été prises samedi, jour ouvré en Iran, afin d'économiser l'énergie.

Les températures sont descendues dans la nuit de mardi à mercredi à -19°C à

Hamadan (ouest), le chef-lieu le plus froid du pays, selon la télévision d'Etat.

Les services météorologiques prévoient pour mercredi "de fortes pluies, des orages et des vents forts dans 13 provinces, ainsi que des chutes de neige en altitude", principalement dans le nord du pays.

Dans l'ouest, à environ 300 kilomètres à vol d'oiseau de Téhéran, 60 villages entourés par les monts Zagros sont coupés du monde en raison de la neige, rapporte l'agence Tasnim précisant qu'un ravitaillement aérien est en cours.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 février 2025

## Les immenses défis de la transition syrienne au coeur d'une conférence internationale à Paris

**Paris, 13 fév 2025 (AFP)**

— Le chef de la diplomatie syrienne doit participer jeudi à Paris à une conférence internationale sur la transition politique et les immenses défis sécuritaires et économiques auxquels fait face son pays après la chute de Bachar al-Assad le 8 décembre.

Assaad al-Chaabani effectue son premier voyage officiel dans l'Union européenne, après avoir participé au Forum économique de Davos en Suisse en janvier.

La conférence de Paris, troi-

sième du genre après des réunions en Jordanie et en Arabie saoudite depuis le renversement d'Assad, illustre l'attention de la communauté internationale, qui surveille le nouveau pouvoir comme le lait sur le feu et veut encourager la transition syrienne.

Elle se tient alors que Damas a annoncé mercredi que la Syrie se doterait le 1er mars d'un gouvernement reflétant "la diversité" du peuple syrien.

Et elle intervient dans un

contexte de profonds bouleversements géopolitiques dans la région, marqués notamment par le recul de l'influence iranienne sous les coups de boutoir israéliens.

La Syrie est au coeur d'intérêts régionaux majeurs -turc, israélien, saoudien...- et souvent divergents. C'est aussi un pays à terre économiquement, dévasté par 14 années de guerre ayant fait plus de 500.000 morts et des millions de réfugiés et déplacés internes.

A Paris seront représentés,

généralement au niveau ministériel, les pays arabes de la région, la Turquie, mais aussi le G7 et plusieurs pays européens.

Les Etats-unis, qui n'ont pas encore annoncé de stratégie pour la Syrie, mais dont l'action militaire et humanitaire reste déterminante, participeront en observateurs.

Israël ne sera pas présent, pas plus que des représentants des Kurdes syriens.

La conférence, qui sera clôturée par le président français

Emmanuel Macron, veut dresser un “cordon sanitaire” pour protéger la transition syrienne d’ingérences étrangères, coordonner l’aide, et faire passer des messages au nouveau pouvoir syrien, résumant plusieurs sources diplomatiques. Elle vise aussi à soutenir la justice transitionnelle et la lutte contre l’impunité.

- Sanctions, reconstruction -

Paris, qui va rouvrir prochainement son ambassade à Damas, devrait accueillir le président par intérim Ahmad al-Chareh “dans les semaines à venir”, rappelle la présidence française, une invitation formulée lors d’un appel début février entre M. Macron et le dirigeant islamiste, ancien jihadiste et ancien chef rebelle devenu homme d’Etat.

“Pour le moment M. al-Chareh n’a pas commis d’erreur, mais ça reste fragile et il y a des interrogations pour la suite”, estime l’ancien ambassadeur français en Syrie Michel Duclos, interrogé par l’AFP.

La conférence jeudi ne devrait pas donner lieu à des annonces, alors qu’un officiel syrien a indiqué attendre “la levée des sanctions”, “pour pouvoir ensuite passer à la phase de reconstruction”.

Cette levée des sanctions est en cours d’examen à Bruxelles. Des allègements partiels pourraient être annoncés dans les prochaines semaines.

Autre point crucial, la levée des sanctions bancaires et des obstacles aux transferts de fonds, passe par Washington.

“Sans appui financier substantiel, la transition ne peut pas fonctionner”, souligne une source diplomatique européenne, qui doute que dans le contexte mondial actuel se dessine un “plan Marshall” pour la Syrie, dont la reconstruction a été estimée à plus de 400 milliards de dollars par l’ONU.

- Défi sécuritaire -

Bailleurs multilatéraux et agences internationales se réuniront jeudi matin pour

élaborer une “stratégie de coordination de l’aide internationale”, jusqu’ici fragmentée, indique l’Elysée, insistant sur l’importance de la mobilisation américaine” au moment où le gel de l’aide par Washington a des répercussions dramatiques.

Il a ainsi porté “un coup fatal” aux infrastructures de santé dans de nombreuses régions, selon l’ONG spécialisée Mehad, rappelant que 16,5 millions de personnes ont besoin d’une aide humanitaire urgente.

“La liste des besoins est incommensurable. Le temps est compté”, écrivait récemment sur X le chercheur Charles Lister de retour de Syrie.

“Nous devons travailler à l’établissement d’une Syrie unifiée, stable, qui retrouve sa souveraineté sur l’ensemble du territoire”, insiste la présidence française.

Mais le pays de 23 millions d’habitants reste morcelé, et peut à tout moment retomber dans le chaos, souligne une source diplomatique, rappe-

lant que le pouvoir de M. al-Chareh ne dispose que de quelque 30.000 hommes. Le président par intérim, qui a dissous l’armée d’Assad et décrété l’intégration des groupes armés dans une future armée nationale, a annoncé en début de semaine que “des milliers” de personnes rejoignent la “nouvelle armée syrienne”.

Mais il doit compter avec les forces pro-turques, qui s’affrontent dans le nord aux Kurdes, ennemis jurés d’Ankara mais alliés des Occidentaux. Ces derniers continuent, dans le cadre de l’opération Inherent Resolve, à frapper les jihadistes de l’organisation Etat islamique, défaits en 2019 mais constituant toujours une menace.

Des discussions se sont cependant engagées entre les Kurdes et le nouveau pouvoir à Damas, et avec la Turquie, poussées par Washington et Paris, rappelle-t-on de source française.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

14 février 2025

## A Diyarbakir, les Kurdes de Turquie dans l’attente du message d’”Apo” Öcalan

Diyarbakir (Turquie), 14 fév 2025 (AFP) — Son tabac à rouler entre les doigts, Suleyman Ilcan avoue son impatience dans l’attente d’un message du chef kurde Abdullah Öcalan qui, espère-t-il sans y croire vraiment, apportera la paix en Turquie après des décennies de guérilla.

“Nous avons tous hâte d’entendre le message d’Apo (“oncle”, le surnom de M. Öcalan en kurde): pas d’une oreille mais des deux! Mais sans beaucoup d’espoir “,

confie à l’AFP cet ouvrier en bâtiment de 35 ans à la barbe rousse, calé contre le poêle à bois d’un café de Diyarbakir, la grande ville du sud-est à majorité kurde.

“C’est vrai, le processus est resté gelé depuis longtemps, il arrive même un peu tard”, ajoute-t-il en tirant sur sa cigarette. Mais “nous souhaitons la paix, pas la guerre”.

Le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan, en

détention depuis le 15 février 1999, doit lancer “un appel historique” en faveur d’une solution démocratique à la “question kurde” .

La date anniversaire du 15 février avait été initialement envisagée pour ce qui pourrait être un appel à déposer les armes.

Le processus a été initié par le camp du président turc Recep Tayyip Erdogan, dont le principal allié, le nationaliste Devlet Bahçeli, a tendu

la main à M. Öcalan, condamné à la prison à vie et emprisonné sur l’île d’Imrali, au large d’Istanbul.

La Turquie a déjà connu de précédents espoirs de paix. Mais la dernière trêve, en 2015, avait volé en éclats pour déboucher sur une explosion de violences, en particulier dans le sud-est du pays.

Cette fois, M. Bahçeli a appelé en octobre le patron du PKK à renoncer à la violence

et à dissoudre son groupe armé, interdit et classé par Ankara comme "terroriste".

Le gouvernement a autorisé des parlementaires du parti prokurde DEM à rendre visite au célèbre détenu, dont les combattants sont retranchés depuis plus d'une décennie dans les montagnes d'Irak.

Cette même délégation poursuit ses navettes et se rendra dimanche dans le nord de l'Irak pour y rencontrer des responsables kurdes irakiens.

- "Une joie amère"-

"Aucune guerre ne peut durer éternellement", déclare à l'AFP Abbas Sahin, co-président du DEM à Diyarbakir. "S'obstiner à ne pas trouver de solution ne profite à personne. La pire paix vaut mieux que la guerre".

Si la date du fameux message de M. Öcalan est encore indéfinie, les responsables politiques kurdes la jugent imminente et assurent qu'il parviendra

avant Norouz, le Nouvel An kurde en mars.

Pour Zeki Celik, qui dirige un atelier d'argenterie, les messages de M. Öcalan "sont toujours accueillis avec enthousiasme" à Diyarbakir. "Mais c'est une joie amère".

"Des maires élus (du DEM) sont destitués, la police effectuée des descentes, des journalistes sont arrêtés. La méfiance règne, tout ça n'est pas très crédible", relève ce sexagénaire.

Huit maires DEM élus en mars dernier ont été démis de leurs fonctions et remplacés par des administrateurs nommés par le gouvernement.

La coprésidente du DEM à Diyarbakir, Gulsen Ozer, reconnaît que les traumatismes passés n'incitent pas à la confiance et qu'il faudra du temps pour les surmonter.

"Ce sont les gens qui ont perdu leurs fils qui souhaitent le plus la paix, ils ne veulent pas que d'autres connaissent

la même douleur" affirme-t-elle.

Sedat Yurtdas, du Centre de recherche du Tigre, basé à Diyarbakir, remarque que cette fois est différente des initiatives passées parce qu'elle vient du chef d'un parti nationaliste.

- "Moment historique" -

Pour l'analyste, l'État a pris la mesure des changements au Moyen-Orient depuis les attaques du Hamas palestinien le 7 octobre 2023 contre Israël.

Le gouvernement Erdogan suit un mouvement qui a balayé Bachar al-Assad en Syrie et placé l'Iran sur la touche. "Nous sommes à la veille d'un moment historique", croit l'expert. "L'État voit qu'il faut une solution durable à la question kurde".

Mais assis dans un café, un homme aux cheveux gris prévient qu'il n'oublie pas qu'en 2007, le nationaliste Devlet Bahçeli avait lancé une corde depuis un podium et appelé

le gouvernement Erdogan à pendre le chef du PKK.

"Qu'est ce qui a changé depuis?", demande-t-il en refusant d'être nommé. "Je n'ai pas une once d'espoir. Nous, les Kurdes, avons toujours été trahis par les politiques".

Mais l'analyste insiste: malgré le climat actuel, la communauté kurde, traumatisée par des décennies de violence, "a soif de paix".

Le restaurateur Mustafa Kemal Sana, 52 ans, fait valoir les pertes subies - au moins 40.000 morts - par les deux côtés, Kurdes et Turcs, depuis que le PKK a lancé la lutte armée en 1984: "Je ne veux pas que des policiers, des soldats ou des combattants (du PKK) meurent. Les policiers sont de pauvres fils de l'Anatolie. Ce sont nos fils et nos frères. Ce bain de sang doit cesser".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 février 2025

## Suède: un homme condamné pour avoir rejoint l'EI, effet d'une nouvelle loi

**Stockholm, 14 fév 2025 (AFP)** — Un tribunal suédois a condamné vendredi un homme à trois ans de prison pour avoir rejoint le groupe Etat islamique (EI), dans le premier verdict rendu après l'adoption d'une loi punissant le ralliement à un groupe terroriste.

L'homme de 22 ans a été condamné pour "participation à un groupe terroriste", ainsi que pour financement du terrorisme et trois voyages à

l'étranger à des fins de terrorisme, a indiqué la cour dans un communiqué.

Toutes les accusations concernent l'EI et les trois voyages ont été effectués en Somalie, selon la même source.

Cette condamnation est la première dans le pays pour "participation à un groupe terroriste", aux termes d'une loi adoptée en 2023.

La Suède a entrepris de ren-

forcer sa législation antiterroriste en 2017, après qu'un demandeur d'asile ouzbek qui avait prêté allégeance à l'EI avait tué cinq personnes au volant d'un camion dans une rue commerçante de Stockholm.

Mais l'adoption de la loi punissant la participation à un groupe terroriste a nécessité en premier lieu l'amendement de la Constitution, dans le domaine de la liberté d'associa-

L'adoption de la loi est en outre intervenue alors que la Turquie bloquait l'entrée de la Suède dans l'Otan. Ankara, visant de son côté les Kurdes, exigeait que la Suède réprime davantage les groupes extrémistes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 février 2025

## Des milliers de personnes à Strasbourg pour la libération d'Abdullah Öcalan

**Strasbourg, 15 fév 2025 (AFP)** — Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à Strasbourg samedi, jour du 26e anniversaire de l'arrestation du fondateur du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan, dont ils ont réclamé la libération.

“Libérez Öcalan”, scandaient les manifestants, brandissant des drapeaux à l'effigie de M. Öcalan, du Kurdistan et du PKK.

A l'avant du cortège, une grande banderole réclamant “une solution pour la question kurde” a été déployée.

Le départ de la grande marche, initialement prévue à 10H00, a été donné aux alentours de midi samedi, dans les rues du centre-ville de la cité alsacienne.

Elle s'est terminée dans le calme, avec un rassemblement place de l'Etoile. Un im-

portant dispositif policier était aussi déployé.

Quelque 6.500 manifestants étaient rassemblés à 13 heures selon la préfecture, “plusieurs dizaines de milliers” selon les organisateurs, qui avaient annoncé en amont attendre 20.000 personnes.

“Aujourd'hui, on est là pour défendre notre cause, notre peuple, mais aussi nos droits et notre chef de parti”, a dit à l'AFP Adar Dogala, une étudiante de 18 ans habitant Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais).

“Öcalan, ça fait des années et des années qu'il est emprisonné, et nous on demande juste une liberté pour lui, une liberté pour notre peuple”, a-t-elle poursuivi.

“En la personne d'Öcalan, c'est la volonté du peuple kurde qui a été kidnappée”, a complété Berivan Firat, porte-

parole des relations extérieures du Conseil démocratique kurde de France (CDK-F).

“Nous espérons qu'il y aura un appel, que les Kurdes et les peuples du Moyen-Orient attendent, et qu'une solution démocratique sera trouvée”, a-t-elle ajouté.

Pour Hélène Dersim, l'une des coordinatrices de la manifestation, “tous les droits fondamentaux d'Abdullah Öcalan sont piétinés alors qu'il est un philosophe majeur en faveur de l'écologie, de l'égalité hommes/femmes et de la paix”.

“Il propose une alternative à la misère sociale et au capitalisme”, affirme-t-elle. “Ses idées peuvent donner de l'espoir à beaucoup de peuples opprimés, y compris celui de la Turquie.”

Le 15 février est habituellement un “jour noir” selon la

manifestante, mais pourrait devenir “joyeux” si le leader venait à “envoyer un message à son peuple”.

Le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan, en détention depuis le 15 février 1999, doit lancer “un appel historique” en faveur d'une solution démocratique à la “question kurde”, selon ses soutiens.

La mobilisation strasbourgeoise vient clôturer “la longue marche des kurdes”, entamée à Lanester en Bretagne il y a 26 jours.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et par l'Union européenne.

Ö  
Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 février 2025

## Turquie: un nouveau maire pro-kurde destitué pour “terrorisme”

**Istanbul, 15 fév 2025 (AFP)** — Un neuvième maire du parti pro-kurde DEM, troisième force au parlement, accusé de “tentative d'aide à une organisation terroriste”, a été suspendu et remplacé par un administrateur, a annoncé samedi le ministère turc de l'Intérieur.

Cette destitution du maire de Van, grande ville à majorité kurde située dans l'est de la

Turquie, intervient alors qu'un processus de négociation est en cours, à l'initiative du gouvernement, avec le chef historique du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée contre Ankara depuis 1984.

“Condamné à trois ans et neuf mois de prison pour aide à une organisation terroriste, le maire de la municipalité de Van, Abdullah Zeydan, a été

suspendu de ses fonctions à titre temporaire”, affirme le ministère de l'Intérieur dans un communiqué, précisant que le gouverneur de la métropole avait été désigné pour le remplacer.

“Le maire a refusé de signer la notification” lui annonçant sa suspension et “dénoncé un coup d'état contre le peuple”, rapporte le site d'information d'opposition Bir Gün.

“Des voleurs sans vergogne ont usurpé la volonté du peuple”, a dénoncé M. Zeydan sur son compte X.

Depuis sa condamnation le 11 février, dont il a fait appel, le maire a bénéficié du soutien de milliers de partisans, qui étaient rassemblés devant le siège de la municipalité de Van et qui ont été délogés à l'aube par la police.

Le parti DEM a dénoncé un “coup d’Etat contre notre municipalité de Van (et) un coup porté à la volonté du peuple”, rappelant que M. Zeydan avait recueilli plus de 55% des suffrages en mars.

Onze maires, neuf du parti

pro-kurde DEM et deux du principal parti d’opposition CHP à Istanbul, ont été destitués depuis les élections locales de mars 2024.

Depuis 2016, des dizaines de maires de localités kurdes ont été démis de leurs fonctions

et remplacés par des administrateurs désignés par les autorités.

Ce samedi marque le 26e anniversaire de l’arrestation du fondateur du PKK Abdullah Öcalan, détenu sur une île au large d’Istanbul, dont un mes-

sage très attendu pourrait annoncer un appel à déposer les armes.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

15 février 2025

## Syrie: arrestation d’un commandant jihadiste après une attaque déjouée (agence)

**Damas, 15 fév 2025 (AFP)** — Les autorités syriennes ont arrêté un chef du groupe jihadiste Etat islamique (EI) pour avoir notamment planifié une attaque déjouée contre un sanctuaire musulman chiite près de Damas, a indiqué samedi l’agence de presse officielle syrienne.

Les autorités ont arrêté “Abou al-Hareth al-Iraqi, un commandant de l’organisation Daech”, a indiqué l’agence Sana, citant un responsable des services de renseignement non identifié et utilisant un acronyme arabe pour désigner l’EI.

Cet homme était “derrière la planification de plusieurs opérations”, a rapporté Sana,

ajoutant que “la cellule qui a été empêchée de mener son projet d’attaque contre le sanctuaire de Sayyeda Zeinab” agissait sous ses ordres.

Le 11 janvier, les autorités syriennes avaient annoncé avoir déjoué une tentative d’attentat contre ce site révéral par les chiites situé au sud de la capitale syrienne.

Le ministère de l’Intérieur avait alors publié des photos de quatre hommes arrêtés, identifiés comme membres d’une cellule de l’EI.

Il s’agissait de la première annonce de ce type des nouvelles autorités, issues d’une coalition de groupes rebelles

islamistes qui ont pris le pouvoir en décembre.

L’homme arrêté est “un ressortissant irakien qui était un commandant de second rang de l’EI” a indiqué l’Observatoire syrien des droits de l’homme (OSDH), une ONG basée au Royaume-Uni mais qui dispose d’un vaste réseau de sources en Syrie.

Il a passé ces dernières années dans le vaste désert de la Badia, qui s’étend des abords de Damas à la frontière irakienne, selon l’OSDH.

Depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, le complexe de Sayyeda Zeinab était défendu par des miliciens chiites pro-iraniens, aux

côtés de l’armée syrienne.

Peu de temps avant la chute du pouvoir de Bachar al-Assad, ces miliciens avaient pris la fuite.

L’EI avait pris en 2014 le contrôle de pans des territoires syrien et irakien, avant d’être défait en 2019 par les forces kurdes avec le soutien d’une coalition internationale.

Des cellules du groupe continuent cependant d’opérer depuis la Badia.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

16 février 2025

## Une délégation du parti turc prokurde DEM reçue par le leader kurde irakien Barzani

**Erbil (Irak), 16 fév 2025 (AFP)** — Une délégation du parti turc prokurde DEM a remis dimanche un message du fondateur du Parti des Travailleurs du Kurdistan emprisonné, Abdullah Öcalan, au leader historique kurde d’Irak Massoud Barzani, dans le cadre de sa médiation entre Ankara et le PKK.

Lors de cette rencontre à

Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan irakien, les délégués du DEM, troisième force au parlement turc, ont “transmis un message d’Öcalan à Barzani”, selon le bureau de M. Barzani.

En retour, ce dernier a exhorté les parties “à concentrer leurs efforts sur le processus de paix” en cours,

“seul moyen de parvenir à une solution” au conflit qui dure depuis quatre décennies.

La rencontre a duré “une heure trois quarts”, a précisé un communiqué distinct de la délégation du DEM, emmenée par les deux députés impliqués dans la négociation ouverte depuis l’automne avec Abdullah Öcalan à l’ini-

tiative des autorités turques.

Les élus Sirri Sureyya Onder et Pervin Buldan ont rendu visite à deux reprises à M. Öcalan, 75 ans, fondateur et leader charismatique du PKK emprisonné depuis 26 ans sur l’île d’Imrali au large d’Istanbul.

Lors de ces rencontres, M. Öcalan s’est dit “déterminé à

apporter sa contribution” à un processus de paix entre le PKK et le gouvernement turc.

“Au cours de la réunion, la délégation d’Imrali a principalement fourni des informations sur les discussions avec M. Öcalan et a reçu les points de vue, suggestions et réflexions de Barzani concernant le processus” a rapporté le DEM sans autre détail.

La délégation poursuivra ses entretiens lundi à Erbil avec Nechirvan Barzani, président de la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l’Irak.

Elle se rendra ensuite mardi à Souleimaniyeh, deuxième grande ville du Kurdistan irakien, pour rencontrer Bafel Talabani, président de l’Union patriotique du Kurdistan

(UPK), l’autre formation historique des Kurdes en Irak.

La Turquie est suspendue à un message de M. Öcalan qui appellerait le PKK à déposer les armes après quatre décennies de guérilla armée qui ont fait au moins 40.000 morts.

Les combattants du PKK, parti interdit en Turquie,

classé comme organisation terroriste par Ankara et l’Union européenne, sont principalement repliés dans le nord de l’Irak et le nord de la Syrie.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

17 février 2025

## Bagdad espère reprendre les exportations de pétrole kurde d’ici une semaine

**Bagdad, 17 fév 2025 (AFP)** — Le ministre irakien du Pétrole a déclaré lundi que les exportations de brut de la région autonome du Kurdistan vers la Turquie devraient reprendre d’ici une semaine, ce qui mettrait fin à deux années de querelles.

Les exportations de pétrole ont constitué un point de tension majeur entre Bagdad et Erbil, capitale du Kurdistan autonome, alors qu’un important oléoduc traversant la Turquie est fermé depuis 2023 en raison de différends juridiques et de problèmes techniques.

“Nous avons convenu” avec la région autonome kurde de recevoir au moins 300.000

barils de pétrole par jour “à exporter via le port turc de Ceyhan”, a déclaré à des journalistes le ministre irakien du Pétrole Hayan Abdel-Ghani.

Une délégation du gouvernement irakien se rendra mardi à Erbil pour “mettre en place un mécanisme de réception et d’exportation du pétrole”, a précisé M. Abdel-Ghani.

Les exportations devraient reprendre “d’ici une semaine”, a-t-il ajouté.

Jusqu’en mars 2023, la région autonome du Kurdistan irakien exportait son pétrole de manière indépendante, sans l’aval ni le contrôle de Bagdad. Ces exportations transitaient par le port turc de Ceyhan.

Mais elles ont été stoppées en mars 2023 par une décision du tribunal arbitral de la Chambre de commerce internationale de Paris, qui s’était prononcé en faveur des autorités fédérales irakiennes pour la gestion de ce pétrole.

Saisi en 2014 par l’Irak, le tribunal avait dans sa décision statué que le gouvernement fédéral irakien avait le droit exclusif de commercialiser tout le pétrole du pays, mettant ainsi fin aux exportations indépendantes de la région kurde par oléoduc via la Turquie et obligeant Ankara à payer des compensations à l’Etat irakien.

Dans la foulée, la Turquie avait suspendu les importa-

tions depuis le Kurdistan irakien. Ensuite des différends ont opposé Bagdad et Erbil quant aux coûts de production et de transport du pétrole.

Selon l’Association de l’industrie pétrolière du Kurdistan, qui représente les sociétés pétrolières internationales opérant dans la région, les pertes occasionnées pour toutes les parties depuis la fermeture de l’oléoduc sont estimées à 20 milliards de dollars.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

17 février 2025

## Turquie: dans le sud-est à majorité Kurde, deuils et espoirs partagés

**Diyarbakir, 17 fév 2025 (AFP)** — Dans le sud-est de la Turquie, un père pleure son fils policier, enlevé et tué dans le nord de l’Irak par des combattants kurdes du PKK et une mère, sa fille de 17 ans tombée en 2016 sous les balles de l’armée turque.

A quelques dizaines de kilomètres de distance dans cette région à majorité kurde, entre Diyarbakir et Mardin, deux familles kurdes endeuillées parmi des milliers d’autres attendent l’annonce imminente d’une trêve entre le Parti des Travailleurs du

Kurdistan (PKK, interdit) et le gouvernement d’Ankara qui mettrait fin à quatre décennies d’une guérilla qui a fait au moins 40.000 morts.

Depuis l’automne, une reprise de dialogue soutenue par le président Recep Tayyip

Erdogan avec le chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, emprisonné depuis vingt-six ans et qui pourrait appeler à déposer les armes, laisse entrevoir l’espoir d’une issue négociée au conflit.

Dans sa maison de Diyarba-

kir, la plus grande ville à majorité kurde du pays, Fahriye Cukur, 63 ans, fixe la photo de sa fille Rozerin en uniforme: alors qu'elle se rendait en centre-ville, la lycéenne a été prise dans les échanges de tirs entre le PKK et les forces de sécurité.

La trêve conclue en 2015 avait volé en éclats, déchaînant une flambée de violences qui a embrasé le sud-est.

Ce jour de janvier 2016, se souvient la mère, le couvre-feu sur Sur, le vieux centre de Diyarbakir, avait été levé pour quelques heures quand les combats ont éclaté.

“Des tas de gens se sont retrouvés bloqués dont ma fille qui s'est réfugiée chez un couple de personnes âgées.. quand elle a voulu sortir, elle a été abattue par un sniper” se souvient Fahriye.

La famille a appris la nouvelle à la télévision.

- “confondue avec une combattante” -

Pendant des mois, les fa-

milles ont organisé rassemblements et grèves de la faim pour réclamer les corps de leurs proches. Son père, Mustafa, a récupéré celui de Rozerin en juin.

Selon sa mère, les autorités ont confondu sa fille avec une combattante du PKK connue par son nom de code, “Roza” et l'ont accusée d'être allée s'entraîner dans les montagnes.

“Ma fille n'a jamais été engagée, elle aimait l'école et voulait devenir psychiatre, aider son peuple”, dit-elle en montrant l'insigne de la République turque sur son uniforme.

Aujourd'hui elle attend le message d'Öcalan.

“Nous n'oublions pas ce qui s'est passé mais on espère. J'ai deux autres enfants, qui sait ce qui va leur arriver demain?”

En janvier, l'International Crisis Group relevait le niveau de violence entre le PKK et l'armée en Turquie était tombé à son plus bas niveau depuis 2015.

“On commence à respirer” après une décennie sous pression, confirme Fahriye. “Je veux la paix, que le bain de sang cesse... Je veux un cessez-le-feu et je ne suis pas la seule”.

- “ça suffit” -

Dans la province voisine de Mardin, Sehmuz Kaya, 67 ans, évoque son fils policier, enlevé par le PKK dans l'est de la Turquie en juillet 2015.

Son fils, se trouvait en civil, précise-t-il, en voiture avec son frère et quatre autres personnes lorsque les combattants ont bloqué la route: “Ils n'ont enlevé que Vedat. Des mois plus tard nous avons reçu la première vidéo tournée dans les montagnes de Kandil”, les montagnes du nord de l'Irak où sont retranchés les combattants du PKK.

La famille a tout essayé, auprès de l'État et du parti prokurde pour obtenir sa libération. Mais six ans plus tard elle a reçu un appel fatal du gouvernement: leur fils comptait parmi les treize

“martyrs de Gara”, une région du nord de l'Irak où douze policiers et un soldat turcs venaient d'être tués par le PKK.

“J'étais dévasté... ces gens sont sans foi ni conscience. Mon fils voulait juste gagner sa vie”. souffle le père qui affirme que son fils a été torturé avant d'être exécuté.

Les photos du jeune homme sont accrochées aux murs avec le drapeau turc, un parc voisin porte son nom.

Aujourd'hui, Sehmuz souhaite la paix mais n'a pas confiance.

“Ils ne sont pas honnêtes” estime-t-il à propos du parti prokurde DEM qui mène les négociations entre Öcalan et le gouvernement, et qu'il suspecte de liens avec le PKK. “Les familles des martyrs ont le coeur brisé, ça suffit... Nous soutenons tous le processus, mais nous voulons quelque chose de concret”.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 février 2025

## Öcalan veut une “solution démocratique” pour les Kurdes, affirme une délégation turque en Irak

**Erbil (Irak), 17 fév 2025 (AFP)**

— Le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan travaille à une “solution démocratique” pour les Kurdes, a affirmé lundi à Erbil une délégation d'élus turcs prokurdes.

“Malgré des conditions difficiles, M. Öcalan se bat pour parvenir à une solution démocratique sur des bases légales”, a déclaré depuis la capitale de la région autonome du Kurdistan irakien l'un des membres de la délégation, Keskin Bayindir, coprésident du DBP, petit parti prokurde de Turquie.

La délégation a rencontré Netchirvan Barzani, le président de la région autonome du Kurdistan dans le nord de l'Irak, dans le cadre de sa médiation entre Ankara et le PKK visant à sortir de quatre décennies de guérilla qui ont fait au moins 40.000 morts.

Ankara, qui considère le PKK (interdit) comme un mouvement terroriste, a engagé un dialogue avec son chef historique, emprisonné depuis 26 ans, via les parlementaires prokurdes.

Outre le DEM, troisième force

au parlement turc, le DBP compte deux députés.

“Le peuple kurde et les peuples du Moyen-Orient attendent que le problème kurde soit résolu sur une base démocratique et légale (...) aussi bien en Turquie que dans tout le Kurdistan”, a insisté M. Bayindir, s'exprimant au nom de la délégation.

Peuple sans Etat, les Kurdes sont répartis entre la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran.

La délégation turque s'est entretenue dimanche avec le lea-

der historique kurde d'Irak Masoud Barzani.

Elle se rendra mardi à Souleimaniyeh, deuxième grande ville du Kurdistan irakien, pour rencontrer Bafel Talabani, président de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'autre formation historique des Kurdes en Irak.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 février 2025

## Turquie: près de 300 arrestations pour “terrorisme” à travers la Turquie

**Istanbul, 18 fév 2025 (AFP)** — Près de 300 “membres présumés d’organisations terroristes” ont été arrêtés au cours des cinq derniers jours dans une opération ciblant le PKK à travers la Turquie, a annoncé mardi le ministre de l’Intérieur Ali Yerlikaya.

“Lors des opérations qui se poursuivent depuis cinq jours contre le PKK dans 51 provinces, 282 membres présumés d’organisations terroristes

ont été capturés”, a indiqué le ministre sur X alors que se poursuit le dialogue initié par le gouvernement avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) en vue d’une trêve après des décennies de guérilla.

“Il est clair que la possibilité d’une solution et d’une paix commence à faire perdre le sommeil à certaines personnes”, estime le DEM, troisième force au Parlement, im-

pliqué dans le dialogue entre Abdullah Öcalan - le fondateur du PKK, emprisonné depuis 26 ans -, et les autorités turques.

“Chaque jour des opérations sont menées contre ceux qui veulent une solution et la paix”, accuse-t-il.

Soixante de ces arrestations ont été ordonnées pour la seule matinée de mardi, visant entre autres des membres du

principal parti prokurde DEM, dont cinquante-deux ont été effectuées, a précisé le procureur d’Istanbul dans un communiqué.

De son côté, le ministre de l’Intérieur se dit “déterminé à éradiquer toutes les formes de terrorisme”.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

18 février 2025

## Turquie: pendant le dialogue avec les Kurdes, la répression continue

**Istanbul, 18 fév 2025 (AFP)** — Le gouvernement turc accentue la pression sur les mouvements et sympathisants prokurdes accusés de “terrorisme” en même temps que se poursuit le dialogue, engagé à son initiative, avec le PKK en vue d’une trêve.

Près de trois cents “membres présumés d’organisations terroristes” ont été arrêtés au cours des cinq derniers jours a annoncé le ministre de l’Intérieur Ali Yerlikaya, visant notamment le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans son communiqué.

Ces arrestations, qui ont aussi ciblé trois journalistes, ont été effectuées dans une cinquantaine de provinces du pays dont celles d’Istanbul, Ankara et des régions à majorité kurde de l’Est du pays.

Plusieurs ont visé des responsables du parti prokurde DEM, troisième force au Parlement, directement impliqué dans le dialogue initié avec Abdullah Öcalan, fondateur

et chef historique du PKK.

Détenu à l’isolement depuis 26 ans sur l’île prison d’Imrali, au large d’Istanbul, “Apo” (oncle, en kurde), âgé de 75 ans, pourrait appeler le PKK à déposer les armes après des décennies de guérilla, en échange de concessions démocratiques du pouvoir à l’égard de la minorité kurde.

Une délégation du DEM a été autorisée à rencontrer M. Öcalan à deux reprises. Elle se trouve depuis dimanche dans le nord de l’Irak, pour une série d’entretiens avec les autorités de la région autonome du Kurdistan dans le cadre de cette médiation.

- Sur les deux tableaux -

Mais le DEM est simultanément dans le viseur des autorités qui ont destitué ces derniers mois neuf de ses maires élus dans des régions à majorité kurde, remplacés par des administrateurs nommés par les autorités.

“Il est clair que la possibilité d’une solution et d’une paix commence à faire perdre le sommeil à certaines personnes”, a estimé mardi le parti sur X: “Chaque jour des opérations sont menées contre ceux qui veulent une solution et la paix”.

De son côté, le ministre de l’Intérieur s’est dit “déterminé à éradiquer toutes les formes de terrorisme”.

Pour Sinan Ülgen, chercheur associé à la Fondation Carnegie Europe, en agissant ainsi, “l’objectif du gouvernement est d’avancer avec une position avantageuse - la négociation - tout en envoyant le message que, si ces négociations n’aboutissent pas, il est prêt à accentuer les pressions sur le DEM”.

D’autant, rappelle Gönül Tol, du Middle East Institute à Washington, que le président Recep Tayyip Erdogan a laissé depuis le début son allié nationaliste du MHP Devlet Bahçeli en première ligne dans cette initiative.

Pour elle le chef de l’Etat joue ainsi sur deux tableaux.

“D’un côté, il poursuit ces négociations avec le PKK, sans avoir vraiment adhéré à cette idée. De l’autre, il continue comme d’habitude avec les Kurdes, c’est-à-dire qu’il les cible, les emprisonne, les désigne et s’en prend aux édiles kurdes démocratiquement élus”, explique-t-elle.

Après Erbil où elle a rencontré les autorités du Kurdistan autonome, dont le leader historique kurde d’Irak Massoud Barzani, la délégation du DEM poursuit mardi ses consultations.

Elle sera à Souleimaniyeh, deuxième grande ville du Kurdistan irakien, pour y rencontrer Bafel Talabani, président de l’Union patriotique du Kurdistan (UPK), l’autre formation historique des Kurdes en Irak.

La Turquie a déjà connu de précédents espoirs de paix. Mais la dernière trêve, en 2015, avait volé en éclats pour déboucher sur une explosion

de violences, en particulier dans le sud-est du pays.

Selon une estimation communément admise, le conflit avec le PKK a causé au moins

40.000 morts depuis 1984.

Les informations ci-dessus de

l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 février 2025

## Turquie: le président du patronat sous contrôle judiciaire

**Istanbul, 20 fév 2025 (AFP)**

— Le président du patronat turc Orhan Turan a été laissé en liberté après des heures d'interrogatoires mais placé sous contrôle judiciaire avec interdiction de quitter la Turquie, pour ses critiques contre le fonctionnement de la justice, rapportent jeudi les médias turcs.

Le procureur général d'Istanbul a ouvert une enquête contre M. Turan et son bras droit Ömer Aras, pour "tentative d'influence sur le système judiciaire" et pour "diffusion de fausses informations".

Selon l'agence étatique Anadolu et le quotidien proche de l'opposition Cumhuriyet, les deux responsables ont été libérés dans la nuit de mercredi à jeudi à l'issue de leur interrogatoire, mais placé sous contrôle judiciaire avec interdiction de voyager à l'étranger.

Les deux entrepreneurs

avaient été conduits mercredi sous escorte policière devant le tribunal d'Istanbul.

Le parquet leur reproche de "fausses informations concernant la sécurité intérieure et extérieure de la Turquie" susceptibles de "perturber la paix publique", rapporte Anadolu.

Ils sont accusés de "diffusion publique d'informations trompeuses dans le seul but de créer de l'anxiété, de la peur ou de la panique au sein du public", poursuit l'agence citant la lettre de saisine du parquet.

Ces accusations se réfèrent à un discours prononcé par M. Turan devant l'assemblée générale de l'Association des industriels et hommes d'affaires turcs (Tüsiad) le 13 février, dans lequel il déplorait les atteintes à l'état de droit.

M. Turan avait évoqué le dialogue initié par les autorités avec le chef historique du mouvement kurde armé PKK,

Abdullah Öcalan, détenu depuis 26 ans, estimant que "le succès du processus en cours est lié à l'amélioration de l'état de droit et de la vie démocratique (...) L'un ne va pas sans l'autre", avait-il insisté.

"Derrière tous les problèmes (du pays), on retrouve le manque de confiance en la justice", avait-il déclaré.

La Tüsiad a réitéré ces propos dans un poste sur son compte X le 18 février : "Nous ne pourrions pérenniser le développement économique de notre pays qu'avec un Etat de droit fondé sur les droits humains et le principe d'une démocratie participative".

Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait répliqué mercredi en déclarant que "ceux qui croient sincèrement à l'état de droit doivent être du côté de la loi, pas avec ceux qui soutiennent le terrorisme".

La procédure ouverte contre

les responsables de la Tüsiad a suscité de vives réactions en Turquie jeudi.

Pour le président du principal parti d'opposition CHP, Özgür Özel, elle constitue "un nouvel indicateur de l'érosion de l'environnement démocratique et juridique" du pays.

Le DEM, parti prokurde et troisième force au Parlement, a également dénoncé une "attaque contre la liberté d'expression".

L'analyste et spécialiste des marchés émergents Timothy Ash a relevé sur X, au-dessus d'un photo montrant M. Turan encadré par deux policiers, que "la Tüsiad est un partenaire respecté par la communauté des investisseurs internationaux, entre autres".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 février 2025

## Iran: 975 exécutions, une "escalade effroyable" du recours à la peine de mort en 2024 (rapport ONG)

**Paris, 20 fév 2025 (AFP)**

— Au moins 975 personnes ont été exécutées en Iran en 2024, une "escalade effroyable" du recours à la peine de mort comme moyen de "répression politique" par la République islamique, dénonce un rapport publié jeudi par deux ONG.

Ce chiffre "extrêmement cho-

quant", le plus élevé depuis que ce recensement a commencé en 2008, est probablement sous-estimé, la grande majorité (90%) des exécutions n'étant pas rendues publiques, selon l'organisation iranienne Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, et l'ONG française Ensemble contre la peine de mort (ECPM) qui ont rassem-

blé de nombreux témoignages.

Une quarantaine de cas présumés d'exécutions n'ont pu être inclus dans le rapport, faute d'avoir pu recouper suffisamment de sources, précisent ainsi ses auteurs.

"Le peuple iranien (...) représente la plus grande menace

pour le régime, et la peine de mort reste son outil le plus puissant de répression politique", s'alarme le directeur d'IHR, Mahmood Amiry-Moghaddam, cité dans le document.

"Ces exécutions font partie de la guerre que mène la République islamique contre son propre peuple pour maintenir

son emprise sur le pouvoir”, ébranlé depuis les grandes manifestations populaires de 2022-2023 qui avaient entraîné une vague d’arrestations dans le pays, ajoute-t-il.

Le rythme des exécutions s’est largement accéléré au second semestre 2024, avec jusqu’à 5 à 6 pendaisons par jour, les autorités de Téhéran “profitant” du fait que l’attention internationale était alors concentrée sur “les tensions croissantes entre l’Iran et Israël”, a précisé M. Amiry-Moghadam lors d’une conférence de presse à Paris jeudi.

Parmi les 975 personnes exécutées en 2024 - une augmentation de 17% par rapport à 2023 - 31 étaient des femmes, et 4 ont été pendues en public, selon le rapport.

Plusieurs mineurs au moment des faits incriminés ont aussi subi la peine capitale. Ainsi, Mehdi Jahanpour, qui avait 16 ans lorsqu’il a été arrêté pour meurtre et a passé plusieurs années en prison, a été exécuté à l’âge de 22 ans, en septembre 2024.

Les personnes exécutées “appartiennent aux couches les plus marginalisées de la société” face à un “régime iranien extrêmement corrompu”, a souligné le directeur d’IHR: “les pauvres sont pendus, mais si vous avez assez d’argent, vous pouvez échapper à la peine de mort”.

- Torture “systématique” -

La peine de mort est un levier essentiel du système judiciaire iranien, basé sur l’application de la charia depuis la Révolution islamique de 1979. C’est le pays qui recourt le plus à la peine de mort chaque année après la Chine, selon Amnesty International.

La plupart des exécutions en 2024 ont concerné des crimes liés à la drogue, des meurtres ou des viols, et les auteurs du rapport appellent en particulier les Nations unies à “stopper leur coopération avec le régime iranien” dans la lutte contre le trafic de drogue, argument ensuite utilisé par ce dernier pour justifier sa répression, disent-ils.

Les autorités utilisent aussi

des accusations plus vagues de “corruption sur terre” ou “rébellion”, permettant de cibler les dissidents, observent les ONG.

Au total, Téhéran a jusque-là fait exécuter 10 hommes, dont deux en 2024, en lien avec la vaste contestation “Femme, Vie, Liberté” qui avait éclaté en septembre 2022, après la mort en détention de la jeune Mahsa Amini, arrêtée pour une infraction au port du voile obligatoire.

Mohammad Ghobadlu, 23 ans, et Gholamreza Rasaei, 34 ans, ont été respectivement exécutés en janvier et août 2024, le premier pour avoir tué un policier et le second un gardien de la révolution lors des manifestations de 2022, après des procès entachés d’irrégularités, selon les groupes de défense des droits humains.

La quasi-totalité des exécutions se font par pendaison, généralement à l’abri des regards, dans les prisons où sont incarcérés les prisonniers, même si certaines ont eu lieu en public.

Les condamnés sont régulièrement privés d’accès à leurs avocats, affirme le rapport, qui pointe l’usage “systématique” de la torture physique et psychologique pour obtenir des aveux, sur lesquels se basent le plus souvent les juges pour les déclarer coupables.

Au moins 13 militants du mouvement “Femme, vie, Liberté” demeurent aujourd’hui dans le couloir de la mort en Iran, selon le rapport des deux ONG.

Les minorités ethniques - notamment baloutches et kurdes - sont également surreprésentées parmi les condamnés à mort.

C’est le cas de Pakhshan Azizi et Varisheh Moradi, militantes des droits des femmes kurdes, condamnées pour leur travail humanitaire, qui risquent d’être exécutées, affirme IHR et ECPM.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

21 février 2025

## Turquie: “la société aspire à sortir la question kurde du conflit”, affirme un député prokurde

**Ankara, 21 fév 2025 (AFP)** — Les partis prokurdes représentés au Parlement turc conduisent depuis l’automne une médiation entre Ankara et Abdullah Öcalan, le fondateur du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui pourrait annoncer un virage démocratique du mouvement armé dans un message très attendu.

Dans ce cadre, six députés prokurdes se sont rendus auprès des autorités kurdes du Nord de l’Irak - à la demande de M. Öcalan, précisent-ils - dont Keskin Bayindir, copré-

sident du petit parti DBP, qui affirme à l’AFP que les sociétés turque et kurde veulent une solution “pacifique” au conflit qui a fait au moins 40.000 morts en quatre décennies.

Quel est le bilan de vos rencontres avec des responsables du Kurdistan irakien?

Pour M. Öcalan, l’approche des acteurs kurdes est essentielle pour avancer, c’est sur ses recommandations que nous avons rencontré (en Irak, ndlr) des responsables du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) et

de l’UPK (Union patriotique du Kurdistan): ils ont affiché leur entier soutien à une solution démocratique et pacifique de la question kurde et affirmé qu’ils mobiliseront toutes leurs forces en ce sens.

Nous déposerons dans les prochains jours une demande pour rencontrer de nouveau M. Öcalan afin de lui présenter le résultat de nos entretiens dans le Kurdistan irakien.

La société kurde aspirait à voir tous les acteurs kurdes associés à un tel processus. Les Kurdes veulent faire sortir

la question kurde du domaine du conflit et de la guerre, malgré toutes les difficultés rencontrées: les arrestations, la destitution des maires (du parti prokurde DEM, dans le sud-est de la Turquie, ndlr), malgré les combats en cours au Rojava (territoire semi-autonome dans le nord-est de la Syrie, ndlr). Les Kurdes affichent une position commune en faveur d’une solution démocratique et pacifique.

Les récentes arrestations et destitutions de maires prokurdes peuvent-elles entraver le processus?

Voir le gouvernement recourir à ses anciennes méthodes d'oppression et de violence suscite de grandes inquiétudes.

Sans préjuger de ce que fera le gouvernement dans la période à venir, ces pratiques desservent le processus.

Mais malgré cette volonté des autorités d'empoisonner le climat, les Kurdes et tous les segments de la société qui

souhaitent la démocratie, la liberté et la paix tentent de conserver un esprit constructif.

Qu'attendez vous d'Abdullah Öcalan, avez-vous un calendrier?

Son message devrait arriver sans plus tarder. Selon la délégation (qui l'a rencontré dans son île prison) d'Imrali, il portera sur le projet de M. Öcalan de solution démocratique à

la question kurde.

Sans en connaître le contenu exact, il sera question de sortir la question kurde du paradigme de la guerre et de la violence, de l'ouvrir à une discussion sur la base de la démocratie, du droit et des libertés.

Ce n'est pas si difficile de sortir de la violence. Il suffira que l'État abandonne sa politique presque centenaire (de

répression, ndr) et ouvre le débat sur une solution au conflit dans le cadre du droit et de la démocratie. Il existe aujourd'hui une forte volonté en ce sens dans l'opinion publique en Turquie.

Propos recueillis Par Burcin GERCEK

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 février 2025

## Les Kurdes de Syrie reprennent leurs livraisons de pétrole aux zones gouvernementales (responsable)

**Beyrouth (Liban), 22 fév 2025 (AFP)** — Les autorités kurdes du nord-est de la Syrie ont repris l'approvisionnement en pétrole vers les territoires administrés par les autorités de Damas, une première depuis la chute de Bachar al-Assad, a indiqué samedi à l'AFP un responsable gouvernemental.

Avant la destitution d'Assad le 8 décembre, l'administration kurde acheminait du pétrole vers les zones gouvernementales, mais ces livraisons avaient été interrompues depuis, a précisé ce responsable au ministère du Pétrole, Ahmed Souleimane.

“Les contrats entre les deux parties ont été réajustés afin

de mieux répondre aux intérêts du peuple syrien, et les exportations ont repris il y a quelques jours”, a-t-il déclaré.

Il a ajouté que les contrats conclus sous le gouvernement d'Assad étaient “très désavantageux”, sans plus de précisions.

L'accord prévoit la livraison quotidienne de 150.000 barils de pétrole et d'un million de mètres cubes de gaz, selon la même source.

Sollicités par l'AFP, les responsables de l'administration kurde n'ont pas fait de commentaire.

Les autorités kurdes syriennes contrôlent une grande partie

du nord-est du pays, une région riche en pétrole où elles bénéficient d'une autonomie de facto depuis le début du conflit en 2011.

Les nouveaux dirigeants syriens, proches d'Ankara, ont exhorté l'ensemble des groupes armés, dont les Forces démocratiques syriennes (FDS), branche militaire de l'administration kurde, à déposer les armes, rejetant toute forme d'autonomie kurde.

En novembre, des forces appuyées par la Turquie ont lancé une offensive contre les zones contrôlées par les FDS dans le nord de la Syrie. Les combats se poursuivent.

Les FDS, soutenues par les

Etats-Unis, avaient mené l'offensive ayant permis de faire tomber les derniers bastions du groupe jihadiste Etat islamique en 2019.

La Turquie accuse les Unités de protection du peuple (YPG), principale composante des FDS, d'être affiliées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé organisation terroriste par Ankara, et engagé dans une insurrection contre l'Etat turc depuis près de quarante ans.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 février 2025

## Syrie: une conférence de dialogue national débutera lundi à Damas (comité)

**Damas, 23 fév 2025 (AFP)** — Une conférence de dialogue national va se tenir lundi sur deux jours en Syrie, où une coalition dominée par les islamistes a pris le pouvoir après avoir renversé Bachar al-Assad, a indiqué dimanche à l'AFP un des membres de

son comité préparatoire.

La conférence “va commencer lundi après-midi et se poursuivre mardi”, a précisé Hind Kabawat.

Les nouvelles autorités syriennes ont formé mi-février

un comité composé de sept personnes dont deux femmes, chargé de préparer cette “conférence de dialogue national” censée représenter tous les Syriens.

Lors d'une conférence de presse dimanche à Damas

dont l'agence officielle Sana a rendu compte, deux membres de ce comité préparatoire ont affirmé que l'instance avait tenu des rencontres “dans plusieurs provinces syriennes, avec la participation de quelle 4.000 hommes et femmes”.

Selon le comité, la conférence mettra l'accent sur "la justice transitionnelle, la constitution, la réforme des institutions et de l'économie, l'unité du territoire syrien, ainsi que les libertés publiques et individuelles, et les libertés politiques".

Elle doit émettre des recommandations "qui serviront de base pour la déclaration constitutionnelle, l'identité économique et le plan de réforme des institutions", selon le comité.

La conférence représente "la première étape d'un long pro-

cessus national nécessitant un travail collectif continu pour construire une nouvelle identité nationale syrienne qui préserve la paix civile et réalise les aspirations du peuple syrien", poursuit le comité.

Selon le programme publié par des personnes conviées à la conférence, des réunions de présentation auront lieu lundi, mais les ateliers débuteront mardi. Les participants seront répartis en six groupes pour discuter des six problématiques désignées.

Des invités résidant à l'étranger ont fait part de l'impossi-

bilité pour eux de se rendre en Syrie, le délai entre l'envoi des invitations et la date de la conférence étant trop court.

Une coalition conduite par le groupe radical islamiste Hayat Tahrir al-Sham (HTS) a pris le pouvoir le 8 décembre à Damas, et son chef, Ahmad al-Chareh, a été nommé président en janvier.

Un gouvernement provisoire est chargé de gérer les affaires courantes jusqu'au 1er mars, date à laquelle la Syrie doit se doter d'un nouveau gouvernement reflétant "la diversité" du peuple syrien, selon

les nouvelles autorités.

L'administration autonome kurde qui contrôle une grande partie du nord-est syrien s'était dite inquiète à sa formation que le comité soit constitué "à partir d'un seul spectre politique et idéologique, ce qui porte atteinte au principe de représentation équitable et inclusive de toutes les composantes du peuple syrien".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 février 2025

## Turquie: un dixième maire prokurde suspendu pour "terrorisme"

**Istanbul, 24 fév 2025 (AFP)** — Le ministère turc de l'Intérieur a annoncé lundi la suspension d'un dixième maire prokurde dans l'est du pays, accusé de "terrorisme".

Cette nouvelle accusation à l'encontre d'un maire du parti DEM, troisième force au Parlement, intervient alors que le parti conduit les négociations avec le chef du mouvement armé kurde du PKK pour sortir de la violence.

"En raison de sa condamnation à 6 ans et 3 mois de prison pour appartenance à une organisation terroriste armée (...) Mehlet Alkan, maire du district de Kagisman dans la province de Kars a été suspendu temporairement de ses fonctions par le ministère de l'Intérieur" annonce ce dernier dans un communiqué.

Sur X, le parti DEM dénonce "la guerre du gouvernement AKP contre le droit du peuple

à voter et à être élu".

"Nos municipalités sont ciblées parce qu'elles servent le public et perturbent le système de corruption" accuse-t-il.

Comme pour les précédents édiles destitués, un administrateur est nommé en remplacement.

Ankara a accentué récemment la pression sur les mouvements et sympathisants prokurdes accusés de "terro-

risme" en même temps que se poursuit le dialogue, engagé à son initiative, avec le PKK en vue d'une trêve.

Près de trois cents "membres présumés d'organisations terroristes" ont été arrêtés la semaine dernière.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 février 2025

## La conférence de dialogue national ne "reflète pas la réalité des composantes" de la Syrie (partis kurdes)

**Qamichli (Syrie), 25 fév 2025 (AFP)** — Des partis de l'administration autonome kurde ont estimé que la conférence de dialogue national qui se tient mardi à Damas, et à laquelle ils n'ont pas été invités, ne représentait pas fidèlement la réalité des composantes de la Syrie.

Dans un communiqué, 35 partis de l'administration au-

tonome dirigée par les Kurdes estiment que "la véritable conférence du dialogue national doit être inclusive", soulignant que les conférences actuelles étaient "organisées avec une représentation purement symbolique d'individus ne reflétant pas la réalité des composantes de la société syrienne".

"Elles n'ont ni sens ni valeur

et (...) ne contribueront pas à trouver des solutions concrètes à la crise que traverse le pays."

L'administration kurde, qui contrôle une grande partie du nord-est du pays, ou ses organismes affiliés, n'ont pas été invitées à la conférence de dialogue national sur l'avenir du pays, qui s'est ouverte deux mois et demi après la

chute de Bachar al-Assad.

Selon les organisateurs, aucune formation ayant conservé ses armes n'a été conviée, faisant référence aux FDS, la branche militaire de l'administration autonome.

Hassan Mohammed Ali, un responsable de l'administration autonome, a déclaré mardi à l'AFP que leur exclu-

sion aura “des répercussions négatives et n’apportera pas de solutions aux problèmes et crises dont souffre la Syrie depuis des décennies”.

Il a mis en garde contre le fait qu’“une conférence à laquelle tous les Syriens ne participent pas aboutira (...) à des décisions reflétant une seule et même tendance”.

“L’exclusion des FDS et de larges pans de la société sy-

rienne confirme que la conférence sert à plaire au monde extérieur, et non à rechercher un avenir meilleur”, a dit pour sa part à l’AFP le porte-parole des FDS, Farhad Shami.

Les nouvelles autorités, proches d’Ankara, ont exhorté toutes les factions armées, y compris les FDS, dont les Kurdes constituent l’épine dorsale, à déposer les armes et à rejeter l’idée d’une autonomie kurde.

Les Kurdes de Syrie ont montré des signes d’ouverture et les deux parties sont en pourparlers sur plusieurs questions en suspens.

Mais la Turquie accuse leur principale composante, les Unités de protection du peuple (YPG), d’être affiliée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé organisation terroriste par Ankara, et engagé dans une insurrection contre l’Etat turc depuis près

de quarante ans.

Soutenues par les Etats-Unis, les FDS ont mené l’offensive militaire qui a défait territorialement le groupe Etat islamique (EI) en Syrie en 2019.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

25 février 2025

## Le président syrien promet le “monopole” des armes aux mains de l’Etat

**Damas, 25 fév 2025 (AFP)** — Le président par intérim de la Syrie, Ahmad al-Chareh, s’est engagé mardi à garantir le “monopole” de l’Etat sur les armes lors de la conférence de dialogue national sur l’avenir du pays, qui s’est ouverte deux mois et demi après la chute de Bachar al-Assad.

Ahmad al-Chareh avait été nommé en janvier président par intérim, après l’offensive menée par le groupe radical islamiste Hayat Tahrir al-Sham (HTS) qui a pris le pouvoir le 8 décembre à Damas, et avait annoncé qu’il mettrait en place un dialogue national durant la période de transition.

Des représentants de la société civile, des communautés religieuses, des personnalités de l’opposition et des artistes participent à Damas à cette conférence, censée représenter tous les Syriens après des années de guerre civile.

Mais l’administration autonome dirigée par les Kurdes, qui contrôle une grande partie du nord-est de la Syrie, et son bras armé, les Forces démocratiques syriennes (FDS), n’y ont pas été invitées. Selon les organisateurs, aucune entité armée n’a reçu d’invitation.

Mardi, 35 partis de l’administration autonome ont dénoncé une représentation “purement symbolique” lors de cette conférence, qui selon eux “ne reflète pas la réalité des composantes de la société syrienne”.

Ces conférences “n’ont ni sens ni valeur et (...) ne contribueront pas à trouver des solutions concrètes à la crise que traverse le pays”, ont ajouté ces partis.

“La Syrie n’accepte pas la division, elle est un tout intégré et sa force réside dans son unité”, a lancé Ahmad al-Chareh dans son discours d’ouverture.

“Le monopole des armes entre les mains de l’Etat n’est pas un luxe, mais un devoir et une obligation”, a-t-il affirmé.

Le nouveau pouvoir avait annoncé la dissolution de l’armée syrienne et de toutes les factions armées rebelles, dont HTS dirigé par Ahmad al-Chareh. Il a formé à la mi-février une commission de sept personnes, dont deux femmes, chargée de préparer cette conférence.

Deux membres de cette commission avaient affirmé dimanche que des rencontres avaient été organisées “dans plusieurs provinces syriennes, avec la participation de quelque 4.000

hommes et femmes”.

- “Rétablir les droits” -

La commission préparatoire avait assuré que la conférence, qui a commencé ses travaux mardi, mettrait l’accent sur “la justice de transition, la constitution, la réforme des institutions et de l’économie, l’unité du territoire syrien, ainsi que les libertés publiques et individuelles, et les libertés politiques”.

Dans ce contexte, Ahmad al-Chareh a annoncé mardi qu’il mettrait en place une commission pour travailler sur la justice de transition dans le but de “rétablir les droits” des Syriens.

“Nous avons travaillé au cours des deux derniers mois pour poursuivre les auteurs de crimes contre les Syriens, et nous travaillerons à former une commission pour la justice de transition qui rétablira les droits des gens et, si Dieu le veut, leur rendra justice et traduira les criminels en justice”, a-t-il déclaré.

La conférence représente “la première étape d’un long processus” visant à “construire une nouvelle identité nationale syrienne qui préserve la paix civile” et doit émettre des recommandations “qui serviront de base” pour un plan de réforme des

institutions, selon la commission préparatoire.

Un gouvernement provisoire est chargé de gérer les affaires courantes jusqu’au 1er mars, date à laquelle la Syrie doit se doter d’un nouveau gouvernement reflétant “la diversité” du peuple syrien, selon les nouvelles autorités.

Ahmad al-Chareh avait précédemment déclaré que les forces dirigées par les Kurdes devraient être intégrées à l’armée nationale et rejeter l’idée d’une autonomie.

Les Kurdes de Syrie ont montré des signes d’ouverture et les deux parties sont en pourparlers sur plusieurs questions.

“La paix nationale est un devoir pour tous les citoyens”, a-t-il réaffirmé mardi.

“Nous continuerons à mener une politique qui protège les intérêts du peuple syrien, sans aucune pression ou diktat extérieur”, a affirmé pour sa part le chef de la diplomatie, Assaad al-Chaibani.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

25 février 2025

## Syrie: la conférence nationale trace les contours du futur Etat, mais sans rallier les Kurdes

**Damas, 25 fév 2025 (AFP)**

— La conférence de dialogue national à Damas, tenue mardi, a tracé les grandes lignes du futur Etat en Syrie après la chute de Bachar al-Assad, insistant sur le désarmement nécessaire des groupes armés, mais sans rallier l'administration autonome kurde, qui n'était pas invitée.

Dans leur déclaration finale, les participants ont en outre dénoncé les "déclarations provocatrices" du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qui avait averti dimanche que son pays ne permettrait pas aux forces syriennes de se déployer au sud de Damas.

Défendant l'unité et la souveraineté de la Syrie "sur l'ensemble de son territoire", la déclaration finale insiste aussi sur la mise en oeuvre de la justice transitionnelle et l'ancrage des valeurs de liberté dans le pays.

Ces recommandations "serviront de base" pour un plan de réforme des institutions, selon la commission préparatoire de la conférence, censée représenter tous les Syriens, et à laquelle des figures de la société civile, des responsables religieux, des personnalités de l'opposition et des artistes ont participé.

Organisée par le nouveau pouvoir, dirigé par le président par intérim Ahmad al-Chareh, cette conférence constitue une démarche inédite dans le pays qui sort de près de 14 ans de guerre civile.

Elle s'est tenue à l'approche de la formation prévue, le 1er mars, d'un gouvernement devant succéder au cabinet provisoire, et refléter "la diversité" du peuple syrien selon les autorités.

- "Nouvelle phase historique" -

Ahmad al-Chareh, qui a salué mardi une "nouvelle phase historique", avait annoncé qu'il mettrait en place un dialogue national durant la période de transition, ouverte par la prise de Damas, le 8 décembre, par une alliance rebelle menée par son groupe radical islamiste Hayat Tahrir al-Sham (HTS).

Il s'est engagé devant la conférence à garantir le "monopole" de l'Etat sur les armes, après que le nouveau pouvoir a annoncé la dissolution de l'armée syrienne et de toutes les factions armées rebelles, dont le HTS.

Dans leur déclaration finale, les participants appellent également à ce que le "monopole des armes" soit "aux mains de l'Etat, à construire une armée nationale professionnelle, et à considérer toute formation armée en dehors des institutions officielles comme des groupes hors-la-loi".

La référence vise notamment les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome kurde.

Peu avant la fin de la conférence, les FDS ont déclaré qu'ils ne seraient "pas partie

prenante dans la mise en oeuvre de ses résultats". "Cette conférence ne représente pas le peuple syrien", ont-ils ajouté, soulignant n'y avoir pas "été représentés".

Selon les organisateurs, ni les FDS ni l'administration autonome n'avaient été invitées, en raison de l'exclusion de toute entité armée de la conférence.

La déclaration finale exhorte également les autorités à "former un comité constitutionnel pour rédiger un projet de constitution (...) qui ancre les valeurs de justice, de liberté, d'égalité et fonde un Etat de droit".

Les participants affirment le "rejet de toutes formes de discrimination" dans un pays multiethnique et multiconfessionnel.

Ils insistent sur le rejet "de toutes les formes de violence, de provocation et de vengeance", et la mise en oeuvre d'une "justice transitionnelle".

L'agence de presse officielle Sana a indiqué qu'environ 10.000 personnes avaient suivi les travaux en ligne, dont beaucoup de l'étranger.

- "Préserver l'unité" -

En parallèle, des manifestations ont eu lieu mardi dans plusieurs villes syriennes pour protester contre les propos de M. Netanyahu. A Damas, des dizaines de manifestants se sont rassemblés devant le siège de l'ONU, selon des photographes de l'AFP.

Après la chute de Bachar al-Assad, Israël avait rapidement déployé ses troupes dans la zone démilitarisée du plateau du Golan, ce qui a suscité de nombreuses critiques internationales notamment de la part de l'ONU.

M. Netanyahu a exigé dimanche que "le sud de la Syrie soit complètement démilitarisé", insistant sur le fait qu'il ne permettrait pas à "la nouvelle armée syrienne d'entrer dans la région".

"Nous continuerons à mener une politique qui protège les intérêts du peuple syrien, sans aucune pression ou dictat extérieur", a affirmé pour sa part le chef de la diplomatie syrienne, Assaad al-Chaihani.

Il a fait part de la volonté de Damas de "garder la porte ouverte au dialogue avec toute partie désireuse de reconstruire ses relations avec nous sur la base du respect mutuel."

Au lendemain de sa désignation comme président intérimaire fin janvier, M. Chareh avait promis de publier un "déclaration constitutionnelle" pour la période de transition, et estimé que son pays, où le Parlement a été dissout après le 8 décembre, aurait besoin de quatre à cinq ans pour organiser des élections.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 février 2025

## Turquie: troisième rencontre jeudi entre Öcalan et des élus prokurdes

**Istanbul, 26 fév 2025 (AFP)**

— Des élus du parti turc prokurde DEM rencontreront jeudi pour la troisième fois le chef emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, qui pourrait lancer dans les prochains jours un appel à déposer les armes, a annoncé le DEM.

Comme lors des précédentes visites, fin décembre et début janvier, les élus du DEM se rendront sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul, où le leader kurde est détenu depuis sa capture au Kenya en 1999.

La délégation de sept personnes, dont l'un des avocats de M. Öcalan, Faik Özgür Erol, souhaite que le chef historique du PKK fasse son appel dans un message vidéo plutôt que par écrit, mais le ministère turc de la Justice s'oppose pour l'heure à cette possibilité, selon des médias turcs.

La portée d'un éventuel appel de M. Öcalan — en échange de concessions à l'égard de la minorité kurde et de sa possible libération — demeure elle aussi incertaine.

Des cadres du PKK, re-

tranchés depuis des années dans les montagnes du nord de l'Irak, pourraient publier un message dans la foulée de celui de M. Öcalan, selon la presse turque.

Ce dialogue avec le chef emprisonné du PKK, âgé de 75 ans, a été relancé à l'automne par le principal allié du président Recep Tayyip Erdoğan, l'ultranationaliste Devlet Bahçeli.

Après la prison d'Imrali, une délégation d'élus prokurdes s'est également rendue mi-février dans le cadre de cette médiation dans le nord de

l'Irak, pour y rencontrer notamment le président de la région autonome du Kurdistan.

Fondé en 1978, le PKK, considéré comme un mouvement terroriste par Ankara et l'Union européenne, avait opté en 1984 pour la guérilla, au départ pour arracher la création d'un Etat kurde. Ce conflit a fait plus de 40.000 morts en quatre décennies.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 février 2025

## Öcalan, l'icône kurde par-delà les barreaux

**Istanbul, 27 fév 2025 (AFP)**

— "L'oncle qui incarne la cause": 26 ans après sa capture par les services secrets turcs, Abdullah Öcalan, chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), reste depuis sa cellule le visage de la lutte armée kurde.

L'ennemi public numéro un d'Ankara, arrêté le 15 février 1999 au Kenya au terme d'une traque acharnée, est emprisonné depuis à l'isolement sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul.

Depuis le début, à l'automne, de grandes manoeuvres pour le convaincre d'appeler le PKK à déposer les armes, le prisonnier a reçu la visite à trois reprises d'élus du parti prokurde DEM, troisième force au Parlement turc.

Une délégation, arrivée jeudi matin à Imrali, a promis de rendre public dans la foulée

une "déclaration historique" de M. Öcalan.

Le chef historique du PKK avait assuré être le seul à pouvoir ramener la question kurde "du terrain de la violence à celui de la politique". Et assuré qu'il était "prêt à prendre les mesures nécessaires et à lancer un appel" à l'apaisement.

Malgré l'enfermement et le silence, celui que ses fidèles appellent "Apo" ou "Serok" ("oncle" et "chef", en kurde) continue à presque 76 ans d'incarner la cause kurde en Turquie, où le conflit entre le PKK et l'Etat a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Son aura perdure également en Europe où des réfugiés kurdes brandissent régulièrement des drapeaux et pancartes affichant son visage rond. Même si avec le temps, l'épaisse moustache noire bar-

rant son visage a viré au gris.

- Perpétuité -

Né le 4 avril 1949 dans une famille paysanne, dans le village d'Ömerli à la frontière syrienne, Abdullah Öcalan s'engage à l'extrême gauche pendant ses études en sciences politiques à Ankara, ce qui lui vaut un premier séjour en prison en 1972.

En 1978, il fonde le PKK, d'obédience marxiste-léniniste. Deux ans plus tard, c'est l'exil, le plus souvent à Damas ou dans la plaine libanaise de la Bekaa alors sous contrôle syrien, où il installe son quartier général.

"Apo" opte en août 1984 pour la lutte armée afin d'arracher la création d'un Etat kurde.

Aux attaques du PKK répond la répression féroce d'Ankara. Le sud-est du pays est pro-

gressivement plongé dans un état de quasi guerre civile, avec un groupe qualifié de "terroriste" par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne.

Contraint en 1998 de quitter la Syrie sous la pression turque, il erre dans toute l'Europe avant d'être capturé par les services secrets turcs à la porte de l'ambassade de Grèce à Nairobi, au Kenya.

Ramené en Turquie, il est condamné à mort, une peine commuée en emprisonnement à perpétuité lors de la suppression de la peine capitale en 2002.

- "Acteur de référence" -

Ankara pensait en l'arrêtant avoir décapité le PKK. Mais même à l'isolement, "Apo" continue de diriger son mouvement en délivrant ses instructions à ses visiteurs, même

si le commandement militaire, réfugié en Irak lui échappe.

C'est ainsi lui qui, par deux fois, au début des années 2000, puis en 2013, ordonne un cessez-le-feu unilatéral.

Lui, encore, qui commande au mouvement de renoncer à l'idée d'un Etat kurde indépendant et de militer pour une autonomie politique au sein de la Turquie, dont les Kurdes représentent selon les esti-

mations un cinquième des 85 millions d'habitants.

En 2015, après deux ans d'apaisement et de négociation avec Ankara sur les droits culturels et la représentation politique des Kurdes, le conflit reprend dans le sud-est à majorité kurde de Turquie, dévastant notamment la vieille ville de Diyarbakir.

Öcalan déplorera l'année suivante que "tant de gens

(soient) morts", surtout des jeunes peu aguerris, dans "une guerre où aucun camp ne peut l'emporter", selon des propos rapportés par son frère Mehmet.

Depuis, "la société kurde s'est diversifiée et le mouvement kurde politique et légal s'est imposé comme un acteur", souligne Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'EHESS, à Paris.

Pourtant, "Öcalan reste l'acteur de référence", estime M. Bozarslan. "Pour une grande partie des Kurdes, (...) c'est l'oncle qui incarne non seulement la cause, mais qui incarne la nation kurde dans sa totalité".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 février 2025

## La Turquie attend une "déclaration historique" du chef kurde Öcalan

**Istanbul, 27 fév 2025 (AFP)** — La Turquie attend jeudi une "déclaration historique" du chef kurde Abdullah Öcalan qui pourrait mettre un terme à quatre décennies de guérilla.

La délégation du parti prokurde DEM qui est partie jeudi matin pour l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara, a promis de revenir avec un message du fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'elle rendra public à 17H00 (14H00 GMT) à Istanbul.

C'est la troisième fois depuis fin décembre que des représentants du DEM, troisième force au Parlement turc, sont autorisés à rencontrer "Apo" (oncle, en kurde), leader historique et toujours vénéré du PKK, 75 ans, condamné à la prison à vie.

Un des avocats du détenu, Faik Ozgur Erol, s'est joint à eux pour la première fois.

Selon Tuncer Bakirhan, le vice-président du DEM qui

dirige la délégation, "M. Öcalan prépare un itinéraire pour la paix".

"Il ne veut pas seulement que les Kurdes soient libres de parler leur langue, mais que toute expression démocratique soit possible" dans le pays, a-t-il indiqué récemment.

Le gouvernement turc, qui a initié le processus par l'intermédiaire de son allié nationaliste du MHP, Devlet Bahçeli, a proposé de le sortir de son isolement après vingt-six ans.

Une remise en liberté paraît cependant peu probable, étant donné les menaces de vengeance qui pèsent sur Öcalan.

- Main tendue et répression -

Le président Recep Tayyip Erdogan, qui s'est peu exprimé sur le sujet, a confirmé à plusieurs reprises la politique de "la main tendue aux frères kurdes", tout en accentuant la pression sur l'opposition,

en particulier sur le parti DEM, dont dix maires élus l'an dernier ont été démis de leurs fonctions.

C'est le cas du populaire maire de Mardin (sud-est) et figure du mouvement kurde, Ahmet Türk, 82 ans, qui se rend jeudi à Imrali.

Des vagues d'arrestations ont été conduites ces derniers mois contre des centaines de personnes - militants politiques, élus, artistes, journalistes - accusées de terrorisme.

Cependant, et en dépit du charisme intact d'"Apo" Öcalan, affirment les experts, la principale incertitude pèse sur la réponse des combattants du PKK, pour la plupart repliés dans les montagnes de la région de Qandil, dans le nord de l'Irak.

"Ils peuvent arguer qu'Öcalan étant détenu, sa parole n'est pas libre et continuer le combat", fait valoir un diplomate occidental en Turquie qui s'attend alors à une riposte militaire im-

médiate d'Ankara.

La Turquie accuse aussi le PKK de combattre dans le nord-est de la Syrie au côté des Forces démocratiques syriennes (FDS).

Or les FDS sont soutenues par les Etats-Unis au nom de la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique. Et nul ne connaît à ce stade les intentions de Washington, qui maintient des forces sur place, relève l'historien Hamit Bozarslan, de l'EHESS à Paris: "c'est la clé", soutient-il.

Le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan a appelé à plusieurs reprises les nouvelles autorités de Damas, alliées d'Ankara, à les désarmer.

"Ce n'est pas seulement une menace à notre sécurité, à mais pour la région entière", a-t-il estimé.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 février 2025

## Turquie: le chef kurde Öcalan appelle le PKK à se dissoudre

Istanbul, 27 fév 2025 (AFP) — Le fondateur et chef historique du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan a demandé jeudi au mouvement armé de se dissoudre et de déposer les armes après quatre décennies de guérilla.

“Tous les groupes doivent déposer les armes et le PKK doit se dissoudre”, a ordonné M. Öcalan dans une déclaration lue par des députés kurdes qui lui ont rendu visite jeudi dans sa prison au large d’Istanbul.

Le leader kurde dit “assumer la responsabilité historique de cet appel”.

Son message, attendu depuis des semaines, a été lu en kurde puis en turc devant une foule compacte de journalistes réunis dans un hôtel du centre d’Istanbul, devant une large photo montrant le chef historique du PKK, les cheveux blancs, une feuille blanche en main.

Une délégation du parti prokurde DEM s’était entretenue pendant trois heures jeudi matin avec M. Öcalan, détenu à l’isolement depuis 26 ans.

Des centaines de personnes se rassemblées en dansant et en chantant dans plusieurs villes du sud-est à majorité kurde, dont Diyarbakir, pour la lecture de son message.

Des écrans géants ont

aussi été dressés dans le nord de la Syrie et de l’Irak où vit également une forte minorité kurde.

Abdullah Öcalan, 75 ans, avait exprimé lors de précédentes rencontres avec des députés prokurdes sa “détermination” à tourner la page de la lutte armée.

“Si les conditions se présentent, j’ai le pouvoir théorique et pratique de transférer le conflit du terrain de la violence au terrain juridique et politique”, avait-il assuré fin octobre à l’un de ses interlocuteurs.

Ses deux précédents appels à la trêve, au début des années 2000 puis en 2013, avaient fait long feu, cédant la place à des flambées de violence.

“Des millions de personnes prient pour une solution”, a affirmé mardi le vice-président du DEM, Tuncer Bakirhan.

- “Expression démocratique” -

Cette fois, “la puissance militaire de la Turquie empêche depuis longtemps le PKK d’agir sur le terrain”, souligne Boris James, historien français spécialiste des Kurdes.

Selon Tuncer Bakirhan, M. Öcalan “ne veut pas seulement que les Kurdes soient libres de parler leur langue, mais que toute expression démocratique soit possible” dans le pays, a-

t-il indiqué récemment.

Le gouvernement turc, qui a initié le processus par l’intermédiaire de son allié nationaliste du MHP, Devlet Bahçeli, a proposé de le sortir de son isolement après vingt-six ans de détention.

Une remise en liberté paraît cependant peu probable, étant donné les menaces de vengeance qui pèsent sur Abdullah Öcalan.

- “Main tendue aux frères kurdes” -

Le président Recep Tayyip Erdogan, qui s’est peu exprimé sur le sujet, a confirmé à plusieurs reprises la politique de “la main tendue aux frères kurdes”, qui constituent la principale minorité de Turquie (20% de la population environ), tout en accentuant la pression sur l’opposition, en particulier sur le parti DEM, dont dix maires ont été démis de leurs fonctions depuis leur élection l’an dernier.

C’est le cas du populaire maire de Mardin (sud-est) et figure du mouvement kurde, Ahmet Türk, 82 ans, qui s’est rendu jeudi à Imrali et a lu le message d’Abdullah Öcalan en kurde.

Des vagues d’arrestations ont été conduites contre des centaines de personnes - militants politiques, élus, artistes, journalistes - accusées de “terrorisme”.

Cependant, et en dépit du charisme intact d’“Apo” Öcalan, une vaste incertitude pèse sur la réponse des combattants du PKK, pour la plupart repliés dans les montagnes de la région de Qandil, dans le nord de l’Irak.

“Ils peuvent arguer qu’Öcalan étant détenu, sa parole n’est pas libre et continuer le combat”, redoute un diplomate occidental qui prédit alors une riposte militaire immédiate d’Ankara.

La Turquie accuse aussi le PKK de combattre dans le nord-est de la Syrie au côté des Forces démocratiques syriennes (FDS).

Or les FDS sont soutenues par les Etats-Unis au nom de la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique. Et nul ne connaît à ce stade les intentions de Washington, qui maintient des forces sur place, relève l’historien Hamit Bozarslan, de l’EHESS à Paris: “c’est la clé”, soutient-il.

Le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan a appelé à plusieurs reprises les nouvelles autorités de Damas, alliées d’Ankara, à expulser “les combattants non syriens” issus du PKK. “Ce n’est pas seulement une menace pour notre sécurité, mais pour la région entière”, a-t-il estimé.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

27 février 2025

## Turquie: les principaux extraits de la déclaration du chef kurde Öcalan

**Istanbul, 27 fév 2025 (AFP)** — Le fondateur et chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, a appelé jeudi le mouvement armé à se dissoudre et à déposer les armes.

Voici les principaux extraits de son message intitulé "Appel à la paix et à une société démocratique", lu par des élus prokurdes lui ayant rendu visite en prison:

"Le PKK est né au 20e siècle,

à l'époque la plus violente de l'histoire de l'humanité (...), dans l'ombre du socialisme et de la Guerre froide. Le déni total de la réalité kurde, les restrictions des droits et libertés fondamentales — en particulier la liberté d'expression — ont joué un rôle important dans son émergence et son développement".

"La nécessité d'une société démocratique est inéluctable. La fermeture des canaux démocratiques a joué un rôle

dans le fait que le PKK, le plus ancien et le plus vaste soulèvement armé de l'histoire de la République (turque), ait trouvé une base sociale et un soutien".

"L'appel lancé par Devlet Bahçeli (allié nationaliste du président turc Recep Tayyip Erdogan, NDLR), ainsi que la volonté exprimée par M. le Président et les réponses positives des autres partis politiques à cet appel, ont créé un environnement dans lequel je lance un appel au dépôt

des armes, dont j'assume la responsabilité historique".

"Comme le ferait toute organisation ou parti moderne dont l'existence n'a pas été abolie par la force, convoquez votre congrès et prenez votre décision: tous les groupes doivent déposer les armes et le PKK doit se dissoudre".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 février 2025

## Turquie: le PKK en cinq dates

**Istanbul, 27 fév 2025 (AFP)** — Le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, pourrait appeler jeudi à déposer les armes, après quatre décennies d'une guérilla meurtrière.

Voici cinq moments-clés de l'histoire du PKK et de son fondateur, icône du mouvement kurde.

1978-1984: création du PKK et début de la lutte armée

D'obédience marxiste-léniniste à sa naissance, le PKK se forme autour d'un noyau d'étudiants de l'université d'Ankara en 1978, dont l'objectif est de parvenir à la libération du Kurdistan.

Ses fondateurs sont principalement (mais pas exclusivement) kurdes comme Abdullah Öcalan, étudiant en sciences politiques.

En 1980, le coup d'Etat militaire en Turquie force le PKK

et son chef à s'expatrier en Syrie et au Liban (alors occupé par l'armée de Hafez al-Assad): le PKK s'y entraîne dans la plaine de la Bekaa.

En 1984, le PKK s'engage dans une série d'attentats, ciblant notamment des postes et des convois militaires turcs.

La répression conduite en retour par l'Etat enclenche un cycle de violences, en particulier dans le sud-est du pays à majorité kurde, placé en état de quasi guerre civile. Sans gain militaire significatif.

1999: capture d'Öcalan

Menacé, le chef du PKK a quitté la Syrie et entamé un périple entre plusieurs pays européens. Il est arrêté le 15 février 1999 au Kenya.

Condamné à mort en Turquie, il est placé à l'isolement sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul. Sa peine est commuée en prison à vie en

2002 quand la Turquie renonce à la peine capitale.

2013-2015: le pari de la trêve

Abdullah Öcalan appelle le PKK à déposer les armes à l'occasion du Nouvel An kurde, le 21 mars 2013, alors que s'engagent des négociations avec le pouvoir de Recep Tayyip Erdogan via les députés du parti prokurde HDP (devenu DEM). C'est la première vraie trêve après une précédente tentative au début des années 2000. Elle vole en éclat après un attentat antikurde meurtrier en juillet 2015 à la frontière syrienne (34 morts).

La victoire de candidats prokurdes aux élections législatives en 2015 suscite un nouveau durcissement du pouvoir qui craint de perdre la main.

2015-2016: la guerre du Sud-Est

L'aviation turque multiplie les

raids anti-PKK en Irak et mène une vaste offensive militaire dans le sud-est de la Turquie où le PKK lance un "soulèvement urbain".

S'ensuivent des combats quotidiens, dévastateurs, jusqu'au coeur de grandes villes, dont Diyarbakir, qui laissent un sentiment amer dans la population.

Les combats se doublent d'attentats sanglants à Ankara et Istanbul. L'Etat répond par une répression accrue contre les partis prokurdes, notamment le HDP.

Vaincus par la puissance de feu d'Ankara, les combattants se replient dans le nord de l'Irak et de la Syrie.

La Turquie se déploie progressivement dans le nord de la Syrie où elle entend instaurer une "zone de sécurité" pour protéger ses frontières. En décembre 2024, elle admettait la présence de 16.000 à 18.000 soldats.

2024-2025: la main tendue

Après une décennie de statu quo militaire, le chef du parti nationaliste MHP, principal allié du président Erdogan, propose à Abdullah Öcalan,

75 ans, d'appeler le PKK à déposer les armes et de "venir s'exprimer devant le Parlement".

Des élus du parti prokurde DEM, troisième force au

Parlement turc, le rencontrent à trois reprises entre le 28 décembre et le 27 février dans sa prison à Imrali, promettant de rapporter "une déclaration historique" au terme de leur troisième visite.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 février 2025

## Soulagement et craintes chez les Kurdes d'Irak et Syrie après l'appel d'Öcalan

**Souleimaniyeh (Irak), 28 fév 2025 (AFP)** — L'appel au désarmement lancé par le leader kurde Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie, a suscité un soulagement mais aussi des craintes pour l'avenir des Kurdes en Syrie et en Irak, qui aspirent à la paix après avoir combattu pour leur autonomie.

Dans un message historique, Abdullah Öcalan, le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a ordonné jeudi à sa formation qualifiée de "terroriste" par Ankara de "déposer les armes et (...) se dissoudre".

Principalement basé dans les montagnes du Kurdistan irakien, région autonome dans le nord de l'Irak, le PKK n'a pas encore réagi.

Enracinés dans une région montagneuse s'étendant à travers la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, les Kurdes se sont soulevés à plusieurs reprises depuis les années 1920 contre les autorités centrales qui ont réprimé leurs révoltes dans le sang.

Aujourd'hui, des millions de Kurdes vivent dans une relative sécurité au Kurdistan irakien ainsi que dans le nord-est de la Syrie, où ils ont établi une administration semi-autonome à la faveur de la guerre dans ce pays.

- "Jour historique" -

A Souleimaniyeh, la deuxième

plus grande ville du Kurdistan irakien, Rebaz Hassan, 31 ans, attendait avec impatience jeudi le message d'Öcalan.

"C'est un jour historique", a-t-il déclaré, tout en ajoutant: "certains ne savaient pas s'il fallait être heureux ou en colère".

Dans la ville de Qamichli, en Syrie voisine, Akid Farouk, 35 ans, a estimé que l'appel était "une bonne étape pour résoudre la question kurde en Turquie". "Ça aura un impact positif sur la région si le PKK l'applique", a-t-il ajouté.

Si les combattants d'Öcalan suivent son appel, cela représenterait une victoire majeure pour la Turquie, renforçant son statut de puissance régionale.

"Nous sommes à un moment historique, non seulement pour la mouvance kurde, mais aussi pour la Turquie et le Moyen-Orient. Ça va changer (...) aussi (...) la géopolitique du Moyen-Orient en plaçant la Turquie au centre", a déclaré Adel Bakawan, directeur de l'Institut européen d'études du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, basé en France.

Alors que pour l'Irak, un désarmement du PKK permettrait de résoudre une source majeure de tensions avec la Turquie voisine, la situation en Syrie est plus complexe.

Après la chute en décembre du président Bachar al-Assad,

renversé par une coalition de groupes islamistes proches de la Turquie, l'avenir des Kurdes y semble incertain alors que les Forces démocratiques syriennes, dominées par cette communauté, contrôlent de grandes parties du nord-est du pays.

La Turquie accuse en effet la principale composante des FDS, les Unités de protection du peuple (YPG), d'être affiliée au PKK.

Certains Kurdes syriens espèrent qu'un accord avec le PKK pourrait adoucir la position de la Turquie à leur égard.

Un processus de paix ferait passer les FDS du statut de "l'ennemi" à celui "d'un allié de la Turquie", estime Adel Bakawan.

- Impact "politique" -

Pour Renad Mansour, du groupe de réflexion Chatham House à Londres, une nouvelle dynamique entre la Turquie et le PKK "aurait un impact sur le développement du système politique" en Syrie.

Les FDS ont à plusieurs reprises refusé les appels à désarmer lancés par les nouvelles autorités syriennes, affirmant vouloir rester une entité distincte.

Le chef des FDS, Mazloum Abdi, a salué la déclaration d'Öcalan comme une étape vers la paix, tout en disant qu'il ne se sentait pas lié par l'appel à désarmer.

"L'appel à déposer les armes du PKK le concerne lui et ne concerne pas nos forces", a-t-il dit jeudi, estimant que ses forces devaient plutôt rejoindre les rangs de l'armée syrienne actuellement mise en place par les nouvelles autorités.

Les FDS, soutenues par les Etats-Unis, ont été le fer de lance dans la lutte en Syrie contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), vaincu en 2019.

En Irak, quand l'EI a envahi de vastes territoires, le PKK a rejoint la lutte contre les jihadistes, défaits par les forces irakiennes soutenues par les Etats-Unis en 2017.

Depuis, les activistes kurdes ont étendu leur présence en Irak au-delà de la région autonome, s'installant dans des zones avoisinantes, et leur présence a longtemps été une source de tensions entre Bagdad et Ankara.

L'Irak a récemment inscrit le PKK sur la liste des "organisations interdites" mais Ankara lui a demandé de le reconnaître comme un groupe "terroriste".

Le politologue I Hassan al-Shemmari estime pour sa part qu'un processus de paix "soulagerait le gouvernement irakien de la pression turque pour agir contre le PKK" et améliorerait les relations entre les deux voisins.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 février 2025

## L'Irak voit dans l'appel d'Öcalan une façon d'améliorer la sécurité régionale

**Bagdad, 28 fév 2025 (AFP)** — L'Irak a salué jeudi l'appel d'Abdullah Öcalan, le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) emprisonné en Turquie, à dissoudre son groupe, parlant d'une avancée "positive" pour renforcer la sécurité et la stabilité régionales.

Le fondateur du PKK, organisation considérée "terroriste" par la Turquie, a appelé jeudi à tourner la page de la lutte armée.

Il s'agit d'"une étape positive et importante pour établir la stabilité dans la région", a dé-

claré le ministère irakien des Affaires étrangères dans un communiqué jeudi soir.

Cet appel constitue également "une phase très importante pour renforcer la sécurité, non seulement en Irak (...) mais dans toute la région", a ajouté le ministère, soulignant que "les solutions politiques et le dialogue sont les meilleurs moyens de (...) mettre fin aux conflits".

Le PKK dispose de bases arrières dans la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, où la Turquie maintient également

des bases militaires et mène fréquemment des opérations terrestres et aériennes contre les activistes kurdes.

Alors que la présence du PKK en Irak a été une source constante de tensions entre Bagdad et Ankara, le ministère irakien a exprimé l'espoir que le PKK prenne "des mesures rapides" pour déposer les armes, soulignant l'engagement du gouvernement irakien à établir des "relations solides" avec la Turquie voisine.

L'Irak a récemment

inscrit le PKK sur la liste des "organisations interdites" mais Ankara lui a demandé de le reconnaître comme un groupe "terroriste".

En août dernier, Bagdad et Ankara avaient signé un accord de coopération militaire visant à établir des centres de commandement et de formation conjoints pour lutter contre le PKK.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

